R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

R E P U B L I C O F C A M E R O O N
PEACE - WORK - FATHERLAND

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME
(CDMT2023-2025)

AJUSTÉ

CHAPITRE29

MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

V E R S I O N F R A N Ç A I S E

SOMMAIRE

RESUME 5

INTRODUCTION 7

1. CADRE STRATÉGIQUE DE PROGRAMMATION DU CHAPITRE 11

1.1. POLITIQUE SECTORIELLE 13

1.1.1. Situation du secteur et evolution de la mise en oeuvre de la politique sectorielle 43

1.1.2. Contribution du chapitre dans l'attente des objectifs sectoriels 67

1.1.3. Contribution du chapitre dans l'atteinte des objectifs sectoriels en matière de promotion de l'égalité 67

1.2. CADRE LOGIQUE DES PROGRAMMES ET ACTIONS 67

1.2.1. Cadre logique des programmes du chapitre 29 - Ministere des mines, de l'industrie et du developpement technologique 67

1.2.2. Cadre logique des actions par programme 67

1.2.3. Description de la prise en compte du genre par programme 83

2. APERÇU DU BILAN FINANCIER 85

2.1. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS 87

2.1.1. Exécution financière des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales, par action 88

2.1.2. Exécution financière des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel, par action 91

2.1.3. Exécution financière des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite, par action 94

2.1.4. Exécution financière des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle, par action 96

2.1.5. Exécution financière des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique, par action 99

2.2. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES SUIVANT LES NATURES DE DEPENSE 99

2.2.1. Exécution financière des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales, par nature de dépenses 99

2.2.2. Exécution financière des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel, par nature de dépenses 100

2.2.3. Exécution financière des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite, par nature de dépenses 100

2.2.4. Exécution financière des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle, par nature de dépenses 100

2.2.5. Exécution financière des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique, par nature de dépenses 100

2.3. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS 101

2.3.1. Difficultés rencontrées 110

2.3.2. *Propositions de solutions* *112*

2.4. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES GENRE SENSIBLES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS 114

3. PROGRAMMATION TRIENNALE (2023-2025) DES DÉPENSES 115

3.1. SYNTHESE DE LA PROGRAMMATION (2023-2025) POUR L'ENSEMBLE DU CHAPITRE 117

3.1.1. *Programmation et contraintes budgétaires du CBMT (2023-2025)* *117*

3.1.2. *Synthèse de programmation triennale (2023-2025) du chapitre par programme (AE,CP)* *119*

3.1.3. *Synthese de programmation triennale (2023-2025) du chapitre en ligne de reference et mesures nouvelles* *120*

3.2. DETAILS DE LA PROGRAMMATION (2023-2025) PAR PROGRAMME 121

3.2.1. *Detail de la programmation pour le programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales* *121*

3.2.2. *Detail de la programmation pour le programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel* *124*

3.2.3. *Detail de la programmation pour le programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite* *126*

3.2.4. *Detail de la programmation pour le programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle* *129*

3.2.5. *Detail de la programmation pour le programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique* *132*

4. ASPECTS SPECIFIQUES DE LA PROGRAMMATION TRIENNALE (2023-2025) DES DÉPENSES 137

4.1. PROJETS BENEFICIANT D'AE PLURIANNUELLES (AEP) 139

4.2. PROJETS A FINANCEMENTS EXTERIEURS (FINEX) 139

4.3. GRANDS PROJETS 139

4.4. SUBVENTIONS AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS 141

4.5. RESSOURCES PROGRAMMEES AU PROFIT DES CTD 143

4.6. POINT SUR LES PROJETS EN COURS D'EXECUTION 143

4.7. INTERVENTIONS PRIORITAIRES 145

4.8. POINT SUR LA PROGRAMMATION DES ACTIVITES GENRE SENSIBLES 145

ANNEXES

1 - MATRICE DU CADRE LOGIQUE 147

2 - MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2023-2025) 159

3 - PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT 199

RESUME

La loi N°2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'État définit un cadre rénové du système financier, budgétaire et comptable de l'État. Il introduit la gestion axée sur les résultats dans les finances publiques par l'institutionnalisation de la budgétisation par programme. L'article 18 alinéa 3 de ce texte dispose en effet que « Dans la seconde partie, la loi de finances de l'année 1° fixe pour le budget général, les programmes concourant à la réalisation des objectifs assortis d'indicateurs, les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ; » Cet article induit l'élaboration et la présentation des projets de performance des administrations (PPA). Et c'est ainsi que depuis la loi des finances 2013, la demande budgétaire des ministères et institutions y est exprimée et motivée par des objectifs centrés sur la recherche de la performance.

Avec l'adoption de la présente stratégie nationale de développement- Cameroun 2030 (SND30), le pays prend des engagements internes et internationaux au plan économique, social et environnemental. Le cap est de porter le pays au rang de nouveau pays industrialisé (NPI) en 2035. Les stratégies sectorielles ont été articulées autour du développement de l'industrie et services en cohérence avec le plan directeur d'industrialisation (PDI).

Après la période consacrée à l'appropriation de l'esprit de la refonte par les personnels, la budgétisation par programme permet l'introduction des fiches de documentation des indicateurs. Elles précisent toutes les informations nécessaires à leur connaissance puis à leur suivi et devraient permettre d'améliorer le pilotage des programmes à travers les performances qui y sont attendues.

Au-delà de cette particularité, le Projet de Performance des Administrations reste articulé autour de trois parties :

- la première partie est la synthèse de la stratégie. Elle met en exergue la contribution attendue des administrations dans les stratégies développées par le gouvernement, notamment la SND30. Elle présente par ailleurs le domaine d'intervention, revient sur les performances antérieures et projette les perspectives. Elle s'achève par la détermination de l'objectif stratégique et la déclinaison du cadre logique ;
- la deuxième partie relative au contenu des programmes présente les programmes et leurs actions, leurs objectifs, indicateurs et cibles, les stratégies de mise en œuvre et les coûts de réalisation ;
- la troisième partie comporte le tableau de budgétisation détaillé en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

INTRODUCTION

Aux termes du décret n°2012/432 du 01 octobre 2012 le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique minière et industrielle du Gouvernement et des stratégies de développement technologique dans les différents secteurs de l'économie nationale.

A ce titre, il est chargé :
- de l'élaboration de la cartographie minière ;
- de la prospection géologique et des activités minières ;
- de la valorisation des ressources minières, pétrolières et gazières ;
- de la gestion des ressources naturelles minières et gazières ;
- du suivi du secteur pétrolier amont ;
- de la promotion de l'industrie locale ;
- du développement des zones industrielles ;
- de la promotion des investissements privés ;
- de la promotion des investissements dans le secteur des mines, de l'industrie et du développement technologique, en liaison avec le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire et d'autres Administrations concernées ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan d'industrialisation du pays ;
- de l'élaboration, de la diffusion et du suivi de la mise en œuvre des textes prévus par la Charte des Investissements ;
- de la transformation locale des produits miniers, agricoles et forestiers, en liaison avec le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, le Ministère des Forêts et de la Faune et les autres administrations concernées;
- du développement technologique, en liaison avec le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ;
- de la veille technologique en matière industrielle, en liaison avec les administrations concernées;
- de la promotion et de la défense d'un label de qualité pour les produits destinés au marché local et à l'exportation, en liaison avec les administrations concernées ;
- du suivi des normes et de la qualité, en liaison avec les administrations concernées.

Depuis 2013, quatre programmes ont été élaborés et sont mis en œuvre et plusieurs CDMT conçus et mis en œuvre. Seulement, dès 2022 le MINMIDT va passer à cinq programmes suivant les orientations de la SND30 et avec une actualisation des CDMT. Ces CDMT sont la traduction opérationnelle triennale des différents politiques publiques que le MINMIDT met en œuvre.

Ces politiques publiques dans le sous-secteur ont été menées en droite ligne de la vision 2035 en accord dans sa première phase avec le document de stratégie pour la croissance et l'emploi pour la période 2010-2020 et dans sa deuxième phase avec le document de stratégie nationale

de développement allant jusqu'en 2030.

Rappelons que la vision 2035 a pour objectif de faire du Cameroun un pays démocratique, prospère, uni dans la diversité.

Pour parvenir à une exploitation efficace des ressources minières et se doter d'une industrie capable de transformer localement nos produits naturels afin d'accroitre leur valeur ajoutée et inverser la tendance déficitaire de notre balance extérieure, le Cameroun s'est doté en 2016 d'un nouveau code minier dans le cadre de la modernisation de son cadre juridique qui est un instrument moderne.

Trois défis majeurs à relever : un direct, qui le concerne au premier chef : c'est celui de faire du Cameroun un Nouveau Pays Industrialisé ; de façon indirect : faire du Cameroun un Pays à Revenu Intermédiaire de la tranche supérieur. Contribuer à la création de la richesse en créant de la valeur ajoutée.

Transformer localement les ressources naturelles du Cameroun afin d'en accroitre la valeur. Ce qui à terme va permettre d'inverser la tendance déficitaire de notre balance commerciale.

Pour atteindre tous ces objectifs, le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique met en œuvre à partir de 2022 cinq programmes dont quatre opérationnels : Amélioration de la connaissance du potentiel géologique et valorisation des ressources minérales ; Développement et Densification du tissu industriel ;Modernisation de l'Infrastructure Qualité ; Développement des technologies et Valorisation des actifs de la propriété industrielle, et un programme support : Gouvernance et appui institutionnel au sous-secteur mines, industrie et développement technologique.

La mise en œuvre de ces programmes va permettre une avancée majeure dans le sous-secteur des mines, de l'industrie et du développement technologique. Il s'agit d'une avancée majeure en termes d'amélioration de la connaissance du potentiel géologique et valorisation des ressources minérales d'une part à travers le code minier de 2016 et du développent et densification du tissu industriel d'autre part à travers le Plan Directeur d'Industrialisation. Ce PDI est un véritable outil d'orientation et de programmation de l'industrialisation au Cameroun qui à terme doit permettre au Cameroun de transformer 25% de ressources naturel et 40% à l'horizon 2050.

La deuxième phase de la vision, censée démarrer en 2021, fait de l'industrialisation la locomotive de l'économie camerounaise. Les actions prévues dans le présent CDMT préfigurent les changements entre le CDMT conçus jusque-là dans le cadre de la mise en œuvre des programmes ci-dessus, élaborés depuis 2013 et le souci de leur refondation pour les adapter au contexte, aux nouveaux défis et corriger les insuffisances constatées.

Le CDMT 2022-2024 fait suite aux activités qui ont eu lieu depuis février 2021. Il s'agit entre

autre de l’activité de refonte des programme suivant les orientations de la SND30 et de l’activité de revue et rationalisation des activités qui a permis de revisiter les activités des programmes en cours de mise en œuvre à l’effet d’évaluer leur pertinence dans l’atteinte des objectifs des actions et donc des programmes, leur formulation, leur impact, entre autres. De plus, ces activités ont permis de mieux recadrer les besoins des différentes structures aux réalités imposées par la SND30. Il est question de mettre en cohérence les différents programmes avec les actions/activités inscrites jusqu’aux opérations en passant par les tâches à réalisées.

Au-terme de ce travail, les activités qui figurent dans ce document sont issus du processus de maturation des projets par la Commission Interne de Maturation des projets pour ce qui est des projets de moins de 100 millions et des projets de plus de 100 millions, pré-validés par la Commission interne et transmis à la Commission Technique pour visa de maturité.

1.

CADRE STRATÉGIQUE DE PROGRAMMATION DU CHAPITRE

1.1. POLITIQUE SECTORIELLE

Les actions dans ce domaine sont portées par le Programme 035 Intitulé " AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES ".

Le Chef de l'État a consacré le secteur minier comme l'un des piliers majeurs de l'économie de notre pays. Le MINMIDT, dans son texte organique est chargé entre autres de développer la production des ressources minérales nationales depuis l'extraction, en passant par la transformation industrielle, jusqu'à l'exportation des produits bruts, semi-transformés et transformés.

Le Cameroun regorge d'un énorme potentiel minier et géologique qui comprend plusieurs gisements d'intérêt économique et des ressources minérales de classe mondiale. Attirés par cette manne, plusieurs Opérateurs Economiques nationaux et investisseurs internationaux s'activent chaque jour davantage, dans un secteur minier à fort potentiel de valeur ajoutée. Parce qu'ils sont créateurs de richesse et de valeurs, les projets miniers sont porteurs de beaucoup d'espoir et sont, de facto, des projets leaders de la relance de la croissance économique, de la création d'emplois et de la lutte contre la pauvreté au Cameroun.

De 2014 à 2021, une campagne géophysique aéroportée en vue de l'acquisition de données magnétiques et spectrométriques (rayonnement gamma) a permis de couvrir plus de 96% du territoire national avec l'appui de la Banque Mondiale, à travers le Projet de Renforcement des Capacités du Secteur Minier (PECASEM). Cette campagne a permis de réaliser un linéaire de plus de 962 174 km de profile géophysique. Il s'agissait de survoler le pays par des lignes prédéfinies avec un espacement de 500 m à 5000 m à l'effet d'obtenir des données magnétiques et de spectrométrie gamma de haute résolution. Les résultats obtenus ont favorisé l'obtention de cartes géophysiques qui ont servi de guide pour la prospection au sol par le Groupement BRGM/GTK/BEIG3, en vue de la production de 14 feuilles de cartes géologiques à l'échelle 1/200 000ème et plus de 700 indices et anomalies géochimiques.

Les travaux réalisés ont montré que ces zones revêtent un potentiel géologique et minier non négligeable, qui suscite déjà l'attraction de certains investisseurs. Ce qui a conduit à l'attribution en 2021 de 14 de certificats sécurisés accordés aux opérateurs 36 de sites identifiés et géo-référencés accordé aux opérateurs et base de données disponible :
19 pour les carrières ;
15 pour les exploitations artisanales ;
2 pour les eaux minérales.

Dans la même période, le CAPAM a rétrocédé 60 kg d'or au MINFI dans le cadre du renforcement des réserves d'or de l'Etat.

A ce jour, cinq conventions minières ont été signées et trois sont en cours de négociation ou en

attente de signature.

Par ailleurs des travaux de recherche sont en cours en vue de l'évaluation des réserves de bauxite de Minim-Martap et Ngaoundal par CANYON RESSOURCES, le rutile d'Akonolinga par ERAMET entre autres.

L'exploration minière relève plus du ressort des Sociétés minières avec lesquelles le Ministère à travers la Direction de la Géologie, joue le rôle d'accompagnateur dans le cadre notamment du suivi administratif et du contrôle technique des travaux réalisés en vue de la certification des ressources identifiées et l'élaboration des études de faisabilité pour leur exploitation. Cette exploration est menée sur l'ensemble du territoire national, à travers les permis de recherche (119 environ) attribués et valables pour différentes substances minérales à l'instar de l'or, du fer, de la bauxite, du calcaire, du marbre, de l'étain et du saphir. Cet encadrement a abouti à l'estimation des tonnages des différents minéraux et des projets de convention minière avec les sociétés SINOSTEEL et CIMENCAM S.A qui sont en attente de signature pour l'exploitation du fer des mamelles de Kribi pour le premier et en cours de négociation pour l'exploitation du marbre de Biou-sud et Bidzar pour le deuxième. A terme, la mise en exploitation de ces différentes ressources pourrait aboutir à la création de nombreux emplois pour les Camerounais et étrangers, la création de richesse et l'augmentation de la contribution du secteur minier au PIB.

Pour ce qui est des énergies fossiles, la politique camerounaise en la matière repose principalement sur le développement de son riche potentiel pétrolier et gazier à travers la promotion des blocs pétroliers à l'effetd'attirer et d'inciter les compagnies pétrolières à investir au Cameroun conformément aux contrats types prévus par la législation en vigueur. Le secteur pétrolier est régi par :

> la **Loi n°2002-013 du 30 décembre 2002 portant code gazier**, constituée de 61 articles et repartis sur 9 titres, elle précise les dispositions comptables, financières, fiscales et douanières applicables aux activités liées à l'exploitation du gaz naturel ;
> de la **Loi N 2019/008 du 25 avril 2019 portant code pétrolier.** Pris pour rendre le secteur pétrolier amont camerounais plus compétitif face à l'agressivité des législations des pays de la sous-région, ce nouveau cadre législatif vise à améliorer le cadre contractuel et fiscal du secteur.

Le nouveau texte s'estenrichi de treize (13) articles qui s'inscrivent dans la mouvance de la libéralisation à travers la simplification administrative et l'instauration d'un régime spécifique d'incitations aux investissements ainsi que le protectionnisme, visant à sauvegarder les intérêts essentiels de l'État.

En outre, à travers la mise en place d'un régime inédit des infractions et des sanctions administratives,le Cameroun montre une volonté répressive presque totalement absente dans l'Ancien Code Pétrolier.

Par ailleurs, le cadre institutionnel s'est enrichi d'une nouvelle structure, la Société Nationale des Mines (SONAMINES), à la faveur du décret n°2020/749 du 14 décembre 2020. Elle a pour

but de développer et de promouvoir le secteur minier camerounais à l'exception des hydrocarbures et des substances de carrière. Elle est entre autre chargée de la gestion des intérêts de l'Etat dans le domaine à travers la participation aux négociations et au suivi de l'exécution des contrats signés entre l'Etat et les sociétés minières. Elle mène également des activités d'exploitation et de commercialisation liées à son domaine, de manière directe ou indirecte.

Sur le plan de la sécurisation des sites miniers et géologiques

Des campagnes de collecte des données de géo risques ont été réalisées de 2015 à 2018 dans plusieurs régions du territoire national, notamment les Régions du Centre (carrières de Razel à Nkometou, Arab Contractor à Eloumden, Gracam à Nkolondom, Buns à Mbalmayo, ChinaLinxiang à Nkometou), du Sud (carrière de China Electric National à Evindissi), du Littoral (carrières de Ferreira et de Royal Quarry à Logbadjeck), du Sud-ouest (Sogea Satom à Ekona, société China Minhui à Ombe), de l'Ouest (société china Longteng à bamougoum, société ESER Contracting and Industry à Fengu), de l'Est (société Camrail à Ebaka) et de l'Adamaoua (site d'exploitation artisanale de l'or à Legalgoro et la collecte des échantillons d'eau dans les lacs de cratère de Baledjam, Gagouba et Ngaoundaba (Tabéré) à Nyambaka, et Tison à N'Gaoundéré 1er), en vue de la sécurisation desdits sites et la protection des biens et des personnes, mais aussi afin d'établir la carte des géo-risques au Cameroun. Une carte globale des géo-risques dans les sites est a été élaborée et de nouveaux sites sont en cours de recensement.

Sur le plan du renforcement des capacités,

Le MINMIDT, à travers le programme Panafricain PanAfGeo qui est un programme de formation des services géologiques mis en œuvre par l'Organisation des Services Géologiques Africains et l'Organisation des Services Géologiques Européens a organisé plusieurs séries de formation avec plus de 40 participants venant des différents pays africains dans le domaine de l'évaluation des ressources minérales et le système d'information géo scientifique. Cette opération a permis aux apprenants d'acquérir de meilleures capacités managériales dans ledit secteur dont le retour sur formations est également très positif.

Le PRECASEM s'est également engagé dans un vaste programme de renforcement des capacités qui intègre l'exploitation et l'inspection des carrières, la taille des lames minces et la réhabilitation des sites miniers. Ces formations sont en cours et concernent essentiellement les Ingénieurs des Mines et de la Géologie du MINMIDT, tant des services centraux que déconcentrés.

Les autres réalisations concernent :

- la promulgation de la loi n°2016/017 du 14 décembre 2016 portant Code Minier, véritable

instrument de promotion et d'attractivité des acteurs du secteur minier ;
- la modernisation du Cadastre minier, grâce à laquelle le Cameroun dispose d'un système informatisé pour l'attribution des titres miniers, disponible sur la toile internet ;
- l'adhésion du Cameroun au Processus de Kimberley, avec pour mission d'implémenter la traçabilité, d'évaluer les Diamants Bruts et de délivrer des Certificats Infalsifiables.
- l'amélioration de l'information géologique et minière, dans le cadre de la campagne de levées géophysiques aéroportées, ce qui porte le taux de couverture du territoire national à plus 60% ;
- l'élaboration de quatorze (14) cartes géologiques au 1/200.000ème ;
- la mise en place d'un Système d'Information Géologique et Minière pour une meilleure gestion, conservation et diffusion des données du secteur minier et géologique ;
- négociation de deux conventions minières pour l'exploitation du marbre de Biou-sud et Bidzar pour la production du ciment par la société CIMENCAM ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société DANGOTE ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société CIMAF;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société MEDCEM ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société CIMENCAM S.A ;
- l'attribution et suivi des activités de quatre-vingt-neuf (89) permis d'exploitation et autorisation d'ensachage des eaux de source, eaux minérales et thermo-minérales de quatre-vingt-trois (83) sociétés sur l'ensemble du territoire national ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation de cent trente-sept (137) carrières de pierres, pour les travaux de construction des bâtiments et travaux publiques ;
- la signature de deux conventions minières entre l'Etat du Cameroun et la société G-Stone Resources pour l'exploitation du fer de d'Akom II d'une part et entre l'Etat du Cameroun et la société CODIAS d'autre part, pour l'exploitation de l'or de Colomine.
- la finalisation de la dernière phase des activités de recherche sur le prospect bauxitique de MinimMartap et Ngaoundal, ceci devant déboucher à court terme à la mise en exploitation de ce prospect.

Relativement à l'action vulgarisation du Code Minier auprès des Opérateurs du secteur, plusieurs ateliers se sont tenus dans les régions du Centre, de l'Est du Littoral et de l'Adamaoua.

Un constat selon lequel l'exploitation minière qui se déroule dans la région de l'Est est sous l'emprise d'exploitants peu soucieux de la protection de la nature. Pour tirer plus de profit dans cette activité, certains utilisent un matériel non conventionnel au détriment de la santé des populations, de la sauvegarde de l'environnement et de la protection de la nature.

L'objectif global de cet Atelier était pour les élus locaux de s'arrimer à la nouvelle politique

visant à faire du secteur minier l'un des leviers de relance de l'économie et de la croissance de notre pays. Spécifiquement, il était question de :
- renforcer les capacités des Magistrats municipaux pour une meilleure compréhension du nouveau Code Minier en vue de la promotion du développement durable ;
- Informer, sensibiliser et susciter l'adhésion des Magistrats municipaux face au rôle majeur qu'ils sont appelés à jouer dans la mise en application du Code Minier aux côté de l'Administration ;
- les rendre capables d'identifier les activités minières caractéristiques de leurs localités respectives ;
- Permettre aux participants de s'approprier les différentes possibilités qu'offre le secteur minier pour la création de nouvelles sources de revenu ;
- Amener les participants à s'approprier les mécanismes de recherche de financements. Cet atelier a été axé autour des thèmes suivants :
- « secteur minier : un potentiel encore inexploité » ;
- «éclairages sur les différentes taxes et les mécanismes de recouvrement des taxes » ;
- « exploitation minière artisanale »: quel rôle joue la Commune et peut-elle monter un fichier local des exploitants pour un meilleur suivi du recouvrement des taxes.

Les résultats obtenus ont été l'acquisition des rudiments nécessaires pour une meilleure compréhension du rôle des Collectivités Territoriales dans la promotion des activités minières et l'encadrement des exploitants.

La capacité de concevoir des stratégies d'encadrement des exploitants miniers sur le plan local et l'élaboration d'un fichier d'identification des différents intervenants de la filière. L'acquisition des documents sur la législation minière.

Dans le cadre des activités majeures dans le domaine minier, il convient d'indiquer que le premier forum CIMEC s'est tenu au palais des congrès de Yaoundé du 02 au 04 septembre 2019 sous la présidence du Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique.

Un autre axe majeur concerne le système d'informatisation du cadastre minier. Le projet est aujourd'hui dans sa phase d'opérationnalisation. La carte des retombes minières est visible en ligne et les opérateurs peuvent déjà s'y projeter lors de la sélection des zones dans le cadre de leurs demandes de permis et autorisations.

Il importe toutefois, de relever que la pleine fonctionnalité du système ne sera atteinte qu'après la signature du décret d'application du code minier. Pour une bonne modernisation de son cadastre minier, il faudrait, sur la base du registre des titres miniers, de garantir une bonne gestion des données minières et s'assurer que les procédures d'attribution des titres miniers sont transparentes et fiables, en évitant tout chevauchement entre les titulaires des permis d'exploitation et les zones interdites à l'exploitation minière.

Dans le cadre de la mise en œuvre du même programme se situe en bonne place le Cadre d'appui et de Promotion de l'Artisanat Minier(CAPAM). Cette structure est le bras opérationnel du MINMIDT sur le terrain. Il est chargé entre autre de l'encadrement, du suivi et de la promotion des activités minières artisanales dans l'objectif d'accroitre la contribution du secteur minier hors pétrole dans le PIB. Ceci n'est possible que par une meilleure organisation de tous les acteurs dudit secteur et une présence effective dans tout le territoire national. Chaque arrondissement étant riche en ressources minérales pouvant être directement valorisées par les riverains de manière artisanale et créer ainsi des richesses pour une réduction de la pauvreté. Le CAPAM est présent sur le territoire national à travers 20 Brigades Minières implantées dans 20 arrondissements répartis dans 8 régions à savoir l'Est, l'Adamaoua, le Nord, le Centre, le Sud, le Littoral, le Sud-ouest, le Nord-ouest.

Le CAPAM a organisé le secteur artisanal en en GICAMINES et en COOPERATIVES

L'organisation des artisans miniers en GICamines (GIC des artisans miniers) a constitué la principale activité du Capam dans la première phase de mise en œuvre du projet 'Appui et Organisation de l'Artisanat Minier'. 200 GICamines de 50 artisans miniers chacun ont été crées permettant de générer 10 000 (dix mille) auto emplois. Les GICamines sont en pleine mutation pour devenir des coopératives conforment à la réglementation en vigueur.

- Le CAPAM appuie les artisans miniers en matériel de production

Afin d'accroitre la production artisanale, le matériel suivant a été remis aux artisans miniers : pelles, pioches, barre à mine, motopompes, battées, balances, groupes électrogènes. Ceci a pour conséquence directe l'amélioration des conditions de travail des artisans qui se traduit à travers l'augmentation de la production et l'accroissement de la taxe ad valorem des produits canalisés.

Par ailleurs, le CAPAM forme ces artisans miniers.
Les formations suivantes ont ainsi été dispensées aux artisans miniers:
- formation à la prospection minière;
- formation aux techniques de commercialisation des produits de l'artisanat minier;
- formation à la gestion des revenus;
- formation aux techniques de restauration de l'environnement;
- formation aux activités connexes ;
- formation à l'utilisation des manuels de procédures.

S'agissant de la contribution du CAPAM à la production de la richesse nationale, cette structure porte l'action intitulée canalisation de l'or issu de l'artisanat minier dans les circuits formels.

En attendant l'aboutissement du projet de décret d'application du Code Minier, l'Etat, à travers

le CAPAM prélève l'impôt synthétique de 25% auprès des opérateurs engagés dans l'exploitation minière artisanale semi-mécanisée de l'or dans les Régions de l'Est et de l'Adamaoua. C'est ainsi que depuis 2012, le CAPAM a rétrocédé 796 020,33 (sept cent quatre-vingt-seize mille vingt virgule trente-trois) grammes d'or au Ministère des Finances au titre du renforcement des réserves d'or du Cameroun, pour une valeur financière estimée à plus de 14 726 376 105 (quatorze milliards sept cent vingt-six millions trois cent soixante-seize mille cent cinq) FCFA à raison de 18 500 FCFA le gramme. Le tableau ci-après en donne les détails :

TOTAL OR RETROCEDE AU MINFI 2012 A 2021 en grammes

			Prélèvement quotte part ETAT auprès des sociétés de l'artisanat minier peu mécanisé			**Collecte TAV pour DGI**	**POIDS TOTAL en grammes**	**OBSERVATIONS**
N°	**ANNEE**	Canalisation	Autres parties Prenantes	Part MINFI	IS			
1	2012	36 884,50	-	-	-	-	36 884,50	or affiné, or fusionné et or en poudre
2	2013	31 760,31	-	-	-	-	31 760,31	or fusionné non standardisé
3	2014	-	-	-	-	-	-	or fusionné non standardisé
4	2015	28 199,59	60 402,01	40 179,86	8 372,35	33 633,13	170 786,94	or fusionné non standardisé
6	2016	6 381,43	12 257,24	8 141,15	3 439,63	23 387,07	53 606,52	or fusionné non standardisé

7	2017	36 529,03	84 177,17	28 258,35	16 689,77	89 353,99	255 008,31	or fusionné non standardisé
8	2018	17 485,83	75 495,21		9 456,82	21 435,36	123 873,22	or fusionné non standardisé et or standardisé
9	2019	13 776,70	22 685,85		2 803,87	6 372,43	45 638,85	or standardisé
10	2020	11 070,36	19 497,66		2 409,82	5 476,84	38 454,68	or standardisé
11	2021		28 484,98		3 520,62	8 001,40	40 007,00	or standardisé
	TOTAL	**182 087,75**	**303 000,12**	**76 579,36**	**46 692,88**	**187 660,22**	**796 020,33**	

Pour ce qui est du volet social des actions du CAPAM sur les populations riveraines des sites d'exploitation, les actions sociales suivantes, d'un montant global de FCFA 198 352 205 (cent quatre vingt-dix huit millions trois cent cinquante deux mille deux cent cinq), ont été réalisées au cours du septennat (2011 – 2017) :

-Deux (02) projets dans les secteurs avicole et piscicole dans les localités de Colomine et Bétaré-Oya pour diversifier les sources de revenu et promouvoir les activités alternatives à l'artisanat minier à l'endroit des populations cibles.
-Une(01) unité de fusion en cours de finition à Bertoua ;
-Un(01) forage d'eau a été réalisé en 2016 à Kambélé pour l'amélioration des conditions de vie des artisans miniers.
-Un(01) immeuble siège et un(01) hangar de présentation des pierres est en cours de construction dans la ville de Pouma depuis 2016, pour une meilleure visibilité de son action et la promotion de la pierre dite de Pouma.
-Sept(07) puits à motricité humaine ;
-Six(06) salles de classes sont en construction dans certaines localités des régions de l'Adamaoua et de l'Est depuis 2017. Un(01) bloc administratif au CES de Colomine.

Ces réalisations présentent un impact socio-économique certain auprès des populations bénéficiaires à savoir :
- l'amélioration des conditions et du cadre de vie des populations par l'accès à l'eau potable ; - l'amélioration de l'alphabétisation en milieu rural ; - La Diversification des sources de revenu des artisans miniers et une meilleure autonomisation ;
- la lutte contre la pauvreté.

ACTIVITES PHARES DU SERCRETARIAT NATIONAL PERMANENT DU PROCESSUS DE KIMBERLEY (SNPPK)

Créé par décret du Premier Ministre N°2011/3666 du 02 novembre 2011, Le Secrétariat National Permanent du Processus de Kimberley (SNPPK) est l'observatoire national mis en place pour répondre aux principes et exigences des pays producteurs de diamants, de l'industrie du diamant brut ainsi que des organisations non gouvernementales dont l'objectif est d'endiguer l'infiltration des diamants dits de conflits dans le circuit officiel. Il s'agit ici de mettre un terme aux liens entre le commerce des diamants bruts et les conflits armés.

Le Cameroun, à travers le SNPPK participe de façon fort significative au renforcement du réseau mondial de prévention des conflits et de lutte contre les rebellions, par l'exfiltration des diamants bruts dit de sang, de la chaîne logistique réglementée à travers l'exploitation et le commerce surveillé des diamants bruts, ainsi que le renforcement des contrôles internes. Dans le cadre de ses activités inscrites dans le programme 376, portant sur la valorisation des ressources minières et géologiques, les réalisations du SNPPK au cours du septennat 2011-2018 sont d'ordre institutionnel, organisationnel et infrastructurel.

Plan Institutionnel

Il s'agit ici du renforcement de la politique de coopération internationale à travers la participation aux concertations statutaires du Processus de KIMBERLEY (PK), à savoir les réunions d'intersessions, les plénières et les visites de revues ainsi que les plateformes sous régionales et interrégionales d'échange sur le développement du secteur minier en général, et diamantifère en particulier.

Plan Organisationnel

1. Intensifier les contrôles internes au niveau des postes frontaliers des aéroports et ports pour desceller la contrebande des substances minérales précieuses et semi-précieuses. Pour ce faire, il faut mettre en place une stratégie de contrôle et équiper les points focaux d'outils de détection des diamants et de métaux ;
2. Identifier et cartographier les sites d'exploitation artisanale de diamants actifs et potentiels en vue de développer les activités de production de diamants bruts ;

3. Organiser et accompagner les artisans dans la production artisanale et la commercialisation des diamants bruts pour mieux mettre en œuvre les principes et exigences du Processus de Kimberley (PK) ;
4. Recenser, identifier et formaliser les acteurs impliqués dans la production du diamant brut et de l'or pour augmenter les exportations desdits substances et les recettes de l'Etat ;
5. Accroître les effectifs du personnel compte tenu des exigences liées à la couverture de tous les sites d'extraction, les zones frontalières ainsi que les zones de transit.

Plan Infrastructurels

1. Renforcer la gouvernance et améliorer les conditions et le cadre de travail à travers l'acquisition d'un nouvel immeuble siège pour le SNPPK, l'acquisition des sièges pour les services déconcentrés ;
2. Renforcer la logistique des équipes de suivi et de contrôle de la production en vue de la sécurisation des 800km de frontière entre le Cameroun et la RCA ;
3. Améliorer la communication pour redorer l'image de marque du SNPPK à travers la mise à jour d'un site web, l'élaboration d'un catalogue des diamants produits au Cameroun, l'élaboration des outils de communication au niveau des aéroports, les participations aux manifestations promotionnelles du secteur minier ;
4. Mettre en place une unité de taille pour augmenter la valeur ajoutée des diamants produits au Cameroun, ce qui va entrainer l'élargissement de l'assiette fiscale et les recettes de l'Etat ; **5.** Appuyer les artisans miniers en matériel de production ;
6. Acquérir des équipements techniques en vue de l'amélioration du laboratoire d'analyse et d'expertise des diamants bruts.

Investissement

- Acquisition de vingt-deux (22) motos tout terrain de marque YAMAHA, types AG, XTZ4-STROKE et YBR125G destinées aux Points Focaux du SNPPK chargés du suivi des activités sur les sites d'exploitation ainsi que de l'encadrement et la formalisation des artisans ;
- Acquisition de deux (02) Pick-up Toyota double cabine ;
- Acquisition d'un mini bus de type Hiace (15 places) qui assure la liaison entre l'aéroport de Yaoundé-Nsimalen et le siège ;
- Acquisition de trois (03) véhicules utilitaires de type Station wagon.

Gouvernance

Elle porte sur la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du SNPPK à travers les missions de routine visant le fonctionnement optimal de la structure. C'est dans cette optique que le personnel du SNPPK a bénéficié des formations visant le renforcement des capacités ainsi qu'il suit:

- Formations techniques spécifiques (Cameroun, RCA, RDC, Emirats Arabes Unis, Belgique, Afrique du Sud, France) :
v 37 personnels formés

- Séminaires et formations générales :
v 43 personnels formés.

- Aménagement du nouvel immeuble siège ;
- Acquisition des équipements techniques destinés au tri, à l'évaluation et à l'expertise des diamants bruts.

Le SNPPK est déployé dans six (06) Régions à savoir :
- Centre ;
- Sud ;
- Est ;
- Littoral ;
- Adamaoua ;
- Nord ;
- Le personnel initialement affecté dans la région du Nord-Ouest a été redéployé pour des raisons d'insécurité.

Les aéroports internationaux de Yaoundé-Nsimalen, de Douala et de Garoua sont également couverts.

En effet, il s'agit pour le SNPPK d'assurer sa visibilité sur le plan national et international, d'assurer la régulation des interactions entre tous les acteurs impliqués dans la mise en application du régime d'exportation et d'importation des diamants bruts, ainsi que leurs responsabilités dans le cadre des activités conjointement menées.

Participation aux réunions statutaires à l'international

- 06 Intersessions
- 06 plénières
(Etats-Unis d'Amérique, Afrique du Sud, Chine, Angola, Emirats Arabes Unis, Australie, Belgique - Union Européenne) ;

- 04 visites de revues (Cameroun, République Centrafricaine, Ghana, Malaisie) ;

Concertations sous-régionales

- En RCA : Réunion sous-régionale des pays participants/membres du Processus de Kimberley

et limitrophes à la RCA pour la mise en place d'une plate-forme de lutte contre les fraudes et la contrebande des diamants ;

- Au Cameroun : concertation sous-régionale des pays participants/membres du Processus de Kimberley pour la mise en place d'une plate-forme de lutte contre l'infiltration des diamants centrafricains.

Admission du Cameroun à l'Association des Pays Africains Producteurs de Diamants (ADPA) :

Participation à la 5ème réunion ordinaire du Conseil des Ministres de l'Association des Pays Africains Producteurs de Diamants qui s'est tenue du 04 au 05 avril 2017 à Conakry en République de Guinée. Réunion au cours de laquelle le Cameroun a été admis comme membre.

Participation du Cameroun à l'African Diamond Conference à Bruxelles en Belgique du 13 au 15 novembre 2017 :

Concertation des pays participants / membres qui portait sur la gestion des ressources naturelles du sous-sol qui peuvent être facteur de développement durable pour les Etats et les populations locales.

Appui aux Artisans miniers :

Acquisition du matériel technique destiné aux Artisans dans le but de réduire la pénibilité et les difficultés financières rencontrées par ces acteurs majeurs, recommandation formulée par les experts du Kimberley international ;

Lutte contre les trafics illicites des substances minérales précieuses :

Ø Vingt-sept (27) saisies ont été opérées :

- Aéroport International de Yaoundé-Nsimalen :
v 15 saisies de lots composés de diamants, de l'or, du Platinium, du Saphir ;

- Siège du SNPPK :
v 01 saisie d'un lot de pierres synthétiques assimilables à des diamants;
v 01 saisie d'un lot de diamants bruts ;

- Aéroport International de Douala :
v 7 saisies de lots composés de diamants, de Tourmaline, d'Améthyste;

- Zones transfrontalières de Ketté et de Garoua-Boulaï

v 02 saisies de lots contenant de l'or ;
- Emirats Arabe Unis
v 01 lot de diamant accompagné d'un faux certificat d'exportation semblable à celui du Cameroun.

Ø Vingt (20) faux certificats sont été interceptés dans le cadre de la cyber criminalité.

Ces substances minérales précieuses sont sécurisées en attente de leur dévolution.

Statistiques de la Production et des Exportations des diamants bruts

Années	Productions (carats)	Exportations (carats)	Nombre de certifications	Nombre d'exportations	Valeur des exportations (FCFA)	Recettes générées (FCFA)
2013	2 721,94	2 420,88	11	11	285 178 500	35 647 315
2014	3 718,16	3 621,21	20	20	294 242 240	36 780 280
2015	2 244,61	1 723,29	17	17	250 946 748	61 481 953
2016	993,59	1 660,75	21	19	178 081 740	43 630 026
2017	2 848,49	1 348,73	16	16	60 336 607	7 542 076
2018	1 805,31	1 261,91	12	12	303 018 622	47 227 707
2019	1 736,52	654,92	8	8	42 693 713	7 183 115
2020	2 438,71	870,55	15	13	51 508 089	13 913 226
Total	**16 068,62**	**13 562,24**	**120**	**116**	**1 466 006 259**	**253 405 698**

DOMAINE INDUSTRIEL

Evolution de secteur industriel

Au cours de la décennie 2010-2020, les activés du secteur industriel étaient porté par le 377

intitulé : **DIVERSIFICATION ET AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES INDUSTRIELLES.**

En ce qui concerne le domaine industriel, lobjectif est de transformer les matières premières agricoles, minières et forestières à travers le développement des filières industrielles. Les réalisations dans le secteur de l'Industrie concernent également les projets de création:

d'un Parc Technologique (Technopôle) Agro-industriel dans la Région du Centre,
d'un complexe industriel agroalimentaire à Kaélé dans la Région de l'Extrême-Nord ;
d'un Parc Agro-Industriel (PAC) dans le Département de la Vallée du Ntem, Région duSud ;
du Frontier Agricultural and Industrial Programme.

Sur le développement des filières porteuses de croissance et créatrices d'emplois

Les efforts déployés par le MINMIDT pour la mise en place d'un tissu industriel compétitif et pérenne se font sans relâche. En effet, comment concevoir un tissu industriel affichant ces caractéristiques sans qu'il ne soit question d'associer étroitement le secteur de la recherche et développement, et celui de la formation ? L'objectif de mettre en place un tissu industriel national viable vise avant tout à apporter des solutions en quantité et en qualité aux besoins des populations. La valorisation des résultats de la recherche et l'emploi des ressources humaines locales est dans ce contexte d'une grande importance. Le MINMIDT s'emploie pour ainsi dire à établir sur le territoire national le pont entre notre système de formation, de recherche et développement, et celui de la production industrielle. L'appropriation des technologies est donc au centre de cette problématique. Notre capacité à passer du stade du résultat de la recherche à celui de la production industrielle est améliorée par une série d'actions que mène le MINMIDT. Sur un plan macro-économique, la valeur ajoutée du secteur secondaire est passée de 3022.5 milliards de FCFA à 4049 milliards de FCFA dont notamment une augmentation de 741 à 887 milliards (industries agroalimentaires) et de 913,4 milliards de FCFA à 1118 milliards de Fcfa (autres industries manufacturières).

Plusieurs reformes ont été engagées sur le plan réglementaire en vue de rendre le cadre incitatif plus attractif, notamment à travers la promulgation de la loi n°2013/004 du 18 avril 2013, fixant les incitations a l'investissement prive en République du Cameroun, dont certaines dispositions ont été modifiées et complétées par la loi n° 2017/015 du 12 juillet 2017, qui a contribué à la signature entre l'Etat du Cameroun et les opérateurs économiques du secteur privé depuis 2014 , de 154 conventions pour un volume global d'investissements porté à 3175 milliards 894 millions 046 mille 883 francs cfa (3175.894.046.883) et une estimation d'environ 53999 emplois projetés. Il convient de signaler qu'environ 70% des entreprises ayant bénéficiés des avantages incitatifs de cette loi sont actuellement a pied d'œuvre.

L'une des grandes orientations choisie par le MINMIDT et sur très Hautes instructions du Chef de l'Etat en 2014, est l'élaboration du Plan Directeur d'Industrialisation (PDI) qui a été validé en juillet 2016 et dont l'opérationnalisation a été instruite par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

Ainsi, dans le cadre de ladite opérationnalisation du PDI, le MINMIDT apporte un accompagnement stratégique pour la mise en place d'une base industrielle de confection de préfabriqués et de matériaux de construction en vue d'un développement de bâtiments et de

logements en masse.

Dans le cadre de la Gouvernance et de l'appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et développement technologique, le MINMIDT accompagne plusieurs opérateurs nationaux et étrangers dans les secteurs délimités par le PDI, notamment les sanctuaires Agroalimentaire, Numérique et Energie ainsi que les piliers Mines-Métallurgie, HydrocarburesRaffinage, Forêt-Bois, Coton-Textile-Cuir et Confection, Chimie Pharmacie.

Les projets développés et projetés dans ce contexte visent essentiellement à corriger à terme le solde déficitaire de la balance commerciale, à améliorer l'offre d'emplois et assurer un transfert de technologies innovantes pour transformer le Cameroun en Nourricier, Commutateur et Equipementier de l'Afrique centrale grâce à ses Champions Nationaux et Régionaux.

L'opérationnalisation du PDI a débuté en mars 2017 par les ateliers d'imprégnation des acteurs institutionnels clés du processus et le secteur privé. Le premier Forum National de l'Industrie du Cameroun (FONAIC) du 24 au 25 juin 2018, sous le patronage du Président de la République, a permis d'engager des discutions avec des entrepreneurs de divers bords présents au forum, notamment les polonais, en vue de la mise en œuvres de projets divers et avec qui le MINMIDT envisage la création d'une plateforme de partenariat.

la tenue d'un atelier d'appropriation du PDI et ses orientations stratégiques a été organisé le 17 mars 2017, à l'endroit des administrations clés du processus d'opérationnalisation ;

l'organisation de deux ateliers à l'endroit du SYNDUSTRICAM et de la CCIMA ont eu lieurespectivement les 09 et 23 mai 2017, à Douala;

l'organisation d'un atelier d'appropriation du PDI, ses orientations stratégiques et les PlanStratégiques de Référence a eu lieu à l'endroit des nouveaux responsables du MINMIDT nommés en juillet 2017 ;

par ailleurs, à l'issue de l'atelier de mars 2017, une recommandation forte visait lerapprochement du MINMIDT avec certaines administrations pour poursuivre l'action pédagogique de sensibilisation, de vulgarisation et de présentation du mécanisme d'opérationnalisation du PDI. A cet effet :

- le 12 octobre 2017, un atelier a eu lieu à CAMTEL en Présence du MINPOSTEL, pour booster la réalisation du projet d'acquisition de 3000 pylônes envisagés pour le développement d'une communication de pointe aussi bien pour les utilisateurs que pour les pans régaliens de souveraineté de l'Etat, tels que la vidéosurveillance urbaine, les communications d'urgence ou la desserte des zones frontalières et localités reculées.

S'agissant de l'accompagnement institutionnel des acteurs plusieurs autres actions sont menées, notamment :

l'installation d'une unité d'assemblage de bus à Douala dénommée SOTRABUS ;

la mise en place d'une plateforme nationale de construction automobile dans la zoneindustrielle de Bonabéri dont les travaux d'aménagement sont en cours ; -

l'installation d'unité de production de batterie de véhicules au Cameroun ;

le projet de mise en place d'un atelier spécialisé à la Cotonnière Industrielle du Cameroun ; - le projet de construction d'une usine de fabrication des bouteilles de gaz en matériaux composites ; le projet de mise en place d'une unité de galvanisation et de production de pylônes ;

le projet de mise en place de la Base Industrielle de confection de préfabriqués et dematériaux de construction de bâtiments et de logements de masse par l'entreprise

PIZZAROTTI ;

le projet agropole de production, de transformation et de commercialisation de palmier àhuile du Nkam « Greenfield » ; le projet de développement des véhicules au GNV/ Bio GNV –

Bio GNL ;

le projet de restructuration du Chantier Naval Industriel du Cameroun (CNIC), pour sonpositionnement en tant que Champion National dans la maintenance des bateaux et la construction de plateformes pétrolières.

Le MINMIDT appuie également certaines structures en leur octroyant des appuisbudgétaires pour la mise en place d'infrastructures de transformation. Il s'agit notamment de l'appui au centre des métiers du bois de Binguela, de l'appui à la Coopérative des producteurs de maïs de Ndélélé, de l'appui au Frontier Agro-Industrial Programme(FAINAP), Projet de production, de transformation et de commercialisation du Maïs-Grains et Produits Dérivés FAINAP.

Dans la perspective d'une mise en œuvre efficace de ce plan, la refondation de la Société Nationale d'Investissement (SNI) est devenue une nécessité et vise à doter le pays d'un véritable guichet de financement des projets du portefeuille de l'Etat ainsi que du secteur privé national. L'étude y afférente a ainsi été finalisée.

Le soutien institutionnel du MINMIDT dans le cadre du déploiement des agropoles a permis de booster la production locale de nombreux produits, objet d'importantes importations pour le Cameroun. C'est le cas des œufs et de la viande porcine et volaille. Aussi plusieurs projets ont fait l'objet de maturation au sein du département ministériel.

Dans le secteur de l'agroalimentaire, le MINMIDT a installé quatre(04) huileries modernes avec l'appui des PTFs, notamment l'ONUDI, dans le cadre Projet d'Amélioration de la Productivité et de la Compétitivité de la filière Palmier à Huile (APROCOM-PH). Le MINMIDT a ainsi procédé à **l'inauguration de l'huilerie COOP CA BAMA à Sombo, Arrondissement de Dibang le 03 novembre 2017**, aux **inaugurations respectives des huileries de « Central Ejagham Palm OilProducers Union » de Mkpot dans le Département de la Manyu, Région du Suder Ouestle 1 décembre 2017**, et à celle de **Ngie Multipurpose Cooperative Society de Teze dans le Département de la Momo, Région du Nord-Ouest le 14 décembre 2017**.

Reste attendu la cérémonie d'inauguration l'huilerie de Bakingili qui a été repoussée à une date ultérieure du faitdu climat socio-politique qui règne dans les zones du Nord-Ouest et Sud-Ouest du pays.

La capacité de production totale de ces sites mis ensemble est estimée à 10 433 tonnes d'huile de palme par an.

La réalisation de ces unités est un début de solution au déficit en huile de palme estimé à 130 000 tonnes par an au niveau national. L'objectif à terme est de booster considérablement la production d'huile de palme et de réduire les importations massives.

Il convient de relever que **le nombre total d'emplois créés est d'environ 400 à raison de 100 emplois par site.**

En ce qui concerne les projets stratégiques, on note dans le cadre du projet d'extension des capacités de production d'aluminium, que suite au départ de Rio Tinto, la procédure de recrutement d'une banque d'affaire chargé d'accompagner le Gouvernement et ALUCAM dans le processus de sélection d'un nouveau repreneur est en cours. Une rétrocession de prêt en

faveur d'ALUCAM a été signée pour le financement de la prestation.

S'agissant des filières stratégiques comme le café-cacao, la mise en œuvre du programme national d'appui à la transformation locale de cacao, a permis de porter le taux de transformation de cacao de 13% en 2011 à 23 % en 2018 grâce à l'augmentation des capacités de la SIC CACAO SA à 55 000 tonnes/an de broyage de fèves de cacao. Dans le même registre, le MINMIDT accompagne deux autres importants projets dont les usines sont en construction à Kribi et KEKEM. L'entrée en fonctionnement de ces deux usines portera le taux de transformation du cacao à plus de 60% d'ici 2019 et de réaliser largement l'ambition de 40% fixé par le DSCE en 2020.

Au niveau de l'industrie des matériaux de construction, l'on note une multiplication d'operateurs dans la filière cimenterie passant de l'opérateur historique CIMENCAM à six opérateurs (CIMAF, DANGOTE, MEDCEM, EGIN) aujourd'hui avec en prime une amélioration qualitative te quantitative de l'offre nationale qui est passée de 1 200 000 t/an de ciment en 2011 à 3 200 000 tonnes/an en 2018 et une baisse considérable du prix du ciment.

Le secteur de l'industrie sidérurgique et métallurgique n'est pas en reste avec notamment une couverture de la demande locale et même sous régionale par l'industrie camerounaise dont quatre des plus importantes (ACIERIES, PROMETAL, METAFRIQUE…).

Dans le registre du pilier coton-textile-confection, plusieurs unités de confection et filature ont vu le jour et l'Etat poursuit le projet de restructuration de la CICAM.

S'agissant de la transformation plus poussé du bois, Les projets d'extension et d'innovation dans la valorisation des rebuts forestiers ont été aussi mis en œuvre. Il s'agit entre autre de : la nouvelle chaine de sciage de la SIBM, la chaine à Brazil d'ALPICAM, le renouvellement du parc machines vers ceux à commandes numérique effectué par WIJMA, les usines de transformation des rebus de bois en pellettes par la COMGRY S.A et la CGG (Compagnie Générale des Granulés).

La prolifération des unités de transformation du bois qui sont le fruit de la coopération bilatérale entre la Chine et le Cameroun. Il s'agit entre autre de : SON HAI EXIM, SIHAI, LONG HUNG Cameroun, United Développement S.A, XING HUANG etc. qui marquent une certaine relance de l'activité.

S'agissant de l'objectif de faire du Cameroun une véritable destination pour les investissements, le cadre incitatif mis en place par le gouvernement, à travers la loi n° 2013/004 du 18 avril 2013, fixant les incitations à l'investissement privé en République du Cameroun, continue de porter des fruits.

Il convient de relever que la mise en œuvre de cette loi peut être jugée satisfaisante, les statistiques provenant des agences de promotion des incitations démontrent à suffisance que cette loi joue effectivement le rôle pour lequel elle é été promulguée.

Auprès de l'Agence de Promotion des Investissements (API) :

· **133 conventions signées à ce jour, pour un montant d'investissement de 3 138 362 495 253 de francs CFA,** · **et 49 761 emplois projetés.**

Auprès de l'Agence de Promotion des PME (APPME)

· **21 conventions signées à ce jour, pour un montant d'investissement de 37 531 551 640 de francs CFA,**

· **et 4238 emplois projetés.**
· **Ce qui traduit au total :**
· **154 conventions signées actuellement,**
· **un montant d'investissement global de 3 175 894 046 893 FCFA,** · **et 53 999 emplois projetés.**

Actuellement, environ 70% des entreprises ayant bénéficiés des avantages incitatifs de cette loi sont effectivement à pied d'œuvre.

A la faveur des actions de la mandature 2012-2015 et, dans un contexte marqué par de nombreux défis à relever, consécutifs à la récession économique internationale due à la baisse des cours des matières premières sur le marché mondial et aggravé par l'Accord de Partenariat Economique (APE), signé avec l'Union Européenne, l**a Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat du Cameroun (CCIMA) a mis sur pied son Centre d'Arbitrage et de Médiation.**

Ce tout premier centre destiné à arbitrer et assurer la médiation dans les litiges commerciaux est désormais opérationnel au Cameroun. Les membres des organes de gestion du Centre d'Arbitrage et de Médiation (CAM) de la **CCIMA** ont été installés dans leurs fonctions le 05 octobre 2017.

Ce centre fait partie des efforts du gouvernement d'assurer un environnement des affaires propice, et d'instaurer la confiance chez les investisseurs. ce centre est une alternative pour la résolution des litiges commerciaux, la communauté des affaires est désormais outillée, mais son succès dépendra de l'implication effective des diverses parties prenantes. Le Centre d'Arbitrage et de Médiation (CAM) de la Chambre de Commerce est constitué de deux organes principaux, bureau directeur et lacour d'arbitrage et de médiation.

Les activités liées à l'aménagement et la gestion des zones industrielles (MAGZI)

Dans le domaine de la création des réserves foncières nécessaires à la création des zones industrielles, la mise en œuvre du contrat-Plan Etat/MAGZI a permis :

-la construction d'un km de route revêtu dans la zone industrielle de Bonabéri ;
-le revêtement de la route en terre de 350 ml dans la zone industrielle de Bassa ;
-le revêtement de la route en terre de 1600 ml dans la zone industrielle de Yaoundé-sud ;
-le revêtement de 1,5 km de VRD en pavés de 450 ml dans la zone industrielle de Bonabéri ;
-la réhabilitation de 5 km de VRD dans les zones industrielles de Bassa et Bonabéri ;
-le revêtement en induit bicouche de 1 800 ml dans la zone de Ngaoundéré ;
-la construction d'un réseau d'assainissement dans la zone industrielle d'Ombé ;
-la réalisation des études topographiques, d'aménagement et d'APD de réseau électrique de la zone industrielle de NKAMBE ;
-la construction d'un réseau d'adduction d'eau dans la zone industrielle de Bamenda ; Les études de faisabilité en vue de la création d'une zone d'activité à Meyomessala.

Dans le **domaine de la norme et qualité**, l'on enregistre les résultats suivants :

«Mettre en place une véritable infrastructure qualité performante pour assurer non seulement une meilleure contribution de la normalisation à l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035,

mais aussi et surtout pour faire du Cameroun une vitrine de la normalisation sur les plans régional et international ».

Au terme du septennat 2011-2018, sans être exhaustif, les principales réalisations sont les suivantes :

Sous Programme National d'Elaboration des Normes (PNEN)

Les objectifs d'harmonisation des normes nationales avec les solutions régionales se traduisent également dans la programmation des travaux d'élaboration des normes. Ainsi, dans le PNEN, document définissant le programme national d'élaboration des normes sur une période de trois ans, en tenant compte des besoins des différentes parties prenantes, des priorités socioéconomiques et des orientations stratégiques de l'Etat camerounais, l'adoption des normes internationales et régionales occupe une place de choix.

L'Agence s'est en effet dotée du PNEN 2018-2020, approuvé par le Ministre des Mines, de l'Industrie, et du Développement Technologique et validé par Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement en novembre 2017.

Depuis sa mise en œuvre, le portefeuille des normes de l'ANOR est passé de **300 normes environ en 2011 à plus de 2559 normes en 2018**. L'harmonisation des normes camerounaises pour faciliter l'insertion dans le commerce régional et international a toujours constitué le souci majeur de l'ANOR.

Sous Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importées au Cameroun (PECAE)

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, pour renforcer la surveillance des produits commercialisés sur le territoire camerounais ; a signé l'arrêté N° 2015/1875/PM du 1er Juillet 2015 instituant le fixant les modalités de mises en œuvre du Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importes en République du Cameroun.

L'évaluation de la conformité en plus de participer à la protection de la santé des consommateurs, facilite également le développement économique et, permet aux autorités publiques de s'assurer que la concurrence se fait dans des conditions loyales avec des produits sains et sûrs C'est conscient du rôle de l'évaluation de la conformité dans le cadre de la facilitation des échanges commerciaux que l'ANOR a, suite au décret N°2015/1875/PM du 01 juillet 2015 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, instituant et fixant les modalités de mise en œuvre du Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importées en République du Cameroun (PECAE) lancé ledit programme lors de ème

la 3 édition de la Semaine Nationale de la Qualité (SENAQ) qui s'est tenue du 23 au 25 avril 2016 à Douala, par le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT). Le démarrage a quant à lui été effectif le 31 août 2016 lors d'une cérémonie officielle placée sous le haut patronage du Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Le PECAE est appliqué aux marchandises pour lesquelles il existe des règlements techniques ou celles tout ou partie des normes sont rendues d'application obligatoire. L'objectif général du PECAE est de doter le Cameroun d'un mécanisme fiable, avec des procédures fluides et des transactions simplifiées, permettant de s'assurer que les produits qui arrivent sur le territoire Camerounais respectent les règlements techniques ou les normes et partant, sont de bonne

qualité, avant leur mise sur le marché.

Depuis son démarrage, soit du 31 aout 2016 au 31 décembre 2017, la mise en œuvre du PECAE s'est traduite par l'émission de ***6 050 Certificats de Conformité***.

Sous Programme de marquage des produits

Pour réduire la proportion des produits non conformes, il est opportun de recourir à un mécanisme complémentaire à savoir : le Marquage de Conformité. Cet outil a été expérimenté avec succès dans plusieurs autres pays notamment : le Nigeria, le Kenya, la Tanzanie, la Tunisie et la Côte d'Ivoire.

Le Marquage de Conformité est l'action d'apposer sur un produit une marque de conformité. Il s'agit d'un procédé communément utilisé pour rendre visible auprès des utilisateurs, la conformité d'un produit aux exigences spécifiées.

Elément de confiance pour le consommateur, le marquage de conformité est aussi un gage de crédibilité pour les fabricants et les importateurs qui doivent s'assurer que leurs produits correspondent aux spécifications de qualité et répondent aux attentes des clients.

Il devient dès lors impératif pour le Cameroun d'accéder à ce degré de visibilité de son système de certification en instituant le marquage de conformité.

L'institution du marquage de conformité répond à l'obligation d'information du consommateur, prévue par la Loi-cadre n°2011/012 du 06 mai 2011 portant protection du consommateur au Cameroun d'une part, et participe de la mise en œuvre des dispositions des articles 10 à 12 de la Loi n°96/11 du 05 août 1996 relative à la normalisation d'autre part.

Le marquage de conformité devra s'appliquer tant aux produits fabriqués localement qu'aux produits importés ; pour ces derniers, il s'agira du couronnement du processus de l'évaluation de la conformité qui a cours dans le cadre du PECAE et dans des opérations similaires.

Concrètement, cette opération consistera en l'apposition de la Marque de Conformité représentée par le sigle « NC » (mis pour Norme Camerounaise) entouré de la mention « ANOR CERTIFIED » selon les modalités arrêtées par le Ministre chargé de la normalisation, sur proposition du Directeur Général de l'ANOR.

Construction du Laboratoire National de Référence en Métrologie à vocation sous régionale Le Laboratoire National de Référence en métrologie à vocation sous régionale a vu le jour dans le cadre du Programme d'Appui et de Soutien à l'Accord de Partenariat Economique (PASAPE), signé entre l'Union Européenne et l'Afrique. A la suite de ce Programme, l'Union Européenne et l'Etat du Cameroun ont initié un Programme Pilote d'Appui à la Mise à Niveau, à la Normalisation et la Qualité (PPAMNQ), exécuté par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI).

L'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR), l'un des bénéficiaires de ce cette infrastructure, avait été chargée de mettre en place ce Laboratoire de référence à vocation sous régionale, qui devait répondre aux spécifications techniques et fonctionnelles conformes aux exigences de la norme ISO 17025, prescrites en matière d'accréditation internationale.

Ce laboratoire comporte en effet deux pôles, dont l'un dédié aux activités de Mesures, d'Essais et d'Etalonnage et l'autre, véritable pôle managérial et directionnel comportant des bureaux destinés aux organes de gestion, aux activités de recherche et de formation, aux relations institutionnelles et à la coopération.

Il abritera les activités de métrologie suivantes :

- Etalonnage des Masses (petites et grandes) ;
- Etalonnage des Pressions ;
- Etalonnage des Dimensions ;
- Etalonnage des Volumes (petits et grands) ;
- Etalonnage d'Electricité ;
- Etalonnage des températures.

La mise en service de cet important projet va contribuer, sans aucun doute, au développement de l'infrastructure qualité dans la sous-région Afrique Centrale, faisant ainsi du Cameroun, la plaque tournante en la matière.

Le niveau de réalisation du volet génie civil de cet ouvrage est estimé à 90%.

LOI CADRE SUR L'INFRASTRUCTURE NATIONALE QUALITE (INQ)

A ce jour, le projet de loi cadre sur l'Infrastructure Nationale Qualité a été élaboré et transmis à la primature pour suite de la procédure (pour transmission à la PR depuis 2015).

IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE : Le pilier de Normalisation existant déjà (ANOR), Cette loi va

compléter les autres piliers de l'INQ tels que l'Organisme national de Métrologie, par ailleurs elle va inciter et faciliter la création des Laboratoires (Evaluation de la Conformité).

Ces structures vont non seulement générer des recettes au niveau des inspections, mais vont générer des milliers d'emplois.

LOI CADRE SUR LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (SSA)

A ce jour, le projet de loi cadre sur la Sécurité Sanitaire des Aliments est transmise à la Présidence de la République pour suite de la procédure.

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : La loi cadre susmentionnée va non seulement harmoniser

les activités de toutes les parties prenantes du système national de SSA mais prévoit aussi la création de l'Autorité Nationale de SSA, dont l'effectivité générera des nombreux emplois.

LE COMITE NATIONAL DU CODEX ALIMENTARIUS ET DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (CNCOSAC)

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : Le CNCOSAC a permis de booster l'élaboration des

normes alimentaires sur le plans national utiles à l'arrimage sur le plan international, mais aussi garantir la qualité sanitaire des aliments qui circulent au Cameroun et ceux voués à l'exportation.

ELABORATION DE LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DE SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS AU CAMEROUN (Le document final a été validé par l'ensemble des parties prenantes. Il est en cours de consolidation pour transmission aux SPM).

ELABORATION DE LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DU SYSTEME NATIONAL PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DE LA QUALITE (les documents respectifs sont en cours de validation finale)

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : Ces Politiques et Stratégies susmentionnées vont

recadrer, promouvoir et développer les orientations en termes de SSA et de Qualité définies par

le Gouvernement.

III- DANS LE DOMAINE DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE

Les actions dans ce domaine sont portées par le Programme 378 Intitulé "Modernisation de l'Infrastructure Qualité".

En ce qui concerne le domaine de l'infrastructure qualité, l'objectif est de Contribuer à l'amélioration de la compétitivité technique de l'industrie locale.
Les réalisations dans le secteur de la Qualité concernent également les projets de création:
- des laboratoires d'évaluation de la conformité,
- des laboratoires de métrologie;
- de l'équipement du laboratoire de référence de métrologie(ANOR) ;
- d'un Organisme National d'accréditation;
- de l'Ordre National des Qualiticiens.
- de l'actualisation de la stratégie nationale de la qualité et des différents textes légaux et réglementaires

Sous-Programme National d'Elaboration des Normes (PNEN)

Les objectifs d'harmonisation des normes nationales avec les solutions régionales se traduisent également dans la programmation des travaux d'élaboration des normes. Ainsi, dans le PNEN, document définissant le programme national d'élaboration des normes sur une période de trois ans, en tenant compte des besoins des différentes parties prenantes, des priorités socioéconomiques et des orientations stratégiques de l'Etat camerounais, l'adoption des normes internationales et régionales occupe une place de choix.

L'Agence s'est en effet dotée du PNEN 2020-2022, approuvé par le Ministre des Mines, de l'Industrie, et du Développement Technologique et validé par Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement en novembre 2019.

Depuis sa mise en œuvre, le portefeuille des normes de l'ANOR est passé de 300 normes environ en 2011 environs 3000 normes en 2020. L'harmonisation des normes camerounaises pour faciliter l'insertion dans le commerce régional et international a toujours constitué le souci majeur de l'ANOR.

Le nombre de normes camerounaises d'application obligatoire est passé de 123 normes en 2017 à deux cent treize (213) en 2020

Sous-Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importées au Cameroun (PECAE)

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, pour renforcer la surveillance des produits commercialisés sur le territoire camerounais a signé l'arrêté n° 2015/1875/PM du 1er Juillet 2015 instituant le fixant les modalités de mises en œuvre du Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importes en République du Cameroun.

L'évaluation de la conformité en plus de participer à la protection de la santé des consommateurs, facilite également le développement économique et, permet aux autorités publiques de s'assurer que la concurrence se fait dans des conditions loyales avec des produits sains et sûrs C'est conscient du rôle de l'évaluation de la conformité dans le cadre de la facilitation des échanges commerciaux que l'ANOR a, suite au décret N°2015/1875/PM du 01 juillet 2015 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, instituant et fixant les modalités de mise en œuvre du Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importées en République du Cameroun (PECAE) lancé ledit programme lors de la 3ème édition de la Semaine Nationale de la Qualité (SENAQ) qui s'est tenue du 23 au 25 avril 2016 à Douala, par le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT). Le démarrage a quant à lui été effectif le 31 août 2016 lors d'une cérémonie officielle placée sous le haut patronage du Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Le PECAE est appliqué aux marchandises pour lesquelles il existe des règlements techniques ou celles tout ou partie des normes sont rendues d'application obligatoire. L'objectif général du PECAE est de doter le Cameroun d'un mécanisme fiable, avec des procédures fluides et des transactions simplifiées, permettant de s'assurer que les produits qui arrivent sur le territoire Camerounais respectent les règlements techniques ou les normes et partant, sont de bonne qualité, avant leur mise sur le marché.

Depuis son démarrage, soit du 31 aout 2016 au 31 décembre 2020, la mise en œuvre du PECAE s'est traduite par l'émission de **19738**Certificats de Conformité.

Sous- Programme de marquage des produits

Pour réduire la proportion des produits non conformes, il est opportun de recourir à un mécanisme complémentaire à savoir : le Marquage de Conformité. Cet outil a été expérimenté avec succès dans plusieurs autres pays notamment : le Nigeria, le Kenya, la Tanzanie, la Tunisie et la Côte d'Ivoire.

Le Marquage de Conformité est l'action d'apposer sur un produit une marque de conformité. Il s'agit d'un procédé communément utilisé pour rendre visible auprès des utilisateurs, la conformité d'un produit aux exigences spécifiées.

Elément de confiance pour le consommateur, le marquage de conformité est aussi un gage de crédibilité pour les fabricants et les importateurs qui doivent s'assurer que leurs produits correspondent aux spécifications de qualité et répondent aux attentes des clients. Il devient dès

lors impératif pour le Cameroun d'accéder à ce degré de visibilité de son système de certification en instituant le marquage de conformité.

L'institution du marquage de conformité répond à l'obligation d'information du consommateur, prévue par la Loi-cadre n°2011/012 du 06 mai 2011 portant protection du consommateur au Cameroun d'une part, et participe de la mise en œuvre des dispositions des articles 10 à 12 de la Loi n°96/11 du 05 août 1996 relative à la normalisation d'autre part. Le marquage de conformité devra s'appliquer tant aux produits fabriqués localement qu'aux produits importés ; pour ces derniers, il s'agira du couronnement du processus de l'évaluation de la conformité qui a cours dans le cadre du PECAE et dans des opérations similaires. Concrètement, cette opération consistera en l'apposition de la Marque de Conformité représentée par le sigle « NC » (mis pour Norme Camerounaise) entouré de la mention « ANOR CERTIFIED » selon les modalités arrêtées par le Ministre chargé de la normalisation, sur proposition du Directeur Général de l'ANOR.

Construction du Laboratoire National de Référence en Métrologie à vocation sous régionale Le Laboratoire National de Référence en métrologie à vocation sous régionale a vu le jour dans le cadre du Programme d'Appui et de Soutien à l'Accord de Partenariat Economique (PASAPE), signé entre l'Union Européenne et l'Afrique. A la suite de ce Programme, l'Union Européenne et l'Etat du Cameroun ont initié un Programme Pilote d'Appui à la Mise à Niveau, à la Normalisation et la Qualité (PPAMNQ), exécuté par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI).

L'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR), l'un des bénéficiaires de ce cette infrastructure, avait été chargée de mettre en place ce Laboratoire de référence à vocation sous régionale, qui devait répondre aux spécifications techniques et fonctionnelles conformes aux exigences de la norme ISO 17025, prescrites en matière d'accréditation internationale.

Ce laboratoire comporte en effet deux pôles, dont l'un dédié aux activités de Mesures, d'Essais et d'Etalonnage et l'autre, véritable pôle managérial et directionnel comportant des bureaux destinés aux organes de gestion, aux activités de recherche et de formation, aux relations institutionnelles et à la coopération.
Il abritera les activités de métrologie suivantes :
1. Etalonnage des Masses (petites et grandes) ;
2. Etalonnage des Pressions ;
3. Etalonnage des Dimensions ;
4. Etalonnage des Volumes (petits et grands) ;
5. Etalonnage d'Electricité ;
6. Etalonnage des températures.

La mise en service de cet important projet va contribuer, sans aucun doute, au développement de l'infrastructure qualité dans la sous-région Afrique Centrale, faisant ainsi du Cameroun, la

plaque tournante en la matière.
Le niveau de réalisation du volet génie civil de cet ouvrage est estimé à 90%.

CONSTRUCTION D'AUTRES LABORATOIRES D'EVALUATION DE LA CONFORMITE(Ce projet sera conjointement mis en œuvre par le MINMIDT et l'ANOR en fur et à mesure que le programme sera implémenté et aura pour objectif l'amélioration de l'offre de service en évaluation de la conformité des produits made in Cameroun)

LOI SUR L'INFRASTRUCTURE NATIONALE QUALITE (INQ)

A ce jour, le projet de loi sur l'Infrastructure Nationale Qualité élaboré depuis 2015 est en cours de relecture au MINMIDT faute de transmission à la PRC par les SPM. des concertations sont aussi en cours avec l'ANOR et le MINADER pour harmonisation des positions. Il convient de relever que la révision de la loi sur la normalisation a abouti à la loi sur l'infrastructure qualité qui pourrait se substituer à la loi cadre. Des concertations sont en cours en vue de finaliser cette loi et transmission à la primature pour suite de la procédure (pour transmission à la PR).

IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE : Le pilier de Normalisation existant déjà (ANOR), Cette loi va compléter les autres piliers de l'INQ tels que l'Organisme national de Métrologie et l'Accréditation, par ailleurs elle va inciter et faciliter la création des Laboratoires (Evaluation de la Conformité).
Ces structures vont non seulement générer des recettes au niveau des inspections, mais vont générer des milliers d'emplois.

LOI CADRE SUR LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (SSA)

A ce jour, la loi-cadre sur la Sécurité Sanitaire des Aliments est signée par le PRC et transmise au MINSANTE pour mise en œuvre en collaboration avec les autres administrations. Il convient de rappeler que le MINMIDT est interpelé pour contribuer à l'élaboration des projets des textes d'application.

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : La loi cadre susmentionnée va non seulement harmoniser les activités de toutes les parties prenantes du système national de SSA mais prévoyait aussi la création de l'Autorité Nationale de SSA, organe de coordination dont l'effectivité générera des nombreux emplois. Cet organe a été débouté par la hiérarchie laissant place toujours au problème de coordination des activités de la SSA.

LE COMITE NATIONAL DU CODEX ALIMENTARIUS ET DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (CNCOSAC)

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : Le CNCOSAC a permis de booster l'élaboration des normes alimentaires sur le plans national utiles à l'arrimage sur le plan international, mais aussi

garantir la qualité sanitaire des aliments qui circulent au Cameroun et ceux voués à l'exportation.

ELABORATION DE LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DE SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS AU CAMEROUN (Le document final a été pré-validé par l'ensemble des parties prenantes. Mais au regard de la pandémie à COVID19 qui a prorogé la période de validation, une étude supplémentaire en vue de l'actualisation des données scientifiques est requise).

ELABORATION DE LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DU SYSTEME NATIONAL DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DE LA QUALITE (Le document final a été pré-validé par l'ensemble des parties prenantes. Mais au regard de la pandémie à COVID19 qui a prorogé la période de validation, une étude supplémentaire en vue de l'actualisation des données scientifiques est requise).

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : Ces Politiques et Stratégies susmentionnées vont recadrer, promouvoir et développer les orientations en termes de SSA et de Qualité définies par le Gouvernement.

IV-DOMAINE DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Les actions dans ce domaine sont portées par le Programme 379 Intitulé " Développement des technologies et valorisation des actifs de la propriété industrielle".

Dans le cadre de ses activités de promotion et de valorisation des inventions et innovations locales, le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT) a œuvré depuis 2011, à la mise en place de plusieurs activités. Le programme de **Développement des technologies et valorisation des actifs de la propriété industrielle (Programme 378)**, vise à orienter le développement technologique du Cameroun vers la mise en place d'un nouveau tissu industriel, bâti sur l'exploitation stratégique des innovations technologiques et commerciales, soutenues par la propriété industrielle, en droite ligne avec la Stratégie Nationale de Développement (SND30) du Cameroun, qui fait le constat que notre économie affiche une faible capacité d'absorption et d'accumulation technologique du fait d'un déficit d'infrastructures technologiques, d'infrastructures qualité et de ressources humaines qualifiées et spécialisées. Les principaux résultats de ces dernières années sont les suivants :

Mise en place d'un cadre institutionnel pour le développement technologique et de la propriété industrielle

A ce sujet, un Plan National de Développement de da Propriété Intellectuelle (PNDPI) a été élaboré et adopté avec le concours de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

(OMPI). La première phase de mise en œuvre de ce plan, d'une durée de quatre ans, s'est achevée en cette année 2018 avec une grande participation des administrations utilisatrices de cet instrument de développement socioéconomique qu'est la propriété industrielle. La seconde phase du PNDPI est en cours de validation pour une nouvelle période de 5 ans. Dans ce cadre, le Cameroun a adhéré à plusieurs conventions et participé activement à la révision de l'Accord de Bangui. Un document de Stratégie Nationale de Développement Technologique a été élaboré et adopté.
Entre2019 et 2020 un projet de loi a été élaboré sur le Cadre sur le Développement Technologique au Cameroun et transmis à la DAJ pour maturation et suite de la procédure.

Sur le plan de la valorisation des inventions

Les filières cosmétique, de l'agroalimentaire, de la pharmacopée traditionnelle, de l'électromécanique, des Technologies de l'Information et de la Communication(TIC) et ont bénéficié chacun de la subvention de 90% du coût relatif à la protection de leurs innovations auprès de l'OAPI. Plusieurs projets ont été mis en place :

- le projet de prototypage des inventions nationales.

Le projet de prototypage vise plusieurs objectifs à savoir :

Mettre en œuvre des solutions techniques capables de satisfaire les besoins des populations; Valoriser des œuvres des inventeurs et chercheurs nationaux ;
Développer un tissu industriel qui repose sur des technologies locales maitrisées ;
Pérenniser le savoir-faire technologique local au sein des institutions de formation ;
Rechercher des partenaires industriels pour l'industrialisation des prototypes ;
Rechercher des partenaires financiers pour le financement du processus d'industrialisation des prototypes.

Les inventions, innovations et solutions techniques sélectionnées dans ce cadre sont le reflet du niveau d'inventivité nationale. Elles ont la particularité d'être la réponse locale, et donc adéquate, à un besoin identifié au sein de notre population. Plusieurs plateformes événementielles ont été mise en place à l'effet d'identifier et de promouvoir ces perles nationales de notre esprit de créativité. A cet effet, des journées de promotions sont régulièrement organisées afin de galvaniser l'esprit de créativité : Journées Technologiques Nationales (JTN), Journées Africaines de la Technologie et de la Propriété Intellectuelle (JATPI), Journée mondiale de la Propriété Intellectuelle (JOMPI).Un accent aura été mis dans la sensibilisation des PME/PMI, des étudiants et chercheurs des universités, mais aussi des élèves et enseignants de nos lycées et collèges d'enseignement technique. L'objectif de ces activités doit être bien compris, à savoir, développer le rapprochement des sphères de formation/recherche, et celles de la production industrielle, cela est essentiel.

Depuis l'année 2011, neuf (09) prototypes ont été réalisés dans les universités de Dschang et de Douala, à savoir :

A l'université de Dschang

Un bio-digesteur pour la production du biogaz ;
Un séchoir à trois sources d'énergie ;
Une couveuse automatique d'œufs de volaille ;
Un chargeur universel de batteries de téléphones.

A l'université de Douala

Une mini-centrale hydro-électrique (mini-turbine avec générateur d'énergie électrique) ;
Une machine de recyclage de matières plastiques ;
Un ventilateur rechargeable ;
Une machine de mesure des sauts en longueurs

A l'Université de Ngaoundéré

Un turbimètre

Avec un plus de ressources, ce projet devrait donner un bel embelli aux nombreux résultats de la recherche qui remplissent les coffres de nos laboratoires universitaires. Cette initiative qui est le reflet de la capacité des nationaux à développer des solutions à leurs propres besoins est vivement à encourager.

- Installations des Centres d'Appui à la Technologie (CATI) dans toutes les universités d'Etat du Cameroun, et dans certains établissements à caractère privé.

L'importance de cette réalisation réside dans le fait que les CATI sont en réalité les bases de données les plus actuelles au monde dans les domaines de la science et de la technique. Une référence d'honneur pour nos chercheurs qui désormais n'auront plus à évoluer en vase clos et en tout cas, n'auront plus à réinventer la roue. Il y va de l'augmentation même du niveau de qualité de nos produits de recherche.

C'est une réalisation majeure pour notre système national de valorisation des résultats de la recherche. Afin de promouvoir cette activité, le MINMIDT a offert des bourses aux étudiants de plusieurs universités, dans le cadre de l'animation de l'exploitation desdits CATI. Il est avéré que les prototypes issus de l'exploitation des CATI auront une haute portée industrielle. A Ce jour 12 CATI ont déjà été installés dans presque toutes université d'Etat et dans quelques instituts de recherche.

- Les projets de mise en place de technopôles de référence

Dans un élan de recherche d'une plus grande densification des ressources inventives locales, et subséquemment de la transformation des produits et ressources locales, avec une

perspective forte d'exportation desdits produits, un programme de mise en place de technopôle de référence est mis progressivement en place.

S'agissant de ces de référence (Technopôles), il convient de relever qu'il s'agit là de projets hautement structurants, appelés à être des fleurons du tissu économique national. Ces projets sont à forte intensité d'emplois stables, produisant des produits et services de haute valeur ajoutée et devant à courts termes contribuer à améliorer la balance commerciale du pays et le relèvement socio-économique du pays. Trois projets sont actuellement engagés : le Technopôle Agro-industriel, le technopôle Forêt-Bois et le Technopôle Digital.

Le premier, le Technopôle Agro Industriel (TAIP), a déjà connu diverses études dans le cadre de sa maturation. Les études du plan directeur et de faisabilité ont été réalisées avec l'assistance technique de l'ONUDI et réceptionnées en décembre de l'année 2016. L'étude d'impact environnemental et social a été réalisée ainsi que les études géotechniques. La sécurisation du site s'est déjà matérialisée par la pose des bornes et des panneaux signalétiques. La commission préfectorale a travaillé sur le site pour l'évaluation des mises en valeur et des biens en vue du processus d'indemnisation. Le rapport de ces travaux est déposé et le processus d'indemnisation bientôt lancé. En Décembre 2020 un décret du PM portant expropriation pour cause d'utilité publique et incorporation dans le domaine privée de l'Etat et fixant les montants d'indemnisation des personnes victimes de pertes de droits foncier et de biens matériels a été signée. De plus une étude relative à l'identification des bassins de production relative au TAIP en cours. Par ailleurs, des concertations pour le bouclage financier sont engagées, Le MINMIDT est à la recherche de partenaires financiers pour le projet, en attendant l'avis de soutenabilité financier du MINFI dont l'avis a déjà été sollicité.

Pour le Technopôle TIC Digital dont la non-objection pour le financement délivrée par la Banque Africaine de Développement est le gage du démarrage imminent de cet autre important projet. Les missions de pré-identification du site du projet ont été menées en 2020, deux sites ont été présélection dans les Régions du Littoral et du Sud-Ouest en attendant la validation Qui sera faite par l'Etude de faisabilité à venir.

Pour ce qui est du Technopôle Forêt-Bois, la réalisation des études de faisabilité ont été confiés à la SNI afin qu'elle donne son avis technique.

- **Appui de la propriété industrielle aux secteurs économiques nationaux**

La propriété industrielle est une force tranquille. Ne dit-on pas qu'elle est le moteur du développement économique ! Outil très appropriée pour la structuration de la production à la base, elle est aussi l'instrument qui permet d'assainir l'environnement des affaires et de donner le maximum de valeur aux produits et services. Dans ce contexte, le Gouvernement, dans la limite de ses ressources, a engrangé des résultats.

L'arrêté rendant obligatoire l'enregistrement des noms commerciaux

Pour peu qu'il soit, cet arrêté n'en est pas moins important quant à sa capacité d'une part, à assainir et à promouvoir notre environnement des affaires en donnant plus de visibilité et de valeur à notre fichier national des noms commerciaux, et à permettre au trésor public d'engranger des recettes substantielles d'autres parts.

La valorisation des produits du terroir en indications géographiques (en 2020 il s'agissait d'une activité).

Historique

Les indications géographiques naissent de la volonté des Etats membres de l'OAPI de faire des produits de leurs terroirs de véritables outils de développement. L'OAPI, en 2008 va procéder à la mise en place d'un projet en vue d'accompagner les Etats membres à mettre en place les IG dans leurs différents pays. Il s'agit du Projet de Mise en Place des Indications Géographiques (PAMPIG). Trois produits prioritaires vont être identifiés dans deux pays à savoir : le poivre de Penja et le Miel blanc d'Okou pour le Cameroun et le Café ZIAMENTA pour la Guinnée. C'est à cet effet, que le Cameroun va mettre sur pied le Comité National de Promotion des Indications Géographiques qui vit de 2010 à 2014, actualisé en 2015 sous haute instruction de Monsieur le PM, chef de Gouvernement avec statut Pérenne. Le MINADER assure la présidence (questions Administratives) et le MINMIDT, la Vice-Présidence (questions techniques liées à la PI).

Activités menées

Le poivre de PENJA et le Miel d'OKU

Le projet de valorisation des produits du terroir en indications géographiques est sans doute celui qui devrait permettre de structurer bon nombre de filières avec d'importantes retombées financières à la clef.

Le Miel d'OKU et le Poivre de PENJA sont donc une illustration d'une réussite de l'action du MINMIDT. Ces deux produits, ordinaires au départ, ont connu une flambée en termes de prix, de notoriété et de convoitise. A titre d'exemple, le KG bord champ du poivre de Penja est passé de 2500 en 2010 à 18 000 voir plus en 2020.

Ces exemples ont motivé le MINMIDT à engager d'autres produits dans ce processus de valorisation en indication géographique: le Cacao rouge du Cameroun dont le cahier de charges a déjà été transmis à la Primature et à l'OAPI. Le Café Arabica de l'Ouest Cameroun, l'Ananas de Bafia, le bœuf Goudhali, la mangue verte de l'Est et les crevettes du Wouri qui donnèrent le beau nom de notre beau pays.

S'agissant du suivi des IGP, le contrôle externe desdits produits est assuré par la DDTPI

chaque année et ce jusqu'à l'année dernière. Au cours de ces contrôles, le groupement représentatif IGP poivre de Penja à bénéficier d'un renforcement des capacités des membres en matière de lutte contre la contrefaçon, du système d'agréage, du conditionnement et du marketing. Quant au miel blanc d'Okou, les producteurs ont été délocalisés à Yaoundé pour bénéficier d'un renforcement de capacité comme sus mentionné à Penja.
La DDTPI à travers le MINMIDT a procédé à la mobilisation des producteurs du Cacao rouge en coopératives, au renforcement des capacités sur l'itinéraire technique conformément au cahier de charge. Pour ce qui est du Café arabica de l'Ouest, la qualification du produit par les équipes de mission de la DDTPI a été validée positive en 2020.

1.1.1. Situation du secteur et evolution de la mise en oeuvre de la politique sectorielle

I - DOMAINE MINIER

Les actions dans ce domaine sont portées par le Programme 376 Intitulé "amélioration de la connaissance du potentiel géologique et valorisation des ressources minérales".

Le Chef de l'État a consacré le secteur minier comme l'un des piliers majeurs de l'économie de notre pays. Le MINMIDT, dans son texte organique est chargé entre autres de développer la production des ressources minérales nationales depuis l'extraction, en passant par la transformation industrielle, jusqu'à l'exportation des produits bruts, semi-transformés et transformés.

Le Cameroun regorge d'un énorme potentiel minier et géologique qui comprend plusieurs gisements d'intérêt économique et ressources minérales de classe mondiale. Attirés par cette manne, plusieurs Opérateurs Economiques nationaux et investisseurs internationaux s'activent chaque jour davantage, dans un secteur minier à fort potentiel de valeur ajoutée. Parce qu'ils sont créateurs de richesse et de valeurs, les projets miniers sont porteurs de beaucoup d'espoir et sont, de facto, des projets leaders de la relance de la croissance économique, de la création d'emplois et de la lutte contre la pauvreté au Cameroun.

De 2014 à 2019, une campagne aéroportée d'acquisition de données magnétiques et spectrométriques (rayonnement gamma) a permis de couvrir plus de 60% du territoire national avec l'appui de la Banque Mondiale, à travers le Projet de Renforcement des Capacités du Secteur Minier (PECASEM). Cette campagne a permis de réaliser un linéaire de 962 174 km de profile géophysique. Il s'agissait de survoler le pays par des lignes prédéfinies avec un espacement de 500 m à 5000 m à l'effet d'obtenir des données magnétiques et de spectrométrie gamma de haute résolution. Les résultats obtenus ont favorisé l'obtention de cartes géophysiques qui ont servi de guide pour la prospection au sol par le Groupement BRGM/GTK/BEIG3, en vue de la production de 14 feuilles de cartes géologiques à l'échelle 1/200 000ème.

Les travaux réalisés ont montré que ces zones revêtent un potentiel géologique et minier non négligeable, qui suscite déjà l'attraction de certains investisseurs. Ce qui a conduit à l'attribution

en 2020 de 21 autorisations d'exploitation de carrières industrielles et 27 permis d'exploration ainsi que 95 autorisations d'exploitation artisanale.

Dans la même période, le CAPAM a rétrocédé 60 kg d'or au MINFI dans le cadre du renforcement des réserves d'or de l'Etat.

A ce jour, cinq conventions minières ont été signées et trois sont en cours de négociation ou en attente de signature.

Par ailleurs des travaux de recherche sont en cours en vue de l'évaluation des réserves de bauxite de Minim-Martap et Ngaoundal par CANYON RESSOURCES, le rutile d'Akonolinga par ERAMET entre autres.

L'exploration minière relève plus du ressort des Sociétés minières avec lesquelles le Ministère à travers la Direction de la Géologie, joue le rôle d'accompagnateur dans le cadre notamment du suivi administratifet du contrôle technique des travaux réalisés en vue de la certification des ressources identifiées et l'élaboration des études de faisabilité pour leur exploitation. Cette exploration est menée sur l'ensemble du territoire national, à travers les permis de recherche (119 environ) attribués et valables pour différentes substances minérales à l'instar de l'or, du fer, de la bauxite, du calcaire, du marbre, de l'étain et du saphir. Cet encadrement a abouti à l'estimation des tonnages des différents minéraux et des projets de convention minière avec les sociétés SINOSTEEL et CIMENCAM S.A qui sont en attente de signature pour l'exploitation du fer des mamelles de Kribi pour le premier et en cours de négociation pour l'exploitation du marbre de Biou-sud et Bidzar pour le deuxième. A terme, la mise en exploitation de ces différentes ressources pourrait aboutir à la création de nombreux emplois pour les Camerounais et étrangers, la création de richesse et l'augmentation de la contribution du secteur minier au PIB.

Pour ce qui est des énergies fossiles, la politique camerounaise en la matière repose principalement sur le développement de son riche potentiel pétrolier et gazier à travers la promotion des blocs pétroliers à l'effetd'attirer et d'inciter les compagnies pétrolières à investir au Cameroun conformément aux contrats types prévus par la législation en vigueur. Le secteur pétrolier est régi par :

- la **Loi n°2002-013 du 30 décembre 2002 portant code gazier**, constituée de 61 articles et repartis sur 9 titres, elle précise les dispositions comptables, financières, fiscales et douanières applicables aux activités liées à l'exploitation du gaz naturel ;
- de la **Loi N 2019/008 du 25 avril 2019 portant code pétrolier.** Pris pour rendre le secteur pétrolier amont camerounais plus compétitif face à l'agressivité des législations des pays de la sous-région, ce nouveau cadre législatif vise à améliorer le cadre contractuel et fiscal du secteur.

Le nouveau texte s'estenrichi de treize (13) articles qui s'inscrivent dans la mouvance de la libéralisation à travers la simplification administrative et l'instauration d'un régime spécifique

d'incitations aux investissements ainsi que le protectionnisme, visant à sauvegarder les intérêts essentiels de l'État.

En outre, à travers la mise en place d'un régime inédit des infractions et des sanctions administratives,le Cameroun montre une volonté répressive presque totalement absente dans l'Ancien Code Pétrolier.

Par ailleurs, le cadre institutionnel s'est enrichi d'une nouvelle structure, la Société Nationale des Mines (SONAMINES), à la faveur du décret n°2020/749 du 14 décembre 2020. Elle a pour but de développer et de promouvoir le secteur minier camerounais à l'exception des hydrocarbures et des substances de carrière. Elle est entre autre chargée de la gestion des intérêts de l'Etat dans le domaine à travers la participation aux négociations et au suivi de l'exécution des contrats signés entre l'Etat et les sociétés minières. Elle mène également des activités d'exploitation et de commercialisation liées à son domaine, de manière directe ou indirecte.

Sur le plan de la sécurisation des sites miniers et géologiques

Des campagnes de collecte des données de géo risques ont été réalisées de 2015 à 2018 dans plusieurs régions du territoire national, notamment les Régions du Centre (carrières de Razel à Nkometou, Arab Contractor à Eloumden, Gracam à Nkolondom, Buns à Mbalmayo, ChinaLinxiang à Nkometou), du Sud (carrière de China Electric National à Evindissi), du Littoral (carrières de Ferreira et de Royal Quarry à Logbadjeck), du Sud-ouest (Sogea Satom à Ekona, société China Minhui à Ombe), de l'Ouest (société china Longteng à bamougoum, société ESER Contracting and Industry à Fengu), de l'Est (société Camrail à Ebaka) et de l'Adamaoua (site d'exploitation artisanale de l'or à Legalgoro et la collecte des échantillons d'eau dans les lacs de cratère de Baledjam, Gagouba et Ngaoundaba (Tabéré) à Nyambaka, et Tison à N'Gaoundéré 1er), en vue de la sécurisation desdits sites et la protection des biens et des personnes, mais aussi afin d'établir la carte des géo-risques au Cameroun. Une carte globale des géo-risques dans les sites est a été élaborée et de nouveaux sites sont en cours de recensement.

Sur le plan du renforcement des capacités,

Le MINMIDT, à travers le programme Panafricain PanAfGeo qui est un programme de formation des services géologiques mis en œuvre par l'Organisation des Services Géologiques Africains et l'Organisation des Services Géologiques Européens a organisé plusieurs séries de formation avec plus de 40 participants venant des différents pays africains dans le domaine de l'évaluation des ressources minérales et le système d'information géo scientifique. Cette opération a permis aux apprenants d'acquérir de meilleures capacités managériales dans ledit secteur dont le retour sur formations est également très positif.

Le PRECASEM s'est également engagé dans un vaste programme de renforcement des capacités qui intègre l'exploitation et l'inspection des carrières, la taille des lames minces et la

réhabilitation des sites miniers. Ces formations sont en cours et concernent essentiellement les Ingénieurs des Mines et de la Géologie du MINMIDT, tant des services centraux que déconcentrés.

Les autres réalisations concernent :

- la promulgation de la loi n°2016/017 du 14 décembre 2016 portant Code Minier, véritable instrument de promotion et d'attractivité des acteurs du secteur minier ;
- la modernisation du Cadastre minier, grâce à laquelle le Cameroun dispose d'un système informatisé pour l'attribution des titres miniers, disponible sur la toile internet ;
- l'adhésion du Cameroun au Processus de Kimberley, avec pour mission d'implémenter la traçabilité, d'évaluer les Diamants Bruts et de délivrer des Certificats Infalsifiables.
- l'amélioration de l'information géologique et minière, dans le cadre de la campagne de levées géophysiques aéroportées, ce qui porte le taux de couverture du territoire national à plus 60% ;
- l'élaboration de quatorze (14) cartes géologiques au 1/200.000ème ;
- la mise en place d'un Système d'Information Géologique et Minière pour une meilleure gestion, conservation et diffusion des données du secteur minier et géologique ;
- négociation de deux conventions minières pour l'exploitation du marbre de Biou-sud et Bidzar pour la production du ciment par la société CIMENCAM ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société DANGOTE ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société CIMAF;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société MEDCEM ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation des carrières de Pouzzolane de la société CIMENCAM S.A ;
- l'attribution et suivi des activités de quatre-vingt-neuf (89) permis d'exploitation et autorisation d'ensachage des eaux de source, eaux minérales et thermo-minérales de quatre-vingt-trois (83) sociétés sur l'ensemble du territoire national ;
- l'attribution et suivi des activités d'exploitation de cent trente-sept (137) carrières de pierres, pour les travaux de construction des bâtiments et travaux publiques ;
- la signature de deux conventions minières entre l'Etat du Cameroun et la société G-Stone Resources pour l'exploitation du fer de d'Akom II d'une part et entre l'Etat du Cameroun et la société CODIAS d'autre part, pour l'exploitation de l'or de Colomine.
- la finalisation de la dernière phase des activités de recherche sur le prospect bauxitique de MinimMartap et Ngaoundal, ceci devant déboucher à court terme à la mise en exploitation de ce prospect.

Relativement à l'action vulgarisation du Code Minier auprès des Opérateurs du secteur, plusieurs ateliers se sont tenus dans les régions du Centre, de l'Est du Littoral et de l'Adamaoua.

Un constat selon lequel l'exploitation minière qui se déroule dans la région de l'Est est sous l'emprise d'exploitants peu soucieux de la protection de la nature. Pour tirer plus de profit dans cette activité, certains utilisent un matériel non conventionnel au détriment de la santé des populations, de la sauvegarde de l'environnement et de la protection de la nature.

L'objectif global de cet Atelier était pour les élus locaux de s'arrimer à la nouvelle politique visant à faire du secteur minier l'un des leviers de relance de l'économie et de la croissance de notre pays. Spécifiquement, il était question de :
- renforcer les capacités des Magistrats municipaux pour une meilleure compréhension du nouveau Code Minier en vue de la promotion du développement durable ;
- Informer, sensibiliser et susciter l'adhésion des Magistrats municipaux face au rôle majeur qu'ils sont appelés à jouer dans la mise en application du Code Minier aux côté de l'Administration ;
- les rendre capables d'identifier les activités minières caractéristiques de leurs localités respectives ;
- Permettre aux participants de s'approprier les différentes possibilités qu'offre le secteur minier pour la création de nouvelles sources de revenu ;
- Amener les participants à s'approprier les mécanismes de recherche de financements. Cet atelier a été axé autour des thèmes suivants :
- « secteur minier : un potentiel encore inexploité » ;
- «éclairages sur les différentes taxes et les mécanismes de recouvrement des taxes » ;
- « exploitation minière artisanale »: quel rôle joue la Commune et peut-elle monter un fichier local des exploitants pour un meilleur suivi du recouvrement des taxes.

Les résultats obtenus ont été l'acquisition des rudiments nécessaires pour une meilleure compréhension du rôle des Collectivités Territoriales dans la promotion des activités minières et l'encadrement des exploitants.

La capacité de concevoir des stratégies d'encadrement des exploitants miniers sur le plan local et l'élaboration d'un fichier d'identification des différents intervenants de la filière. L'acquisition des documents sur la législation minière.

Dans le cadre des activités majeures dans le domaine minier, il convient d'indiquer que le premier forum CIMEC s'est tenu au palais des congrès de Yaoundé du 02 au 04 septembre 2019 sous la présidence du Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique.

Un autre axe majeur concerne le système d'informatisation du cadastre minier. Le projet est aujourd'hui dans sa phase d'opérationnalisation. La carte des retombes minières est visible en ligne et les opérateurs peuvent déjà s'y projeter lors de la sélection des zones dans le cadre de leurs demandes de permis et autorisations.

Il importe toutefois, de relever que la pleine fonctionnalité du système ne sera atteinte qu'après la signature du décret d'application du code minier. Pour une bonne modernisation de son cadastre minier, il faudrait, sur la base du registre des titres miniers, de garantir une bonne gestion des données minières et s'assurer que les procédures d'attribution des titres miniers sont transparentes et fiables, en évitant tout chevauchement entre les titulaires des permis d'exploitation et les zones interdites à l'exploitation minière.

Dans le cadre de la mise en œuvre du même programme se situe en bonne place le Cadre d'appui et de Promotion de l'Artisanat Minier(CAPAM). Cette structure est le bras opérationnel du MINMIDT sur le terrain. Il est chargé entre autre de l'encadrement, du suivi et de la promotion des activités minières artisanales dans l'objectif d'accroitre la contribution du secteur minier hors pétrole dans le PIB. Ceci n'est possible que par une meilleure organisation de tous les acteurs dudit secteur et une présence effective dans tout le territoire national. Chaque arrondissement étant riche en ressources minérales pouvant être directement valorisées par les riverains de manière artisanale et créer ainsi des richesses pour une réduction de la pauvreté. Le CAPAM est présent sur le territoire national à travers 20 Brigades Minières implantées dans 20 arrondissements répartis dans 8 régions à savoir l'Est, l'Adamaoua, le Nord, le Centre, le Sud, le Littoral, le Sud-ouest, le Nord-ouest.

Le CAPAM a organisé le secteur artisanal en en GICAMINES et en COOPERATIVES

L'organisation des artisans miniers en GICamines (GIC des artisans miniers) a constitué la principale activité du Capam dans la première phase de mise en œuvre du projet 'Appui et Organisation de l'Artisanat Minier'. 200 GICamines de 50 artisans miniers chacun ont été crées permettant de générer 10 000 (dix mille) auto emplois. Les GICamines sont en pleine mutation pour devenir des coopératives conforment à la réglementation en vigueur.

- Le CAPAM appuie les artisans miniers en matériel de production

Afin d'accroitre la production artisanale, le matériel suivant a été remis aux artisans miniers : pelles, pioches, barre à mine, motopompes, battées, balances, groupes électrogènes. Ceci a pour conséquence directe l'amélioration des conditions de travail des artisans qui se traduit à travers l'augmentation de la production et l'accroissement de la taxe ad valorem des produits canalisés.

Par ailleurs, le CAPAM forme ces artisans miniers.
Les formations suivantes ont ainsi été dispensées aux artisans miniers:
- formation à la prospection minière;
- formation aux techniques de commercialisation des produits de l'artisanat minier;
- formation à la gestion des revenus;
- formation aux techniques de restauration de l'environnement;

- formation aux activités connexes ;
- formation à l'utilisation des manuels de procédures.

S'agissant de la contribution du CAPAM à la production de la richesse nationale, cette structure porte l'action intitulée canalisation de l'or issu de l'artisanat minier dans les circuits formels.

En attendant l'aboutissement du projet de décret d'application du Code Minier, l'Etat, à travers le CAPAM prélève l'impôt synthétique de 25% auprès des opérateurs engagés dans l'exploitation minière artisanale semi-mécanisée de l'or dans les Régions de l'Est et de l'Adamaoua. C'est ainsi que depuis 2012, le CAPAM a rétrocédé 796 020,33 (sept cent quatre-vingt-seize mille vingt virgule trente-trois) grammes d'or au Ministère des Finances au titre du renforcement des réserves d'or du Cameroun, pour une valeur financière estimée à plus de 14 726 376 105 (quatorze milliards sept cent vingt-six millions trois cent soixante-seize mille cent cinq) FCFA à raison de 18 500 FCFA le gramme. Le tableau ci-après en donne les détails :

TOTAL OR RETROCEDE AU MINFI 2012 A 2021 en grammes

		Canalisation	**Prélèvement quotte part ETAT auprès des sociétés de l'artisanat minier peu mécanisé**			**Collecte TAV pour DGI**	**POIDS TOTAL en grammes**	**OBSERVATIONS**
N°	**ANNEE**		Autres parties Prenantes	Part MINFI	IS			
1	2012	36 884,50	-	-	-	-	36 884,50	or affiné, or fusionné et or en poudre
2	2013	31 760,31	-	-	-	-	31 760,31	or fusionné non standardisé
3	2014	-	-	-	-	-	-	or fusionné non standardisé

4	2015	28 199,59	60 402,01	40 179,86	8 372,35	33 633,13	170 786,94	or fusionné non standardisé
6	2016	6 381,43	12 257,24	8 141,15	3 439,63	23 387,07	53 606,52	or fusionné non standardisé
7	2017	36 529,03	84 177,17	28 258,35	16 689,77	89 353,99	255 008,31	or fusionné non standardisé
8	2018	17 485,83	75 495,21		9 456,82	21 435,36	123 873,22	or fusionné non standardisé et or standardisé
9	2019	13 776,70	22 685,85		2 803,87	6 372,43	45 638,85	or standardisé
10	2020	11 070,36	19 497,66		2 409,82	5 476,84	38 454,68	or standardisé
11	2021		28 484,98		3 520,62	8 001,40	40 007,00	or standardisé
	TOTAL	**182 087,75**	**303 000,12**	**76 579,36**	**46 692,88**	**187 660,22**	**796 020,33**	

Pour ce qui est du volet social des actions du CAPAM sur les populations riveraines des sites

d'exploitation, les actions sociales suivantes, d'un montant global de FCFA 198 352 205 (cent quatre vingt-dix huit millions trois cent cinquante deux mille deux cent cinq), ont été réalisées au cours du septennat (2011 – 2017) :

-Deux (02) projets dans les secteurs avicole et piscicole dans les localités de Colomine et Bétaré-Oya pour diversifier les sources de revenu et promouvoir les activités alternatives à l'artisanat minier à l'endroit des populations cibles.
-Une(01) unité de fusion en cours de finition à Bertoua ;
-Un(01) forage d'eau a été réalisé en 2016 à Kambélé pour l'amélioration des conditions de vie des artisans miniers.
-Un(01) immeuble siège et un(01) hangar de présentation des pierres est en cours de construction dans la ville de Pouma depuis 2016, pour une meilleure visibilité de son action et la promotion de la pierre dite de Pouma.
-Sept(07) puits à motricité humaine ;
-Six(06) salles de classes sont en construction dans certaines localités des régions de l'Adamaoua et de l'Est depuis 2017. Un(01) bloc administratif au CES de Colomine.

Ces réalisations présentent un impact socio-économique certain auprès des populations bénéficiaires à savoir :
- l'amélioration des conditions et du cadre de vie des populations par l'accès à l'eau potable ; - l'amélioration de l'alphabétisation en milieu rural ; - La Diversification des sources de revenu des artisans miniers et une meilleure autonomisation ;
- la lutte contre la pauvreté.

ACTIVITES PHARES DU SERCRETARIAT NATIONAL PERMANENT DU PROCESSUS DE KIMBERLEY (SNPPK)

Créé par décret du Premier Ministre N°2011/3666 du 02 novembre 2011, Le Secrétariat National Permanent du Processus de Kimberley (SNPPK) est l'observatoire national mis en place pour répondre aux principes et exigences des pays producteurs de diamants, de l'industrie du diamant brut ainsi que des organisations non gouvernementales dont l'objectif est d'endiguer l'infiltration des diamants dits de conflits dans le circuit officiel. Il s'agit ici de mettre un terme aux liens entre le commerce des diamants bruts et les conflits armés.

Le Cameroun, à travers le SNPPK participe de façon fort significative au renforcement du réseau mondial de prévention des conflits et de lutte contre les rebellions, par l'exfiltration des diamants bruts dit de sang, de la chaîne logistique réglementée à travers l'exploitation et le commerce surveillé des diamants bruts, ainsi que le renforcement des contrôles internes. Dans le cadre de ses activités inscrites dans le programme 376, portant sur la valorisation des ressources minières et géologiques, les réalisations du SNPPK au cours du septennat 2011-2018 sont d'ordre institutionnel, organisationnel et infrastructurel.

Plan Institutionnel

Il s'agit ici du renforcement de la politique de coopération internationale à travers la participation aux concertations statutaires du Processus de KIMBERLEY (PK), à savoir les réunions d'intersessions, les plénières et les visites de revues ainsi que les plateformes sous régionales et interrégionales d'échange sur le développement du secteur minier en général, et diamantifère en particulier.

Plan Organisationnel

1. Intensifier les contrôles internes au niveau des postes frontaliers des aéroports et ports pour desceller la contrebande des substances minérales précieuses et semi-précieuses. Pour ce faire, il faut mettre en place une stratégie de contrôle et équiper les points focaux d'outils de détection des diamants et de métaux ;
2. Identifier et cartographier les sites d'exploitation artisanale de diamants actifs et potentiels en vue de développer les activités de production de diamants bruts ;
3. Organiser et accompagner les artisans dans la production artisanale et la commercialisation des diamants bruts pour mieux mettre en œuvre les principes et exigences du Processus de Kimberley (PK) ;
4. Recenser, identifier et formaliser les acteurs impliqués dans la production du diamant brut et de l'or pour augmenter les exportations desdits substances et les recettes de l'Etat ;
5. Accroître les effectifs du personnel compte tenu des exigences liées à la couverture de tous les sites d'extraction, les zones frontalières ainsi que les zones de transit.

Plan Infrastructurels

1. Renforcer la gouvernance et améliorer les conditions et le cadre de travail à travers l'acquisition d'un nouvel immeuble siège pour le SNPPK, l'acquisition des sièges pour les services déconcentrés ;
2. Renforcer la logistique des équipes de suivi et de contrôle de la production en vue de la sécurisation des 800km de frontière entre le Cameroun et la RCA ;
3. Améliorer la communication pour redorer l'image de marque du SNPPK à travers la mise à jour d'un site web, l'élaboration d'un catalogue des diamants produits au Cameroun, l'élaboration des outils de communication au niveau des aéroports, les participations aux manifestations promotionnelles du secteur minier ;
4. Mettre en place une unité de taille pour augmenter la valeur ajoutée des diamants produits au Cameroun, ce qui va entrainer l'élargissement de l'assiette fiscale et les recettes de l'Etat ; **5.** Appuyer les artisans miniers en matériel de production ;
6. Acquérir des équipements techniques en vue de l'amélioration du laboratoire d'analyse et d'expertise des diamants bruts.

Investissement

- Acquisition de vingt-deux (22) motos tout terrain de marque YAMAHA, types AG, XTZ4-STROKE et YBR125G destinées aux Points Focaux du SNPPK chargés du suivi des activités sur les sites d'exploitation ainsi que de l'encadrement et la formalisation des artisans ;
- Acquisition de deux (02) Pick-up Toyota double cabine ;
- Acquisition d'un mini bus de type Hiace (15 places) qui assure la liaison entre l'aéroport de Yaoundé-Nsimalen et le siège ;
- Acquisition de trois (03) véhicules utilitaires de type Station wagon.

Gouvernance

Elle porte sur la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du SNPPK à travers les missions de routine visant le fonctionnement optimal de la structure. C'est dans cette optique que le personnel du SNPPK a bénéficié des formations visant le renforcement des capacités ainsi qu'il suit:

- Formations techniques spécifiques (Cameroun, RCA, RDC, Emirats Arabes Unis, Belgique, Afrique du Sud, France) :

v 37 personnels formés

- Séminaires et formations générales :

v 43 personnels formés.

- Aménagement du nouvel immeuble siège ;
- Acquisition des équipements techniques destinés au tri, à l'évaluation et à l'expertise des diamants bruts.

Le SNPPK est déployé dans six (06) Régions à savoir :

- Centre ;
- Sud ;
- Est ;
- Littoral ;
- Adamaoua ;
- Nord ;
- Le personnel initialement affecté dans la région du Nord-Ouest a été redéployé pour des raisons d'insécurité.

Les aéroports internationaux de Yaoundé-Nsimalen, de Douala et de Garoua sont également couverts.

En effet, il s'agit pour le SNPPK d'assurer sa visibilité sur le plan national et international, d'assurer la régulation des interactions entre tous les acteurs impliqués dans la mise en

application du régime d'exportation et d'importation des diamants bruts, ainsi que leurs responsabilités dans le cadre des activités conjointement menées.

Participation aux réunions statutaires à l'international

- 06 Intersessions
- 06 plénières

(Etats-Unis d'Amérique, Afrique du Sud, Chine, Angola, Emirats Arabes Unis, Australie, Belgique - Union Européenne) ;

- 04 visites de revues (Cameroun, République Centrafricaine, Ghana, Malaisie) ;

Concertations sous-régionales

- En RCA : Réunion sous-régionale des pays participants/membres du Processus de Kimberley et limitrophes à la RCA pour la mise en place d'une plate-forme de lutte contre les fraudes et la contrebande des diamants ;
- Au Cameroun : concertation sous-régionale des pays participants/membres du Processus de Kimberley pour la mise en place d'une plate-forme de lutte contre l'infiltration des diamants centrafricains.

Admission du Cameroun à l'Association des Pays Africains Producteurs de Diamants (ADPA) :

Participation à la 5ème réunion ordinaire du Conseil des Ministres de l'Association des Pays Africains Producteurs de Diamants qui s'est tenue du 04 au 05 avril 2017 à Conakry en République de Guinée. Réunion au cours de laquelle le Cameroun a été admis comme membre.

Participation du Cameroun à l'African Diamond Conference à Bruxelles en Belgique du 13 au 15 novembre 2017 :

Concertation des pays participants / membres qui portait sur la gestion des ressources naturelles du sous-sol qui peuvent être facteur de développement durable pour les Etats et les populations locales.

Appui aux Artisans miniers :

Acquisition du matériel technique destiné aux Artisans dans le but de réduire la pénibilité et les difficultés financières rencontrées par ces acteurs majeurs, recommandation formulée par les experts du Kimberley international ;

Lutte contre les trafics illicites des substances minérales précieuses :

Ø Vingt-sept (27) saisies ont été opérées :

- Aéroport International de Yaoundé-Nsimalen :
v 15 saisies de lots composés de diamants, de l'or, du Platinium, du Saphir ;

- Siège du SNPPK :
v 01 saisie d'un lot de pierres synthétiques assimilables à des diamants;
v 01 saisie d'un lot de diamants bruts ;

- Aéroport International de Douala :
v 7 saisies de lots composés de diamants, de Tourmaline, d'Améthyste;

- Zones transfrontalières de Ketté et de Garoua-Boulaï
v 02 saisies de lots contenant de l'or ;
- Emirats Arabe Unis
v 01 lot de diamant accompagné d'un faux certificat d'exportation semblable à celui du Cameroun.

Ø Vingt (20) faux certificats sont été interceptés dans le cadre de la cyber criminalité.

Ces substances minérales précieuses sont sécurisées en attente de leur dévolution.

Statistiques de la Production et des Exportations des diamants bruts

Années	Productions (carats)	Exportations (carats)	Nombre de certifications	Nombre d'exportations	Valeur des exportations (FCFA)	Recettes générées (FCFA)
2013	2 721,94	2 420,88	11	11	285 178 500	35 647 315
2014	3 718,16	3 621,21	20	20	294 242 240	36 780 280
2015	2 244,61	1 723,29	17	17	250 946 748	61 481 953
2016	993,59	1 660,75	21	19	178 081 740	43 630 026
2017	2 848,49	1 348,73	16	16	60 336 607	7 542 076

2018	1 805,31	1 261,91	12	12	303 018 622	47 227 707
2019	1 736,52	654,92	8	8	42 693 713	7 183 115
2020	2 438,71	870,55	15	13	51 508 089	13 913 226
Total	**16 068,62**	**13 562,24**	**120**	**116**	**1 466 006 259**	**253 405 698**

DOMAINE INDUSTRIEL

Les actions dans ce domaine sont portées par le Programme 377 Intitulé " Développement et densification du tissu industriel".

L'objectif affiché dans ce programme est en phase avec les orientations stratégiques de la SND30 et vise à ***améliorer la contribution du secteur manufacturier à l'économie locale.*** L'atteinte de cet objectif passera par la mise en œuvre effective des différents piliers stratégiques structurant de la SND 30 à savoir Agro-industrie, forêt-bois, Textile-Confection-Cuir, Mines-Métallurgie-Sidérurgie, hydrocarbure-Raffinage-pétrochimie-chimie-pharmacie, construction mécanique.

Les activités inscrites permettront une véritable transformation des matières premières locales afin de soutenir la politique d'import substitution des produits de grande consommation promue dans la SND.

A ce titre, les activités consisteront entre autres à:

renforcer les capacités de transformations des unités agro-industrielles dans les filières prioritaires. Celle-ci permettra de rendre disponible les produits de grande consommation et aura comme effet induit, le rééquilibrage de la balance commerciale et la promotion de l'industrie locale. Elle permettra donc de rendre opérationnel le pilier agro-industrie qui vise à faire du Cameroun le Nourricier de la CEEAC ;

développer la filière Mine-Métallurgie Sidérurgie. Celle-ci vas'adosser sur la valorisation du potentiel bauxitique local. Elle permettra par ailleurs de poursuivre la mise en œuvre du plan de restructuration de la Compagnie Camerounaise d'Aluminium élaboré et validé par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement en novembre 2019. Lequel plan ambitionne d'une part, de porter les capacités de production de l'unité existante de 100 000 T/ an à 360 000T et d'autre part, de diversifier sa production à travers la production des fils haute tension. Elle devrait donc participer à transformer localement la quasi-totalité de la production de ALUCAM à travers la fourniture en quantité suffisante de la matière première des entreprises en aval de la chaîne telle que Phallucam (production des châssis en aluminium pour bâtiments), Everwell (production des fils basse et moyenne tension) et Sunday (panneaux pour habillage mural.

mettre en place des Zones Economiques Spéciales (ZES) pour la transformation du boisafin d'anticiper sur la mesure d'interdiction de l'importation des grumes décidée par tous les Etats de la CEMAC le 18 septembre 2020. Elle permettra également au Cameroun de bâtir à moyen terme, une véritable industrie de transformation bois (1ere, 2e, 3e et 4e) capable non seulement de satisfaire le marché intérieur, mais également

de conquérir des part de marché à l'international en capitalisation sur l'entrée en vigueur de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF) ;

mettre en œuvre les actions de la stratégie de développement de l'industrie pharmaceutique. Elle permettra au Cameroun de se doter d'une véritable base industrielle concernant la pharmacie de façon à produire localement certains intrants et produits pharmaceutiques de base. Celle-ci permettra au Cameroun de faire face de façon plus efficace aux éventuelles crises sanitaires. Dans la même veine elle permettra de mieux structurer la pharmacopée.

Confectionner les tenues des grands corps techniques de l'Etat (FMO, écoliers.) ce qui permettra d'accroître significativement le taux de transformation du coton et réduire drastiquement les importations des produits textiles. Elle permettra au Cameroun de mettre en place une deuxième filature de 300 000T/an tout en diversifiant sa production intérieure de façon a satisfaire les besoins de l'Etat en matière de tenues. La commande publique pour donc servir son levier de développement de cette filière ;

Sécuriser les activités industrielles et constituer les statistiques relatives aux établissements classés. Celle-ci se fera à travers la réalisation des inspections, le recensement des appareils à pression et de levage, des pipelines afin de renforcer la sécurité desdits établissements ;

Les activités liées à l'aménagement et la gestion des zones industrielles (MAGZI)

La Mission d'Aménagement et de gestion des Zones Industrielles poursuivra ses activités à travers, notamment l'Elaboration et mise en œuvre du programme national de développement des zones industrielles qui consistera en :

la création de nouvelles zones industrielle de façon à faciliter l'installation des investisseurs sur l'étendue du territoire nationale ;
la modernisation et la remise en état des zones industrielle existante ;
la poursuivre des opérations de déguerpissements

Activité de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat (CCIMA)

Pour le triennal 2022-2024, la CCIMA poursuivra sa modernisation à travers les activités de :

dématérialisation des procédures du commerce extérieur ;
la construction des entrepôts de 20 ha au PAK ;
la construction d'un centre d'exposition à NSIMALEN ;
la construction de la délégation régionale de l'Adamaoua.

III- DANS LE DOMAINE DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE

Les actions dans ce domaine sont portées par le Programme 378 Intitulé "Modernisation de l'Infrastructure Qualité".

En ce qui concerne le domaine de l'infrastructure qualité, l'objectif est de Contribuer à l'amélioration de la compétitivité technique de l'industrie locale.

Les réalisations dans le secteur de la Qualité concernent également les projets de création:

- des laboratoires d'évaluation de la conformité,

- des laboratoires de métrologie;
- de l'équipement du laboratoire de référence de métrologie(ANOR) ;
- d'un Organisme National d'accréditation;
- de l'Ordre National des Qualiticiens.
- de l'actualisation de la stratégie nationale de la qualité et des différents textes légaux et réglementaires

Sous-Programme National d'Elaboration des Normes (PNEN)

Les objectifs d'harmonisation des normes nationales avec les solutions régionales se traduisent également dans la programmation des travaux d'élaboration des normes. Ainsi, dans le PNEN, document définissant le programme national d'élaboration des normes sur une période de trois ans, en tenant compte des besoins des différentes parties prenantes, des priorités socioéconomiques et des orientations stratégiques de l'Etat camerounais, l'adoption des normes internationales et régionales occupe une place de choix.

L'Agence s'est en effet dotée du PNEN 2020-2022, approuvé par le Ministre des Mines, de l'Industrie, et du Développement Technologique et validé par Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement en novembre 2019.

Depuis sa mise en œuvre, le portefeuille des normes de l'ANOR est passé de 300 normes environ en 2011 environs 3000 normes en 2020. L'harmonisation des normes camerounaises pour faciliter l'insertion dans le commerce régional et international a toujours constitué le souci majeur de l'ANOR.

Le nombre de normes camerounaises d'application obligatoire est passé de 123 normes en 2017 à deux cent treize (213) en 2020

Sous-Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importées au Cameroun (PECAE)

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, pour renforcer la surveillance des produits commercialisés sur le territoire camerounais a signé l'arrêté n° 2015/1875/PM du 1er Juillet 2015 instituant le fixant les modalités de mises en œuvre du Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importes en République du Cameroun.

L'évaluation de la conformité en plus de participer à la protection de la santé des consommateurs, facilite également le développement économique et, permet aux autorités publiques de s'assurer que la concurrence se fait dans des conditions loyales avec des produits sains et sûrs C'est conscient du rôle de l'évaluation de la conformité dans le cadre de la facilitation des échanges commerciaux que l'ANOR a, suite au décret N°2015/1875/PM du 01

juillet 2015 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, instituant et fixant les modalités de mise en œuvre du Programme d'Evaluation de la Conformité Avant Embarquement des marchandises importées en République du Cameroun (PECAE) lancé ledit programme lors de la 3ème édition de la Semaine Nationale de la Qualité (SENAQ) qui s'est tenue du 23 au 25 avril 2016 à Douala, par le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT). Le démarrage a quant à lui été effectif le 31 août 2016 lors d'une cérémonie officielle placée sous le haut patronage du Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Le PECAE est appliqué aux marchandises pour lesquelles il existe des règlements techniques ou celles tout ou partie des normes sont rendues d'application obligatoire. L'objectif général du PECAE est de doter le Cameroun d'un mécanisme fiable, avec des procédures fluides et des transactions simplifiées, permettant de s'assurer que les produits qui arrivent sur le territoire Camerounais respectent les règlements techniques ou les normes et partant, sont de bonne qualité, avant leur mise sur le marché.

Depuis son démarrage, soit du 31 aout 2016 au 31 décembre 2020, la mise en œuvre du PECAE s'est traduite par l'émission de **19738**Certificats de Conformité.

Sous- Programme de marquage des produits

Pour réduire la proportion des produits non conformes, il est opportun de recourir à un mécanisme complémentaire à savoir : le Marquage de Conformité. Cet outil a été expérimenté avec succès dans plusieurs autres pays notamment : le Nigeria, le Kenya, la Tanzanie, la Tunisie et la Côte d'Ivoire.

Le Marquage de Conformité est l'action d'apposer sur un produit une marque de conformité. Il s'agit d'un procédé communément utilisé pour rendre visible auprès des utilisateurs, la conformité d'un produit aux exigences spécifiées.

Elément de confiance pour le consommateur, le marquage de conformité est aussi un gage de crédibilité pour les fabricants et les importateurs qui doivent s'assurer que leurs produits correspondent aux spécifications de qualité et répondent aux attentes des clients. Il devient dès lors impératif pour le Cameroun d'accéder à ce degré de visibilité de son système de certification en instituant le marquage de conformité.

L'institution du marquage de conformité répond à l'obligation d'information du consommateur, prévue par la Loi-cadre n°2011/012 du 06 mai 2011 portant protection du consommateur au Cameroun d'une part, et participe de la mise en œuvre des dispositions des articles 10 à 12 de la Loi n°96/11 du 05 août 1996 relative à la normalisation d'autre part. Le marquage de conformité devra s'appliquer tant aux produits fabriqués localement qu'aux produits importés ; pour ces derniers, il s'agira du couronnement du processus de l'évaluation de la conformité qui a cours dans le cadre du PECAE et dans des opérations similaires. Concrètement, cette opération consistera en l'apposition de la Marque de Conformité représentée par le sigle « NC »

(mis pour Norme Camerounaise) entouré de la mention « ANOR CERTIFIED » selon les modalités arrêtées par le Ministre chargé de la normalisation, sur proposition du Directeur Général de l'ANOR.

Construction du Laboratoire National de Référence en Métrologie à vocation sous régionale Le Laboratoire National de Référence en métrologie à vocation sous régionale a vu le jour dans le cadre du Programme d'Appui et de Soutien à l'Accord de Partenariat Economique (PASAPE), signé entre l'Union Européenne et l'Afrique. A la suite de ce Programme, l'Union Européenne et l'Etat du Cameroun ont initié un Programme Pilote d'Appui à la Mise à Niveau, à la Normalisation et la Qualité (PPAMNQ), exécuté par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI).

L'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR), l'un des bénéficiaires de ce cette infrastructure, avait été chargée de mettre en place ce Laboratoire de référence à vocation sous régionale, qui devait répondre aux spécifications techniques et fonctionnelles conformes aux exigences de la norme ISO 17025, prescrites en matière d'accréditation internationale.

Ce laboratoire comporte en effet deux pôles, dont l'un dédié aux activités de Mesures, d'Essais et d'Etalonnage et l'autre, véritable pôle managérial et directionnel comportant des bureaux destinés aux organes de gestion, aux activités de recherche et de formation, aux relations institutionnelles et à la coopération.
Il abritera les activités de métrologie suivantes :
1. Etalonnage des Masses (petites et grandes) ;
2. Etalonnage des Pressions ;
3. Etalonnage des Dimensions ;
4. Etalonnage des Volumes (petits et grands) ;
5. Etalonnage d'Electricité ;
6. Etalonnage des températures.

La mise en service de cet important projet va contribuer, sans aucun doute, au développement de l'infrastructure qualité dans la sous-région Afrique Centrale, faisant ainsi du Cameroun, la plaque tournante en la matière.
Le niveau de réalisation du volet génie civil de cet ouvrage est estimé à 90%.

CONSTRUCTION D'AUTRES LABORATOIRES D'EVALUATION DE LA CONFORMITE(Ce projet sera conjointement mis en œuvre par le MINMIDT et l'ANOR en fur et à mesure que le programme sera implémenté et aura pour objectif l'amélioration de l'offre de service en évaluation de la conformité des produits made in Cameroun)

LOI SUR L'INFRASTRUCTURE NATIONALE QUALITE (INQ)

A ce jour, le projet de loi sur l'Infrastructure Nationale Qualité élaboré depuis 2015 est en cours

de relecture au MINMIDT faute de transmission à la PRC par les SPM. des concertations sont aussi en cours avec l'ANOR et le MINADER pour harmonisation des positions. Il convient de relever que la révision de la loi sur la normalisation a abouti à la loi sur l'infrastructure qualité qui pourrait se substituer à la loi cadre. Des concertations sont en cours en vue de finaliser cette loi et transmission à la primature pour suite de la procédure (pour transmission à la PR).

IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE : Le pilier de Normalisation existant déjà (ANOR), Cette loi va compléter les autres piliers de l'INQ tels que l'Organisme national de Métrologie et l'Accréditation, par ailleurs elle va inciter et faciliter la création des Laboratoires (Evaluation de la Conformité).
Ces structures vont non seulement générer des recettes au niveau des inspections, mais vont générer des milliers d'emplois.

LOI CADRE SUR LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (SSA)

A ce jour, la loi-cadre sur la Sécurité Sanitaire des Aliments est signée par le PRC et transmise au MINSANTE pour mise en œuvre en collaboration avec les autres administrations. Il convient de rappeler que le MINMIDT est interpelé pour contribuer à l'élaboration des projets des textes d'application.

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : La loi cadre susmentionnée va non seulement harmoniser les activités de toutes les parties prenantes du système national de SSA mais prévoyait aussi la création de l'Autorité Nationale de SSA, organe de coordination dont l'effectivité générera des nombreux emplois. Cet organe a été débouté par la hiérarchie laissant place toujours au problème de coordination des activités de la SSA.

LE COMITE NATIONAL DU CODEX ALIMENTARIUS ET DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (CNCOSAC)

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : Le CNCOSAC a permis de booster l'élaboration des normes alimentaires sur le plans national utiles à l'arrimage sur le plan international, mais aussi garantir la qualité sanitaire des aliments qui circulent au Cameroun et ceux voués à l'exportation.

ELABORATION DE LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DE SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS AU CAMEROUN (Le document final a été pré-validé par l'ensemble des parties prenantes. Mais au regard de la pandémie à COVID19 qui a prorogé la période de validation, une étude supplémentaire en vue de l'actualisation des données scientifiques est requise).

ELABORATION DE LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DU SYSTEME NATIONAL DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DE LA QUALITE (Le document final a été pré-validé par l'ensemble des parties prenantes. Mais au regard de la pandémie à COVID19 qui a prorogé

la période de validation, une étude supplémentaire en vue de l'actualisation des données scientifiques est requise).

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES : Ces Politiques et Stratégies susmentionnées vont recadrer, promouvoir et développer les orientations en termes de SSA et de Qualité définies par le Gouvernement.

IV-DOMAINE DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Les actions dans ce domaine sont portées par le Programme 379 Intitulé " Développement des technologies et valorisation des actifs de la propriété industrielle".

Dans le cadre de ses activités de promotion et de valorisation des inventions et innovations locales, le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT) a œuvré depuis 2011, à la mise en place de plusieurs activités. Le programme de **Développement des technologies et valorisation des actifs de la propriété industrielle (Programme 378)**, vise à orienter le développement technologique du Cameroun vers la mise en place d'un nouveau tissu industriel, bâti sur l'exploitation stratégique des innovations technologiques et commerciales, soutenues par la propriété industrielle, en droite ligne avec la Stratégie Nationale de Développement (SND30) du Cameroun, qui fait le constat que notre économie affiche une faible capacité d'absorption et d'accumulation technologique du fait d'un déficit d'infrastructures technologiques, d'infrastructures qualité et de ressources humaines qualifiées et spécialisées. Les principaux résultats de ces dernières années sont les suivants :

Mise en place d'un cadre institutionnel pour le développement technologique et de la propriété industrielle

A ce sujet, un Plan National de Développement de da Propriété Intellectuelle (PNDPI) a été élaboré et adopté avec le concours de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). La première phase de mise en œuvre de ce plan, d'une durée de quatre ans, s'est achevée en cette année 2018 avec une grande participation des administrations utilisatrices de cet instrument de développement socioéconomique qu'est la propriété industrielle. La seconde phase du PNDPI est en cours de validation pour une nouvelle période de 5 ans. Dans ce cadre, le Cameroun a adhéré à plusieurs conventions et participé activement à la révision de l'Accord de Bangui. Un document de Stratégie Nationale de Développement Technologique a été élaboré et adopté.
Entre2019 et 2020 un projet de loi a été élaboré sur le Cadre sur le Développement Technologique au Cameroun et transmis à la DAJ pour maturation et suite de la procédure.

Sur le plan de la valorisation des inventions

Les filières cosmétique, de l'agroalimentaire, de la pharmacopée traditionnelle, de l'électromécanique, des Technologies de l'Information et de la Communication(TIC) et ont bénéficié chacun de la subvention de 90% du coût relatif à la protection de leurs innovations auprès de l'OAPI. Plusieurs projets ont été mis en place :

- le projet de prototypage des inventions nationales.

Le projet de prototypage vise plusieurs objectifs à savoir :

Mettre en œuvre des solutions techniques capables de satisfaire les besoins des populations; Valoriser des œuvres des inventeurs et chercheurs nationaux ;
Développer un tissu industriel qui repose sur des technologies locales maitrisées ;
Pérenniser le savoir-faire technologique local au sein des institutions de formation ;
Rechercher des partenaires industriels pour l'industrialisation des prototypes ;
Rechercher des partenaires financiers pour le financement du processus d'industrialisation des prototypes.

Les inventions, innovations et solutions techniques sélectionnées dans ce cadre sont le reflet du niveau d'inventivité nationale. Elles ont la particularité d'être la réponse locale, et donc adéquate, à un besoin identifié au sein de notre population. Plusieurs plateformes événementielles ont été mise en place à l'effet d'identifier et de promouvoir ces perles nationales de notre esprit de créativité. A cet effet, des journées de promotions sont régulièrement organisées afin de galvaniser l'esprit de créativité : Journées Technologiques Nationales (JTN), Journées Africaines de la Technologie et de la Propriété Intellectuelle (JATPI), Journée mondiale de la Propriété Intellectuelle (JOMPI).Un accent aura été mis dans la sensibilisation des PME/PMI, des étudiants et chercheurs des universités, mais aussi des élèves et enseignants de nos lycées et collèges d'enseignement technique. L'objectif de ces activités doit être bien compris, à savoir, développer le rapprochement des sphères de formation/recherche, et celles de la production industrielle, cela est essentiel.

Depuis l'année 2011, neuf (09) prototypes ont été réalisés dans les universités de Dschang et de Douala, à savoir :

A l'université de Dschang

Un bio-digesteur pour la production du biogaz ;
Un séchoir à trois sources d'énergie ;
Une couveuse automatique d'œufs de volaille ;
Un chargeur universel de batteries de téléphones.

A l'université de Douala

Une mini-centrale hydro-électrique (mini-turbine avec générateur d'énergie électrique) ;
Une machine de recyclage de matières plastiques ;
Un ventilateur rechargeable ;

Une machine de mesure des sauts en longueurs

A l'Université de Ngaoundéré

Un turbimètre

Avec un plus de ressources, ce projet devrait donner un bel embelli aux nombreux résultats de la recherche qui remplissent les coffres de nos laboratoires universitaires. Cette initiative qui est le reflet de la capacité des nationaux à développer des solutions à leurs propres besoins est vivement à encourager.

- Installations des Centres d'Appui à la Technologie (CATI) dans toutes les universités d'Etat du Cameroun, et dans certains établissements à caractère privé.

L'importance de cette réalisation réside dans le fait que les CATI sont en réalité les bases de données les plus actuelles au monde dans les domaines de la science et de la technique. Une référence d'honneur pour nos chercheurs qui désormais n'auront plus à évoluer en vase clos et en tout cas, n'auront plus à réinventer la roue. Il y va de l'augmentation même du niveau de qualité de nos produits de recherche.

C'est une réalisation majeure pour notre système national de valorisation des résultats de la recherche. Afin de promouvoir cette activité, le MINMIDT a offert des bourses aux étudiants de plusieurs universités, dans le cadre de l'animation de l'exploitation desdits CATI. Il est avéré que les prototypes issus de l'exploitation des CATI auront une haute portée industrielle. A Ce jour 12 CATI ont déjà été installés dans presque toutes université d'Etat et dans quelques instituts de recherche.

- Les projets de mise en place de technopôles de référence

Dans un élan de recherche d'une plus grande densification des ressources inventives locales, et subséquemment de la transformation des produits et ressources locales, avec une perspective forte d'exportation desdits produits, un programme de mise en place de technopôle de référence est mis progressivement en place.

S'agissant de ces de référence (Technopôles), il convient de relever qu'il s'agit là de projets hautement structurants, appelés à être des fleurons du tissu économique national. Ces projets sont à forte intensité d'emplois stables, produisant des produits et services de haute valeur ajoutée et devant à courts termes contribuer à améliorer la balance commerciale du pays et le relèvement socio-économique du pays. Trois projets sont actuellement engagés : le Technopôle Agro-industriel, le technopôle Forêt-Bois et le Technopôle Digital.

Le premier, le Technopôle Agro Industriel (TAIP), a déjà connu diverses études dans le

cadre de sa maturation. Les études du plan directeur et de faisabilité ont été réalisées avec l'assistance technique de l'ONUDI et réceptionnées en décembre de l'année 2016. L'étude d'impact environnemental et social a été réalisée ainsi que les études géotechniques. La sécurisation du site s'est déjà matérialisée par la pose des bornes et des panneaux signalétiques. La commission préfectorale a travaillé sur le site pour l'évaluation des mises en valeur et des biens en vue du processus d'indemnisation. Le rapport de ces travaux est déposé et le processus d'indemnisation bientôt lancé. En Décembre 2020 un décret du PM portant expropriation pour cause d'utilité publique et incorporation dans le domaine privée de l'Etat et fixant les montants d'indemnisation des personnes victimes de pertes de droits foncier et de biens matériels a été signée. De plus une étude relative à l'identification des bassins de production relative au TAIP en cours. Par ailleurs, des concertations pour le bouclage financier sont engagées, Le MINMIDT est à la recherche de partenaires financiers pour le projet, en attendant l'avis de soutenabilité financier du MINFI dont l'avis a déjà été sollicité.

Pour le Technopôle TIC Digital dont la non-objection pour le financement délivrée par la Banque Africaine de Développement est le gage du démarrage imminent de cet autre important projet. Les missions de pré-identification du site du projet ont été menées en 2020, deux sites ont été présélection dans les Régions du Littoral et du Sud-Ouest en attendant la validation Qui sera faite par l'Etude de faisabilité à venir.

Pour ce qui est du Technopôle Forêt-Bois, la réalisation des études de faisabilité ont été confiés à la SNI afin qu'elle donne son avis technique.

- **Appui de la propriété industrielle aux secteurs économiques nationaux**

La propriété industrielle est une force tranquille. Ne dit-on pas qu'elle est le moteur du développement économique ! Outil très appropriée pour la structuration de la production à la base, elle est aussi l'instrument qui permet d'assainir l'environnement des affaires et de donner le maximum de valeur aux produits et services. Dans ce contexte, le Gouvernement, dans la limite de ses ressources, a engrangé des résultats.

L'arrêté rendant obligatoire l'enregistrement des noms commerciaux

Pour peu qu'il soit, cet arrêté n'en est pas moins important quant à sa capacité d'une part, à assainir et à promouvoir notre environnement des affaires en donnant plus de visibilité et de valeur à notre fichier national des noms commerciaux, et à permettre au trésor public d'engranger des recettes substantielles d'autres parts.

La valorisation des produits du terroir en indications géographiques (en 2020 il s'agissait d'une activité).

Historique

Les indications géographiques naissent de la volonté des Etats membres de l'OAPI de faire des produits de leurs terroirs de véritables outils de développement. L'OAPI, en 2008 va procéder à la mise en place d'un projet en vue d'accompagner les Etats membres à mettre en place les IG dans leurs différents pays. Il s'agit du Projet de Mise en Place des Indications Géographiques (PAMPIG). Trois produits prioritaires vont être identifiés dans deux pays à savoir : le poivre de Penja et le Miel blanc d'Okou pour le Cameroun et le Café ZIAMENTA pour la Guinnée. C'est à cet effet, que le Cameroun va mettre sur pied le Comité National de Promotion des Indications Géographiques qui vit de 2010 à 2014, actualisé en 2015 sous haute instruction de Monsieur le PM, chef de Gouvernement avec statut Pérenne. Le MINADER assure la présidence (questions Administratives) et le MINMIDT, la Vice-Présidence (questions techniques liées à la PI).
Activités menées

Le poivre de PENJA et le Miel d'OKU

Le projet de valorisation des produits du terroir en indications géographiques est sans doute celui qui devrait permettre de structurer bon nombre de filières avec d'importantes retombées financières à la clef.

Le Miel d'OKU et le Poivre de PENJA sont donc une illustration d'une réussite de l'action du MINMIDT. Ces deux produits, ordinaires au départ, ont connu une flambée en termes de prix, de notoriété et de convoitise. A titre d'exemple, le KG bord champ du poivre de Penja est passé de 2500 en 2010 à 18 000 voir plus en 2020.

Ces exemples ont motivé le MINMIDT à engager d'autres produits dans ce processus de valorisation en indication géographique: le Cacao rouge du Cameroun dont le cahier de charges a déjà été transmis à la Primature et à l'OAPI. Le Café Arabica de l'Ouest Cameroun, l'Ananas de Bafia, le bœuf Goudhali, la mangue verte de l'Est et les crevettes du Wouri qui donnèrent le beau nom de notre beau pays.
S'agissant du suivi des IGP, le contrôle externe desdits produits est assuré par la DDTPI chaque année et ce jusqu'à l'année dernière. Au cours de ces contrôles, le groupement représentatif IGP poivre de Penja à bénéficier d'un renforcement des capacités des membres en matière de lutte contre la contrefaçon, du système d'agréage, du conditionnement et du marketing. Quant au miel blanc d'Okou, les producteurs ont été délocalisés à Yaoundé pour bénéficier d'un renforcement de capacité comme sus mentionné à Penja.
La DDTPI à travers le MINMIDT a procédé à la mobilisation des producteurs du Cacao rouge en coopératives, au renforcement des capacités sur l'itinéraire technique conformément au cahier de charge. Pour ce qui est du Café arabica de l'Ouest, la qualification du produit par les équipes de mission de la DDTPI a été validée positive en 2020.

- 1.1.2. Contribution du chapitre dans l'attente des objectifs sectoriels
- 1.1.3. Contribution du chapitre dans l'atteinte des objectifs sectoriels en matière de promotion de l'égalité
- 1.2. CADRE LOGIQUE DES PROGRAMMES ET ACTIONS
- 1.2.1. Cadre logique des programmes du chapitre 29 - Ministere des mines, de l'industrie et du developpement technologique

TABLEAU.1: Cadre logique des programmes du chapitre

PROGRAMME	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2021	2022	2023	2024	2025	
PROGRAMME 035 AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES	Développer le secteur des mines et carrières	Nombre d'unités d'exploitation de substances minérales promues. (c'est un décompte…cf rapport/note/document DM)	nb	DM	2	2	2	2	5	8
PROGRAMME 036 DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL	Améliorer la contribution du secteur manufacturier à l'économie locale	Taux d'accroissement des nouvelles installations industrielles	%	DI	4	5	10	15	20	30
PROGRAMME 037 MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité technique de l'industrie locale									
PROGRAMME 038 DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	Accroitre le nombre de technologies valorisées	Nombre de technologies développées ou valorisées	nb	DDTPU	8	14	16	18	20	32
PROGRAMME 039 GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINMIDT	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINMIDT (cet indicateur doit être harmonisé pour tous les ministères)	%	DAG	88	100				

- 1.2.2. Cadre logique des actions par programme
- 1.2.2.1. Cadre logique du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales

a. Présentation du programme

Ce programme est une matérialisation de l'option stratégique prise par les Autorités camerounaises dans le cadre de la valorisation des ressources minières et géologiques. Il traduit la volonté de l'Etat de mettre en exploitation les réserves minières connues et d'améliorer la connaissance de son sous-sol.

Le programme d'amélioration de la connaissance du potentiel géologique et valorisation des ressources minérales comporte six actions opérationnelles. Il s'agit notamment de :

- optimisation de la recherche et de l'exploitation des ressources minérales ;
- amélioration des revenus issus du secteur minier ;
- renforcement de la gouvernance du secteur minier ;
- renforcement de la connaissance du potentiel du secteur géologique et minier ;

- promotion du potentiel minier national ;
- gestion durable des ressources minérales.

b. Stratégie programme

Le secteur minier hors pétrole pourrait augmenter sa contribution au PIB pour améliorer la participation de ce secteur à la richesse nationale. A titre d'illustration :

- le projet de « Fer de Mbalam » pourrait générer plusieurs milliers de milliards F CFA en 25 ans, avec un Taux de Rentabilité Interne d'environ 27,4 %. Ce taux avait été calculé sur la base d'un prix du fer établi à 70 US$/Tonne, ce prix se situe à 200 $US aujourd'hui. Ce qui implique un regain d'intérêt pour cette spéculation et une revalorisation du gisement ;
- le projet d'exploitation du marbre de Biou-sud et de Bidzar pourrait générer trois milliards de FCFA de revenus à l'Etat en plus des emplois directs et indirects à créer…

Il est logique que l'Etat investisse plus dans ledit secteur, qui peut efficacement participer à la lutte contre la pauvreté et à la relance économique.

Pour une meilleure opérationnalisation du programme ce dernier a été décliné en six (06) actions à savoir :

- optimisation de la recherche et de l'exploitation des ressources minérales ;
- amélioration des revenus issus du secteur minier ;
- renforcement de la gouvernance du secteur minier ;
- renforcement de la connaissance du potentiel du secteur géologique et minier ;
- promotion du potentiel minier national ;
- gestion durable des ressources minérales.

La déclinaison de ces actions en plusieurs activités, puis en un grand nombre de tâches, a abouti, de manière mathématique, aux chiffrages desdites tâches dont l'agrégation constitue le budget du programme 376 intitulé «**Amélioration de la connaissance du potentiel géologique et valorisation des ressources minérales**. »

En outre, la création de la Société Nationale des Mines (SONAMINES) représente une réelle opportunité pour le secteur. Cette nouvelle structure qui est désormais l'interlocuteur de l'Etat en la matière devra contribuer si les moyens nécessaires sont mis à sa disposition, à la promotion et au développement du secteur minier.

In fine, l'augmentation envisagée du budget alloué au MINMIDT est pertinente, à l'effet d'assurer de manière performante, le suivi, l'encadrement et les contrôles des activités minières en général. Avec la mise en exploitation prochaine des grands projets minier (fer de mbalam, d'Akom II et de Kribi, bauxite de Minim-martap et Ngoundal, marbre de Biou-sud et de Bidzar, rutile d'Akonolinga) pour ne citer que ceux-là, il nous semble fort opportun que le MINMIDT se dote des moyens appropriés, pour faire face à de tels enjeux qui contribueront sans aucun doute à l'émergence de notre pays.

c. Présentation des actions

ACTION 01: OPTIMISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES

Dans le cadre de la coopération Cameroun-Banque Mondiale, le Cameroun a acquis de 2014 à 2019 des données magnétiques et spectrométriques (rayonnement gamma) à travers une campagne aéroportée menée par le Projet de Renforcement des Capacités du Secteur Minier (PRECASEM). Cette campagne a permis de couvrir plus de 60% du territoire national pour un linéaire de 962 174 km de profile géophysique. Les résultats obtenus ont favorisé la réalisation de cartes géophysiques qui ont servi de guide pour la prospection au sol par le Groupement BRGM/GTK/BEIG3, en vue de la production de 14 feuilles de cartes géologiques à l'échelle 1/200 000ème.

Les travaux réalisés ont montré que ces zones revêtent un potentiel géologique et minier non négligeable, qui suscite déjà l'attraction de certains investisseurs. Ce qui a conduit à l'attribution en 2020 de 21 autorisations d'exploitation de carrières industrielles et 27 permis d'exploration ainsi que 95 autorisations d'exploitation artisanale.

Aussi, conviendrait-il que des moyens adéquats soient mis en branle pour la poursuite de la recherche géologique à l'effet de mieux valoriser le potentiel minier et géologique national.

Ce d'autant plus que les résultats obtenus jusque-là confirment la diversité des ressources du sol et du sous-sol camerounais. On y trouve des gisements d'importance mondiale reconnus (cobalt/nickel, rutile et bauxite), des gisements intéressants de fer, d'or, de cassitérite et d'uranium, etc. Ces ressources minières n'ont pas encore été véritablement mises en valeur à une échelle industrielle. Elles ont plutôt été utilisées de façon marginale dans l'économie camerounaise. Dans le cadre de la nouvelle vision du développement, le gouvernement se propose d'accélérer la mise en exploitation des gisements découverts et ceux en cours d'exploration.

Par ailleurs, au regard des retards accusés par certaines entreprises et des difficultés qu'elles rencontrent, il est impératif d'accompagner celles dont les résultats sont probants afin que les travaux tant annoncés puissent véritablement démarrer d'une part et procéder au retrait des permis de celles qui ne peuvent pas amener les travaux à terme ensuite, lancer des appels à manifestations d'intérêts pour rechercher des partenaires stratégiques. Le présent projet trouve alors son intérêt et sa justification dans le processus d'accompagnement technique de ces opérateurs.

ACTION 02:

ACTION 03: RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER

Les activités de cette action visent à assurer une meilleure gestion des titres miniers à travers le Cadastre minier, l'amélioration de la traçabilité et la transparence dans le processus d'exploitation des substances minérales et de gestion des titres et autres autorisations du secteur minier, et la mise en œuvre des principes et exigences du système de certification du processus de Kimberley (certification des diamants bruts).

Les activités de contrôle de l'activité minière et géologique ont pour finalité de garantir le respect de la réglementation dans la mise en œuvre des projets miniers, et la sécurisation des produits de l'exploitation en vue d'accroitre les recettes et les ressources de l'État. Cette action assure la coordination du programme.

ACTION 04:

ACTION 05: PROMOTION DU POTENTIEL MINIER NATIONAL

Cette action a pour but de promouvoir les matériaux de construction issus du secteur minier local, de promouvoir le domaine minier national, de produire et diffuser des documents de promotion et abonnements aux journaux et périodiques spécialisés

ACTION 06: GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES

La situation géographique du Cameroun, son climat et ses régimes hydrographiques, l'exposent à une forte prévalence des risques et catastrophes naturelles, qui se multiplient tout en se complexifiant avec les activités d'exploitations minières artisanales et des carrières, accompagnées des éboulements et glissements de terrain (Kambele, Bétaré Oya, KetteColomine, Ngoura, Bafoussam, Dschang, Santchou…), ainsi que des inondations, avec des pertes en vies humaines et beaucoup de dégâts matériels. Les activités à mettre en œuvre consistent en la réalisation des études sur les zones à risques, proposer des mesures visant à protéger les populations et effectuer la surveillance administrative des travaux d'exploration et d'exploitation des substances minérales.

Il est question de mettre en place une exploitation minière économique rentable, socialement équitable et écologiquement acceptable pour un développement durable.

TABLEAU.2: Cadre logique du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2021	2022	2023	2024	2025	
PROGRAMME 035 AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES	Développer le secteur des mines et carrières	Nombre d'unités d'exploitation de substances minérales promues. (c'est un décompte…cf rapport/note/document DM)	nb	DM	2	2	2	2	5	8
ACTION 01 OPTIMISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES	Accroître la production des substances minérales	Volume/Quantité des substances minérales produites (trimestriel, semestriel et annuel)	m3	Sources de données : DM Sources de vérification : Rapports des surveillances administratives DM	724 086,88	800 000	850 000	900 000	950 000	1 800 000
ACTION 02	Améliorer la traçabilité et la transparence dans le processus d'exploitation des substances minérales et de gestion des titres et autres autorisations du secteur minier									
ACTION 03 RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER	Améliorer la traçabilité et la transparence dans le processus d'exploitation des substances minérales et de gestion des titres et autres autorisations du secteur minier	Durée moyenne d'attribution des permis et autorisations miniers	j	RAPPORT SDACL/MINMIDT	45	30	25	20	45	10
		Quantité de substance minérale tracée	m3	rapport DM	2 438,71	2 500	2 500	3 000	3 500	8 000
ACTION 04										
ACTION 05 PROMOTION DU POTENTIEL MINIER NATIONAL	Améliorer l'attractivité du secteur minier camerounais dans toutes ses composantes	Nombre de documents d'informations géologiques et minières mis à la disposition du public	nb	RAPPORT CIGM, DM	200	300	350	400		
		Nombre d'usagers ayant consulté la base de données	nb	rapport CIGM	300	400	450	500	550	900

ACTION 06 GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES	Promouvoir les exploitations minières économiquement rentable, socialement équitable et écologiquement acceptable pour un développement durable	Proportion de sites miniers et de carrières exploités selon les règles de l'art	%	Rapports de la DM et de la BNCAM	40	50	75	80	85	105

1.2.2.2. Cadre logique du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel

a. Présentation du programme

La volonté du Gouvernement camerounais de devenir un pays émergent, à l'horizon 2035, intègre un certain nombre d'objectifs dominants, dont celui d'un Nouveau Pays Industrialisé (NPI) qui se caractérise principalement par une industrialisation rapide, à travers une évolution accélérée du secteur manufacturier et une forte compétitivité de ses filières de production.

b. Stratégie programme

Le Gouvernement s'est doté d'une Stratégie Nationale de Développement (SND), qui constitue le cadre de référence pour son action pour la décennie 20-30. Cette stratégie vise une transformation structurelle de l'économie nationale et le développement inclusif. Les actions inscrites par le MINMIDT dans le cadre du programme "Diversification et densification du tissu industriel" s'inscrivent dans l'implémentation effective des différents piliers structurants retenus dans la SND (Agro-industrie, forêt-bois, Textile-Confection-Cuir, Mines-Métallurgie-Sidérurgie, hydrocarbure-Raffinage-pétrochimie-chimie-pharmacie, construction mécanique).
Cette stratégie vise une transformation structurelle de l'économie nationale et le développement inclusif. De façon générale, ce programme a pour objectif ***principal d'améliorer la contribution du secteur manufacturier à l'économie locale***.

c. Présentation des actions

ACTION 01: DEVELOPPEMENT INTEGRE DES FILIERES AGRO-INDUSTRIELLES PRIORITAIRES (COTON, CACAO-CAFE, HUILE DE PALME, SUCRE, RIZ, MAIS, BANANE PLANTAIN)

· **l'Action 1 intitulé** «Développement intégré des filières agro-industrielles prioritaires, vise comme objectif à valoriser les filières prioritaires telles que le coton, le cacao-café, l'huile de palme, le sucre, le caoutchouc, le riz, dans le but d'approvisionner les marchés de l'intérieur, de la CEEAC, du Nigéria en produits alimentaires de 2ème et 3ème transformation. Cette action est étroitement liée à l'une des orientations fondamentales de la SND 30 qui vise un mix entre l'import/substitution et la promotion des exportations.

ACTION 02: RELANCE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE CIBLEE (FORET-BOIS, MINES-METALLURGIE-SIDERURGIE, HYDROCARBURE-RAFFINAGE, NUMERIQUE, ENERGIE)

· **l'action 2 "**Relance de l'industrie manufacturière ciblée (forêt-bois, Mines-métallurgie-sidérurgie, Hydrocarbure-Raffinage, numérique, énergie) ambitionne d'Accroître la contribution des secteurs cibles dans le PIB. Les secteurs ciblés ici sont des priorités retenues par la SND 30.

ACTION 03: DEVELOPMENT OF THE CHEMICAL AND PHARMACEUTICAL INDUSTRY FOR THE MANUFACTURE OF GENERIC DRUGS, MEDICAL REAGENTS AND CONSUMABLES AS WELL AS COSMETIC PRODUCTS

· **l'action 03:** Développement de l'industrie chimique et pharmaceutique en vue de la fabrication des médicaments génériques, réactifs et consommables médicaux ainsi que les produits cosmétiques. Cette action vise à profiter de l'opportunité offerte par la pandémie de la

COVID 2019 afin d'accroître les performances de l'industrie pharmaceutique locale.

ACTION 04: RESTRUCTURATION/REDEPLOIEMENT DE L'INDUSTRIE NATIONALE DU COTON-TEXTILE-CUIR ET CONFECTION, SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE

· **Action 04 intitulé "**Restructuration/redéploiement de l'industrie nationale du coton-textile-cuir et confection, sur toute l'étendue du Territoire" a pour objectif d'augmenter la transformation locale du coton camerounais afin de rendre compétitive l'industrie textile. Cette action permettra d'accroître le taux de transformation locale actuel du coton qui est de l'ordre de 2-3%. Cela permettra à terme de fournir les grands corps techniques de l'Etat tels que les forces de maintien de l'ordre, les militaires, les infirmiers, écoliers et collégiens/lycéens, toute chose qui rendra plus compétitive l'industrie textile locale.

ACTION 05: FACILITATION DES INSTALLATIONS D'ACCUEIL DES INDUSTRIES

· **l'Action 05 intitulé "**facilitation des installations d'accueil des industries à travers la contribution des structures placées sous la tutelle technique du MINMIDT, améliorer la qualité des infrastructures d'accueil et participer à l'accroissement de la part de marchés issus des industries Camerounaises. Elle permettra à cet effet, de créer et aménager les zones industrielles dans les capitales Régionales et même Départementales, mettre en place des zones économiques spéciales pour la transformation de certains produits comme le bois ;

ACTION 06: PROTECTION ET SECURISATION DES ETABLISSEMENTS CLASSES DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ET DES APPAREILS A RISQUES

· **L'Action 06:** Protection et sécurisation des établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes et des appareils à risques participera à réduire les risques et prévenir les accidents et catastrophes liés aux activités industrielles et aux installations classées.

TABLEAU.3: Cadre logique du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP
					2021	2022	2023	2024	2025	2030
PROGRAMME 036 DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL	Améliorer la contribution du secteur manufacturier à l'économie locale	Taux d'accroissement des nouvelles installations industrielles	%	DI	4	5	10	15	20	30
ACTION 01 DEVELOPPEMENT INTEGRE DES FILIERES AGRO-INDUSTRIELLES PRIORITAIRES (COTON, CACAO-CAFE, HUILE DE PALME, SUCRE, RIZ, MAIS, BANANE PLANTAIN)	Valoriser les filières prioritaires telles que le coton, le cacao-café, l'huile de palme, le sucre, le caoutchouc, le riz, la banane plantain dans le but d'approvisionner les marchés de l'intérieur, de la CEEAC, du Nigéria en produits alimentaires de 2ème et 3ème transformation	Ratio valeur ajoutée des filières prioritaire de l'agro-industrie	%	RAPPORT INS	17,5	18	18,5	19	19,5	22
ACTION 02 RELANCE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE CIBLEE (FORET-BOIS, MINES-METALLURGIE-SIDERURGIE, HYDROCARBURE-RAFFINAGE, NUMERIQUE, ENERGIE)	Accroître la contribution des secteurs cibles dans le PIB	Part des exportations des produits manufacturés dans les exportations totales	%	RAPPORT	30	35	40	44	48	65

ACTION 03 DEVELOPMENT OF THE CHEMICAL AND PHARMACEUTICAL INDUSTRY FOR THE MANUFACTURE OF GENERIC DRUGS, MEDICAL REAGENTS AND CONSUMABLES AS WELL AS COSMETIC PRODUCTS	Accroitre les performances de l'industrie pharmaceutique locales	Nombre de nouveaux médicaments réactifs et consommables médicaux fabriqués localement	nb	RAPPORT DI / ASSOCIATION INDUSTRIES DU MEDICAMENTS	79	89	99	109	119	169
ACTION 04 RESTRUCTURATION/REDEPLOIEMENT DE L'INDUSTRIE NATIONALE DU COTON-TEXTILE-CUIR ET CONFECTION, SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE	Augmenter la transformation locale de coton	Taux de transformation industrielle de la fibre locale de coton	%	RAPPORT CICAM	1	2	5	8	9	15
ACTION 05 FACILITATION DES INSTALLATIONS D'ACCUEIL DES INDUSTRIES	Améliorer la qualité des infrastructures d'accueil et accroitre les parts de marché des industries camerounaises	Nombre de nouvelles zones économiques créées	nb	RAPPORT DI / MAGZI	0	1	2	3	4	10
ACTION 06 PROTECTION ET SECURISATION DES ETABLISSEMENTS CLASSES DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ET DES APPAREILS A RISQUES	Réduire les risques et prévenir les accidents et catastrophes liées aux activités industrielles et aux installations classées	Taux d'établissements classés conformes sur le nombre global des établissements classés existants	%	RAPPORT SDRI/DI	40	50	60	70	75	85

1.2.2.3. Cadre logique du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite

a. Présentation du programme

Dans la plupart des pays, la compétition économique internationale laisse de moins en moins de place aux produits de qualité douteuses et non conformes aux normes de référence. Toutes les industries soucieuses de leur viabilité et de leur pérennité ont largement recours aux outils de l'infrastructure qualité pour maitriser leur production, créer les conditions d'une saine concurrence et favoriser le développement de l'économie.

b. Stratégie programme

La volonté du Gouvernement camerounais de devenir un pays émergent, à l'horizon 2035, ne devrait pas se limiter seulement à une évolution accélérée du secteur manufacturier ou une forte compétitivité de ses filières de production mais à une très grande maitrise de la qualité des biens et services produits et destinés aux marchés national et international.

Le contexte actuel étant marqué par une mondialisation galopante, une libération des échanges et une réduction des barrières tarifaires à travers différents accords, notamment la loi sur les échanges commerciaux en Afrique (AGOA), les accords de partenariat économique(APE), les accords de libre-échange continental(CFTA) et plus récemment la zone de libre-échange continental africaine(ZELCAF). Cette situation induit au Cameroun, si rien n'est fait, les risques énormes pouvant aller à l'atrophie de notre tissu économique à savoir :

- le déferlement de produit douteux que nous ne pouvons pas contrôler à cause de notre faible niveau de développement de l'infrastructure qualité,

- la perte des parts de marché au niveau régional et international,

-la baisse de compétitivité de l'économie nationale par la présence des produits venant d'autres pays dont le niveau de l'infrastructure qualité est avéré.

Face à ce large éventail d'opportunités qui se présentent pour nous comme des menaces, il est nécessaire voire impératif que le Gouvernement, dans son rôle régalien, prenne des mesures

qui visent à protéger le droit à la santé et à la sécurité des consommateurs ainsi que la protection des intérêts et des droits des producteurs locaux.

Le tableau des efforts gouvernementaux n'est pas idyllique à nos jours. En effet, après la création de l'Agence des Normes et de la Qualité(ANOR) par décret organique N°2009/296 du 17 septembre 2009 et du Programme d'Evaluation de la Conformité des marchandises avant embarquement(PECAE), beaucoup reste à faire s'il faut que l'infrastructure qualité accompagne l'industrie à porter la part de la production manufacturière dans le Produit Intérieur Brut (PIB), à 23 - 24 % requis pour atteindre le stade de NPI.

En conséquence, pour inverser la tendance actuelle, l'industrie camerounaise doit se greffer au tour d'une infrastructure qualité performante, compétitive, efficace et intégrée qui prend en compte les piliers suivants:

(i) la normalisation ;
(ii) l'évaluation de la conformité;
(iii) la métrologie ;
(iv) l'accréditation

Sur le moyen terme, le MINMIDT entend, à travers le « Programme de l'infrastructure qualité», mettre l'accent sur :

(i) l'accroissement du portefeuille des normes camerounaises;
(ii) la réorganisation du système d'évaluation de la conformité par la construction des laboratoires d'analyses et d'essais;
(iii) l'amélioration des prestations en métrologie industrielle par l'achèvement du laboratoire de référence de métrologie et la réorganisation du CAEMI ;
(iv) l'amélioration des activités du Codex Alimentarius;
(v) la création de l'organisme national d'accréditation pour crédibiliser les prestations des organismes d'évaluation de la conformité et de certification ;
(vi) la mise à niveau des entreprises agroalimentaires ;

c. Présentation des actions

ACTION 01: DYNAMISATION DU SYSTEME DE NORMALISATION

La dynamisation du système de normalisation définira des stratégies et des options politiques pour le Cameroun en vue de promouvoir le développement de la normalisation dans un contexte de réduction des barrières tarifaires.

Ce développement doit intégrer le rattrapage de l'écart normatif mondial pour se hisser à un seuil national acceptable. Il s'agira ici d'accroitre le nombre de normes techniques pour nos industries, de vulgariser les bonnes pratiques, d'actualiser le cadre législatif et réglementaire pour l'adapter aux évolutions internationales et pratiquer une sorte de veille normative pour protéger notre tissu économique.

ACTION 02: AMELIORATION DU SYSTEME D'EVALUATION DE LA CONFORMITE

L'amélioration du système d'évaluation de la conformité vise le renforcement de la crédibilité des organismes et des personnes impliques dans les inspections, les évaluations, les analyses et les essais. Celle-ci doit nécessairement passer par l'agrément de ces organismes, le renforcement des offres de certification des personnes et systèmes, la construction des

laboratoires d'analyses des essais et la mise en place d'une structure d'accompagnement de ces organismes, au regard du coût onéreux d'obtention et d'entretien d'une certification. Il faut souligner ici qu'à l'absence d'une véritable politique d'édification de l'infrastructure nationale qualité (INQ), il est impossible d'avoir les produits compétitifs.

ACTION 03: AMELIORATION DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE

En matière de système national de métrologie, le souci de modernisation et de l'urbanisation de la ville, a conduit à la démolition générale du seul centre de référence du MINMIDT en matière d'analyse, des essais et de métrologie industrielle(CAEMI). En attendant la reconstruction et la réorganisation de ce centre, le MINMIDT à travers l'ANOR s'est lancé dans un vaste projet de construction de laboratoire de référence de métrologie industrielle dans le but de promouvoir les échanges, réduire les coûts de production, renforcer la compétitivité de l'économie Camerounaise. En dehors du volet construction, il est également question de promouvoir la recherche et le développement en métrologie industrielle en vue du rattrapage technologique.

ACTION 04: PROMOTION DE LA QUALITE DANS LES INDUSTRIES LOCALES

La promotion de la culte qualité dans les industries locales reste un défi majeur à relever par l'ensemble des acteurs publics, privés et de la société civile. Nonobstant l'existence des programmes et actions de répression fraude et de retrait des produits non conformes, beaucoup de producteurs locaux ne prennent pas en considération la démarche qualité dans leur processus quotidien de production des biens et services, exposant ainsi la santé et la sécurité des consommateurs ainsi que l'environnement à des risques graves. Il est question ici de développer de novo un programme performant de mise à niveau de ces industries par des accompagnements et des appuis multiformes, ainsi que par l'intensification des actions de communication sur les enjeux de la démarche qualité.

ACTION 05: PROMOTION DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS

Après la promulgation en décembre 2018, de la loi-cadre sur la sécurité sanitaire des aliments au Cameroun, l'absence d'une bonne coordination n'a pas permis la mise en œuvre de cette loi à travers ses textes d'applications qui demeurent quasi absents jusqu'à nos jours. La dispersion des compétences de la SSA à travers plusieurs administrations serait aussi à l'origine de l'inefficacité des pouvoir publics à impulser une véritable dynamique en SSA, gage d'amélioration des manipulations des aliments destinés à la consommation des êtres vivants. Il sera question ici d'envisager l'élaboration d'une stratégie nationale de la SSA, d'améliorer la participation aux activités de la commission nationale du Codex, de renforcer la coopération avec les commissions internationales et régionales du Codex ainsi que l'amorce d'une coordination de la SSA au niveau local.

ACTION 06: AMELIORATION DU CONTROLE QUALITE DES PRODUITS MANUFACTURES

Le contrôle qualité des produits manufacturiers constitue aujourd'hui une mission dévolue au MINIMIDT à travers l'ANOR, en collaboration avec les autres administrations. Toutefois, le contrôle de la mise en œuvre des normes rendues d'application obligatoires incombe à la DDQ en collaboration avec les autres administrations et les services techniques concernés.

L'action ci-après fait appelle au renforcement et à l'extension du programme d'évaluation de la conformité de marchandises importées avant leur embarquement (PECAE), dans plusieurs points d'entrées du Cameroun et le suivi de la mise en œuvre des activités de normalisation et

de la Qualité dans le secteur industriel. C'est également dans cette action qu'il est prévu l'actualisation de la stratégie de l'infrastructure qualité.

TABLEAU.4: Cadre logique du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION 2021	ESTIMATION 2022	VALEUR CIBLE 2023	2024	2025	CSP 2030
PROGRAMME 037 MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité technique de l'industrie locale									
ACTION 01 DYNAMISATION DU SYSTEME DE NORMALISATION	Accroitre le portefeuille des normes camerounaises	Nombre de normes Camerounaise élaborées	nb	rapport DDQ,ANOR, INS	2 700	6 200	8 200	10 200	12 200	22 000
		Nombre de normes Camerounaise disponibles et diffusées	nb	RAPPORT DDQ,ANOR,INS	2 700	3 700	6 200	7 700	10 000	15 000
ACTION 02 AMELIORATION DU SYSTEME D'EVALUATION DE LA CONFORMITE	Accroitre la crédibilité des activités d'évaluation de la conformité	Proportion d'édification d'organisme national d'accréditation	%	RAPPORT	5	5	8	10	12	20
		Nombre de laboratoires d'analyse et d'essai mis à niveau au courant de l'année	nb	rapport CAEMI, ANOR	1	100	1	5	3 500	11
ACTION 03 AMELIORATION DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE	Raccorder les étalons nationaux au SIM	Taux de raccordement des équipements;	%	RAPPORT	25	26	28	30	32	40
		Laboratoires de métrologie mise en place	%	rapport INS, ANOR	35	35	45	50	60	100
ACTION 04 PROMOTION DE LA QUALITE DANS LES INDUSTRIES LOCALES	Améliorer la culture qualité des acteurs socio-économiques	Proportion d'entreprises engagées dans la démarche qualité	%	RAPPORT DDQ	25	26	28	30	32	70
		Proportion d'entreprises certifiées	%	rapport DDQ	10	12	15	20	25	45
ACTION 05 PROMOTION DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS	Accentuer l'usage des normes et outils CODEX dans les agro-industries	Proportion d'agro industries utilisant des normes codex	%	RAPPORT	25	25	28	30	32	90
		Proportion d'entreprises certifies	%	RAPPORT DDQ	21	12	23	25	27	41
ACTION 06 AMELIORATION DU CONTROLE QUALITE DES PRODUITS MANUFACTURES	Protéger le consommateur et assainir le marché	Taux de produits contrôlés, saisis, recyclés, déclassés et détruits	%	RAPPORT DDQ	10	12	13	15	20	45

1.2.2.4. Cadre logique du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle

a. Présentation du programme

Dans la déclaration de sa politique du développement technologique, le Gouvernement ambitionne de relever le défi du développement de la créativité, de la valorisation et la promotion des innovations technologiques et des produits de la recherche, qui constituent des fondements pour une industrialisation réelle. La promotion et la valorisation des innovations technologiques connaîtront une plus grande visibilité avec la finalisation et la validation prochaine de la stratégie nationale de développement technologique. En matière de protection et de propriété intellectuelle, malgré l'appartenance du Cameroun à la plupart des organisations internationales de PI, l'insuffisance des ressources humaines et matérielles qualifiées justifie le manque d'efficacité de ces activités.

En ce qui concerne l'innovation technologique, les entreprises industrielles (agroalimentaires et manufacturières) utilisent très peu les résultats de la recherche aussi bien locale qu'internationale (13 % à peine utilisés). Cette proportion atteint seulement 2,2 % d'entreprises ayant acquis des services de recherche et développement. A titre indicatif, l'agriculture est le secteur où les résultats des centres de recherche sont les plus utilisés du fait

d'une politique de vulgarisation poussée. Pour le MINMIDT et particulièrement, la DDTPI, l'ancrage de ses actions dans le domaine va en droite ligne avec la SND 30 à son titre et paragraphe ci-dessous :

> **titre 3.5-220**,relatif à la Dynamisation du secteur privé : « la Vision du Cameroun est de bâtir la transformation structurelle de l'économie nationale en donnant un rôle prioritaire et central au secteur privé par trois (3) axes de promotion active de l'initiative privé (i) le rattrapage et le développement technologique (ii) l'incitation au développement des entreprises ;et (iii) la protection de l'espace économique national » ;
>
> **paragraphe 3.5.1-223**, relatif au rattrapage et développement technologique : « Dans ce domaine, l'objectif du Cameroun est de bâtir une capacité nationale d'absorption et d'accumulation technologique permettant d'accélérer le rattrapage technologique en se basant sur trois (3) orientations stratégiques, à savoir : (i) opérer une massification des investissements publics pour le développement des infrastructures technologiques tant au niveau national que régional :(ii) bâtir une infrastructure qualité intégrée ,performante et compétitive (normalisation métrologie, évaluation de la conformité et surveillance du marché) ;(iii) accroître substantiellement les investissements en capital humain pour répondre aux besoins de réalisation et d'exploitation des infrastructures industrielles tant au niveau national que régional, afin de disposer d'une masse critique croissante de professionnels qualifiés dans les sous-secteurs moteurs de l'industrialisation de l'économie »

Le programme de **Développement des technologies et valorisation des actifs de la propriété industrielle (Programme 379)**, vise à orienter le développement technologique du Cameroun vers la mise en place d'un nouveau tissu industriel, bâti sur l'exploitation stratégique des innovations technologiques et commerciales, soutenues par la propriété industrielle. A travers ce programme, le Cameroun doit :

> -franchir le cap de consommateur passif de technologies extérieures vers un processus de transfert de technologies qui prend en compte dans tous les secteurs, le transfert matériel ,le transfert de concept et le transfert de capacité ;
>
> -renforcer le lien entre la recherche, l'innovation et la production industrielle en s'appuyant sur l'existant, afin de ne pas réinventer la roue, et surtout pour aller vite dans son développement ;
>
> -se doter d'un cadre juridique complet en matière de promotion et de protection de la Propriété Intellectuelle ;
>
> -mettre en place des structures devant favoriser l'innovation, le transfert de technologies et permettre ainsi son industrialisation.

Les actions qui soutiennent ce programme sont :

v **Action 01 :** Amélioration du cadre stratégique et juridique de Développement Technologique (DT) et de Propriété Industrielle (PI) ;

Objectif : Renforcer le cadre juridique et stratégique du DT et de la PI.

v **Action 02 :** Appropriation des technologies

Objectif : Intensifier le développement et le transfert des technologies.

v **Action 03** : Promotion et protection des actifs de la Propriété Industrielle.

Objectif : Accroître le nombre d'actifs de propriété industrielle protégés.

v **Action 04 :** Valorisation des produits de terroirs de qualité liée à l'origine.

Objectif : Valoriser les produits de terroirs par les Indications Géographiques (IG) et marques collectives**.**

v **Action 05** : Développement des infrastructures technologiques.

Objectif : Améliorer la capacité d'absorption et d'accumulation des technologies.

v **Action 06** : Opérationnalisation des Activités Courantes de la DDTPI.

Objectif : Assurer la bonne mise en œuvre des activités de DT et de PI.

b. Stratégie programme

Malgré des avancées importantes dans certains secteurs, les autorités camerounaises sont conscientes que la mise en place des stratégies sectorielles dans la plupart des secteurs n'a pas résolu de manière substantielle, les nombreux problèmes auxquels est confronté le secteur productif créateur de la valeur ajoutée.

Pour remédier à la situation sus évoquée, le Cameroun doit tirer profit de la mondialisation des marchés et s'arrimer aux mutations technologiques, afin de moderniser l'outil de production par la mise en place d'entreprises aux technologies performantes, respectueuses de l'environnement, créatrices d'emplois, des biens et services à forte valeur ajoutée.

Cette dynamique devra s'appuyer sur un système de développement technologique puissant, qui

-identifie les besoins technologiques locaux à la lumière des exigences internationales;

-favorise le transfert de technologies et permet la maîtrise de l'information technologique, afin de générer un secteur entrepreneurial compétitif ;

-crée des pôles d'excellence technologiques, qui permettent de développer de façon efficiente, des entreprises innovantes, dont les produits sont compétitifs ;

-met en place d'un cadre juridique et institutionnel pertinent de protection, promotion et valorisation des actifs de propriété industrielle individuels ou communautaires créateurs de richesses ;

-fait de la propriété industrielle un véritable moteur de développement économique ;

-s'appuie sur la formation, la sensibilisation et la mise en réseau des utilisateurs des actifs de propriété industrielle, tels que les universités, les industries, les instituts de recherche-développement, les petites et moyennes entreprises, les chambres consulaires de commerce, d'industrie et d'agriculture, les administrations concernées par la propriété intellectuelle.

c. Présentation des actions

ACTION 01: AMELIORATION DU CADRE STRATEGIQUE ET JURIDIQUE

Cette action vise à définir un cadre légal et réglementaire en vue d'encadrer les activités relatives au développement technologique et à la propriété industrielle. L'objectif étant d'une part de permettre au Cameroun de s'arrimer aux évolutions technologiques actuelles, et d'autre part d'utiliser la propriété industrielle comme outil de développement économique.

ACTION 02: APPROPRIATION DES TECHNOLOGIES

Cette action vise d'une part à présenter et promouvoir le savoir-faire, des chercheurs isolés, des centres de recherche et technologiques, des universités, des industries et des PME en matière de technologies innovantes. En outre, elle ambitionne de produire des prototypes des innovations technologiques ou des technologies utiles identifiées, afin de permettre leur production industrielle.

D'autre part à mettre en place des parcs technologiques de référence, dans les domaines prioritaires, afin de développer de façon efficiente, des entreprises innovantes, dont les produits seront compétitifs tant sur le plan technologique, qualitatif que commercial. Il s'agit de mettre en collaboration directe, généralement sur un même site les différents acteurs des activités économiques, dont les entreprises, les centres de recherche et université, les interfaces commerciales. Ce projet pourra se faire avec l'appui des partenaires techniques dont les résultats des études sollicitées dans le présent programme représenteront des outils de négociation importants.

ACTION 03: PROMOTION ET PROTECTION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Cette action vise à assurer l'accroissement du nombre d'actifs de propriété industrielle protégé et à développer
des mécanismes de protection des droits communautaires à forte valeur économique, tels que les indications
géographiques et les marques collectives.

ACTION 04: VALORISATION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITE LIEE A L'ORIGINE

Cette action vise à valoriser les produits de terroirs par les Indications Géographiques (IG) et Marques Collectives. Il s'agit principalement de donner une valeur ajoutée supplémentaire aux des produits agricoles, pêches et élevages de nos terroirs dont la qualité et les spécificités organoleptiques sont liés à l'origine géographiques.

ACTION 05: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES

L'objectif de cette action est de contribuer à l'amélioration de la capacité d'absorption et d'accumulation des technologies dans notre pays à travers la mise en place des technopoles de référence et de Centres Techniques Industriels à la base des certaines filières prioritaires.

TABLEAU.5: Cadre logique du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2021	2022	2023	2024	2025	
PROGRAMME 038 DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	Accroitre le nombre de technologies valorisées	Nombre de technologies développées ou valorisées	nb	DDTPU	8	14	16	18	20	32
ACTION 01 AMELIORATION DU CADRE STRATEGIQUE ET JURIDIQUE	Renforcer le cadre juridique et stratégique développement technologique et de la propriété industrielle	Nombre de nouveaux projets de textes élaborés ;	nb	RAPPORT	9	10	11	12	14	22
		Nombre de nouveaux documents stratégiques élaborés	nb	RAPPORT DDTPI	1	1	2	3	3	5
ACTION 02 APPROPRIATION DES TECHNOLOGIES	Intensifier le développement et le transfert des technologies	Nombre de technologies valorisés	nb	RAPPORT	12	14	16	18	20	60
ACTION 03 PROMOTION ET PROTECTION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	Accroître le nombre d'actifs de propriété industrielle protégés	Nombre d'actifs de propriété industrielle protégés	nb	RAPPORT DDTPI	4 072	4 552	5 032	5 512	6 000	10 000
ACTION 04 VALORISATION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITE LIEE A L'ORIGINE	Valoriser les produits de terroirs par les Indications Géographiques (IG) et marques collectives	Nombre d'IG ou marques collectives protégés	nb	RAPPORT	2	2	2	3	3	10
ACTION 05 DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES	Améliorer la capacité d'absorption et d'accumulation des technologies	Taux de réalisation des infrastructures technologiques	%	rapport DDTPI	30	20	30	50	60	90

1.2.2.5. Cadre logique du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique

a. Présentation du programme

Du fait de sa création récente, le MINIMIDT est confronté à plusieurs difficultés notamment : - l'insuffisance et l'exiguïté des locaux tant au niveau des organes centraux, déconcentrés que sous tutelles ;

-le manque du matériel et des mobiliers de bureau qualitatif ;

-l'absence d'un système d'information moderne;

-l'insuffisance de personnel en quantité et en qualité.

b. Stratégie programme

La stratégie du programme support consiste à:

-l'amélioration du cadre et des conditions de travails à travers la construction, la réhabilitation des bâtiments, l'acquisition du matériel et du mobilier de bureau ;

-la formation du personnel et la gestion des ressources humaines afin de renforcer les capacités du personnel et assurer la gestion de la carrière, de la solde et des pensions;

-l'élaboration des textes juridiques et la défense de l'état en justice en ce qui concerne le sous-secteur;

-la coordination et le suivi des activités des services;

-la préparation, le suivi de l'exécution financière et physique du budget;

-la promotion de la politique du gouvernement dans les secteurs des mines, de l'industrie et du développement technologique;

-La gestion documentaire;

-Le développement des TIC à travers la mise en place des réseaux locaux et interconnectés, puis les services informatiques permettant le partage rapide de l'information;
Suite à l'harmonisation des programmes supports, ce programme comporte 11 actions.

c. Présentation des actions

ACTION 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT

Cette action consiste à assurer le suivi et la gestion harmonieuse et efficace des programmes du MINMIDT conformément au texte organique

ACTION 02: ETUDES STRATÉGIQUES, PLANIFICATION ET DENSIFICATION DE LA COOPÉRATION AU MINMIDT

Le MINMIDT a profité avec la refonte des programmes pour revoir sa stratégie sectorielle en s'arrimant à la SND30 pour lui permettre de disposer d'un outil de planification plus adéquoit et plus performant au regard des nouvelles reformes par la SND30, il a également actualisé sa vision de la coopération à impulser afin de répondre aux exigences de compétitivité de notre économie.

ACTION 03:

ACTION 04: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINMIDT

Cette action consiste à suivre la mise en œuvre du budget; contrôler son exécution physique et assurer la mise en application de la réforme de la gestion des finances publiques. Ces activités sont essentiellement pilotées par le Comité PPBS du MINMIDT et la Direction des Affaires Générales (Sous-direction du Budget).

ACTION 05: DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION AU MINMIDT

Cette action doit permettre de disposer des données statistiques fiables relatives aux activités minières, industrielles et de développement technologiques. Il est question de mettre en place des banques et bases de données statistiques qui permettront entre autre de renseigner la chaine de résultat du MINMIDT à travers le renseignement des indicateurs des programmes et des actions. Les données sont consolidées par la Cellule des Études et des Statistiques. d'autre part assure la mise en œuvre du schéma directeur informatique sécurisé et efficace au MINMIDT assure par la cellule informatique.

ACTION 06: AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINMIDT

Cette action consiste à l'amélioration du cadre et des conditions de travails à travers la construction, la réhabilitation des bâtiments, l'acquisition du matériel et du mobilier de bureau, l'acquisition du matériel roulant.

ACTION 07: DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINMIDT

Cette action consiste à assurer la gestion des ressources humaines de l'état conformément au décret N°079/2012 portant régime de la déconcentration. Ces activités sont assurées par la Direction des Affaires Générales (Sous-direction des Personnels de la Solde et des Pensions et Cellule de Gestion du Projet SIGIPES). Elle permet aussi d'améliorer le rendement du personnel de par des formations et séminaires de renforcement des capacités.

ACTION 08:

ACTION 09: CONTROLE ET AUDIT INTERNE AU MINMIDT

Les activités à mener dans le cadre de cette action doivent permettre d'évaluer la performance, contrôler le fonctionnement des services par rapport aux objectifs fixés. L'inspection Générale est la structure responsable de cette action. La mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption est également concernée.

ACTION 10: CONSEIL JURIDIQUE AU MINMIDT

Cette action vise essentiellement à :

-assurer le respect de la légalité et de la régularité juridique des actes engageant le ministère;

-l'élaboration des textes normatifs en relation avec les directions techniques;

-la représentation et la défense des intérêts de l'état en justice.

Il n'est pas superflu de noter que les activités de cette action sont menées par la Division des Affaires Juridique en collaboration avec les structures techniques.

ACTION 11: COMMUNICATION ET GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINMIDT

Cette action consiste à mettre en œuvre la stratégie de communication du gouvernement au sein du MINMIDT. Ces activités sont menées par la Cellule de la Communication en collaboration avec la Cellule de la Traduction et veiller à la célérité dans le traitement des dossiers, centraliser les archives et gérer la documentation du Ministère. Ses activités sont menées par la Sous - Direction de l'Accueil, du Courrier et de la Liaison.

ACTION 12:

Cette action consiste à veiller à la célérité dans le traitement des dossiers, centraliser les archives et gérer la documentation du Ministère. Ses activités sont menées par la Sous - Direction de l'Accueil, du Courrier et de la Liaison.

TABLEAU.6: Cadre logique du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique

PROGRAMME/ACTION	OBJECTIF	INDICATEURS	UNITÉ DE MESURE	SOURCE DE VÉRIFICATION	RÉALISATION	ESTIMATION	VALEUR CIBLE			CSP 2030
					2021	2022	2023	2024	2025	
PROGRAMME 039 GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINMIDT	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINMIDT (cet indicateur doit être harmonisé pour tous les ministères)	%	DAG	88	100				
ACTION 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT	Mettre à disposition des moyens d'accompagnement favorables à la mise en œuvre et au suivi des activités des structures des organes centraux, déconcentrés et sous tutelle du MINIMIDT	Taux de réalisation des activités inscrites sur la feuille de route ministérielle	%	RAPPORT DEPCO	100	100	100	100	100	100
ACTION 02 ETUDES STRATÉGIQUES, PLANIFICATION ET DENSIFICATION DE LA COOPÉRATION AU MINMIDT	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense et la Coopération au MINMIDT	Nombres d'outils de la planification et de mise en œuvre de la stratégie disponible par an	nb	RAPPORT DEPCO	12	12	6	6	6	6
		Nombre de partenariats noués par an	nb	Rapport DEPCO	78	88	98	108	118	18
ACTION 03	re									
ACTION 04 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINMIDT	Assurer une bonne exécution financière des programmes au MINMIDT	Nombre d'outils de la performance et de l'évaluation disponibles	nb	RAPPORT	6	6	6	6		

ACTION 05 DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION AU MINMIDT	Améliorer le dispositif informationnel au MINMIDT	Nombre d'annuaires statistiques produits par an	nb	rapport DEPCO	1	1	1	1	1	1
		Taux d'accessibilité aux TIC	%	CELINFO	45	50	60	65	70	90
ACTION 06 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINMIDT	Doter les services des infrastructures et des équipements adéquats	Taux de personnel avec poste de travail complet	%							
		Taux de personnel disposant d'un poste de travail complet	%		20	20	30	40	50	100
ACTION 07 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINMIDT	Renforcer les capacités du personnel et gérer la carrière et la solde	Nombre de personnels ayant bénéficié d'une formation	nb	RAPPORT d'activité SDPSP	300	340	360	360	400	700
		Nombre d'actes de carrières, solde et pensions	nb	RAPPORT DAG	600 000	600	600	610	620	630
ACTION 08	re									
ACTION 09 CONTROLE ET AUDIT INTERNE AU MINMIDT	Assurer une gestion efficiente des ressources	Nombre de missions d'audit effectuées	nb	Rapport annuel d'activité IG	64	72	74	74	74	74
ACTION 10 CONSEIL JURIDIQUE AU MINMIDT	Optimiser la production / présentation des textes juridiques et la gestion du contentieux	Nombre de textes et de conclusions juridiques élaborés	nb	RAPPORT DAJ	50	60	65	65		
ACTION 11 COMMUNICATION ET GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINMIDT	Promouvoir la politique du gouvernement dans les secteurs des mines, de l'industrie, du développement technologique et de la qualité et Améliorer la gestion documentaire au MINMIDT	-Nombres des supports issus de la réalisation des activités	nb	RAPPORT CELCOM	250	170	256	260		
		Pourcentage de documents classés selon le plan de classement	%	SDACL	50	70	75	80	85	90
		Nombres des supports issus de la réalisation des activités	nb		250	250	256	260	260	260
ACTION 12	Améliorer la qualité de la gestion documentaire au MINMIDT									

1.2.3. Description de la prise en compte du genre par programme

2.

APERÇU DU BILAN FINANCIER

2.1. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS

Le graphique ci-dessous montre l'évolution du budget du MINMIDT entre 2008 et 2020. Passant de FCFA **9 378 000 000 en 2014** à FCF à **11 805 000 000 en 2017 et 8 236 586 en 2020**.

Depuis 2013, le budget du MINMIDT intègre des financements extérieurs du PRECASEM qui sont en moyenne de deux milliards cinq cent millions.

Pour l'année 2017, 4 720 000 000 ont été alloués à ce projet dont 4 000 000 000 de Financements Extérieures et 120 000 000 de fonds de contrepartie.

L'analyse du budget selon la source de financement met en relief deux sources : les ressources intérieures ordinaires (RI/O) et les financements extérieures qui viennent de la Banque Mondiale pour le projet PRECASEM.

Année	BIP	BF	total
2008	1 100 000	2 986 000	4 086 000
2009	2 500 000	2 299 000	4 799 000
2010	4 200 000	2 601 000	6 801 000
2011	2 000 000	2 441 000	4 441 000
2012	3 800 000	2 639 000	6 439 000
2013	3 000 000	4 878 000	7 878 000
2014	5 500 000	3 878 000	9 378 000
2015	4 211 000	5 600 000	9 811 000
2016	4 650 000	5 369 000	10 019 000
2017	6 720 000	5 085 000	11 805 000
2018	3 585 133	4 970 392	8 555 525
2019	4 062 078	4 748 067	8 810 145
2020	3 626 745	4 609 841	8 236 586
2021	3 973 000	5 523 000	9 496 000

2.1.1. Exécution financière des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales, par action

TABLEAU 6:
Exécution financière des dépenses du programme 376 en 2020

Intitulé	*AE INITIAL 2020*	*CP INITIAL 2020*	*AE REVISEE 2020*	*CP REVISEE 2020*	*CP consommé 2020*	*Taux d'exécution*
Appui au développement des activités d'exploitation des ressources minérales	*172 874*	*172 874*	*164 477*	*164 477*	*159 272*	*96.84*
Appui à la mise en œuvre des grands projets miniers	*23 166*	*23 166*	*16 220*	*16 220*	*16 174*	*99.72*
Amélioration de la gouvernance du secteur minier	*80 833*	*80 833*	*72 311*	*72 311*	*71 928*	*99.47*
Intensification de la recherche géologique et minière	*2 616 249*	*2 616 249*	*2 437 805*	*2 437 805*	*2 300 600*	*94.37*

Sécurisation des sites géologiques et miniers mines et de la géologie	*48 551*	*48 551*	*42 298*	*42 298*	*36 297*	*85.81*
Contrôle des activités minières et géologiques	*423 281*	*423 281*	*270 170*	*270 170*	*223 787*	*82.59*
Mise à disposition et diffusion des textes encadrant le secteur ainsi que l'information géologique et minière nationale	*30 949*	*30 949*	*55 302*	*55 302*	*54 546*	*98.51*
Total	**3 395 908**	**3 395 908**	**3 058 583**	**3 058 583**	**2 862 604**	**93.28**

Exécution financière des dépenses du programme 376 en 2021 à mi parcours :

Intitulé	***AE INITIAL 2021***	***CP INITIAL 2021***	***AE REVISEE 2021***	***CP REVISEE 2021***	***CP consommé 2021***	***Taux d'exécution***
Appui au développement des activités d'exploitation des ressources minérales	*321 000*	*321 000*	*321 000*	*321 000*	*307 999*	*95.95*
Amélioration de la gouvernance du secteur minier	*64 000*	*64 000*	*64 000*	*64 000*	*35 000*	*54.69*

Intensification de la recherche géologique et minière	*2 897 000*	*2 897 000*	*2 897 000*	*2 897 000*	*79 045*	*2.73*
Sécurisation des sites géologiques et miniers mines et de la géologie	*50 000*	*50 000*	*50 000*	*50 000*	*11 355*	*22.71*
Contrôle des activités minières et géologiques	*642 000*	*642 000*	*642 000*	*642 000*	*349 765*	*54.44*
Mise à disposition et diffusion des textes encadrant le secteur ainsi que l'information géologique et minière nationale	*28 000*	*28 000*	*28 000*	*28 000*	*4 000*	*14.29*
Total	**4 002 500**	**4 002 500**	**4 002 500**	**4 002 500**	**787 000**	**19.67**

TABLEAU.7: Exécution financière des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 035	2021			2022		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
01 - OPTIMISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES	0	0	0,00 %	996 375	8 500	0,85 %
03 - RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER	0	0	0,00 %	45 050	0	0,00 %
05 - PROMOTION DU POTENTIEL MINIER NATIONAL	0	0	0,00 %	33 900	2 250	6,64 %
06 - GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES	0	0	0,00 %	1 197 151	24 396	2,04 %
TOTAL PROGRAMME 035	**0**	**0**	**0,00 %**	**2 272 476**	**35 146**	**1,55 %**

2.1.2. Exécution financière des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel, par action

TABLEAU.7:
Exécution financière des dépenses du programme 377 en 2020

Intitulé	*AE INITIALE 2020*	*CP INITIALE 2020*	*AE RÉVISÉE 2020*	*CP RÉVISÉE 2020*	*CP consommé 2020*	*Taux d'exécution*
Promotion d'un cadre incitatif a la diversification industrielle	*402 197*	*402 197*	*411 445*	*441 445*	*410 745*	*99.83*
Appui aux initiatives de transformation des matières premières agricoles, minières et forestières	*22 874*	*22 874*	*46 956*	*46 956*	*44 300*	*95.65*
Renforcement et développement des infrastructures de soutien aux activités de transformation	*90 166*	*90 166*	*81 242*	*81 242*	*81 210*	*99.96*
Protection et sécurisation du tissu industriel	*61 208*	*61 208*	*52 276*	*52 276*	*50 935*	*97.44*
Appui a la compétitivité des filières industrielles	*22 874*	*22 874*	*19 743*	*19 743*	*19 596*	*99.25*

Développement des normes alimentaires et de la sécurité sanitaires des aliments	*37 745*	*37 745*	*27 563*	*27 563*	*27 501*	*99.77*
Suivi et contrôle des activités du secteur industriel, des normes et de qualité	*894 626*	*894 626*	*892 202*	*892 202*	*743 177*	*83.30*
Total	***1 531 695***	***1 531 695***	***1 531 430***	***1 531 430***	***1 345 175***	***87.84***

Exécution financière des dépenses du programme 377 en 2021 à mi-parcours

Intitulé	*AE INITIALE 2021*	*CP INITIALE 2021*	*AE RÉVISÉE 2021*	*CP RÉVISÉE 2021*	*CP consommé 2021*	*Taux d'exécution*
Promotion d'un cadre incitatif à la diversification industrielle	*570 000*	*570 000*	*483 600*	*483 600*	*0*	*0*
Appui aux initiatives de transformation des matières premières agricoles, minières et forestières	*9 000*	*9 000*	*9 000*	*9 000*	*4 000*	*44.44*

Renforcement et développement des infrastructures de soutien aux activités de transformation	*93 000*	*93 000*	*93 000*	*93 000*	*60 980*	*65.57*
Protection et sécurisation du tissu industriel	*56 000*	*56 000*	*144 000*	*144 000*	*15 900*	*10.254*
Appui a la compétitivité des filières industrielles	*655 000*	*655 000*	*655 000*	*655 000*	*6 755*	*0.253*
Développement des normes alimentaires et de la sécurité sanitaires des aliments	*36 000*	*36 000*	*34 400*	*34 400*	*16 200*	*47.09*

Suivi et contrôle des activités du secteur industriel, des normes et de qualité	*637 00*	*637 000*	*637 000*	*637 000*	*6 393*	*0.250*
Total	***2 056 000***	***2 056 000***	***2 056 000***	***2 056 000***	***110 228***	***5.36***

TABLEAU.8: Exécution financière des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 036	2021			2022		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
01 - DEVELOPPEMENT INTEGRE DES FILIERES AGRO-INDUSTRIELLES PRIORITAIRES (COTON, CACAO-CAFE, HUILE DE PALME, SUCRE, RIZ, MAIS, BANANE PLANTAIN)	0	0	0,00 %	29 750	0	0,00 %
02 - RELANCE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE CIBLEE (FORET-BOIS, MINES-METALLURGIE-SIDERURGIE, HYDROCARBURE-RAFFINAGE, NUMERIQUE, ENERGIE)	0	0	0,00 %	25 850	12 150	47,00 %
03 - DEVELOPMENT OF THE CHEMICAL AND PHARMACEUTICAL INDUSTRY FOR THE MANUFACTURE OF GENERIC DRUGS, MEDICAL REAGENTS AND CONSUMABLES AS WELL AS COSMETIC PRODUCTS	0	0	0,00 %	40 500	4 250	10,49 %
04 - RESTRUCTURATION/REDEPLOIEMENT DE L'INDUSTRIE NATIONALE DU COTON-TEXTILE-CUIR ET CONFECTION, SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE	0	0	0,00 %	17 850	0	0,00 %
05 - FACILITATION DES INSTALLATIONS D'ACCUEIL DES INDUSTRIES	0	0	0,00 %	29 750	4 250	14,29 %
06 - PROTECTION ET SECURISATION DES ETABLISSEMENTS CLASSES DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ET DES APPAREILS A RISQUES	0	0	0,00 %	594 575	9 080	1,53 %
TOTAL PROGRAMME 036	**0**	**0**	**0,00 %**	**738 275**	**29 730**	**4,03 %**

2.1.3. Exécution financière des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite, par action

TABLEAU.8:
Exécution financière des dépenses du programme 378 en 2020

Intitulé	*AE INITIALE 2020*	*CP INITIALE 2020*	*AE RÉVISÉE 2020*	*CP RÉVISÉE 2020*	*CP consommé en 2020*	*Taux d'exécution*

Elaboration et mise en œuvre d'un cadre stratégique et juridique	*23 143*	*23 143*	*17 188*	*17 188*	*16 951*	*98.62*
Promotion des technologies et appui au prototypage	*36 708*	*36 708*	*36 708*	*36 708*	*36 700*	*99.98*
Protection et promotion des actifs de la propriété industrielle	*31 124*	*31 124*	*27 333*	*27 333*	*27 076*	*99.06*
Appui a la mise en place des parcs technologiques de référence (technopoles)	*6 499*	*6 499*	*6 499*	*6 499*	*6 360*	*97.85*
Mise en œuvre des activités de développement technologique et de la PI	*483 595*	*483 595*	*320 526*	*320 526*	*320 526*	*100*
Total	***581 074***	***581 074***	***408 257***	***408 257***	***407 614***	***99.84***

Exécution financière des dépenses du programme 378 en 2021 à mi parcours

Intitulé	*AE INITIALE 2021*	*CP INITIALE 2021*	*AE RÉVISÉE 2021*	*CP RÉVISÉE 2021*	*CP consommé en 2021*	*Taux d'exécution*
Elaboration et mise en œuvre d'un cadre stratégique et juridique	*16 000*	*16 000*	*16 000*	*16 000*	*2 399*	*15*
Promotion des technologies et appui au prototypage	*47 000*	*47 000*	*50 200*	*50 200*	*39 918*	*79.52*
Protection et promotion des actifs de la propriété industrielle	*14 000*	*14 000*	*14 000*	*14 000*	*0*	*0*

Appui a la mise en place des parcs technologiques de référence (technopoles)	*23 000*	*23 000*	*23 000*	*23 000*	*5 953*	*25.88*
Mise en œuvre des activités de développement technologique et de la PI	*924 000*	*924 000*	*920 800*	*920 800*	*5 399*	*0.59*
Total	***1 024 000***	***1 024 000***	***1 024 000***	***1 024 000***	***53 670***	***5.24***

TABLEAU.9: Exécution financière des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 037	2021			2022		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
01 - DYNAMISATION DU SYSTEME DE NORMALISATION	0	0	0,00 %	13 350	6 795	50,90 %
02 - AMELIORATION DU SYSTEME D'EVALUATION DE LA CONFORMITE	0	0	0,00 %	14 750	1 275	8,64 %
03 - AMELIORATION DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE	0	0	0,00 %	630 350	2 800	0,44 %
04 - PROMOTION DE LA QUALITE DANS LES INDUSTRIES LOCALES	0	0	0,00 %	9 775	850	8,70 %
05 - PROMOTION DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS	0	0	0,00 %	20 275	0	0,00 %
06 - AMELIORATION DU CONTROLE QUALITE DES PRODUITS MANUFACTURES	0	0	0,00 %	431 390	8 300	1,92 %
TOTAL PROGRAMME 037	**0**	**0**	**0,00 %**	**1 119 890**	**20 020**	**1,79 %**

2.1.4. Exécution financière des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle, par action

TABLEAU.9:
Exécution financière des dépenses du programme 379 en 2020

Intitulé	*AE INITIALE 2020*	*CP INITIALE 2020*	*AE RÉVISÉE 2020*	*CP RÉVISÉE 2020*	*CP consommé en 2020*	*Taux d'exécution*
Études stratégiques et planification au MINMIDT	*194 674*	*194 674*	*96 600*	*96 600*	*90 778*	*93.97*

Coordination et suivi des activités des services du MINMIDT	*1 006 165*	*1 006 165*	*950 891*	*950 891*	*775 312*	*81.54*
Gestion financière et budgétaire au MINMIDT	*65 379*	*65 379*	*81 753*	*81 753*	*81 745*	*99.99*
Développement du système d'information statistique au MINMIDT	*25 291*	*25 291*	*15 417*	*15 417*	*15 270*	*99.04*
Amélioration du cadre de travail au MINMIDT	*280 144*	*280 144*	*343 964*	*343 964*	*278 872*	*80.254*
Développement des ressources humaines	*769 583*	*769 583*	*1 072 485*	*1 072 485*	*940 285*	*87.63*
Développement des TIC au MINMIDT	*175 233*	*175 233*	*234 721*	*234 721*	*204 339*	*87.08*
Contrôle et audit interne au MINMIDT	*63 899*	*63 899*	*63 726*	*63 726*	*63 684*	*99.93*
Conseil juridique AU MINMIDT	*31 616*	*31 616*	*30 458*	*30 458*	*28 641*	*94.03*
Communication et relation publique AU MINMIDT	*70 650*	*70 650*	*70 480*	*70 480*	*70 073*	*99.42*
Gestion des ressources documentaires au MINMIDT	*45 270*	*45 270*	*37 763*	*37 763*	*37 761*	*99.99*
Total	***2 727 910***	***2 727 910***	***2998 254***	***2 998 254***	***2 774 747***	***92.54***

Exécution financière des dépenses du programme 379 en 2021 à mi parcours

Intitulé	*AE INITIALE 2021*	*CP INITIALE 2021*	*AE RÉVISÉE 2021*	*CP RÉVISÉE 2021*	*CP consommé en 2021*	*Taux d'exécution*

Études stratégiques et planification au MINMIDT	*107 000*	*107 000*	*95 000*	*95 000*	*23 620*	*24.86*
Coordination et suivi des activités des services du MINMIDT	*1 289 500*	*1 289 500*	*1 332 700*	*1 332 700*	*429 341*	*32.22*
Gestion financière et budgétaire au MINMIDT	*82 000*	*82 000*	*82 000*	*82 000*	*18 797*	*22.92*
Développement du système d'information statistique au MINMIDT	*19 000*	*19 000*	*19 000*	*19 000*	*0*	*0.00*
Amélioration du cadre de travail au MINMIDT	*178 000*	*178 000*	*178 000*	*178 000*	*14 400*	*8.09*
Développement des ressources humaines	*375 500*	*375 500*	*372 300*	*372 300*	*181 313*	*48.70*
Développement des TIC au MINMIDT	*158 000*	*158 000*	*130 000*	*130 000*	*87 651*	*67.42*
Contrôle et audit interne au MINMIDT	*67 000*	*67 000*	*67 000*	*67 000*	*31 579*	*47.13*
Conseil juridique AU MINMIDT	*44 000*	*44 000*	*44 000*	*44 000*	*10 399*	*23.64*
Communication et relation publique AU MINMIDT	*48 500*	*48 500*	*48 500*	*48 500*	*7 600*	*15.67*
Gestion des ressources documentaires au MINMIDT	*45 000*	*45 000*	*45 000*	*45 000*	*11 000*	*24.44*
Total	***2 413 500***	***2 413 500***	***2 413 500***	***2 413 500***	***815 703***	***33.80***

TABLEAU.10: Exécution financière des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 038	2021			2022		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
01 - AMELIORATION DU CADRE STRATEGIQUE ET JURIDIQUE	0	0	0,00 %	19 550	0	0,00 %
02 - APPROPRIATION DES TECHNOLOGIES	0	0	0,00 %	14 350	0	0,00 %
04 - VALORISATION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITE LIEE A L'ORIGINE	0	0	0,00 %	104 100	15 300	14,70 %
05 - DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES	0	0	0,00 %	606 800	1 696	0,28 %
TOTAL PROGRAMME 038	**0**	**0**	**0,00 %**	**744 800**	**16 996**	**2,28 %**

2.1.5. Exécution financière des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique, par action

TABLEAU.11: Exécution financière des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 039	2021			2022		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
01 - COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT	0	0	0,00 %	1 145 200	232 615	20,31 %
02 - ETUDES STRATÉGIQUES, PLANIFICATION ET DENSIFICATION DE LA COOPÉRATION AU MINMIDT	0	0	0,00 %	173 450	12 448	7,18 %
04 - GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINMIDT	0	0	0,00 %	66 050	9 236	13,98 %
05 - DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION AU MINMIDT	0	0	0,00 %	117 510	10 700	9,11 %
06 - AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINMIDT	0	0	0,00 %	189 950	13 361	7,03 %
07 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINMIDT	0	0	0,00 %	652 649	9 350	1,43 %
09 - CONTROLE ET AUDIT INTERNE AU MINMIDT	0	0	0,00 %	95 000	22 530	23,72 %
10 - CONSEIL JURIDIQUE AU MINMIDT	0	0	0,00 %	46 250	12 165	26,30 %
11 - COMMUNICATION ET GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINMIDT	0	0	0,00 %	110 750	15 680	14,16 %
TOTAL PROGRAMME 039	**0**	**0**	**0,00 %**	**2 596 809**	**338 086**	**13,02 %**

2.2. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES SUIVANT LES NATURES DE DEPENSE

2.2.1. Exécution financière des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales, par nature de dépenses

TABLEAU.12: Exécution financière des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales, par action

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 035	2021			2022		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
FONCTIONNEMENT	**0**	**0**	**0,00 %**	**1 322 476**	**35 146**	**2,66 %**
AUTRES BIENS ET SERVICES	0	0	0,00 %	1 322 476	35 146	2,66 %
INVESTISSEMENT	**0**	**0**	**0,00 %**	**950 000**	**0**	**0,00 %**
BIP RIO	0	0	0,00 %	950 000	0	0,00 %
TOTAL PROGRAMME 035	**0**	**0**	**0,00 %**	**2 272 476**	**35 146**	**1,55 %**

2.2.2. Exécution financière des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel, par nature de dépenses

TABLEAU.13: Exécution financière des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel, par action

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 036	2021			2022		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
FONCTIONNEMENT	**0**	**0**	**0,00 %**	**738 275**	**29 730**	**4,03 %**
AUTRES BIENS ET SERVICES	0	0	0,00 %	738 275	29 730	4,03 %
TOTAL PROGRAMME 036	**0**	**0**	**0,00 %**	**738 275**	**29 730**	**4,03 %**

2.2.3. Exécution financière des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite, par nature de dépenses

TABLEAU.14: Exécution financière des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite, par action

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 037	2021			2022		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
FONCTIONNEMENT	**0**	**0**	**0,00 %**	**519 890**	**20 020**	**3,85 %**
AUTRES BIENS ET SERVICES	0	0	0,00 %	519 890	20 020	3,85 %
INVESTISSEMENT	**0**	**0**	**0,00 %**	**600 000**	**0**	**0,00 %**
BIP RIO	0	0	0,00 %	600 000	0	0,00 %
TOTAL PROGRAMME 037	**0**	**0**	**0,00 %**	**1 119 890**	**20 020**	**1,79 %**

2.2.4. Exécution financière des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle, par nature de dépenses

TABLEAU.15: Exécution financière des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle, par action

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 038	2021			2022		
	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*	Montant voté	Montant exécuté	*Taux exéc.*
FONCTIONNEMENT	**0**	**0**	**0,00 %**	**544 800**	**16 996**	**3,12 %**
AUTRES BIENS ET SERVICES	0	0	0,00 %	544 800	16 996	3,12 %
INVESTISSEMENT	**0**	**0**	**0,00 %**	**200 000**	**0**	**0,00 %**
BIP RIO	0	0	0,00 %	200 000	0	0,00 %
TOTAL PROGRAMME 038	**0**	**0**	**0,00 %**	**744 800**	**16 996**	**2,28 %**

2.2.5. Exécution financière des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique, par nature de dépenses

TABLEAU.16: Exécution financière des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique, par action

EN MILLIERS FCFA

2.3. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

DIFFICULTES

Les difficultés auxquelles fait face le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique pour une mise en œuvre efficace des activités dans son sous-secteur sont nombreuses. Elles sont d'ordre normatif, domanial, logistique, infrastructurel, budgétaires, etc. Sur le plan normatif, dans le secteur minier, l'absence des textes d'application de la loi portant code minier qui a été promulgué par le Chef de l'Etat en décembre 2016 constitue un véritable handicap pour l'application dudit code dans la mesure où plusieurs dispositions de cette loi renvoient aux textes d'application notamment à un décret et des arrêtés. Ainsi, la pleine mise en œuvre de ce texte qui vient résoudre les problèmes de gouvernance que connait ce secteur d'activités et qui est très incitatifs à l'égard des investisseurs est indispensable. Sur le plan domanial, la superposition des titres miniers et d'autres zones d'intérêt synergétique ne facilite pas la délivrance des permis d'exploitation minière. Ce qui cause un sérieux frein au développement des activités minières. Sur le plan logistique, l'insuffisance voir l'inexistence dans certaines zones d'infrastructures de transport adéquates retarde le démarrage de l'exploitation minière à cause du coût élevé de construction desdites voies. En outre, les problèmes sécuritaires dans le nord du pays, au Nord-ouest et au Sud-ouest ont porté un coup sérieux aux travaux de recherche minière et pétrolière dans ces zones.

Dans le même registre, le secteur du Développement Technologique fait face à une absence d'un cadre légal qui encadre tous le secteur, qui devrait règlementer les aspects de transfert de technologie, de veille et de financement du développement technologie qui est aspect très important qui peut booster l'industrie locale. D'autre le propriété intellectuelle est un aspect encore très peu connu de notre tissu industriel donc très peu exploité cependant Il ressort que ce secteur fait face à l'insuffisance des ressources financières à lui allouer. Le potentiel est pourtant important, si on mettait d'avantage de ressource à travers l'exploitation des produits de terroirs donc la qualité liée à l'origine confère des propriétés extraordinaires.
Sur un tout autre plan l'absence d'un cadre législatif qui organise l'infrastructure qualité est une difficulté sérieuse pour le processus d'industrialisation de notre pays. Cette loi est capitale et viendra organiser le secteur de la norme et de la qualité au Cameroun.

Pour finir sur ce plan, l'absence de la loi d'orientation et de programmation des industries structurantes du PDI hypothèque la mise en œuvre du PDI. Pour l'année 2020, l'exécution des activités concernant la mise en œuvre du PDI n'a pas été possible. En effet, l'instruction de la haute hiérarchie de reformuler le PDI a conduit à la mise en veuille des activités prévues notamment la réalisation de certaines activités stratégiques de base permettant de rendre effectif ce document (PDI). De plus, au cours de cette année, plusieurs facteurs exogènes ont rendu difficile l'exécution de certaines activités à l'instar du collectif budgétaire qui, a réduit l'enveloppe globale du Ministère pour faire face aux effets du Covid 19.D'ailleurs, cette pandémie a plombée la campagne nationale d'inspection, handicapant de ce fait le travail des services déconcentrés.

S’agissant des questions domaniales, elles sont liées à la nécessité de disposer de réserves foncièrespour l’implantation des industries. En effet, l’industrie a besoin d’espace pour la production de la matière première agricole et la construction des unités de transformation. Plusieurs sollicitations d’industriels sont ainsi restées sans réponses à ce jour du fait l’indisponibilité des terres. Par ailleurs, les quelques espaces rendus disponibles notamment à la MAGZI ne sont pas normalement aménagés du en raison de l’insuffisance des ressources budgétaires.

S’agissant justement des ressources budgétaires, l’enveloppe budgétaire du MINMIDT n’a pas connu depuis plusieurs années, l’évolution souhaitée en dépit du fait que des efforts ont été fait pour la maturation des projets et des enjeux de plus en plus importants à l’instar de la mise en œuvre du PDI. Plusieurs projets capitaux ne peuvent ainsi être budgétisés du fait à cause de la taille très réduite de l’enveloppe budgétaire alors que le sous-secteur est placé au centre des préoccupations liées à l’atteinte des objectifs intermédiaires de la Vision 2035, notamment l’atteinte du stade de NPI et de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.
Le manque de ressources financières ou budgétaires ne permet pas de mettre convenablement en œuvre la politique de développement technologique sans laquelle notre processus d’industrialisation ne peut être viable et efficace. Ainsi l’activité de soutien au prototypage et ou d’accompagnement des inventeurs camerounais souffre de ce manque de ressources.

D’un point de vue logistique, le ministère ne dispose quasiment pas de matériel roulant pour réaliser la mission qui lui est confiée. Que ce soit au niveau central ou déconcentré, qu’il s’agisse des structures opérationnelles ou stratégiques, le manque de matériel roulant handicape le MINMIDT. Cette situation est préoccupante dans la mesure où elle constitue un frein pour les performances de ce Département ministériel qui est producteur de recettes. Il convient de relever que les productions des opérateurs du secteur relèvent du régime des déclarations. Ainsi une absence ou un suivi lâche entraine un manque à gagner important en termes de taxes ou de quotte part ou d’impôt synthétique. Sur un tout autre plan, les activités menées par les opérateurs du secteur minier nécessitent l’emploi de substances explosives. Ainsi les activités d’importations, de conservation et d’utilisation de ces substances méritent un suivi tout particulier. Une absence de matériel roulant pour ce suivi laisse la porte ouverte à des risques importants.

Sur le plan infrastructurel, autant les services centraux que déconcentrés sont très mal lotis en matière de bâtiments pour abriter leurs personnels. Les quelques-uns qui existent sont vétustes, inadaptés pour usage administratif, très insuffisant, exigus et donc peu propice à un rendement efficace du personnel.

Sur un tout autre plan, l'on observe la mise en place progressive d’un système d’information statistiqueavec la production de l'annuaire statistique 2019 qui permet à nos jpurs d'avoir une vue peut-etre exacte des données statististiques car beaucoup d'efforts reste à faire dans

l'assimilation du processus de collectes des données. ce qui rend l'évaluation de la chaine des résultats particulièrement difficile.

2.3.2. Propositions de solutions

PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Les propositions de solutions qui découlent.

Si des efforts sont à faire pour permettre à toutes les parties prenates de s'approprier les méthodes et techniques de collectes de données et de calcules des indicateurs malgrés la modicité du budget y relatif.

Après la refondation des programmes du MINMIDT, il est envisagé une mise en oeuvre plus réaliste, et adaptés aux nouveaux objectifs tout en experent que les indicateurs y afférents seront plus SMART et en mesure de rendre compte de l'impact de la mise en œuvre des activités du MINMIDT sur l'économie camerounaise.

Pour ce qui est du programme 376, il est nécessaire de :

-faire une refonte du système domanial ;

- construire des infrastructures de transport adéquates ;

- sécuriser les régions de l'Extrême-nord, de l'Est, du Nord-ouest et du Sud-ouest ;

- élaborer et faire signer des textes d'application du Code Minier ;

- opérationnaliser la SONAMINES.

Pour ce qui est du programme 377, il conviendrait pour 2022, d'octroyer un peu plus de ressources pour la campagne nationale d'inspection en vue de permettre aux inspecteurs assermentés de couvrir le maximum d'entreprises. Cette activité permet d'améliorer la sécurité des installations industrielles et de procurer des recettes importantes à l'Etat. Dans la même veine, il est nécessaire pour cette année de mettre plus de ressources pour l'opérationnalisation du PDI vu que la SND30 a repris la quasi-totalité des piliers de cette boussole industrielle. :

Pour ce qui est du programme 379, il est nécessaire de :

- finaliser et l'adopter la loi cadre du Développement Technologique permettrait de comblé le vide qui existe dans ce domaine et énoncerait les stratégies à mettre en œuvre pour le rattrapage, le transfert et le financement des activités de développement technologique ;

- créer un projet de mise en place des technopôles de références au Cameroun permettrait à coup sûr d'apporter une réelle accélération à la mise en place dudit projet ;

- créer un programme permettant la valorisation des produits agricoles du terroir et leur érection en Indications Géographiques protégés et Marque collective.

Sur le plan logistique et infrastructurel des débuts de solutions ont été inscrit dans le budget 2019 avec une étude architecturale et l'acquisition de matériel roulant. Ces projets doivent être absolument poursuivis dans leur mise en œuvre. S'agissant du volet domanial des actions de mise à disposition d'espaces doivent être sérieusement envisagées avec le MINDCAF.

Le budget du MINMIDT devrait être à l'image des attentes légitimes placées en ce Département ministériel pour donner toutes les chance d'une bonne mise en œuvre au PDI et amorcer enfin résolument le processus d'industrialisation, et le financement des projets importants qui sont restés jusque-là en veilleuse en raison du manque de financement.

Les textes d'application du code minier et la loi sur l'infrastructure qualité, la loi d'orientation et de programmation du PDI sont une impérieuse nécessité.

JUSTIFICATION DES DEMANDES SPECIALES
DOMAINE MINIER

DOMAINE INDUSTRIEL

Au cours de la décennie 2010-2020, les activés du secteur industriel étaient porté par le 377 intitulé : **DIVERSIFICATION ET AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DES FILIERES INDUSTRIELLES.**

Ce secteur a connu une véritable mutation dans tous les sous-secteurs. Cette embellie est en partie due aux efforts réalisés par le Gouvernement pour l'amélioration du climat des affaires, notamment la loi du 18 avril 2013 relative à l'investissement privé en République qui a permis à beaucoup d'investisseur de concrétiser leur projet.

Ainsi, le secteur des cimenteries a connu au cours de cette période une évolution spectaculaire. Initialement dominé par un seul acteur historique, les Cimenteries du Cameroun (CIMENCAM) ce secteur a vu l'arrivée de quatre nouveaux acteurs, notamment DANGOTE CIMENT, CIMAF, MEDCEM et MIRA Co.

La même tendance haussière a été observée dans le secteur agro-alimentaire et particulièrement les entreprises de raffinage des huiles végétales qui a vu la capacité de

production des entreprises doublée grâce aux extensions réalisées dans le cadre des avantages de la loi du 18 avril 2013. Des efforts se poursuivent d'ailleurs encore dans ce secteur pour inverser la situation actuelle caractérisée par un déficit structurel de plus de 100 000 T/an.

Les structures et installations d'accueils des entreprises ont également vu leur capacité s'étendre. Ainsi la Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielle capacités a aménagé deux nouvelles Zones Industrielles à Bertoua.

Comme perspective dans le cadre du triennal 2022-2024, l'intitulé du programme a été réajusté avec de s'adapter avec les nouvelles orientations Gouvernementales, notamment la stratégie de Developpement SND 30. Ainsi **le Programme 377 Intitulera " Développement et densification du tissu industriel".**
L'objectif affiché dans ce programme est en phase avec les orientations stratégiques de la SND30 qui visent l'industrialisation et la diversification de l'économie à travers une transformation structurelle de l'économie et un accroissement significatif de la ***contribution du secteur manufacturier à l'économie locale.*** Cette transformation structurelle qui passe par la densification de l'industrie manufacturière, une hausse de la productivité dans l'agriculture ainsi qu'un rattrapage technologique sera mise en œuvre conformément aux orientations de certains piliers stratégiques structurants de la SND 30 à savoir :

Agro-industrie ;

forêt-bois ;

Textile-Confection-Cuir ;

Mines-Métallurgie-Sidérurgie ;

Hydrocarbure-Raffinage-pétrochimie ;

Chimie-pharmacie ;

Concrètement, les activités inscrites dans le Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du programme 377 permettront une véritable transformation des matières premières locales afin de soutenir efficacement la politique d'import substitution des produits de grande consommation promue dans la SND 30 comme principal levier de renforcement de la souveraineté économique pour une croissance plus endogène.

A ce titre, les principales activités prévues consisteront entre autres à:

renforcer les capacités de transformations des unités agro-industrielles dans les

filières prioritaires. Celle-ci permettra d'intégrer globalement les principales filières agro-industrielles prioritaire à savoir coton, café-cacao, huile de palme, sucre, riz etc qui plombent notre balance commerciale. Elle permettra spécifiquement de rendre disponible les produits de grande consommation et aura comme effet induit, le rééquilibrage progressif de la balance commerciale et la promotion de l'industrie locale. Elle permettra donc d'accroitre en quantité et en qualité la production des produits agricoles afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire, d'approvisionner la demande croissante des agro-industries nationales en matières premières agricoles et de conquérir les marchés internationaux plus particulièrement ceux de la sous régions CEEAC et CEDEAO. A travers cette activité des espaces seront rendus disponibles au profit des projets agro industrielle de façon à permettre à ces derniers d'une part, de produire plus de matières premières et d'autre part, d'accroitre leurs capacités de production. Toute chose qui rendra opérationnel le pilier agro-industrie qui vise à faire du Cameroun le nourricier et l'équipementier de la CEEAC ;

développer la filière Mine-Métallurgie Sidérurgie. Celle-ci va s'adosser sur la valorisation du potentiel bauxitique local. Elle permettra par d'ailleurs de poursuivre la mise en œuvre du plan de restructuration de la Compagnie Camerounaise d'Aluminium élaboré et validé par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement en novembre 2019 et dont les objectifs sont l'accroissement de la capacité de production de l'unité existante, l'augmentation de la valeur ajoutée locale et la consolidation de la filière Aluminium. De façon spécifique ledit plan ambitionne à **court termes**, de recapitaliser ALUCAM puis de porter les capacités de production de l'unité existante de 100 000 T/ an à 120 000T/an à travers la saturation et l'optimisation du contrat d'énergie par la modification de la taille de l'anode et de la cathode. Ces actions à cout termes permettront de remettre à niveau l'outil de production, de redémarrer les cuves à l'arrêt et d'assurer l'approvisionnement en matière première. A **moyen et long termes** il s'agira de diversifier sa production à travers la production des fils haute tension et l'accroissement des capacités de production de l'unité de 120 000 T/ an à 360 000 T/an. Elle devrait donc participer à transformer localement la quasi-totalité de la production de ALUCAM à travers la fourniture en quantité suffisante de la matière première des entreprises en aval de la chaîne telle que Phallucam (production des châssis en aluminium pour bâtiments), Everwell (production des fils basse et moyenne tension) et Sunday (panneaux pour habillage mural.

mettre en place des Zones Economiques Spéciales (ZES) pour la transformation du bois L'objectif Général de cette activité à termes est de mettre en place quatre zones économiques spéciales, précisément à Edéa, Bertoua, Kribi et Douala afin d'anticiper sur la mesure d'interdiction de l'importation des grumes décidée par tous les Etats de la CEMAC le 18 septembre 2020 dont l'entrée en vigueur effective est prevue pour le 1er janvier de l'année 2022. Elle permettra également au Cameroun de bâtir à moyen terme, une véritable industrie de transformation bois (1ere, 2e, 3e et 4e) capable non seulement de satisfaire le marché intérieur, mais également de conquérir des part de marché à l'international en capitalisation sur l'entrée en vigueur de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF). A travers cette activité, les importations des produits issus de la 1ere à la 4 e transformation du bois qui déséquilibre grandement notre balance commerciale seront produit localement au vu de la richesse et de la diversité des essences des forêts camerounaise. Des espaces et terres nécessaires pour la mise en places de ses zones seront sécurisés, les infrastructures de bases, telle que les routes, l'énergie et l'eau seront rendu disponibles sur lesdits espaces ainsi que les

aménagements de base afin d'inciter et faciliter l'implantation des entreprises.

mettre en œuvre les actions de la stratégie de développement de l'industrie pharmaceutique. Cette activité s'inscrit dans la perspective de permettre au Cameroun de bâtir une industrie pharmaceutique solide. Dans cette veine, le Cameroun a élaboré pour le compte de l'exercice 2021, une stratégie de développement de l'industrie pharmaceutique visant à créer une véritable industrie pharmaceutique capable de permettre au Cameroun de de constituer une première barrière protectrice contre la survenue d'une pandémie ou d'une épidémie. La mise en œuvre des actions de ladite stratégie figure donc comme priorité pour le compte des CDMT 2022-2024. Ces actions qui permettront au Cameroun de se doter d'une véritable base industrielle concernant la pharmacie de façon à produire localement certains intrants et médicaments génériques de base se déclinent sous forme d'appuis à accorder aux industriels du domaine pour l'acquisition des équipements afin de doper et densifier la base de données de la production locale. Elle permettra également au Cameroun d'élaborer et d'adopter des normes rigoureuses sur ces produits afin de les crédibiliser hors des frontières nationales et de conquérir des parts de marchés.

Confectionner les tenues des grands corps techniques de l'Etat (FMO, corps médical écoliers.). Cette activité s'inscrit dans la vision globale du Plan Directeur d'Industrialisation et de la SND 30 d'accroître significativement le taux de transformation locale du coton Cameroun. A titre de rappel le Cameroun transforme actuellement moins de 2 % de son coton et la SND 30 ambitionne de porter ce taux à plus de 50% d'ici 2030. Ce sous-entend multiplier le taux actuel par un facteur de 25 en 9 ans. Pour ce faire, la stratégie adoptée consistera à faire de la commande publique un puissant levier pour le développement de cette filière. A ce titre les premières actions consisteront dans un à renouveler l'outil de production des unités cotonnières existantes afin de les rendre aux normes. Ensuite il s'agira de créer de nouvelles unités, notamment une filature de 300 000T/an de la région de l'Adamaoua. Elle sera ensuite complétée par la mise en place des ateliers spécialisés dans la confection des tenues des grands corps techniques de l'Etat à l'instars des Forces de Maintien de l'Ordre (FMO), des écoliers, lycéens et du personnel de santé pour absorber directement le besoin de ces corps spécialisés. Cette orientation permettra de parer dans une certaine mesure au déséquilibre de notre balance commerciale concernant les produits textile en reduisant drastiquement les importations;

Sécuriser les activités industrielles et constituer les statistiques relatives aux établissements classés. Celle-ci se fera à travers la réalisation des inspections, le recensement des appareils à pression et de levage, des pipelines afin de renforcer la sécurité desdits établissements ;

Les activités liées à l'aménagement et la gestion des zones industrielles (MAGZI)

La Mission d'Aménagement et de gestion des Zones Industrielles poursuivra ses activités à travers, notamment l'Elaboration et mise en œuvre du programme national de développement des zones industrielles qui consistera en :

la création de nouvelles zones industrielle de façon à faciliter l'installation des investisseurs sur l'étendue du territoire nationale ;

la modernisation et la remise en état des zones industrielle existante ;

la poursuivre des opérations de déguerpissements

Activité de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat (CCIMA)

Pour le triennal 2022-2024, la CCIMA poursuivra sa modernisation à travers les activités de :

dématérialisation des procédures du commerce extérieur ;

la construction des entrepôts de 20 ha au PAK ;

la construction d'un centre d'exposition à NSIMALEN ;

la construction de la délégation régionale de l'Adamaoua.

DOMAINE DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE

Le contexte actuel étant marqué par une mondialisation galopante, une libération des échanges et une réduction des barrières tarifaires à travers différents accords, notamment la loi sur les échanges commerciaux en Afrique (AGOA), les accords de partenariat économique(APE), les accords de libre-échange continental(CFTA) et plus récemment la zone de libre-échange continental africaine(ZELCAF). Cette situation induit au Cameroun, si rien n'est fait, les risques énormes pouvant aller à l'atrophie de notre tissu économique à savoir :

- le déferlement de produit douteux que nous ne pouvons pas contrôler à cause de notre faible niveau de développement de l'infrastructure qualité,
- la perte des parts de marché au niveau régional et international,
- la baisse de compétitivité de l'économie nationale par la présence des produits venant d'autres pays dont le niveau de l'infrastructure qualité est avéré.

Face à ce large éventail d'opportunités qui se présentent pour nous comme des menaces, il est nécessaire voire impératif que le Gouvernement, dans son rôle régalien, prenne des mesures qui visent à protéger le droit à la santé et à la sécurité des consommateurs ainsi que la protection des intérêts et des droits des producteurs locaux.

Le tableau des efforts gouvernementaux n'est pas idyllique à nos jours. En effet, après la création de l'Agence des Normes et de la Qualité(ANOR) par décret organique N°2009/296 du 17 septembre 2009 et du Programme d'Evaluation de la Conformité des marchandises avant embarquement(PECAE), beaucoup reste à faire s'il faut que l'infrastructure qualité accompagne l'industrie à porter la part de la production manufacturière dans le Produit Intérieur Brut (PIB), à 23 - 24 % requis pour atteindre le stade de NPI.

En conséquence, pour inverser la tendance actuelle, l'industrie camerounaise doit se greffer au tour d'une infrastructure qualité performante, compétitive, efficace et intégrée qui prend en compte les piliers suivants:

(i) la normalisation ;
(ii) l'évaluation de la conformité;
(iii) la métrologie ;
(iv) l'accréditation
Sur le moyen terme, le MINMIDT entend, à travers le « Programme de l'infrastructure qualité», mettre l'accent sur :
(i) l'accroissement du portefeuille des normes camerounaises;
(ii) la réorganisation du système d'évaluation de la conformité par la construction des laboratoires d'analyses et d'essais;
(iii) l'amélioration des prestations en métrologie industrielle par l'achèvement du laboratoire de référence de métrologie et la réorganisation du CAEMI ;
(iv) l'amélioration des activités du Codex Alimentarius;
(v) la création de l'organisme national d'accréditation pour crédibiliser les prestations des organismes d'évaluation de la conformité et de certification ;
(vi) la mise à niveau des entreprises agroalimentaires ;

C'est dans ce sens que certaines tâches, préalables à l'amorce des activités d'édification de l'Infrastructure Qualité, méritent une attention particulière pour leur budgétisation dès l'exercice 2022. Il s'agit principalement de :
- Actualisation de la Stratégie nationale de l'Infrastructure Qualité(analyse situationnelle de l'IQ et élaboration de la stratégie 20000000f
- Actualisation de la Stratégie nationale de la SSA et du cadre réglementaire (analyse situationnelle de la SSA et élaboration de la stratégie et de textes d'application de la loi 30000000f
- Elaboration des normes régionales de la SSA en relation avec le CCAFRICA –PhaseI(Réalisation d'une étude sur Irvignia sp(noyau de mango) en vue d'élaborer la norme y relative 20000000f
- Mise en place d'un dispositif d'accréditation 20000000f
- Achèvement et Equipement du labo de métrologie de l'ANOR(2 000 000 000)

COUT TOTAL DU PLAIDOYER : 2 070 000 000F(deux milliards soixante-dix millions francs)CFA

DOMAINE DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

2.3.1. Difficultés rencontrées

DIFFICULTES

Les difficultés auxquelles fait face le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique pour une mise en œuvre efficace des activités dans son sous-secteur sont nombreuses. Elles sont d'ordre normatif, domanial, logistique, infrastructurel, budgétaires, etc. Sur le plan normatif, dans le secteur minier, l'absence des textes d'application de la loi portant code minier qui a été promulgué par le Chef de l'Etat en décembre 2016 constitue un véritable handicap pour l'application dudit code dans la mesure où plusieurs dispositions de cette loi renvoient aux textes d'application notamment à un décret et des arrêtés. Ainsi, la pleine mise en œuvre de ce texte qui vient résoudre les problèmes de gouvernance que connait ce secteur d'activités et qui est très incitatifs à l'égard des investisseurs est indispensable. Sur le plan domanial, la superposition des titres miniers et d'autres zones d'intérêt synergétique ne facilite pas la délivrance des permis d'exploitation minière. Ce qui cause un sérieux frein au développement des activités minières. Sur le plan logistique, l'insuffisance voir l'inexistence dans certaines zones d'infrastructures de transport adéquates retarde le démarrage de l'exploitation minière à cause du coût élevé de construction desdites voies. En outre, les problèmes sécuritaires dans le nord du pays, au Nord-ouest et au Sud-ouest ont porté un coup sérieux aux travaux de recherche minière et pétrolière dans ces zones.

Dans le même registre, le secteur du Développement Technologique fait face à une absence d'un cadre légale qui encadre tous le secteur, qui devrait règlementer les aspects de transfert de technologie, de veille et de financement du développement technologie qui est aspect très important qui peut booster l'industrie locale. D'autre le propriété intellectuelle est un aspect encore très peu connue de notre tissu industriel donc très peu exploité cependant Il ressort que ce secteur fait face à l'insuffisance des ressources financières à lui allouer. Le potentiel est pourtant important, si on mettait d'avantage de ressource à travers l'exploitation des produits de terroirs donc la qualité liée à l'origine confère des propriétés extraordinaires.

Sur un tout autre plan l'absence d'un cadre législatif qui organise l'infrastructure qualité est une difficulté sérieuse pour le processus d'industrialisation de notre pays. Cette loi est capitale et viendra organiser le secteur de la norme et de la qualité au Cameroun.

Pour finir sur ce plan, l'absence de la loi d'orientation et de programmation des industries structurantes du PDI hypothèque la mise en œuvre du PDI. Pour l'année 2020, l'exécution des activités concernant la mise en œuvre du PDI n'a pas été possible. En effet, l'instruction de la haute hiérarchie de reformuler le PDI a conduit à la mise en veuille des activités prévues notamment la réalisation de certaines activités stratégiques de base permettant de rendre effectif ce document (PDI). De plus, au cours de cette année, plusieurs facteurs exogènes ont rendu difficile l'exécution de certaines activités à l'instar du collectif budgétaire qui, a réduit l'enveloppe globale du Ministère pour faire face aux effets du Covid 19.D'ailleurs, cette pandémie a plombée la campagne nationale d'inspection, handicapant de ce fait le travail des

services déconcentrés.

S'agissant des questions domaniales, elles sont liées à la nécessité de disposer de réserves foncières pour l'implantation des industries. En effet, l'industrie a besoin d'espace pour la production de la matière première agricole et la construction des unités de transformation. Plusieurs sollicitations d'industriels sont ainsi restées sans réponses à ce jour du fait l'indisponibilité des terres. Par ailleurs, les quelques espaces rendus disponibles notamment à la MAGZI ne sont pas normalement aménagés du en raison de l'insuffisance des ressources budgétaires.

S'agissant justement des ressources budgétaires, l'enveloppe budgétaire du MINMIDT n'a pas connu depuis plusieurs années, l'évolution souhaitée en dépit du fait que des efforts ont été fait pour la maturation des projets et des enjeux de plus en plus importants à l'instar de la mise en œuvre du PDI. Plusieurs projets capitaux ne peuvent ainsi être budgétisés du fait à cause de la taille très réduite de l'enveloppe budgétaire alors que le sous-secteur est placé au centre des préoccupations liées à l'atteinte des objectifs intermédiaires de la Vision 2035, notamment l'atteinte du stade de NPI et de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Le manque de ressources financières ou budgétaires ne permet pas de mettre convenablement en œuvre la politique de développement technologique sans laquelle notre processus d'industrialisation ne peut être viable et efficace. Ainsi l'activité de soutien au prototypage et ou d'accompagnement des inventeurs camerounais souffre de ce manque de ressources.

D'un point de vue logistique, le ministère ne dispose quasiment pas de matériel roulant pour réaliser la mission qui lui est confiée. Que ce soit au niveau central ou déconcentré, qu'il s'agisse des structures opérationnelles ou stratégiques, le manque de matériel roulant handicape le MINMIDT. Cette situation est préoccupante dans la mesure où elle constitue un frein pour les performances de ce Département ministériel qui est producteur de recettes. Il convient de relever que les productions des opérateurs du secteur relèvent du régime des déclarations. Ainsi une absence ou un suivi lâche entraine un manque à gagner important en termes de taxes ou de quotte part ou d'impôt synthétique. Sur un tout autre plan, les activités menées par les opérateurs du secteur minier nécessitent l'emploi de substances explosives. Ainsi les activités d'importations, de conservation et d'utilisation de ces substances méritent un suivi tout particulier. Une absence de matériel roulant pour ce suivi laisse la porte ouverte à des risques importants.

Sur le plan infrastructurel, autant les services centraux que déconcentrés sont très mal lotis en matière de bâtiments pour abriter leurs personnels. Les quelques-uns qui existent sont vétustes, inadaptés pour usage administratif, très insuffisant, exigus et donc peu propice à un rendement efficace du personnel.

Sur un tout autre plan, l'absence d'un système d'information statistique est une préoccupation

importante qui affecte négativement la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation des politiques publiques mise en œuvre au MINMIDT. En effet les indicateurs de performance des programmes ne sont pas à même de rendre compte de l'impact de la mise en œuvre de ces programmes, de l'atteinte des résultats et des objectifs définis.

L'évaluation de la chaine des résultats devient donc particulièrement difficile

2.3.2. Propositions de solutions

Les propositions de solutions qui découlent.

Des efforts sont en cours pour la mise en place d'un système d'information statistique sur le budget 2019.

Une refondation des programmes du MINMIDT est à envisager afin qu'ils soient réalistes, adaptés aux objectifs et que les indicateurs y afférents soient SMART et en mesure de rendre compte de l'impact de la mise en œuvre des activités du MINMIDT sur l'économie camerounaise.

Pour ce qui est du programme 376, il est nécessaire de :
-faire une refonte du système domanial ;
- construire des infrastructures de transport adéquates ;
- sécuriser les régions de l'Extrême-nord, de l'Est, du Nord-ouest et du Sud-ouest ;
- élaborer et faire signer des textes d'application du Code Minier ;
- opérationnaliser la SONAMINES.

Pour ce qui est du programme 377, il conviendrait pour 2022, d'octroyer un peu plus de ressources pour la campagne nationale d'inspection en vue de permettre aux inspecteurs assermentés de couvrir le maximum d'entreprises. Cette activité permet d'améliorer la sécurité des installations industrielles et de procurer des recettes importantes à l'Etat. Dans la même veine, il est nécessaire pour cette année de mettre plus de ressources pour l'opérationnalisation du PDI vu que la SND30 a repris la quasi-totalité des piliers de cette boussole industrielle. :

Pour ce qui est du programme 378, il est nécessaire de :

Pour ce qui est du programme 379, il est nécessaire de :

- finaliser et l'adopter la loi cadre du Développement Technologique permettrait de comblé le vide qui existe dans ce domaine et énoncerait les stratégies à mettre en œuvre pour le rattrapage, le transfert et le financement des activités de développement technologique ;

- créer un projet de mise en place des technopôles de références au Cameroun permettrait à coup sûr d'apporter une réelle accélération à la mise en place dudit projet ;
- créer un programme permettant la valorisation des produits agricoles du terroir et leur érection en Indications Géographiques protégés et Marque collective.

Sur le plan logistique et infrastructurel des débuts de solutions ont été inscrit dans le budget 2019 avec une étude architecturale et l'acquisition de matériel roulant. Ces projets doivent être absolument poursuivis dans leur mise en œuvre. S'agissant du volet domanial des actions de mise à disposition d'espaces doivent être sérieusement envisagées avec le MINDCAF.

Le budget du MINMIDT devrait être à l'image des attentes légitimes placées en ce Département ministériel pour donner toutes les chance d'une bonne mise en œuvre au PDI et amorcer enfin résolument le processus d'industrialisation, et le financement des projets importants qui sont restés jusque-là en veilleuse en raison du manque de financement.

Les textes d'application du code minier et la loi sur l'infrastructure qualité, la loi d'orientation et de programmation du PDI sont une impérieuse nécessité.

JUSTIFICATION DES DEMANDES SPECIALES

Aménagement de la zone industrielle à l'Est.

L'absence de zones industrielles suffisantes et harmonieusement repartie sur toute l'étendue du territoire national camerounais fait que le tissu industriel n'est pas suffisant et que tout le potentiel industriel du pays n'est pas capitalisé. D'où la répartition déséquilibré du tissu et le niveau de développement déséquilibré de nos régions.

Une zone industrielle est par nature un espace aménagé et répondant aux normes en la matière avec entre autres les approvisionnements nécessaires en service d'énergie, d'eau, de facilité de télécommunication de voirie… leur absence en nombre suffisant en superficie escompté est un sérieux handicap pour l'attractivité de notre pays vis-à-vis des investisseurs. L'on a ainsi vécu des situations où les requêtes des investisseurs à la quête de ce type d'espace ne sont pas satisfaites. Ce qui décourage ceux-ci et les oblige à aller vers d'autres horizons. Ceci crée un manque à gagner important en matière d'implantation industrielle.

Ainsi il est important que le projet d'aménagement d'une zone industrielle à l'Est soit financé.

DEPOLLUTION ET DECONTAMINATION ET DEMANTELEMENT DU SITE D'EDEATECH
Le site jadis abritant l'Ex-Cellucam qui a fait la fierté de notre pays et qui est particulièrement prisé par les industriels pour l'implantation d'un parc industriel, de technôpole bois, TIC…souffre d'un problème de pollution, de contamination et d'occupation par de la ferraille.

Le financement du projet de décontamination, de dépollution, et de démantèlement offrirait un espace important pour la réalisation de certains projets importants du PDI.

LA LOI D'ORIENTATION ET DE PROGRAMMATION DES INDUSTRIES

Le PDI au stade actuel connait des difficultés de mise en œuvre du fait de l'absence de la loi d'orientation et de programmation des investissements industriels. La budgétisation du projet d'élaboration de cette loi est indispensable, car cet instrument qui sera contraignante garantira le respect scrupuleux du processus d'industrialisation du Cameroun dans ses aspects spatio-temporels.

2.4. EXECUTION FINANCIERE DES DEPENSES GENRE SENSIBLES PAR PROGRAMMES ET ACTIONS

3.

PROGRAMMATION TRIENNALE (2023-2025) DES DÉPENSES

3.1. SYNTHESE DE LA PROGRAMMATION (2023-2025) POUR L'ENSEMBLE DU CHAPITRE

3.1.1. Programmation et contraintes budgétaires du CBMT (2023-2025)

TABLEAU.17: Vérification des contraintes budgétaires du chapitre

EN MILLIERS FCFA

	2022	Ecart entre CBMT et CDMT 2023-2025								
		2023			2024			2025		
		CBMT	CDMT	*Ecart(*)*	CBMT	CDMT	*Ecart(*)*	CBMT	CDMT	*Ecart(*)*
DEPENSES COURANTES										
SALAIRES	0	3 310 000	3 300 000	*-10 000*	3 101 000	3 100 000	*-1 000*	3 256 000	3 300 000	*44 000*
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	0	418 000	400 000	*-18 000*	418 000	400 000	*-18 000*	418 000	400 000	*-18 000*
AUTRES BIENS ET SERVICES	5 572 250	2 548 000	2 500 000	*-48 000*	2 548 000	2 500 000	*-48 000*	2 548 000	2 500 000	*-48 000*
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	0	47 000	0	*-47 000*	47 000	0	*-47 000*	47 000	0	*-47 000*
FINEX COURANT	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
AUTRES DÉPENSES	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
TOTAL DEPENSES COURANTES	**5 572 250**	**6 323 000**	**6 200 000**	***-123 000***	**6 114 000**	**6 000 000**	***-114 000***	**6 269 000**	**6 200 000**	***-69 000***
DEPENSES EN CAPITAL										
RIO INVESTISSEMENT	1 900 000	1 000 000	1 000 000	*0*	11 057 000	4 548 000	*-6 509 000*	17 977 000	6 218 000	*-11 759 000*
FINEX	0	0		*0*	0		*0*	3 000 000		*-3 000 000*
PLAN DURGENCE	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
C2D INVESTISSEMENT	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	**1 900 000**	**1 000 000**	**1 000 000**	***0***	**11 057 000**	**4 548 000**	***-6 509 000***	**20 977 000**	**6 218 000**	***-14 759 000***
TOTAL	**7 472 250**	**7 323 000**	**7 200 000**	***-123 000***	**17 171 000**	**10 548 000**	***-6 623 000***	**27 246 000**	**12 418 000**	***-14 828 000***

**(Ecart = CDMT - CBMT)*

TABLEAU.18: Contraintes budgétaires du chapitre

EN MILLIERS FCFA

	2022	Ecart entre CBMT et CDMT 2023-2025								
		2023			2024			2025		
		CBMT	CDMT	*Ecart(*)*	CBMT	CDMT	*Ecart(*)*	CBMT	CDMT	*Ecart(*)*
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**0**	**3 728 000**	**3 700 000**	***-28 000***	**3 519 000**	**3 500 000**	***-19 000***	**3 674 000**	**3 700 000**	***26 000***
SALAIRES	0	3 310 000	3 300 000	*-10 000*	3 101 000	3 100 000	*-1 000*	3 256 000	3 300 000	*44 000*
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	0	418 000	400 000	*-18 000*	418 000	400 000	*-18 000*	418 000	400 000	*-18 000*
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**5 572 250**	**2 548 000**	**2 500 000**	***-48 000***	**2 548 000**	**2 800 000**	***252 000***	**2 548 000**	**2 500 000**	***-48 000***

AUTRES BIENS ET SERVICES	5 572 250	2 548 000	2 383 000	*-165 000*	2 548 000	2 383 000	*-165 000*	2 548 000	2 383 000	*-165 000*
HONORAIRES ET ÉTUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT PUBLIC	0	0	0	*0*	0	300 000	*300 000*	0	0	*0*
FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL	0	0	117 000	*117 000*	0	117 000	*117 000*	0	117 000	*117 000*
FINEX COURANT	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT	**0**	**47 000**	**0**	***-47 000***	**47 000**	**0**	***-47 000***	**47 000**	**0**	***-47 000***
TRANSFERTS EN INVESTISSEMENT AUX CTD	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
AUTRES TRANSFERTS AUX CTD	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS	0	47 000	0	*-47 000*	47 000	0	*-47 000*	47 000	0	*-47 000*
TRANSFERTS HORS CTD EN INVESTISSEMENT	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**1 900 000**	**1 000 000**	**1 000 000**	***0***	**11 057 000**	**4 248 000**	***-6 809 000***	**20 977 000**	**6 218 000**	***-14 759 000***
RIO INVESTISSEMENT	1 900 000	1 000 000	1 000 000	*0*	11 057 000	4 248 000	*-6 809 000*	17 977 000	6 218 000	*-11 759 000*
FINEX	0	0		*0*	0		*0*	3 000 000		*-3 000 000*
PLAN DURGENCE	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
C2D INVESTISSEMENT	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
T6.AUTRES DÉPENSES	**0**	**0**	**0**	***0***	**0**	**0**	***0***	**0**	**0**	***0***
AUTRES DÉPENSES	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
TOTAL	**7 472 250**	**7 323 000**	**7 200 000**	***-123 000***	**17 171 000**	**10 548 000**	***-6 623 000***	**27 246 000**	**12 418 000**	***-14 828 000***

**(Ecart = CDMT - CBMT)*

TABLEAU.19: Contraintes budgétaires du chapitre

EN MILLIERS FCFA

	2022	Ecart entre CBMT et CDMT 2023-2025								
		2023			2024			2025		
		CBMT	CDMT	*Ecart(*)*	CBMT	CDMT	*Ecart(*)*	CBMT	CDMT	*Ecart(*)*
DEPENSES COURANTES										
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL	**0**	**3 728 000**	**3 700 000**	***-28 000***	**3 519 000**	**3 500 000**	***-19 000***	**3 674 000**	**3 700 000**	***26 000***
SALAIRES	0	3 310 000	3 300 000	*-10 000*	3 101 000	3 100 000	*-1 000*	3 256 000	3 300 000	*44 000*
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL	0	418 000	400 000	*-18 000*	418 000	400 000	*-18 000*	418 000	400 000	*-18 000*
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**5 572 250**	**2 548 000**	**2 500 000**	***-48 000***	**2 548 000**	**2 500 000**	***-48 000***	**2 548 000**	**2 500 000**	***-48 000***
AUTRES BIENS ET SERVICES	5 572 250	2 548 000	2 383 000	*-165 000*	2 548 000	2 383 000	*-165 000*	2 548 000	2 383 000	*-165 000*
FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL	0	0	117 000	*117 000*	0	117 000	*117 000*	0	117 000	*117 000*
FINEX COURANT	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT	**0**	**47 000**	**0**	***-47 000***	**47 000**	**0**	***-47 000***	**47 000**	**0**	***-47 000***
AUTRES TRANSFERTS AUX CTD	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS	0	47 000	0	*-47 000*	47 000	0	*-47 000*	47 000	0	*-47 000*
T6.AUTRES DÉPENSES	**0**	**0**	**0**	***0***	**0**	**0**	***0***	**0**	**0**	***0***

AUTRES DÉPENSES	0	0	0	*0*	0	0	*0*	0	0	*0*
TOTAL DEPENSES COURANTES	**5 572 250**	**6 323 000**	**6 200 000**	*-123 000*	**6 114 000**	**6 000 000**	*-114 000*	**6 269 000**	**6 200 000**	*-69 000*
DEPENSES EN CAPITAL										
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**0**	**0**	**0**	***0***	**0**	**300 000**	***300 000***	**0**	**0**	***0***
HONORAIRES ET ÉTUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT PUBLIC	0	0	0	*0*	0	300 000	*300 000*	0	0	*0*
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT	**0**	**0**		***0***	**0**		***0***	**0**		***0***
TRANSFERTS EN INVESTISSEMENT AUX CTD	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
TRANSFERTS HORS CTD EN INVESTISSEMENT	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**1 900 000**	**1 000 000**	**1 000 000**	***0***	**11 057 000**	**4 248 000**	*-6 809 000*	**20 977 000**	**6 218 000**	*-14 759 000*
RIO INVESTISSEMENT	1 900 000	1 000 000	1 000 000	*0*	11 057 000	4 248 000	*-6 809 000*	17 977 000	6 218 000	*-11 759 000*
FINEX	0	0		*0*	0		*0*	3 000 000		*-3 000 000*
PLAN DURGENCE	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
C2D INVESTISSEMENT	0	0		*0*	0		*0*	0		*0*
TOTAL DEPENSES EN CAPITAL	**1 900 000**	**1 000 000**	**1 000 000**	***0***	**11 057 000**	**4 548 000**	*-6 509 000*	**20 977 000**	**6 218 000**	*-14 759 000*
TOTAL	**7 472 250**	**7 323 000**	**7 200 000**	*-123 000*	**17 171 000**	**10 548 000**	*-6 623 000*	**27 246 000**	**12 418 000**	*-14 828 000*

**(Ecart = CDMT - CBMT)*

3.1.2. Synthèse de programmation triennale (2023-2025) du chapitre par programme (AE,CP)

TABLEAU.20: Synthèse de la programmation des dépenses par programme

EN MILLIERS FCFA

Programme	MONTANT CP 2022		MONTANT CP 2023		MONTANT CP 2024		MONTANT CP 2025	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
035 - AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES			1 197 000	1 197 000	3 707 000	3 713 000	1 594 000	1 594 000
036 - DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL			933 900	933 900	853 000	853 000	808 000	808 000
037 - MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE			1 069 500	1 069 500	1 069 200	1 069 200	1 176 000	1 176 000
038 - DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE			1 038 000	1 038 000	958 400	958 400	1 161 000	1 161 000
039 - GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE			2 961 600	2 961 600	3 954 400	3 954 400	7 679 000	7 679 000
Total			**7 200 000**	**7 200 000**	**10 542 000**	**10 548 000**	**12 418 000**	**12 418 000**

3.1.3. Synthese de programmation triennale (2023-2025) du chapitre en ligne de reference et mesures nouvelles

TABLEAU.21: Synthèse de la programmation des dépenses par programme en ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL		**3 594 800**	**105 200**	**3 700 000**	**3 421 800**	**78 200**	**3 500 000**	**3 617 800**	**82 200**	**3 700 000**
SALAIRES		3 300 000	0	3 300 000	3 100 000	0	3 100 000	3 300 000	0	3 300 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL		294 800	105 200	400 000	321 800	78 200	400 000	317 800	82 200	400 000
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**5 572 250**	**2 057 600**	**442 400**	**2 500 000**	**2 205 500**	**594 500**	**2 800 000**	**2 084 500**	**415 500**	**2 500 000**
AUTRES BIENS ET SERVICES	5 572 250	1 940 600	442 400	2 383 000	2 088 500	294 500	2 383 000	1 967 500	415 500	2 383 000
HONORAIRES ET ÉTUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT PUBLIC			0	0		300 000	300 000		0	0
FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL		117 000	0	117 000	117 000	0	117 000	117 000	0	117 000
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS EN INVESTISSEMENT AUX CTD				0			0			0
AUTRES TRANSFERTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS HORS CTD EN INVESTISSEMENT				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**1 900 000**	**355 000**	**645 000**	**1 000 000**	**590 000**	**3 658 000**	**4 248 000**	**320 000**	**5 898 000**	**6 218 000**
BIP RIO	1 900 000	355 000	645 000	1 000 000	590 000	3 658 000	4 248 000	320 000	5 898 000	6 218 000
FINEX				0			0			0
PLAN DURGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**7 472 250**	**6 007 400**	**1 192 600**	**7 200 000**	**6 217 300**	**4 330 700**	**10 548 000**	**6 022 300**	**6 395 700**	**12 418 000**

TABLEAU.22: Synthèse de la programmation des dépenses par programme en ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	**5 572 250**	**5 652 400**	**547 600**	**6 200 000**	**5 627 300**	**372 700**	**6 000 000**	**5 702 300**	**497 700**	**6 200 000**
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL		**3 594 800**	**105 200**	**3 700 000**	**3 421 800**	**78 200**	**3 500 000**	**3 617 800**	**82 200**	**3 700 000**
SALAIRES		3 300 000	0	3 300 000	3 100 000	0	3 100 000	3 300 000	0	3 300 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL		294 800	105 200	400 000	321 800	78 200	400 000	317 800	82 200	400 000
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**5 572 250**	**2 057 600**	**442 400**	**2 500 000**	**2 205 500**	**294 500**	**2 500 000**	**2 084 500**	**415 500**	**2 500 000**
AUTRES BIENS ET SERVICES	5 572 250	1 940 600	442 400	2 383 000	2 088 500	294 500	2 383 000	1 967 500	415 500	2 383 000
FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL		117 000	0	117 000	117 000	0	117 000	117 000	0	117 000
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0

T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES TRANSFERTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	**1 900 000**	**355 000**	**645 000**	**1 000 000**	**590 000**	**3 958 000**	**4 548 000**	**320 000**	**5 898 000**	**6 218 000**
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES			**0**	**0**		**300 000**	**300 000**		**0**	**0**
HONORAIRES ET ÉTUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT PUBLIC			0	0		300 000	300 000		0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT				**0**			**0**			**0**
TRANSFERTS EN INVESTISSEMENT AUX CTD				0			0			0
TRANSFERTS HORS CTD EN INVESTISSEMENT				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**1 900 000**	**355 000**	**645 000**	**1 000 000**	**590 000**	**3 658 000**	**4 248 000**	**320 000**	**5 898 000**	**6 218 000**
BIP RIO	1 900 000	355 000	645 000	1 000 000	590 000	3 658 000	4 248 000	320 000	5 898 000	6 218 000
FINEX				0			0			0
PLAN DURGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
Total	**7 472 250**	**6 007 400**	**1 192 600**	**7 200 000**	**6 217 300**	**4 330 700**	**10 548 000**	**6 022 300**	**6 395 700**	**12 418 000**

3.2. DETAILS DE LA PROGRAMMATION (2023-2025) PAR PROGRAMME

3.2.1. Detail de la programmation pour le programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales

3.2.1.1 Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.23: Programmation des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 035	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL		**734 500**	**0**	**734 500**	**728 500**	**0**	**728 500**	**731 500**	**0**	**731 500**
SALAIRES		700 000	0	700 000	700 000	0	700 000	700 000	0	700 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL		34 500	0	34 500	28 500	0	28 500	31 500	0	31 500
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**1 322 476**	**440 500**	**22 000**	**462 500**	**673 500**	**13 000**	**686 500**	**666 500**	**13 000**	**679 500**
AUTRES BIENS ET SERVICES	1 322 476	440 500	22 000	462 500	673 500	13 000	686 500	666 500	13 000	679 500
HONORAIRES ET ÉTUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT PUBLIC				0			0			0
FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS EN INVESTISSEMENT AUX CTD				0			0			0
AUTRES TRANSFERTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS		0	0	0	0	0	0	0	0	0

TRANSFERTS HORS CTD EN INVESTISSEMENT				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**950 000**	**0**	**0**	**0**	**240 000**	**2 058 000**	**2 298 000**	**35 000**	**148 000**	**183 000**
BIP RIO	950 000	0	0	0	240 000	2 058 000	2 298 000	35 000	148 000	183 000
FINEX				0			0			0
PLAN DURGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**2 272 476**	**1 175 000**	**22 000**	**1 197 000**	**1 642 000**	**2 071 000**	**3 713 000**	**1 433 000**	**161 000**	**1 594 000**

TABLEAU.24: Programmation des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 035	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	**1 322 476**	**1 175 000**	**22 000**	**1 197 000**	**1 402 000**	**13 000**	**1 415 000**	**1 398 000**	**13 000**	**1 411 000**
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL		**734 500**	**0**	**734 500**	**728 500**	**0**	**728 500**	**731 500**	**0**	**731 500**
SALAIRES		700 000	0	700 000	700 000	0	700 000	700 000	0	700 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL		34 500	0	34 500	28 500	0	28 500	31 500	0	31 500
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**1 322 476**	**440 500**	**22 000**	**462 500**	**673 500**	**13 000**	**686 500**	**666 500**	**13 000**	**679 500**
AUTRES BIENS ET SERVICES	1 322 476	440 500	22 000	462 500	673 500	13 000	686 500	666 500	13 000	679 500
FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES TRANSFERTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	**950 000**	**0**	**0**	**0**	**240 000**	**2 058 000**	**2 298 000**	**35 000**	**148 000**	**183 000**
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES				**0**			**0**			**0**
HONORAIRES ET ÉTUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT PUBLIC				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT				**0**			**0**			**0**
TRANSFERTS EN INVESTISSEMENT AUX CTD				0			0			0
TRANSFERTS HORS CTD EN INVESTISSEMENT				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**950 000**	**0**	**0**	**0**	**240 000**	**2 058 000**	**2 298 000**	**35 000**	**148 000**	**183 000**
BIP RIO	950 000	0	0	0	240 000	2 058 000	2 298 000	35 000	148 000	183 000
FINEX				0			0			0
PLAN DURGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
Total	**2 272 476**	**1 175 000**	**22 000**	**1 197 000**	**1 642 000**	**2 071 000**	**3 713 000**	**1 433 000**	**161 000**	**1 594 000**

3.2.1.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.25: Programmation des dépenses du programme 035 - Amelioration de la connaissance du potentiel geologique et valorisation des ressources minerales par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 035	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
ACTION 01 - OPTIMISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES	**996 375**	**46 000**	**4 000**	**50 000**	**100 000**	**14 000**	**114 000**	**71 000**	**14 000**	**85 000**
2903501C001 - Organisation du secteur minier artisanal au sens strict	5 400	17 000	0	17 000	69 000	10 000	79 000	44 000	10 000	54 000
2903501C002 - suivi de l'exploitation des substances minérales et des carrières hors pétrole	11 900	14 000		14 000	18 000		18 000	14 000		14 000
2903501C003 - Contrôle de l'exécution des obligations légales, réglementaires et contractuelles des titulaires des autorisations et permis du secteur minier	22 275	10 000	4 000	14 000	8 000	4 000	12 000	8 000	4 000	12 000
2903501C004 - Appui à la mise en œuvre des projets miniers et renforcement du tissu industriel	6 800	5 000	0	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	5 000
2937604A002 - Renforcement des capacités dans le secteur minieral	950 000			0			0			0
ACTION 02 -				**0**			**0**			**0**
2903502C001 - RENFORCEMENT DES RÉSERVES D'OR DU CAMEROUN				0			0			0
2903502C002 - RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE COLLECTE DES DROITS ET TAXES DU SECTEUR MINIER				0			0			0
ACTION 03 - RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER	**45 050**	**32 000**	**0**	**32 000**	**225 000**	**140 000**	**365 000**	**45 000**	**30 000**	**75 000**
2903503C001 - Suivi de la production et de la certification des diamants bruts	38 250		0	0		0	0		0	0
2903503C002 - Contrôles internes et lutte contre les trafics et la contrebande des substances minières		2 000	0	2 000	195 000	20 000	215 000	15 000	30 000	45 000
2903503C003 - PÉRENNISATION DU SYSTÈME INFORMATISÉ DU CADASTRE MINIER	6 800	5 000	0	5 000	5 000	120 000	125 000	5 000	0	5 000
2903503D004 - Contrôle du respect de la législation et de la règlementation du secteur minier		15 000		15 000	15 000		15 000	15 000		15 000
2903503D005 - contrôle de l'exécution des obligations légales, règlementaires et contractuelle des titulaires des titres miniers et contrats pétroliers		10 000		10 000	10 000		10 000	10 000		10 000
ACTION 04 -				**0**			**0**			**0**
2903504C001 - POURSUITE DE L'INVENTAIRE DU POTENTIEL MINIER NATIONAL ET MISE À JOUR DES CARTES À GRANDE ÉCHELLE				0			0			0
2903504C002 - ORGANISATION DES CAMPAGNES DE LEVÉES GÉOLOGIQUES, PROSPECTION AU MARTEAU ET ALLUVIONNAIRE				0			0			0
ACTION 05 - PROMOTION DU POTENTIEL MINIER NATIONAL	**33 900**	**33 000**	**5 000**	**38 000**	**40 000**	**5 000**	**45 000**	**35 000**	**5 000**	**40 000**
2903505C001 - VALORISATION DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ISSUS DU SECTEUR MINIER	17 750	20 000		20 000	20 000		20 000	20 000		20 000
2903505C002 - VALORISATION DE L'INFORMATION GÉOLOGIQUE ET MINIERE	16 150	13 000	5 000	18 000	20 000	5 000	25 000	15 000	5 000	20 000
ACTION 06 - GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES	**1 197 151**	**1 064 000**	**13 000**	**1 077 000**	**1 277 000**	**1 912 000**	**3 189 000**	**1 282 000**	**112 000**	**1 394 000**
2903506C001 - SENSIBILISATION ET ACCOMPAGNEMENT DES SOCIÉTÉS DES MINES ET DES CARRIÈRES À LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE (RSE)	11 050		9 000	9 000		0	0		0	0
2903506C002 - SUIVI ET CONTRÔLES DES ACTIVITÉS MINIÈRES ET GÉOLOGIQUE	22 000	32 000		32 000	22 000		22 000	27 000		27 000
2903506C003 - LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION MINIÈRE ILLÉGALE DANS LES 10 REGIONS (BRCAM)	42 500	40 000		40 000	40 000		40 000	40 000		40 000
2903506C004 - SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS MINIERES ET DE LA GÉOLOGIE DANS LES 10 REGIONS	42 500	40 000		40 000	40 000		40 000	40 000		40 000
2903506C005 - SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS MINIÈRES ET DE LA GÉOLOGIE DANS LES 58 DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES	266 900	224 000		224 000	448 000		448 000	448 000		448 000
2903506C006 - Accompagnement à la mise en ooeuvre des activités dans le secteur minier	795 201	719 000	4 000	723 000	719 000	4 000	723 000	719 000	4 000	723 000
2937601A003 - IDENTIFICATION ET CARTOGRAPHIE DES SITES GÉOLOGIQUES ET MINIERS À RISQUES	17 000	9 000	0	9 000	8 000	1 908 000	1 916 000	8 000	108 000	116 000
Total	**2 272 476**	**1 175 000**	**22 000**	**1 197 000**	**1 642 000**	**2 071 000**	**3 713 000**	**1 433 000**	**161 000**	**1 594 000**

3.2.2. Detail de la programmation pour le programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel

3.2.2.1 Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.26: Programmation des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 036	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL		**714 900**	**0**	**714 900**	**677 000**	**0**	**677 000**	**677 000**	**0**	**677 000**
SALAIRES		700 000	0	700 000	650 000	0	650 000	650 000	0	650 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL		14 900	0	14 900	27 000	0	27 000	27 000	0	27 000
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**738 275**	**62 000**	**57 000**	**119 000**	**74 000**	**7 000**	**81 000**	**74 000**	**7 000**	**81 000**
AUTRES BIENS ET SERVICES	738 275	62 000	57 000	119 000	74 000	7 000	81 000	74 000	7 000	81 000
HONORAIRES ET ÉTUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT PUBLIC				0			0			0
FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0		0	0		0	0		0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS EN INVESTISSEMENT AUX CTD				0			0			0
AUTRES TRANSFERTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS HORS CTD EN INVESTISSEMENT				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT			**100 000**	**100 000**		**95 000**	**95 000**		**50 000**	**50 000**
BIP RIO			100 000	100 000		95 000	95 000		50 000	50 000
FINEX				0			0			0
PLAN DURGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**738 275**	**776 900**	**157 000**	**933 900**	**751 000**	**102 000**	**853 000**	**751 000**	**57 000**	**808 000**

TABLEAU.27: Programmation des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 036	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	**738 275**	**776 900**	**57 000**	**833 900**	**751 000**	**7 000**	**758 000**	**751 000**	**7 000**	**758 000**
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL		**714 900**	**0**	**714 900**	**677 000**	**0**	**677 000**	**677 000**	**0**	**677 000**
SALAIRES		700 000	0	700 000	650 000	0	650 000	650 000	0	650 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL		14 900	0	14 900	27 000	0	27 000	27 000	0	27 000
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**738 275**	**62 000**	**57 000**	**119 000**	**74 000**	**7 000**	**81 000**	**74 000**	**7 000**	**81 000**
AUTRES BIENS ET SERVICES	738 275	62 000	57 000	119 000	74 000	7 000	81 000	74 000	7 000	81 000

FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0		0	0		0	0		0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES TRANSFERTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL			**100 000**	**100 000**		**95 000**	**95 000**		**50 000**	**50 000**
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES				**0**			**0**			**0**
HONORAIRES ET ÉTUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT PUBLIC				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT				**0**			**0**			**0**
TRANSFERTS EN INVESTISSEMENT AUX CTD				0			0			0
TRANSFERTS HORS CTD EN INVESTISSEMENT				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT			**100 000**	**100 000**		**95 000**	**95 000**		**50 000**	**50 000**
BIP RIO			100 000	100 000		95 000	95 000		50 000	50 000
FINEX				0			0			0
PLAN DURGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
Total	**738 275**	**776 900**	**157 000**	**933 900**	**751 000**	**102 000**	**853 000**	**751 000**	**57 000**	**808 000**

3.2.2.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.28: Programmation des dépenses du programme 036 - Developpement et densification du tissu industriel par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 036	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
ACTION 01 - DEVELOPPEMENT INTEGRE DES FILIERES AGRO-INDUSTRIELLES PRIORITAIRES (COTON, CACAO-CAFE, HUILE DE PALME, SUCRE, RIZ, MAIS, BANANE PLANTAIN)	**29 750**	**18 000**		**18 000**	**23 000**		**23 000**	**23 000**		**23 000**
2903601C001 - Renforcement des capacités de transformations des unités agro-industrielles dans les filières prioritaires	29 750	18 000		18 000	23 000		23 000	23 000		23 000
2903601D002 - Mise en œuvre des projets agro-industriels structurants dans les filières prioritaires				0			0			0
ACTION 02 - RELANCE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE CIBLEE (FORET-BOIS, MINES-METALLURGIE-SIDERURGIE, HYDROCARBURE-RAFFINAGE, NUMERIQUE, ENERGIE)	**25 850**	**3 400**	**102 000**	**105 400**	**4 000**	**50 000**	**54 000**	**4 000**	**5 000**	**9 000**
2903602C001 - Mise en œuvre du plan d'actions à court terme et de la stratégie de développement de la filière pharmaceutique	7 650		102 000	102 000		50 000	50 000		5 000	5 000
2903602C002 - Développement des Industries de transformation du bois	18 200	3 400		3 400	4 000		4 000	4 000		4 000
ACTION 03 - DEVELOPMENT OF THE CHEMICAL AND PHARMACEUTICAL INDUSTRY FOR THE MANUFACTURE OF GENERIC DRUGS, MEDICAL REAGENTS AND CONSUMABLES AS WELL AS COSMETIC PRODUCTS	**40 500**	**25 000**		**25 000**	**49 000**		**49 000**	**49 000**		**49 000**
2903603C001 - Elaboration et mise en œuvre de la stratégie de développement de l'industrie pharmaceutique	18 500	15 000		15 000	18 000		18 000	18 000		18 000
2903603C002 - Mise en place d'une industrie pharmaceutique et chimique pour la fabrication consommables médicaux, des médicaments génériques, réactifs et consommables médicaux	22 000	10 000		10 000	31 000		31 000	31 000		31 000
2903603D003 - Mise en place d'un parc industriel réservé aux biotechnologies, industries pharmaceutiques et autres industries non polluantes				0			0			0
ACTION 04 - RESTRUCTURATION/REDEPLOIEMENT DE L'INDUSTRIE NATIONALE DU COTON-TEXTILE-CUIR ET CONFECTION, SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE	**17 850**	**7 000**		**7 000**	**8 000**		**8 000**	**8 000**		**8 000**

2903604C001 - Restructuration de l'industrie de transformation du cuir	9 350	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000		5 000
2903604C002 - Mise en place des unités de transformation du coton	8 500	2 000		2 000	3 000		3 000	3 000		3 000
ACTION 05 - FACILITATION DES INSTALLATIONS D'ACCUEIL DES INDUSTRIES	**29 750**	**13 000**	**0**	**13 000**	**13 000**	**50 000**	**63 000**	**13 000**	**50 000**	**63 000**
2903605C001 - Développement d'un système de Suivi de l'activité industrielle	8 500	5 000	0	5 000	5 000	50 000	55 000	5 000	50 000	55 000
2937701A002 - Renforcement des capacités de la CCIMA	21 250	8 000		8 000	8 000		8 000	8 000		8 000
2937703A003 - Développement des zones économiques spécialisées au Cameroun				0			0			0
2937703A005 - Mutation institutionnelle de l'ONZFI				0			0			0
ACTION 06 - PROTECTION ET SECURISATION DES ETABLISSEMENTS CLASSES DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ET DES APPAREILS A RISQUES	**594 575**	**710 500**	**55 000**	**765 500**	**654 000**	**2 000**	**656 000**	**654 000**	**2 000**	**656 000**
2903606C001 - DÉVELOPPEMENT D'UN SYSTÈME DE SUIVI DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE				0			0			0
2903606C002 - CONSTITUTION DES STATISTIQUES RELATIVES AUX ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS ET AUX APPAREILS À RISQUES (APPAREILS À PRESSION, APPAREIL DE LEVAGE, PIPELINES)				0			0			0
2903606C003 - Sécurisation des activités industrielles	31 250	10 500		10 500	3 000		3 000	3 000		3 000
2903606C004 - SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉSDES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES DANS LES 58 DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES DU MINMIDT	1 700	0		0	1 000		1 000	1 000		1 000
2903606C005 - SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DU SERVICE DE L'INDUSTRIE, DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE DANS LES 10 RÉGIONS	42 500		50 000	50 000		0	0		0	0
2903606C006 - ACTUALISATION DU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE RELATIF AUX ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS, AUX APPAREILS À PRESSION, DE LEVAGE ET AUX PIPELINES.				0			0			0
2903606C007 - Coordination de l'opérationnalisation du PDI	519 125	700 000	5 000	705 000	650 000	2 000	652 000	650 000	2 000	652 000
Total	**738 275**	**776 900**	**157 000**	**933 900**	**751 000**	**102 000**	**853 000**	**751 000**	**57 000**	**808 000**

3.2.3. Detail de la programmation pour le programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite

3.2.3.1 Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.29: Programmation des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 037	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL		**905 500**	**11 000**	**916 500**	**903 200**	**6 500**	**909 700**	**904 000**	**10 500**	**914 500**
SALAIRES		900 000	0	900 000	900 000	0	900 000	900 000	0	900 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL		5 500	11 000	16 500	3 200	6 500	9 700	4 000	10 500	14 500
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**519 890**	**23 500**	**129 500**	**153 000**	**19 000**	**140 500**	**159 500**	**21 000**	**240 500**	**261 500**
AUTRES BIENS ET SERVICES	519 890	23 500	129 500	153 000	19 000	140 500	159 500	21 000	240 500	261 500
HONORAIRES ET ÉTUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT PUBLIC				0			0			0
FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS EN INVESTISSEMENT AUX CTD				0			0			0
AUTRES TRANSFERTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS HORS CTD EN INVESTISSEMENT				0			0			0

T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**600 000**			**0**			**0**			**0**
BIP RIO	600 000			0			0			0
FINEX				0			0			0
PLAN DURGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**1 119 890**	**929 000**	**140 500**	**1 069 500**	**922 200**	**147 000**	**1 069 200**	**925 000**	**251 000**	**1 176 000**

TABLEAU.30: Programmation des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 037	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	**519 890**	**929 000**	**140 500**	**1 069 500**	**922 200**	**147 000**	**1 069 200**	**925 000**	**251 000**	**1 176 000**
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL		**905 500**	**11 000**	**916 500**	**903 200**	**6 500**	**909 700**	**904 000**	**10 500**	**914 500**
SALAIRES		900 000	0	900 000	900 000	0	900 000	900 000	0	900 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL		5 500	11 000	16 500	3 200	6 500	9 700	4 000	10 500	14 500
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**519 890**	**23 500**	**129 500**	**153 000**	**19 000**	**140 500**	**159 500**	**21 000**	**240 500**	**261 500**
AUTRES BIENS ET SERVICES	519 890	23 500	129 500	153 000	19 000	140 500	159 500	21 000	240 500	261 500
FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES TRANSFERTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	**600 000**			**0**			**0**			**0**
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES				**0**			**0**			**0**
HONORAIRES ET ÉTUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT PUBLIC				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT				**0**			**0**			**0**
TRANSFERTS EN INVESTISSEMENT AUX CTD				0			0			0
TRANSFERTS HORS CTD EN INVESTISSEMENT				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**600 000**			**0**			**0**			**0**
BIP RIO	600 000			0			0			0
FINEX				0			0			0
PLAN DURGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
Total	**1 119 890**	**929 000**	**140 500**	**1 069 500**	**922 200**	**147 000**	**1 069 200**	**925 000**	**251 000**	**1 176 000**

3.2.3.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.31: Programmation des dépenses du programme 037 - Modernisation de l'infrastructure qualite par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 037	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
ACTION 01 - DYNAMISATION DU SYSTEME DE NORMALISATION	**13 350**	**25 000**		**25 000**	**17 200**		**17 200**	**20 000**		**20 000**
2903701C001 - Mise en place d'une Veille normative				0			0			0
2903701C002 - Actualisation du cadre légal et règlementaire de la normalisation	11 650	15 000		15 000	9 200		9 200	10 000		10 000
2903701C003 - MISE EN PLACE DE L'ACTIVITE DE VEILLE NORMATIVE	1 700	10 000		10 000	8 000		8 000	10 000		10 000
ACTION 02 - AMELIORATION DU SYSTEME D'EVALUATION DE LA CONFORMITE	**14 750**	**4 000**	**40 000**	**44 000**	**5 000**	**25 000**	**30 000**	**5 000**	**25 000**	**30 000**
2903702C001 - AGREMENT DES ORGANISMES D'EVALUATION DE LA CONFORMITE	6 800		10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000
2903702C002 - Conservation des étalons de référence et leur raccordement au système international				0			0			0
2903702C003 - CERTIFICATION DES SYSTEMES, DES PRODUITS ET PERSONNES	2 975		10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000
2903702C004 - Conception et mise en place d'un système d'accréditation	4 975		5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000
2903702C006 - Construction des laboratoires d'analyse et d'essais		4 000	15 000	19 000	5 000	0	5 000	5 000	0	5 000
ACTION 03 - AMELIORATION DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE	**630 350**		**18 000**	**18 000**		**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**
2903703C001 - ORGANISATION ET ENTRETIEN DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE	20 150		10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000
2903703C002 - RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT EN METROLOGIE	10 200		8 000	8 000		0	0		0	0
2903703C003 - PROJET DE CONSTRUCTION DES LABORATOIRES D'ANALYSES ET D'ESSAIS	600 000			0			0			0
2903703C004 - CONSTRUCTION DES LABORATOIRES DE MÉTROLOGIE				0			0			0
ACTION 04 - PROMOTION DE LA QUALITE DANS LES INDUSTRIES LOCALES	**9 775**		**38 500**	**38 500**		**70 000**	**70 000**		**170 000**	**170 000**
2903704C001 - Mise à niveau des systèmes de management de la qualité dans les industries locales			8 000	8 000		12 000	12 000		12 000	12 000
2903704C002 - MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE LABELISATION			16 000	16 000		46 000	46 000		46 000	46 000
2903704C003 - Promotion de la culture qualité	7 650		12 000	12 000		12 000	12 000		112 000	112 000
2903704C004 - MISE À NIVEAU DES INDUSTRIES LOCALES				0			0			0
2903704C005 - MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE PROMOTION DE LA QUALITÉ	2 125		2 500	2 500		0	0		0	0
ACTION 05 - PROMOTION DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS	**20 275**		**17 000**	**17 000**		**19 000**	**19 000**		**19 000**	**19 000**
2903705C001 - COORDINATION DES ACTIVITES DU CODEX ALIMENTARIUS				0			0			0
2903705C002 - Renforcement de la Coopération dans le Domaine de la Qualité	3 275		9 000	9 000		9 000	9 000		9 000	9 000
2903705C003 - Mise en œuvre du CODEX ALIMENTARIUS et la SSA	17 000		8 000	8 000		10 000	10 000		10 000	10 000
ACTION 06 - AMELIORATION DU CONTROLE QUALITE DES PRODUITS MANUFACTURES	**431 390**	**900 000**	**27 000**	**927 000**	**900 000**	**23 000**	**923 000**	**900 000**	**27 000**	**927 000**
2903706C001 - Renforcement et extension du programme d'évaluation de la conformité avant embarquement des produits importes (PECAE)			5 000	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000
2903706C003 - SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DE NORMALISATION ET DE LA QUALITÉ DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL	8 840		9 000	9 000		7 000	7 000		9 000	9 000
2903706C004 - Accompagnement à la mise en oeuvre des activités dans le secteur infrastructure qualité	422 550	900 000	13 000	913 000	900 000	11 000	911 000	900 000	13 000	913 000
Total	**1 119 890**	**929 000**	**140 500**	**1 069 500**	**922 200**	**147 000**	**1 069 200**	**925 000**	**251 000**	**1 176 000**

3.2.4. Detail de la programmation pour le programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle

3.2.4.1 Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.32: Programmation des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 038	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL		**735 500**	**4 500**	**740 000**	**814 400**	**2 000**	**816 400**	**1 010 000**	**2 000**	**1 012 000**
SALAIRES		700 000	0	700 000	750 000	0	750 000	950 000	0	950 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL		35 500	4 500	40 000	64 400	2 000	66 400	60 000	2 000	62 000
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**544 800**	**125 000**	**23 000**	**148 000**	**118 000**	**24 000**	**142 000**	**124 000**	**25 000**	**149 000**
AUTRES BIENS ET SERVICES	544 800	125 000	23 000	148 000	118 000	24 000	142 000	124 000	25 000	149 000
HONORAIRES ET ÉTUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT PUBLIC				0			0			0
FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS EN INVESTISSEMENT AUX CTD				0			0			0
AUTRES TRANSFERTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS HORS CTD EN INVESTISSEMENT				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**200 000**	**150 000**		**150 000**	**0**		**0**	**0**		**0**
BIP RIO	200 000	150 000		150 000	0		0	0		0
FINEX				0			0			0
PLAN DURGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**744 800**	**1 010 500**	**27 500**	**1 038 000**	**932 400**	**26 000**	**958 400**	**1 134 000**	**27 000**	**1 161 000**

TABLEAU.33: Programmation des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 038	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	**544 800**	**860 500**	**27 500**	**888 000**	**932 400**	**26 000**	**958 400**	**1 134 000**	**27 000**	**1 161 000**
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL		**735 500**	**4 500**	**740 000**	**814 400**	**2 000**	**816 400**	**1 010 000**	**2 000**	**1 012 000**
SALAIRES		700 000	0	700 000	750 000	0	750 000	950 000	0	950 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL		35 500	4 500	40 000	64 400	2 000	66 400	60 000	2 000	62 000
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**544 800**	**125 000**	**23 000**	**148 000**	**118 000**	**24 000**	**142 000**	**124 000**	**25 000**	**149 000**
AUTRES BIENS ET SERVICES	544 800	125 000	23 000	148 000	118 000	24 000	142 000	124 000	25 000	149 000
FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL		0	0	0	0	0	0	0	0	0
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES TRANSFERTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	**200 000**	**150 000**		**150 000**	**0**		**0**	**0**		**0**
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES				**0**			**0**			**0**
HONORAIRES ET ÉTUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT PUBLIC				0			0			0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT				**0**			**0**			**0**
TRANSFERTS EN INVESTISSEMENT AUX CTD				0			0			0
TRANSFERTS HORS CTD EN INVESTISSEMENT				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**200 000**	**150 000**		**150 000**	**0**		**0**	**0**		**0**
BIP RIO	200 000	150 000		150 000	0		0	0		0
FINEX				0			0			0
PLAN DURGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
Total	**744 800**	**1 010 500**	**27 500**	**1 038 000**	**932 400**	**26 000**	**958 400**	**1 134 000**	**27 000**	**1 161 000**

3.2.4.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.34: Programmation des dépenses du programme 038 - Developpement des technologies et valorisation des actifs de la propriete industrielle par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 038	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
ACTION 01 - AMELIORATION DU CADRE STRATEGIQUE ET JURIDIQUE	**19 550**	**54 000**		**54 000**	**34 400**		**34 400**	**37 000**		**37 000**
2903801C001 - Élaboration et suivi de la mise en œuvre du cadre stratégique et juridique du développement technologique et de la propriété industrielle	12 750	17 000		17 000	14 000		14 000	16 000		16 000
2903801C002 - Mise en place d'un système de collecte, de diffusion et de conservation des informations et de documents du DT et de la PI		9 000		9 000	8 000		8 000	8 000		8 000
2903801C003 - DÉVELOPPMENT DU PARTENARIAT TECHNOLOGIQUE ET DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	6 800	8 000		8 000	7 400		7 400	8 000		8 000
2903801D004 - Mise en place du cadre de valorisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées		20 000		20 000	5 000		5 000	5 000		5 000
ACTION 02 - APPROPRIATION DES TECHNOLOGIES	**14 350**	**176 000**	**7 000**	**183 000**	**36 000**	**7 000**	**43 000**	**31 000**	**7 000**	**38 000**
2903802C001 - MISE EN PLACE ET SUIVI DES STRUCTURES D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	14 350	5 000	7 000	12 000	5 000	7 000	12 000	5 000	7 000	12 000
2903802C002 - DÉVELOPPEMENT DES PARCS TECHNOLOGIQUES (TECHNOPÔLES) DE RÉFÉRENCE		150 000		150 000	0		0	0		0
2903802C003 - VEILLE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES		9 000		9 000	21 000		21 000	21 000		21 000
2903802C004 - REPRODUCTION, ADAPTATION ET DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES		12 000		12 000	10 000		10 000	5 000		5 000
2937802A001 - PILOTAGE ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE				0			0			0
ACTION 03 - PROMOTION ET PROTECTION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE		**23 000**		**23 000**	**27 000**		**27 000**	**35 000**		**35 000**
2903803C001 - PROMOTION DES ACTIFS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE		10 000		10 000	12 000		12 000	15 000		15 000
2903803C002 - APPUI À LA PROTECTION DES ACTIFS DE PI		13 000		13 000	15 000		15 000	20 000		20 000
ACTION 04 - VALORISATION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITE LIEE A L'ORIGINE	**104 100**	**44 500**	**9 000**	**53 500**	**67 000**	**5 000**	**72 000**	**63 000**	**5 000**	**68 000**
2903804C001 - PROMOTION, SUIVI ET ÉVALUATION DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES ET MARQUES COLLECTIVES PROTÉGÉES	21 250	12 000	4 000	16 000	15 000	5 000	20 000	11 000	5 000	16 000
2903804C002 - PROTECTION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITÉ LIÉE À L'ORIGINE EN INDICATION GÉOGRAPHIQUE ET MARQUES COLLECTIVES	38 850	8 500	5 000	13 500	22 000	0	22 000	22 000	0	22 000
2903804C003 - IDENTIFICATION, QUALIFICATION ET ÉLABORATION DES CAHIERS DE CHARGE DES NOUVEAUX PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITÉ LIÉE À L'ORIGINE	16 900	4 000		4 000	8 000		8 000	8 000		8 000
2903804C004 - Appui a l'entrepreneuriat et a l'innovation dans la valorisation des produits de terroir de qualité liée à l'origine				0			0			0
2903804C005 - APPUI AU COMITÉ NATIONAL DE PROMOTION ET DE COORDINATION DES IG (CONAPIG)	27 100	20 000		20 000	22 000		22 000	22 000		22 000
ACTION 05 - DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES	**606 800**	**713 000**	**11 500**	**724 500**	**768 000**	**14 000**	**782 000**	**968 000**	**15 000**	**983 000**
2903805C001 - DÉVELOPPEMENT DES PARCS TECHNOLOGIQUES (TECHNOPÔLES) DE RÉFÉRENCE	200 000	5 000	9 500	14 500	10 000	10 000	20 000	10 000	10 000	20 000
2903805C002 - DÉVELOPPEMENT DES CENTRES TECHNIQUES NATIONAUX (CTN)			2 000	2 000		4 000	4 000		5 000	5 000
2903805C003 - COORDINATION DES ACTIVITÉS DE LA DDTPI		4 000		4 000	4 000		4 000	4 000		4 000
2903805C004 - Accaompagnement des activités dans le secteur du développement des technologies	406 800	704 000		704 000	754 000		754 000	954 000		954 000
Total	**744 800**	**1 010 500**	**27 500**	**1 038 000**	**932 400**	**26 000**	**958 400**	**1 134 000**	**27 000**	**1 161 000**

3.2.5. Detail de la programmation pour le programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique

3.2.5.1 Programmation des dépenses par nature de dépenses, ligne de référence et mesures nouvelles

TABLEAU.35: Programmation des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 039	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL		**504 400**	**89 700**	**594 100**	**298 700**	**69 700**	**368 400**	**295 300**	**69 700**	**365 000**
SALAIRES		300 000	0	300 000	100 000	0	100 000	100 000	0	100 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL		204 400	89 700	294 100	198 700	69 700	268 400	195 300	69 700	265 000
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**2 446 809**	**1 406 600**	**210 900**	**1 617 500**	**1 321 000**	**410 000**	**1 731 000**	**1 199 000**	**130 000**	**1 329 000**
AUTRES BIENS ET SERVICES	2 446 809	1 289 600	210 900	1 500 500	1 204 000	110 000	1 314 000	1 082 000	130 000	1 212 000
HONORAIRES ET ÉTUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT PUBLIC			0	0		300 000	300 000		0	0
FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL		117 000	0	117 000	117 000	0	117 000	117 000	0	117 000
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TRANSFERTS EN INVESTISSEMENT AUX CTD				0			0			0
AUTRES TRANSFERTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS HORS CTD EN INVESTISSEMENT				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**150 000**	**205 000**	**545 000**	**750 000**	**350 000**	**1 505 000**	**1 855 000**	**285 000**	**5 700 000**	**5 985 000**
BIP RIO	150 000	205 000	545 000	750 000	350 000	1 505 000	1 855 000	285 000	5 700 000	5 985 000
FINEX				0			0			0
PLAN DURGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**2 596 809**	**2 116 000**	**845 600**	**2 961 600**	**1 969 700**	**1 984 700**	**3 954 400**	**1 779 300**	**5 899 700**	**7 679 000**

TABLEAU.36: Programmation des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique par nature de dépenses, ligne de référence et mesure nouvelle

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 039	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
DEPENSES COURANTES	**2 446 809**	**1 911 000**	**300 600**	**2 211 600**	**1 619 700**	**179 700**	**1 799 400**	**1 494 300**	**199 700**	**1 694 000**
T2.LES DÉPENSES DE PERSONNEL		**504 400**	**89 700**	**594 100**	**298 700**	**69 700**	**368 400**	**295 300**	**69 700**	**365 000**
SALAIRES		300 000	0	300 000	100 000	0	100 000	100 000	0	100 000
AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL		204 400	89 700	294 100	198 700	69 700	268 400	195 300	69 700	265 000
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES	**2 446 809**	**1 406 600**	**210 900**	**1 617 500**	**1 321 000**	**110 000**	**1 431 000**	**1 199 000**	**130 000**	**1 329 000**
AUTRES BIENS ET SERVICES	2 446 809	1 289 600	210 900	1 500 500	1 204 000	110 000	1 314 000	1 082 000	130 000	1 212 000
FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL		117 000	0	117 000	117 000	0	117 000	117 000	0	117 000
FINEX COURANT		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES TRANSFERTS AUX CTD		0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES TRANFERTS ET SUBVENTIONS		0	0	0	0	0	0	0	0	0
T6.AUTRES DÉPENSES		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES DÉPENSES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEPENSES EN CAPITAL	**150 000**	**205 000**	**545 000**	**750 000**	**350 000**	**1 805 000**	**2 155 000**	**285 000**	**5 700 000**	**5 985 000**
T3.LES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES			**0**	**0**		**300 000**	**300 000**		**0**	**0**
HONORAIRES ET ÉTUDES POUR PROJET D'INVESTISSEMENT PUBLIC			0	0		300 000	300 000		0	0
T4.LES DÉPENSES DE TRANSFERT				**0**			**0**			**0**
TRANSFERTS EN INVESTISSEMENT AUX CTD				0			0			0
TRANSFERTS HORS CTD EN INVESTISSEMENT				0			0			0
T5.LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**150 000**	**205 000**	**545 000**	**750 000**	**350 000**	**1 505 000**	**1 855 000**	**285 000**	**5 700 000**	**5 985 000**
BIP RIO	150 000	205 000	545 000	750 000	350 000	1 505 000	1 855 000	285 000	5 700 000	5 985 000
FINEX				0			0			0
PLAN DURGENCE				0			0			0
C2D INVESTISSEMENT				0			0			0
Total	**2 596 809**	**2 116 000**	**845 600**	**2 961 600**	**1 969 700**	**1 984 700**	**3 954 400**	**1 779 300**	**5 899 700**	**7 679 000**

3.2.5.2 Programmation des dépenses par action et activités

TABLEAU.37: Programmation des dépenses du programme 039 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur mines, industrie et developpement technologique par actions et activités

EN MILLIERS FCFA

PROGRAMME 039	LF 2022	2023			2024			2025		
		LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL	LR	MN	TOTAL
ACTION 01 - COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT	**1 145 200**	**791 000**	**266 600**	**1 057 600**	**642 800**	**155 700**	**798 500**	**551 866**	**175 700**	**727 566**
2937902A001 - Supervision stratégique de la mise en œuvre des programmes du MINMIDT	753 250	611 000	183 900	794 900	462 800	73 000	535 800	371 866	93 000	464 866
2937902A004 - Coordination des activités du MINMIDT dans les 10 Régions	176 000	180 000	20 000	200 000	180 000	20 000	200 000	180 000	20 000	200 000
2937902B007 - Coordination des activités du MINMIDT dans les 58 Délégations Départementales	215 950		62 700	62 700		62 700	62 700		62 700	62 700
ACTION 02 - ETUDES STRATÉGIQUES, PLANIFICATION ET DENSIFICATION DE LA COOPÉRATION AU MINMIDT	**173 450**	**106 000**	**10 000**	**116 000**	**113 000**	**10 000**	**123 000**	**100 000**	**10 000**	**110 000**
2903902C001 - Amelioration de la strategie du sous secteur Mines, Industrie et Devellopment Technologique				0			0			0
2937901A006 - Suivi et évaluation de la mise en œuvre des politiques du sous-secteur	51 050	16 000		16 000	11 000		11 000	11 000		11 000
2937901A007 - Planification, Programmation et Budgétisation des politiques publiques du Sous-Secteur	31 850	34 000		34 000	41 000		41 000	41 000		41 000
2937901A008 - Maturation des projets miniers, industriels et technologiques	41 250	16 000		16 000	16 000		16 000	16 000		16 000
2937901A009 - Développement les projets miniers, industriels et technologiques	6 800	25 000		25 000	25 000		25 000	25 000		25 000
2937901A010 - Structuration, négociation et suivi de la coopération au sein du MINMIDT	8 500		10 000	10 000		10 000	10 000		10 000	10 000
2937901A011 - Promotion du sous-secteur	34 000	15 000		15 000	20 000		20 000	7 000		7 000
2937901B012 - Réalisation des activités de cadrage macro-économique du sous-secteur				0			0			0
ACTION 03 -				**0**			**0**			**0**
2903903C001 - STRUCTURATION DE LA COOPÉRATION AU SEIN DU MINMIDT				0			0			0
2903903C002 - PARTICIPATION DU MINMIDT AUX FOIRES ET FORAS				0			0			0
ACTION 04 - GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINMIDT	**66 050**	**47 500**		**47 500**	**75 400**		**75 400**	**56 000**		**56 000**
2937903A001 - Exécution du budget du Ministère	51 050	35 000		35 000	55 400		55 400	36 000		36 000
2937903B004 - Preparation du Budget (COMITE INTERNE DE GESTION DE LA CHAINE PLANIFICATION-PROGRAMMATION-BUDGETISATION) PPBS	15 000	12 500		12 500	20 000		20 000	20 000		20 000
ACTION 05 - DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION AU MINMIDT	**117 510**	**92 900**	**14 000**	**106 900**	**94 500**	**14 000**	**108 500**	**83 500**	**14 000**	**97 500**
2903905C001 - Gestion du parc et du réseau informatique	34 000	25 000		25 000	15 000		15 000	15 000		15 000
2903905C002 - Conception, élaboration et mise à jour des applications	37 300	5 000	10 000	15 000	5 000	10 000	15 000	5 000	10 000	15 000
2903905C003 - Mise en Œuvre du Système de Gestion Informatisée du Personnel	22 850	14 000	4 000	18 000	14 000	4 000	18 000	14 000	4 000	18 000
2937904B004 - Opérationnalisation du système d'information statistique	18 360	30 000		30 000	41 600		41 600	30 600		30 600
2937904B005 - Suivi de la mise en œuvre des stratégies du sous-secteur	5 000	18 900		18 900	18 900		18 900	18 900		18 900
ACTION 06 - AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINMIDT	**189 950**	**394 400**	**545 000**	**939 400**	**580 000**	**1 805 000**	**2 385 000**	**516 934**	**5 700 000**	**6 216 934**
2937905A001 - Mise en œuvre d'un plan de construction et de réhabilitation des services du MINMIDT		100 000	0	100 000	100 000	300 000	400 000	100 000	4 000 000	4 100 000
2937905A002 - Mise en œuvre d'un plan d'équipement des services du MINMIDT	150 000	185 000	545 000	730 000	370 000	1 505 000	1 875 000	304 934	1 700 000	2 004 934
2937905A003 - Maintenance, entretien et sécurisation des installations, matériels et équipement du MINMIDT	39 950	109 400		109 400	110 000		110 000	112 000		112 000
ACTION 07 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINMIDT	**652 649**	**488 000**	**10 000**	**498 000**	**277 000**	**0**	**277 000**	**284 000**	**0**	**284 000**
2937906A003 - Amélioration de la gestion du personnel	123 850	160 000	10 000	170 000	149 000	0	149 000	156 000	0	156 000
2937906A004 - Assainissement du fichier des personnels de la solde et des pensions	528 799	328 000		328 000	128 000		128 000	128 000		128 000
ACTION 08 -				**0**			**0**			**0**

2937907A001 - Gestion du parc et du réseau informatique				0			0			0
2937907A002 - Conception, élaboration et mise à jour des applications				0			0			0
2937907A003 - Mise en Œuvre du Système de Gestion Informatisée du Personnel				0			0			0
ACTION 09 - CONTROLE ET AUDIT INTERNE AU MINMIDT	**95 000**	**95 200**		**95 200**	**103 000**		**103 000**	**103 000**		**103 000**
2937908A001 - Suivi des performances des services et Contrôle interne et évaluation du fonctionnement des structures du MINMIDT	95 000	95 200		95 200	103 000		103 000	103 000		103 000
2937908A002 - Mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption				0			0			0
ACTION 10 - CONSEIL JURIDIQUE AU MINMIDT	**46 250**	**34 000**		**34 000**	**16 000**		**16 000**	**16 000**		**16 000**
2937909A002 - Consolidation de la fonction contentieuse	33 500	19 000		19 000	11 000		11 000	11 000		11 000
2937909B003 - Conception et élaboration du dispositif législatif et règlementaire du MINMIDT				0			0			0
2937909B004 - Mise en conformité avec la nouvelle législation des entreprises sous tutelle et certaines entreprises de notre secteur d'activités	8 500	10 000		10 000	0		0	0		0
2937909B005 - Promotion de la culture juridique	4 250	5 000		5 000	5 000		5 000	5 000		5 000
ACTION 11 - COMMUNICATION ET GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINMIDT	**110 750**	**67 000**		**67 000**	**68 000**		**68 000**	**68 000**		**68 000**
2903911C002 - Gestion des ressources documentaires au MINMIDT	51 200	36 000		36 000	36 000		36 000	36 000		36 000
2937910A001 - Mise en œuvre du Bilinguisme et Traduction des donnés	11 500	13 000		13 000	14 000		14 000	14 000		14 000
2937910A002 - Amélioration des relations publiques et autres services de communication	48 050	18 000		18 000	18 000		18 000	18 000		18 000
ACTION 12 -				**0**			**0**			**0**
2937911A001 - Gestion des archives et de la documentation				0			0			0
Total	**2 596 809**	**2 116 000**	**845 600**	**2 961 600**	**1 969 700**	**1 984 700**	**3 954 400**	**1 779 300**	**5 899 700**	**7 679 000**

4.

ASPECTS SPECIFIQUES DE LA PROGRAMMATION TRIENNALE (2023-2025) DES DÉPENSES

4.1. PROJETS BENEFICIANT D'AE PLURIANNUELLES (AEP)

TABLEAU.38: Programmation des dépenses des projets bénéficiant des AEP

EN MILLIERS FCFA

Intitulé du projet	Coût total	Historique				Programmation				Montant CP restant à couvrir (a+d)-(b+c+e+f+g)
		Montant du marché (a)	Année de démarrage	Montant CP couvert avant 2022(b)	Montant CP 2022 (c)	Montant AE 2023 (d)	CP 2023 (e)	CP 2024 (f)	CP 2025 (g)	
TOTAL										

4.2. PROJETS A FINANCEMENTS EXTERIEURS (FINEX)

TABLEAU.39: Programmation des dépenses des projets bénéficiant des FINEX

EN MILLIERS FCFA

Intitulé du projet	Convention de financement				Décaissements				
	Bailleur	Nature du financement	Date de signature	Montant (a)	Décaissé à n = 2022 (b)	2023 (c)	2024 (d)	2025 (e)	Reste (a)-(b)-(c)-(d)-(e)
TOTAL									

4.3. GRANDS PROJETS

TABLEAU.40: Programmation des dépenses des grands projets

EN MILLIERS FCFA

Intitulé des projets	Coût total	Montant executé en 2022	2021			2022			2023		2024		2025		Reste à financer	
			Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	Montant voté	Montant exécuté	Taux exéc.	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
5529I00186 - Acquisition de 1000 postes de travail le personnel	1 000 000								305 000	305 000	200 000	200 000	400 000	400 000	95 000	95 000
5529I00263 - Acquisition de pickups 4* 4	2 100 000								240 000	240 000	800 000	800 000	900 000	900 000	160 000	160 000
5529I00203 - Indemnisation des populations installées sur le site du technopôle agro-industriel de Ouassa-Babouté	350 000								150 000	150 000	0	0	0	0	200 000	200 000
5529I13341 - Réalisation de l'étude stratégique de base pour la mise en oeuvre du PDI	100 000								100 000	100 000	0	0	0	0	0	0
5529I00036 - Travaux de réhabilitations des structures déconcentrées du MINMIDT	300 000								100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	0	0
5529I00026 - Aquisition d'équipements de géolocalisation (GPS)	90 000								90 000	90 000	0	0	0	0	0	0
5529I00265 - Acquisition de climatiseurs	200 000								15 000	15 000	100 000	100 000	85 000	85 000	0	0
5529I00183 - Extension et Interconnexion des réseaux informatiques	250 000								0	0	150 000	150 000	100 000	100 000	0	0
5529I00286 - Acquisition de 13 équipements de géolocalisation (GPS)	30 000								0	0	10 000	10 000	20 000	20 000	0	0

5529I00025 - Acquisition de 10 tablettes surface pro et des logiciels de cartographie : Arcgis (arc gis tools, arcgis extension et installation dans les ordinateurs)	99 950								0	0	25 000	25 000	0	0	74 950	74 950
Total	4 519 950								1 000 000	1 000 000	1 385 000	1 385 000	1 605 000	1 605 000	529 950	529 950

4.4. SUBVENTIONS AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS

Structures	Historique (en milliers de F CFA)				Programmation (en milliers de F CFA)		
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
ANOR	BIP : 75 000	-	-	BIP : 600 000			
MAGZI	-	-	-	-			
ONZFI	BIP : 50 000	-	-	-			
APROCOM-PH	BIP : 40 000	-	-	-			
SNPPK	BF : 75 000	BF : 60 000	BIP : 35 000 BF : 35 000	BF : 35 000			
CAPAM	BF : 400 000	BF : 260 000	BF : 100 000	BF : 300 000			
CCIMA	-	BF : 20 000	BF : 72 000	BF : 500 000			
PRECASEM (FCP +FINEX)	FCP : 76 000 FINEX : 2 360 000	FCP : 40 200 FINEX : 4 719 150	FCP : 100 000 FINEX : 8 121 658	FCP : 73 000 FINEX : 2 800 000			
A C P - U E (FCP +FINEX)	FCP : 50 000 FINEX : 500 000	-	-	-			

TABLEAU.41: Programmation des subventions destinées aux établissements publics

EN MILLIERS FCFA

Etablissement Public	LF 2022	2023			2024			2025			TOTAL		
		F	I	T	F	I	T	F	I	T	F	I	T
TOTAL													

4.5. RESSOURCES PROGRAMMEES AU PROFIT DES CTD

TABLEAU.42: Programmation des ressources tranférées aux CTD

EN MILLIERS FCFA

Compétences transférées	2023			2024			2025			TOTAL		
	F	I	T	F	I	T	F	I	T	F	I	T
TOTAL null												
TOTAL												

4.6. POINT SUR LES PROJETS EN COURS D'EXECUTION

N°	INTITULE DU PROJET	COUT DU MARCHE (en milliers de F CFA)	TAUX DE REALISATION PHYSIQUE(en%)	SITUATION ACTUELLE
1	Acquisition de 25 ordinateurs complets	24 800	100	Réceptionné
2	Acquisition des équipements (ordinateurs, onduleurs, imprimantes, points d'accès haut débit, rallonges et formation) pour le CATI	19 920	100	Réceptionné
3	Acquisition des équipements (imprimante 3D, découpe vinyle, fraiseuse CNC, kit Arduino complet, kit raspberry PI4 complet, kit de capteur complet, kit robotique arduino, outillage complet, mise à niveau de la salle CATI/DDTPI et formation) de prototypage	19 998	100	En cours de réception
4	Extension et Interconnexion des réseaux informatiques	25 000	0	En cours d'exécution
5	Acquisition d'un véhicule de fonction du SETAT	60 000	0	Marché attribué et en cours de signature

6	Acquisition d'un véhicule de fonction du Secrétaire General	49 750	0	Marché attribué et en cours de signature
7	Elaboration du plan de rattrapage technologique	49 000	0	Marché attribué et en cours de signature
8	Elaboration du plan de relance de la SCAN (Société des Conserveries Alimentaires du Noun)	29 000	0	Marché attribué et en cours de signature
9	Organisation des bassins de production à Ouassa Babouté	96 000	0	Marché attribué et en cours d'attribution
10	Etudes stratégiques pour le reformatage du PDI	70 000	0	Marché en cours de demande de modification au MINEPAT
11	Finalisation du laboratoire national de métrologie (installation des lots technologiques)	650 000 000	20%	Travaux du d'installation de lots technologiques

4.7. INTERVENTIONS PRIORITAIRES

mise en place du Technopôle agro industriel d'Ouassa Babouté ;
mise en place du Technopôle des TIC ;
mise en place des zones economiques specilisees pour l'industrie pharmaceutique et chimique ;
mise en place des zones economiques specilisees pour l'industrie de transformation du bois ;
Finalisation des équipements du laboratoire de métrologie de l'ANOR ;
Accompagnement des promoteurs dans le sous-secteur Mine, Industrie et développement Technologique ;
Renforcement des capacités dans le secteur Minier.

4.8. POINT SUR LA PROGRAMMATION DES ACTIVITES GENRE SENSIBLES

ANNEXE 1

MATRICE DU CADRE LOGIQUE

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2021	Estimation 2022	Valeur cible			Risque
						2023	2024	2025	
PROGRAMME 035 AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES	Développer le secteur des mines et carrières	Nombre d'unités d'exploitation de substances minérales promues. (c'est un décompte…cf rapport/note/document DM)	DM	2,00	2,00	2,00	2,00	5,00	
ACTION 01 OPTIMISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES	Accroître la production des substances minérales	Volume/Quantité des substances minérales produites (trimestriel, semestriel et annuel)	Sources de données : DM Sources de vérification : Rapports des surveillances administratives DM	724 086,88	800 000,00	850 000,00	900 000,00	950 000,00	
2903501C001 Organisation du secteur minier artisanal au sens strict									
2903501C002 suivi de l'exploitation des substances minérales et des carrières hors pétrole	Améliorer les statistiques de production des substances minérales	Fichier actualisé des statistiques de production	DM		1,00	1,00	1,00	1,00	
2903501C003 Contrôle de l'exécution des obligations légales, réglementaires et contractuelles des titulaires des autorisations et permis du secteur minier	Evaluer le respect des cahiers de charges	Nombre de campagnes de suivi des projets de recherche minière	DG		2,00	2,00	2,00	2,00	
2903501C004 Appui à la mise en œuvre des projets miniers et renforcement du tissu industriel									
2937604A002 Renforcement des capacités dans le secteur minieral	Améliorer l'information géologique et minière du Cameroun								
ACTION 02	Améliorer la traçabilité et la transparence dans le processus d'exploitation des substances minérales et de gestion des titres et autres autorisations du secteur minier								
2903502C001 RENFORCEMENT DES RÉSERVES D'OR DU CAMEROUN									
2903502C002 RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE COLLECTE DES DROITS ET TAXES DU SECTEUR MINIER									
ACTION 03 RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER	Améliorer la traçabilité et la transparence dans le processus d'exploitation des substances minérales et de gestion des titres et autres autorisations du secteur minier	Durée moyenne d'attribution des permis et autorisations miniers	RAPPORT SDACL/MINMIDT	45,00	30,00	25,00	20,00	45,00	
		Quantité de substance minérale tracée	rapport DM	2 438,71	2 500,00	2 500,00	3 000,00	3 500,00	
2903503C001 Suivi de la production et de la certification des diamants bruts	Optimiser les volumes des diamants bruts certifiés conformément aux Principes et exigences du SCPK	Volume de diamants bruts tracés dans les circuits formels	SNPPK		2 500,00	2 500,00	2 500,00	3 000,00	
2903503C002 Contrôles internes et lutte contre les trafics et la contrebande des substances minières	Améliorer les volumes d'exportation légale des substances minérales	Volumes des substances minières exportées légalement	SNPPK		2 000,00	2 000,00	2 500,00	3 000,00	
2903503C003 PÉRENNISATION DU SYSTÈME INFORMATISÉ DU CADASTRE MINIER									
2903503D004 Contrôle du respect de la législation et de la règlementation du secteur minier	Accroitre la contribution des ressources géologiques et minières hors pétrole au PIB	Nombre de rapport de conformité des sociétés	BNCAM		2,00	2,00	2,00	2,00	
2903503D005 contrôle de l'exécution des obligations légales, règlementaires et contractuelle des titulaires des titres miniers et contrats pétroliers	Amélioration de la gouvernance minière et la traçabilité des procédures de conception des cahiers de charges	Nombre de cahiers de charges mis en conformité	BNCAM		50,00	60,00	70,00	90,00	
ACTION 04									
2903504C001 POURSUITE DE L'INVENTAIRE DU POTENTIEL MINIER NATIONAL ET MISE À JOUR DES CARTES À GRANDE ÉCHELLE									
2903504C002 ORGANISATION DES CAMPAGNES DE LEVÉES GÉOLOGIQUES, PROSPECTION AU MARTEAU ET ALLUVIONNAIRE									
ACTION 05 PROMOTION DU POTENTIEL MINIER NATIONAL	Améliorer l'attractivité du secteur minier camerounais dans toutes ses composantes	Nombre d'usagers ayant consulté la base de données	rapport CIGM	300,00	400,00	450,00	500,00	550,00	
		Nombre de documents d'informations géologiques et minières mis à la disposition du public	RAPPORT CIGM, DM	200,00	300,00	350,00	400,00		
2903505C001 VALORISATION DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ISSUS DU SECTEUR MINIER	Promouvoir les matériaux de construction issue du secteur local	Nombre d'affleurement rocheux	CIGM		1,00	5,00	5,00	5,00	
2903505C002 VALORISATION DE L'INFORMATION GÉOLOGIQUE ET MINIERE									
ACTION 06 GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES	Promouvoir les exploitations minières économiquement rentable, socialement équitable et écologiquement acceptable pour un développement durable	Proportion de sites miniers et de carrières exploités selon les règles de l'art	Rapports de la DM et de la BNCAM	40,00	50,00	75,00	80,00	85,00	

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2021	Estimation 2022	Valeur cible			Risque
						2023	2024	2025	
2903506C001 SENSIBILISATION ET ACCOMPAGNEMENT DES SOCIÉTÉS DES MINES ET DES CARRIÈRES À LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE (RSE)									
2903506C002 SUIVI ET CONTRÔLES DES ACTIVITÉS MINIÈRES ET GÉOLOGIQUE									
2903506C003 LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION MINIÈRE ILLÉGALE DANS LES 10 REGIONS (BRCAM)									
2903506C004 SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS MINIERES ET DE LA GÉOLOGIE DANS LES 10 REGIONS									
2903506C005 SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS MINIÈRES ET DE LA GÉOLOGIE DANS LES 58 DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES									
2903506C006 Accompagnement à la mise en ooeuvre des activités dans le secteur minier									
2937601A003 IDENTIFICATION ET CARTOGRAPHIE DES SITES GÉOLOGIQUES ET MINIERS À RISQUES	Promouvoir une exploitation minière économiquement rentable, socialement équitable et écologiquement acceptable	nombre de sites miniers rehabilité	DM						
		Proportion de sites miniers et de carrières exploités selon les règles de l'art	la DM et de la BNCAM						
		Nombre de carte de géo risques	DG						
PROGRAMME 036 DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL	Améliorer la contribution du secteur manufacturier à l'économie locale	Taux d'accroissement des nouvelles installations industrielles	DI	4,00	5,00	10,00	15,00	20,00	
ACTION 01 DEVELOPPEMENT INTEGRE DES FILIERES AGRO-INDUSTRIELLES PRIORITAIRES (COTON, CACAO-CAFE, HUILE DE PALME, SUCRE, RIZ, MAIS, BANANE PLANTAIN)	Valoriser les filières prioritaires telles que le coton, le cacao-café, l'huile de palme, le sucre, le caoutchouc, le riz, la banane plantain dans le but d'approvisionner les marchés de l'intérieur, de la CEEAC, du Nigéria en produits alimentaires de 2ème et 3ème transformation	Ratio valeur ajoutée des filières prioritaire de l'agro-industrie	RAPPORT INS	17,50	18,00	18,50	19,00	19,50	
2903601C001 Renforcement des capacités de transformations des unités agro-industrielles dans les filières prioritaires	Augmenter des capacités de production des Agro-industries	POURCENTAGE DE TRANSFORMATION DES MATIERES PREMIERES	DI		5,00	10,00	25,00	75,00	
2903601D002 Mise en œuvre des projets agro-industriels structurants dans les filières prioritaires	Augmenter le taux de transformation locale des produits agricoles prioritaires	Etudes de faisabilités des projets structurants	DM		1,00	2,00	3,00	5,00	
ACTION 02 RELANCE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE CIBLEE (FORET-BOIS, MINES-METALLURGIE-SIDERURGIE, HYDROCARBURE-RAFFINAGE, NUMERIQUE, ENERGIE)	Accroître la contribution des secteurs cibles dans le PIB	Part des exportations des produits manufacturés dans les exportations totales	RAPPORT	30,00	35,00	40,00	44,00	48,00	
2903602C001 Mise en œuvre du plan d'actions à court terme et de la stratégie de développement de la filière pharmaceutique	Augmenter et diversifier la transformation locale des produits la filière Mine-Métallurgie et Sidérurgie	étude stratégique de redéploiement de la filière bauxite-alumine-aluminium	DI		0,00	1,00	1,00	1,00	
2903602C002 Développement des Industries de transformation du bois	Mettre en place les ZES afin de doter le Cameroun d'industries de transformation de bois performantes	création de 4 ZES de Bertoua, Edéa, Kribi et Douala	DI		0,00	1,00	2,00	3,00	
ACTION 03 DEVELOPMENT OF THE CHEMICAL AND PHARMACEUTICAL INDUSTRY FOR THE MANUFACTURE OF GENERIC DRUGS, MEDICAL REAGENTS AND CONSUMABLES AS WELL AS COSMETIC PRODUCTS	Accroitre les performances de l'industrie pharmaceutique locales	Nombre de nouveaux médicaments réactifs et consommables médicaux fabriqués localement	RAPPORT DI / ASSOCIATION INDUSTRIES DU MEDICAMENTS	79,00	89,00	99,00	109,00	119,00	
2903603C001 Elaboration et mise en œuvre de la stratégie de développement de l'industrie pharmaceutique	Créer les conditions favorables à la mise en place des nouvelles unités de production	politique nationale pharmaceutique élaborée	DI		0,00	1,00	2,00	3,00	
2903603C002 Mise en place d'une industrie pharmaceutique et chimique pour la fabrication consommables médicaux, des médicaments génériques, réactifs et consommables médicaux	Améliorer les capacités de production des industries pharmaceutiques locales, des industries chimiques et cosmétiques aux fins de réduire les importations	nombre d'appuis directs au entreprises locales pharmaceutiques	DI		2,00	5,00	10,00	15,00	
2903603D003 Mise en place d'un parc industriel réservé aux biotechnologies, industries pharmaceutiques et autres industries non polluantes	Promouvoir le développement des unités de production pharmaceutique et autres industries non polluantes	Nombre de parc mise en place industriel réservé aux biotechnologies, industries pharmaceutiques et autres industries non polluantes	DI		0,00	0,00	1,00	2,00	
ACTION 04 RESTRUCTURATION REDEPLOIEMENT DE L'INDUSTRIE NATIONALE DU COTON-TEXTILE-CUIR ET CONFECTION, SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE	Augmenter la transformation locale de coton	Taux de transformation industrielle de la fibre locale de coton	RAPPORT CICAM	1,00	2,00	5,00	8,00	9,00	

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2021	Estimation 2022	Valeur cible			Risque
						2023	2024	2025	
2903604C001 Restructuration de l'industrie de transformation du cuir	Relancer l'industrie du cuir	Restructuration et relance de Nouvelle Tanneries Industrielles au Cameroun	DI		0,00	1,00	1,00	2,00	
2903604C002 Mise en place des unités de transformation du coton	Augmenter le taux de transformation local du coton	Augmenter le taux de transformation local du coton	DI		2,00	5,00	10,00	30,00	
ACTION 05 FACILITATION DES INSTALLATIONS D'ACCUEIL DES INDUSTRIES	Améliorer la qualité des infrastructures d'accueil et accroitre les parts de marché des industries camerounaises	Nombre de nouvelles zones économiques créées	RAPPORT DI / MAGZI	0,00	1,00	2,00	3,00	4,00	
2903605C001 Développement d'un système de Suivi de l'activité industrielle	Suivre l'évolution de la production industrielle	Production des notes de conjonctures	DI		0,00	1,00	1,00	1,00	
2937701A002 Renforcement des capacités de la CCIMA	Mettre en place un cadre idoine, sans discontinuité pour la délivrance en ligne du certificat d'origine et de l'attestation d'inscription au fichier consulaire dans les dix délégations régionales de l'Institution consulaire.	Taux de mise en place un cadre idoine, sans discontinuité pour la délivrance en ligne du certificat d'origine et de l'attestation d'inscription au fichier consulaire	CCIMA		10,00	15,00	20,00	50,00	
2937703A003 Développement des zones économiques spécialisées au Cameroun	•Promouvoir les investissements étrangers, la création d'emplois et surtout l'amélioration de la technologie et de la gestion. Attirer les Investissements Directs Etrangers et nationaux ; • Promouvoir des exportations ; • Augmenter des recettes fiscales. ; • Mettre en place des pôles de compétitivité et de croissance économique								
2937703A005 Mutation institutionnelle de l'ONZFI	Assurer une migration harmonieuse de l'actuel Régime de la Zone Franche Industrielle au Régime des Zones Economiques régies par les dispositions de la Loi N°2013-011 du 16/12/2013	Mutation Institutionnelle	CCIMA		0,00	1,00	1,00	1,00	
ACTION 06 PROTECTION ET SECURISATION DES ETABLISSEMENTS CLASSES DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ET DES APPAREILS A RISQUES	Réduire les risques et prévenir les accidents et catastrophes liées aux activités industrielles et aux installations classées	Taux d'établissements classés conformes sur le nombre global des établissements classés existants	RAPPORT SDRI/DI	40,00	50,00	60,00	70,00	75,00	
2903606C001 DÉVELOPPEMENT D'UN SYSTÈME DE SUIVI DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE	O1 : Accroître l'effectif des établissements classés sur le territoire national ; O2 : Accroître l'effectif des appareils à pression et de levage sur le territoire national ; O3 : Améliorer l'information statistique issu des pipelines au niveau national ;	Répertoire exhaustif des établissements classés	DI		3,00	3,00	3,00	3,00	
2903606C002 CONSTITUTION DES STATISTIQUES RELATIVES AUX ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS ET AUX APPAREILS À RISQUES (APPAREILS À PRESSION, APPAREIL DE LEVAGE, PIPELINES)									
2903606C003 Sécurisation des activités industrielles									
2903606C004 SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉSDES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES DANS LES 58 DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES DU MINMIDT									
2903606C005 SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DU SERVICE DE L'INDUSTRIE, DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE DANS LES 10 RÉGIONS									
2903606C006 ACTUALISATION DU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE RELATIF AUX ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS, AUX APPAREILS À PRESSION, DE LEVAGE ET AUX PIPELINES.									
2903606C007 Coordination de l'opérationnalisation du PDI	Assurer la mise en œuvre efficace des projets prioritaires du PDI	Rapport de suivi des projets prioritaires	DI		1,00	1,00	1,00	1,00	
PROGRAMME 037 MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité technique de l'industrie locale								
ACTION 01 DYNAMISATION DU SYSTEME DE NORMALISATION	Accroitre le portefeuille des normes camerounaises	Nombre de normes Camerounaise disponibles et diffusées	RAPPORT DDQ,ANOR,INS	2 700,00	3 700,00	6 200,00	7 700,00	10 000,00	
		Nombre de normes Camerounaise élaborées	rapport DDQ,ANOR, INS	2 700,00	6 200,00	8 200,00	10 200,00	12 200,00	
2903701C001 Mise en place d'une Veille normative	Développer les normes Camerounaises	plan nationale d'élaboration des normes			0,00	0,00	1,00		
2903701C002 Actualisation du cadre légal et règlementaire de la normalisation	Améliorer le cadre légal et réglementaire	Loi sur la normalisation et ses textes d'application à jour	DDQ		0,00	1,00	1,00	1,00	
2903701C003 MISE EN PLACE DE L'ACTIVITE DE VEILLE NORMATIVE									
ACTION 02 AMELIORATION DU SYSTEME D'EVALUATION DE LA CONFORMITE	Accroitre la crédibilité des activités d'évaluation de la conformité	Nombre de laboratoires d'analyse et d'essai mis à niveau au courant de l'année	rapport CAEMI, ANOR	1,00	100,00	1,00	5,00	3 500,00	
		Proportion d'édification d'organisme national d'accréditation	RAPPORT	5,00	5,00	8,00	10,00	12,00	
2903702C001									

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2021	Estimation 2022	Valeur cible			Risque
						2023	2024	2025	
AGREMENT DES ORGANISMES D'EVALUATION DE LA CONFORMITE									
2903702C002 Conservation des étalons de référence et leur raccordement au système international	Amélioration du système d'évaluation de la conformité	Taux de mise en place du système d'évaluation de la conformité	DDQ		10,00	15,00	20,00	30,00	
2903702C003 CERTIFICATION DES SYSTEMES, DES PRODUITS ET PERSONNES									
2903702C004 Conception et mise en place d'un système d'accréditation	Augmenter la crédibilité des laboratoires d'analyses	Organisme d'Accréditation (OA) fonctionnel	DDQ		1,00	2,00	3,00	5,00	
2903702C006 Construction des laboratoires d'analyse et d'essais	Optimiser l'évaluation de la conformité des produits	Mise en place des 06 laboratoires d'analyse et d'essais	CAEMI		0,00	1,00	2,00	4,00	
ACTION 03 AMELIORATION DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE	Raccorder les étalons nationaux au SIM	Taux de raccordement des équipements;	RAPPORT	25,00	26,00	28,00	30,00	32,00	
		Laboratoires de métrologie mise en place	rapport INS, ANOR	35,00	35,00	45,00	50,00	60,00	
2903703C001 ORGANISATION ET ENTRETIEN DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE									
2903703C002 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT EN METROLOGIE									
2903703C003 PROJET DE CONSTRUCTION DES LABORATOIRES D'ANALYSES ET D'ESSAIS									
2903703C004 CONSTRUCTION DES LABORATOIRES DE MÉTROLOGIE									
ACTION 04 PROMOTION DE LA QUALITE DANS LES INDUSTRIES LOCALES	Améliorer la culture qualité des acteurs socio-économiques	Proportion d'entreprises certifiées	rapport DDQ	10,00	12,00	15,00	20,00	25,00	
		Proportion d'entreprises engagées dans la démarche qualité	RAPPORT DDQ	25,00	26,00	28,00	30,00	32,00	
2903704C001 Mise à niveau des systèmes de management de la qualité dans les industries locales	Développement et Promotion des méthodes spécifiques d'Assurance Qualité (AQ) dans les industries agro-alimentaires	Taux développement et Promotion des méthodes spécifiques d'Assurance Qualité (AQ) dans les industries agro-alimentaires	DDQ		10,00	20,00	30,00	50,00	
2903704C002 MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE LABELISATION									
2903704C003 Promotion de la culture qualité	contribution à l'organisation de la SENAQ	Centre de promotion de la qualité mis en place	DDQ		0,00	0,00	1,00	1,00	
2903704C004 MISE À NIVEAU DES INDUSTRIES LOCALES									
2903704C005 MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE PROMOTION DE LA QUALITÉ									
ACTION 05 PROMOTION DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS	Accentuer l'usage des normes et outils CODEX dans les agro-industries	Proportion d'agro industries utilisant des normes codex	RAPPORT	25,00	25,00	28,00	30,00	32,00	
		Proportion d'entreprises certifies	RAPPORT DDQ	21,00	12,00	23,00	25,00	27,00	
2903705C001 COORDINATION DES ACTIVITES DU CODEX ALIMENTARIUS									
2903705C002 Renforcement de la Coopération dans le Domaine de la Qualité	faciliter le développement de l'infrastructure qualité	Renforcement de la coopération dans le cadre du codex et la SSA	DDQ		10,00	25,00	30,00	50,00	
2903705C003 Mise en œuvre du CODEX ALIMENTARIUS et la SSA	Mise en œuvre du CODEX ALIMENTARIUS et la Sécurité Sanitaire des Aliments(SSA)	assurer la protection sanitaire des consommateurs	DDQ		10,00	25,00	40,00	60,00	
ACTION 06 AMELIORATION DU CONTROLE QUALITE DES PRODUITS MANUFACTURES	Protéger le consommateur et assainir le marché	Taux de produits contrôlés, saisis, recyclés, déclassés et détruits	RAPPORT DDQ	10,00	12,00	13,00	15,00	20,00	
2903706C001 Renforcement et extension du programme d'évaluation de la conformité avant embarquement des produits importes (PECAE)	Protéger le consommateur local	Taux de certificats de conformité des produits	DDQ		10,00	20,00	30,00	50,00	
2903706C003 SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DE NORMALISATION ET DE LA QUALITÉ DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL									
2903706C004 Accompagnement à la mise en oeuvre des activités dans le secteur infrastructure qualité									
PROGRAMME 038 DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	Accroitre le nombre de technologies valorisées	Nombre de technologies développées ou valorisées	DDTPU	8,00	14,00	16,00	18,00	20,00	

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2021	Estimation 2022	Valeur cible			Risque
						2023	2024	2025	
ACTION 01 AMELIORATION DU CADRE STRATEGIQUE ET JURIDIQUE	Renforcer le cadre juridique et stratégique développement technologique et de la propriété industrielle	Nombre de nouveaux documents stratégiques élaborés	RAPPORT DDTPI	1,00	1,00	2,00	3,00	3,00	
		Nombre de nouveaux projets de textes élaborés ;	RAPPORT	9,00	10,00	11,00	12,00	14,00	
2903801C001 Élaboration et suivi de la mise en œuvre du cadre stratégique et juridique du développement technologique et de la propriété industrielle	Améliorer le cadre stratégique et juridique du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle	documents stratégiques élaboré	DDPI		0,00	1,00	2,00	4,00	
2903801C002 Mise en place d'un système de collecte, de diffusion et de conservation des informations et de documents du DT et de la PI	Mettre en place une base de données fiable et accessible à tous en matière de DT et de PI	Documentation physique en matière de DT et de PI Base de données en matière de DT et de PI			0,00	1,00	1,00	2,00	
2903801C003 DÉVELOPPMENT DU PARTENARIAT TECHNOLOGIQUE ET DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE									
2903801D004 Mise en place du cadre de valorisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées	valoriseer des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles	Taux de valorisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles	DDTPI		5,00	10,00	20,00	30,00	
ACTION 02 APPROPRIATION DES TECHNOLOGIES	Intensifier le développement et le transfert des technologies	Nombre de technologies valorisés	RAPPORT	12,00	14,00	16,00	18,00	20,00	
2903802C001 MISE EN PLACE ET SUIVI DES STRUCTURES D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE									
2903802C002 DÉVELOPPEMENT DES PARCS TECHNOLOGIQUES (TECHNOPÔLES) DE RÉFÉRENCE									
2903802C003 VEILLE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES									
2903802C004 REPRODUCTION, ADAPTATION ET DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES									
2937802A001 PILOTAGE ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Constituer un vivier d'informations scientifiques et technologiques de qualité	Pourcentage	RAPPORT DDTPI						
ACTION 03 PROMOTION ET PROTECTION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	Accroître le nombre d'actifs de propriété industrielle protégés	Nombre d'actifs de propriété industrielle protégés	RAPPORT DDTPI	4 072,00	4 552,00	5 032,00	5 512,00	6 000,00	
2903803C001 PROMOTION DES ACTIFS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE									
2903803C002 APPUI À LA PROTECTION DES ACTIFS DE PI									
ACTION 04 VALORISATION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITE LIEE A L'ORIGINE	Valoriser les produits de terroirs par les Indications Géographiques (IG) et marques collectives	Nombre d'IG ou marques collectives protégés	RAPPORT	2,00	2,00	2,00	3,00	3,00	
2903804C001 PROMOTION, SUIVI ET ÉVALUATION DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES ET MARQUES COLLECTIVES PROTÉGÉES									
2903804C002 PROTECTION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITÉ LIÉE À L'ORIGINE EN INDICATION GÉOGRAPHIQUE ET MARQUES COLLECTIVES									
2903804C003 IDENTIFICATION, QUALIFICATION ET ÉLABORATION DES CAHIERS DE CHARGE DES NOUVEAUX PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITÉ LIÉE À L'ORIGINE									
2903804C004 Appui a l'entrepreneuriat et a l'innovation dans la valorisation des produits de terroir de qualité liée à l'origine	Accompagner les coopératives, groupements de producteurs, PME et star up à l'utilisation des outils PI en vue de les rendre compétitifs	Taux d'accompagner les coopératives, groupements de producteurs, PME et star up à l'utilisation des outils PI en vue de les rendre compétitifs	DDTPI		5,00	15,00	30,00	50,00	
2903804C005 APPUI AU COMITÉ NATIONAL DE PROMOTION ET DE COORDINATION DES IG (CONAPIG)									
ACTION 05 DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES	Améliorer la capacité d'absorption et d'accumulation des technologies	Taux de réalisation des infrastructures technologiques	rapport DDTPI	30,00	20,00	30,00	50,00	60,00	
2903805C001 DÉVELOPPEMENT DES PARCS TECHNOLOGIQUES (TECHNOPÔLES) DE RÉFÉRENCE									
2903805C002 DÉVELOPPEMENT DES CENTRES TECHNIQUES NATIONAUX (CTN)									
2903805C003 COORDINATION DES ACTIVITÉS DE LA DDTPI									

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2021	Estimation 2022	Valeur cible			Risque
						2023	2024	2025	
2903805C004 Accaompagnement des activités dans le secteur du développement des technologies									
PROGRAMME 039 GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINMIDT	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINMIDT (cet indicateur doit être harmonisé pour tous les ministères)	DAG	88,00	100,00				
ACTION 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT	Mettre à disposition des moyens d'accompagnement favorables à la mise en œuvre et au suivi des activités des structures des organes centraux, déconcentrés et sous tutelle du MINIMIDT	Taux de réalisation des activités inscrites sur la feuille de route ministérielle	RAPPORT DEPCO	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	
2937902A001 Supervision stratégique de la mise en œuvre des programmes du MINMIDT	Améliorer la mise en œuvre des programmes ministériels fluidifier la communication entre les différents acteurs des différents programmes du MINMIDT Améliorer la coordination administrative de la mise en œuvre des programmes du MINMIDT								
2937902A004 Coordination des activités du MINMIDT dans les 10 Régions	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des activités du MINMID T dans les 10 Régions								
2937902B007 Coordination des activités du MINMIDT dans les 58 Délégations Départementales									
ACTION 02 ETUDES STRATÉGIQUES, PLANIFICATION ET DENSIFICATION DE LA COOPÉRATION AU MINMIDT	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense et la Coopération au MINMIDT	Nombres d'outils de la planification et de mise en œuvre de la stratégie disponible par an	RAPPORT DEPCO	12,00	12,00	6,00	6,00	6,00	
		Nombre de partenariats noués par an	Rapport DEPCO	78,00	88,00	98,00	108,00	118,00	
2903902C001 Amelioration de la strategie du sous secteur Mines, Industrie et Devellopment Technologique									
2937901A006 Suivi et évaluation de la mise en œuvre des politiques du sous-secteur	Promouvoir une mise en œuvre efficace de la stratégie du sous-secteur mines, industrie et développement technologique								
2937901A007 Planification, Programmation et Budgétisation des politiques publiques du Sous-Secteur	Améliorer la planification, la programmation et la budgétisation efficace des projets du MINMIDT	Nombre de document de planification élabore	DEPCO		6,00	6,00	6,00	6,00	
2937901A008 Maturation des projets miniers, industriels et technologiques	Accroître l'efficacité de la dépense publique et 'améliorer les performances des administrations.								
2937901A009 Développement les projets miniers, industriels et technologiques	Favoriser la mise en place des projets du sous-secteur	Nombre de projets miniers, industriels mis en œuvre	DEPCO		1,00	2,00	3,00	2,00	
2937901A010 Structuration, négociation et suivi de la coopération au sein du MINMIDT	Optimiser la coopération en vue du développement du sous-secteur	document comportant la vision de la Coopération Elaborée	CCD		1,00	1,00	1,00		
		élaboration du plan de coopération	DEPCO		0,00	0,00	1,00		
2937901A011 Promotion du sous-secteur	assurer l'information de l'opinion nationale et internationale ainsi que les potentiels investisseurs et les partenaires sur la contribution du MINMIDT au développement de l'économie Camerounaise et d'attirer des nouveaux	Nombre de rapport de la participation du MINMIDT aux différentes foires	CCD		5,00	6,00	10,00		
2937901B012 Réalisation des activités de cadrage macro-économique du sous-secteur	Analyser les variations de l'activité économique à court terme								
ACTION 03	re								
2903903C001 STRUCTURATION DE LA COOPÉRATION AU SEIN DU MINMIDT									
2903903C002 PARTICIPATION DU MINMIDT AUX FOIRES ET FORAS									
ACTION 04 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINMIDT	Assurer une bonne exécution financière des programmes au MINMIDT	Nombre d'outils de la performance et de l'évaluation disponibles	RAPPORT	6,00	6,00	6,00	6,00		
2937903A001 Exécution du budget du Ministère	Evaluer l'exécution physico-financière du budget alloué aux MINMIDT								
2937903B004 Preparation du Budget (COMITE INTERNE DE GESTION DE LA CHAINE PLANIFICATION-PROGRAMMATION-BUDGETISATION) PPBS	Préparer le Budget du MINMIDT								
ACTION 05 DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION AU MINMIDT	Améliorer le dispositif informationnel au MINMIDT	Taux d'accessibilité aux TIC	CELINFO	45,00	50,00	60,00	65,00	70,00	
		Nombre d'annuaires statistiques produits par an	rapport DEPCO	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	
2903905C001 Gestion du parc et du réseau informatique									
2903905C002									

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2021	Estimation 2022	Valeur cible			Risque
						2023	2024	2025	
Conception, élaboration et mise à jour des applications									
2903905C003 Mise en Œuvre du Système de Gestion Informatisée du Personnel									
2937904B004 Opérationnalisation du système d'information statistique	Améliorer le système d'information statistique du MINMIDT à travers la mise à disposition régulière et permanentes des données de qualité	Annuaire statistique mise a jours	DEPCO		1,00	1,00	1,00	1,00	
2937904B005 Suivi de la mise en œuvre des stratégies du sous-secteur	Améliorer le processus d'évaluation de la performance du sous-secteur mines, industries et développement technologique	Suivi des indicateurs du sous secteurs mines, industries et développement technologique	DEPCO		5,00	5,00	5,00	5,00	
ACTION 06 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINMIDT	Doter les services des infrastructures et des équipements adéquats	Taux de personnel avec poste de travail complet							
		Taux de personnel disposant d'un poste de travail complet		20,00	20,00	30,00	40,00	50,00	
2937905A001 Mise en œuvre d'un plan de construction et de réhabilitation des services du MINMIDT	Améliorer les bâtiments de travail des services du MINMIDT								
2937905A002 Mise en œuvre d'un plan d'équipement des services du MINMIDT	Améliorer les conditions de travail dans les services centraux								
2937905A003 Maintenance, entretien et sécurisation des installations, matériels et équipement du MINMIDT	Améliorer la Maintenance du matériel et des équipements du MINMIDT								
ACTION 07 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINMIDT	Renforcer les capacités du personnel et gérer la carrière et la solde	Nombre de personnels ayant bénéficié d'une formation	RAPPORT d'activité SDPSP	300,00	340,00	360,00	360,00	400,00	
		Nombre d'actes de carrières, solde et pensions	RAPPORT DAG	600 000,00	600,00	600,00	610,00	620,00	
2937906A003 Amélioration de la gestion du personnel	-Promouvoir la lutte contre le VIH/SIDA par l'ensemble du personnel -Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'accès aux ressources, aux processus de décision et aux responsabilités - Sensibiliser à l'élimination systématique des inégalités de genre dans tous les secteurs d'activités du MINMIDT								
2937906A004 Assainissement du fichier des personnels de la solde et des pensions	- Assainir le fichier du personnel et la masse salariale - Conduire tous les actes de carrières et les accessoires de solde								
ACTION 08	re								
2937907A001 Gestion du parc et du réseau informatique	Améliorer le fonctionnement des équipements informatiques Construire un réseau national interconnecté pour tous les services du MINMIDT								
2937907A002 Conception, élaboration et mise à jour des applications	Etendre la dématérialiser des procédures à travers des progiciels et bases de données Lancer le SIAT au MINMIDT								
2937907A003 Mise en Œuvre du Système de Gestion Informatisée du Personnel	Evaluer la mise à jour du fichier du personnel et le fonctionnement des applications de gestion de la carrière et de la solde du personnel Surveiller la ponctualité et l'assiduité du personnel du MINMIDT								
ACTION 09 CONTROLE ET AUDIT INTERNE AU MINMIDT	Assurer une gestion efficiente des ressources	Nombre de missions d'audit effectuées	Rapport annuel d'activité IG	64,00	72,00	74,00	74,00	74,00	
2937908A001 Suivi des performances des services et Contrôle interne et évaluation du fonctionnement des structures du MINMIDT	Améliorer la performance des services et évaluer les atteintes des objectifs assignés au MINMIDT								
2937908A002 Mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption	Evaluer la corruption au sein du MINMIDT								
ACTION 10 CONSEIL JURIDIQUE AU MINMIDT	Optimiser la production / présentation des textes juridiques et la gestion du contentieux	Nombre de textes et de conclusions juridiques élaborés	RAPPORT DAJ	50,00	60,00	65,00	65,00		
2937909A002 Consolidation de la fonction contentieuse	Minimiser le risque juridique								
2937909B003 Conception et élaboration du dispositif législatif et règlementaire du MINMIDT									
2937909B004 Mise en conformité avec la nouvelle législation des entreprises sous tutelle et certaines entreprises de notre secteur d'activités									
2937909B005 Promotion de la culture juridique									
ACTION 11 COMMUNICATION ET GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINMIDT	Promouvoir la politique du gouvernement dans les secteurs des mines, de l'industrie, du développement technologique et de la qualité et Améliorer la gestion documentaire au MINMIDT	Nombres des supports issus de la réalisation des activités		250,00	250,00	256,00	260,00	260,00	
		Pourcentage de documents classés selon le plan de classement	SDACL	50,00	70,00	75,00	80,00	85,00	

MATRICE DU CADRE LOGIQUE DE PROGRAMME

CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Intitulé	Libellé de l'objectif	Indicateurs	Source de vérification	Réalisation 2021	Estimation 2022	Valeur cible			Risque
						2023	2024	2025	
		-Nombres des supports issus de la réalisation des activités	RAPPORT CELCOM	250,00	170,00	256,00	260,00		
2903911C002 Gestion des ressources documentaires au MINMIDT									
2937910A001 Mise en œuvre du Bilinguisme et Traduction des donnés	Assurer le suivi des actions du MINMIDT à travers des supports écrits et audio visuels améliorer l'image du MINMIDT sur la toile et en assurer la couverture en temps réel des événements								
2937910A002 Amélioration des relations publiques et autres services de communication	Améliorer les médias des actions du MINMIDT pour en assurer une communication de qualité								
ACTION 12	Améliorer la qualité de la gestion documentaire au MINMIDT								
2937911A001 Gestion des archives et de la documentation	Améliorer la fluidité du traitement des courriers en interne comme en externe								

ANNEXE 2

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2023-2025)

MÉMO DE PROGRAMMATION FINANCIERE (2023-2025)

Période : 2023 - 2025

CHAPITRE 29 : 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES
Action 01 : OPTIMISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903501C001 : Organisation du secteur minier artisanal au sens strict																	
5529I00024 - Acquisition des kits d'analyse des eaux minérales et kits de prélèvement et de conditionnement des eaux et des bandelettes pour déterminer la présence de mercure, ion fer et/ou cyanure dans l'eau	75 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*25 000*	*25 000*		*25 000*	*25 000*	
5529I00025 - Acquisition de 10 tablettes surface pro et des logiciels de cartographie : Arcgis (arc gis tools, arcgis extension et installation dans les ordinateurs)	99 950	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	LR	25 000	25 000	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*25 000*	*25 000*		*0*	*0*	
5529I00254 - Acquisition des kits de prélèvement et de conditionnement des eaux	20 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
5729F00011 - Accompagnement des CTD à l'organisation et à la gestion du secteur minier artisanal au sens strict	25 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00013 - Formalisation du secteur minier artisanal au sens strict	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13692 - Renforcement des capacités des artisans miniers	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 500*	*2 500*		*2 500*	*2 500*		*2 500*	*2 500*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 500*	*2 500*		*2 500*	*2 500*		*2 500*	*2 500*	
TOTAL Activité 2903501C001	**249 950**				**0**	**0**	**0**	**0**	**17 000**	**17 000**		**79 000**	**79 000**		**54 000**	**54 000**	
Activité 2903501C002 : suivi de l'exploitation des substances minérales et des carrières hors pétrole																	
5729F00018 - Suivi de la production artisanale des autres substances	28 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00020 - Suivi de la production industrielle des autres ressources minérales	16 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00022 - Suivi de la production semi mécanisée des substances minérales	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903501C002	**59 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**14 000**	**14 000**		**18 000**	**18 000**		**14 000**	**14 000**	
Activité 2903501C003 : Contrôle de l'exécution des obligations légales, réglementaires et contractuelles des titulaires des autorisations et permis du secteur minier																	
5729F00021 - Suivi et contrôle technique des activités de prospection et de recherche minière	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00024 - Suivi des activités d'exploitation minière	13 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5729F00028 - Suivi de l'exploration pétrolière	13 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903501C003	**38 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**14 000**	**14 000**		**12 000**	**12 000**		**12 000**	**12 000**	
Activité 2903501C004 : Appui à la mise en œuvre des projets miniers et renforcement du tissu industriel																	
5729F00026 - Suivi de la mise en œuvre des projets de mine industrielle et de petite mine	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903501C004	**15 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**5 000**		**5 000**	**5 000**		**5 000**	**5 000**	
TOTAL ACTION 01	**361 950**				**0**	**0**	**0**	**0**	**50 000**	**50 000**		**114 000**	**114 000**		**85 000**	**85 000**	

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES
Action 03 : RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903503C002 : Contrôles internes et lutte contre les trafics et la contrebande des substances minières																	
5529I00282 - Acquisition d'un kit complet de micro poise	20 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
5529I00283 - Acquisition des équipements techniques spécifiques d'évaluation de diamants	20 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
5529I00284 - Acquisition du matériel technique pour l'amélioration du plateau technique du laboratoire d'expertise et d'évaluation des diamants (kit complet du scanner SCANOX I500 ; microscope OLYPUS SZ 51equipee d'une porteuse de de diamant ; colorimètre de marque D	90 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	LR	90 000	90 000	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*90 000*	*90 000*		*0*	*0*	
5529I00285 - Acquisition des détecteurs des pierres et métaux précieux, dans les aéroports et port	95 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	LR	90 000	90 000	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*90 000*	*90 000*		*0*	*0*	
5529I00286 - Acquisition de 13 équipements de géolocalisation (GPS)	30 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	10 000	10 000	MN	20 000	20 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*10 000*	*10 000*		*20 000*	*20 000*	
5729F13693 - operationalisation du système national de traçabilité des autres produits miniers	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903503C002	**267 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**2 000**	**2 000**		**215 000**	**215 000**		**45 000**	**45 000**	
Activité 2903503C003 : PÉRENNISATION DU SYSTÈME INFORMATISÉ DU CADASTRE MINIER																	
5529I00041 - Acquisition des kits d'analyse des eaux minérales et kits de prélèvement et de conditionnement des eaux et des bandelettes pour déterminer la présence de mercure, ion fer et/ou cyanure dans l'eau	120 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	120 000	120 000	MN	0	0	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*120 000*	*120 000*		*0*	*0*	
5729F00032 - Identification des sites, collecte des données et d'informations spatiales Tâche 2 : acquisition des logiciels de cartographie et de dessin assisté par ordinateur : Arcgis (arc gis tools, arcgis extension et installation dans les ordinateurs, Autocad, Covadis) Tache 3 :	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*3 500*	*3 500*		*3 500*	*3 500*	
TOTAL Activité 2903503C003	**135 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**5 000**		**125 000**	**125 000**		**5 000**	**5 000**	
Activité 2903503D004 : Contrôle du respect de la législation et de la règlementation du secteur minier																	
5729F13694 - Mise en conformité des activités du secteur minier	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13695 - Campagne de répression des infractions minières	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13696 - Coordination des activités de lutte contre les mauvaises pratiques dans le secteur minier BNCAM	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903503D004	**45 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**	
Activité 2903503D005 : contrôle de l'exécution des obligations légales, règlementaires et contractuelle des titulaires des titres miniers et contrats pétroliers																	
5729F13697 - Elaboration d'une stratégie nationale de contrôle dans le secteur minier	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13698 - Coordination des activités de lutte contre les mauvaises pratiques dans le secteur minier (BRCAM	40 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903503D005	**55 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**	
TOTAL ACTION 03	**502 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**32 000**	**32 000**		**365 000**	**365 000**		**75 000**	**75 000**	

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES

Action 05 : PROMOTION DU POTENTIEL MINIER NATIONAL

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903505C001 : VALORISATION DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ISSUS DU SECTEUR MINIER																	
5729F00037 - Identification des affleurements	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00039 - Mise en place d'un Système d'Information Géologique	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00040 - collecte des echantillons de roches et de minerais	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00041 - Mise en place d'une litothèque des produits finis servant de matériaux de construction	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903505C001	**60 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**20 000**	**20 000**		**20 000**	**20 000**		**20 000**	**20 000**	
Activité 2903505C002 : VALORISATION DE L'INFORMATION GÉOLOGIQUE ET MINIERE																	
5729F00038 - Collecte de l'information géologique et minière	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 500*	*2 500*		*2 500*	*2 500*		*2 500*	*2 500*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 500*	*2 500*		*2 500*	*2 500*		*2 500*	*2 500*	
5729F00045 - Production et diffusion des documents de promotion et Abonnements aux journaux et périodiques spécialisés	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00047 - Organisation des journées portes ouvertes sur la géologie et la mine	19 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	10 000	10 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*10 000*	*10 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00048 - Inventaire, numérisation et traitement des données	14 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903505C002	**63 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**18 000**	**18 000**		**25 000**	**25 000**		**20 000**	**20 000**	
TOTAL ACTION 05	**123 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**38 000**	**38 000**		**45 000**	**45 000**		**40 000**	**40 000**	

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES
Action 06 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903506C001 : SENSIBILISATION ET ACCOMPAGNEMENT DES SOCIÉTÉS DES MINES ET DES CARRIÈRES À LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE (RSE)																	
5729F00052 - Suivi de l'exécution du contenu local	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F00053 - Sensibilisation et accompagnement	4 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2903506C001	**9 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**9 000**	**9 000**		**0**	**0**		**0**	**0**	
Activité 2903506C002 : SUIVI ET CONTRÔLES DES ACTIVITÉS MINIÈRES ET GÉOLOGIQUE																	
5729F00273 - Lutte contre l'exploitation minière illégale	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	0	0	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*2 000*	*2 000*	
5729F13699 - Diffusion de l'information géologique et minière	17 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13700 - Coordination de la prospection et de recherche géologique et minière	34 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	12 000	12 000	LR	12 000	12 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
5729F13701 - Suivi des activités minières	35 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903506C002	**101 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**32 000**	**32 000**		**22 000**	**22 000**		**27 000**	**27 000**	
Activité 2903506C003 : LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION MINIÈRE ILLÉGALE DANS LES 10 REGIONS (BRCAM)																	
5729F00282 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la région de l'ADAMOUA	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00283 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la région du CENTRE	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00284 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la région de l'EST	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00285 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la région de l'EXTREME-NORD	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00286 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la région de l'OUEST	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00287 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la région du LITTORAL	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00288 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la région du NORD	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00289 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la région du NORD OUEST	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00290 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la région du SUD	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00291 - Lutte contre l'exploitation minière illégale dans la région du SUD OUEST	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
TOTAL Activité 2903506C003	**120 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**40 000**	**40 000**		**40 000**	**40 000**		**40 000**	**40 000**	
Activité 2903506C004 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS MINIERES ET DE LA GÉOLOGIE DANS LES 10 REGIONS																	
5729F00401 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations dans la region de l'Adamaoua	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00411 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations dans la région du sud ouest	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00412 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations dans la région de l'EST	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00413 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations dans la région de l'Extrême-nord	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00414 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations dans la région de l'OUEST	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00415 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations dans la région du centre	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES
Action 06 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00416 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations dans la région du littoral	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00417 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations dans la région du NORD	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00418 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations dans la région du NORD-OUEST	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00419 - Suivi de la Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations dans la région du SUD	12 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
TOTAL Activité 2903506C004	**120 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**40 000**	**40 000**		**40 000**	**40 000**		**40 000**	**40 000**	
Activité 2903506C005 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS MINIÈRES ET DE LA GÉOLOGIE DANS LES 58 DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES																	
5729F00054 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans la Délégation Départementale de Manyu	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13713 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13714 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13715 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13716 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13717 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13718 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13719 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13720 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13721 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13722 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPART IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13723 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13724 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13725 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13726 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13727 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13728 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13729 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13730 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES

Action 06 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13731 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13732 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13733 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13734 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13735 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13736 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13737 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13738 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13739 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13740 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13741 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13742 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13743 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13744 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13745 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13746 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13747 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13748 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13749 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13750 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13751 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13752 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13753 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13754 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES
Action 06 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13755 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13756 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13757 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13758 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13759 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13760 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13761 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13762 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13763 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13764 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13765 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13766 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13767 - Mise en œuvre des activités mines et de la géologie dans les Délégations Départementales DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	20 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
TOTAL Activité 2903506C005	**1 120 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**224 000**	**224 000**		**448 000**	**448 000**		**448 000**	**448 000**	
Activité 2903506C006 : Accompagnement à la mise en ooeuvre des activités dans le secteur minier																	
5729F13503 - Prise en charge des salires des personnels	2 100 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	700 000	700 000	LR	700 000	700 000	LR	700 000	700 000	LR
Salaires					*0*	*0*	*0*	*0*	*700 000*	*700 000*		*700 000*	*700 000*		*700 000*	*700 000*	
5729F13682 - Cordination DM	21 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13683 - Cordination DG	21 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13684 - Coordination BNCAM	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13685 - Cordination CIGM	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
TOTAL Activité 2903506C006	**2 169 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**723 000**	**723 000**		**723 000**	**723 000**		**723 000**	**723 000**	
Activité 2937601A003 : IDENTIFICATION ET CARTOGRAPHIE DES SITES GÉOLOGIQUES ET MINIERS À RISQUES																	
5529I00207 - Réhabilitation des sites	2 500 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	1 902 000	1 908 000	MN	108 000	108 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*1 902 000*	*1 908 000*		*108 000*	*108 000*	
5729F00049 - Organisation et réalisation des campagnes de collecte de données des géorisques	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00050 - Elaboration de la carte nationale des géorisques	13 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 500*	*2 500*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 500*	*2 500*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2937601A003	**2 525 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**9 000**	**9 000**		**1 910 000**	**1 916 000**		**116 000**	**116 000**	

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES
Action 06 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
TOTAL ACTION 06	6 164 000				0	0	0	0	1 077 000	1 077 000		3 183 000	3 189 000		1 394 000	1 394 000	
TOTAL PROGRAMME 035	7 150 950				0	0	0	0	1 197 000	1 197 000		3 707 000	3 713 000		1 594 000	1 594 000	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL

Action 01 : DEVELOPPEMENT INTEGRE DES FILIERES AGRO-INDUSTRIELLES PRIORITAIRES (COTON, CACAO-CAFE, HUILE DE PALME, SUCRE, RIZ, MAIS, BANANE PLANTAIN)

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903601C001 : Renforcement des capacités de transformations des unités agro-industrielles dans les filières prioritaires																	
5729F00010 - Sécurisation des assiettes foncières au profit des projets industriels	28 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR	10 000	10 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*4 000*	*4 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00012 - renforcement du cadre legal et réglementaire des activités agro-industrielle	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00015 - Promotion du tissu industriel Camerounais	11 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	5 000	5 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*5 000*	*5 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00016 - Mise en place d'une unité de production de Maïs à Batouri	10 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
TOTAL Activité 2903601C001	**64 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**18 000**	**18 000**		**23 000**	**23 000**		**23 000**	**23 000**	
TOTAL ACTION 01	**64 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**18 000**	**18 000**		**23 000**	**23 000**		**23 000**	**23 000**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL

Action 02 : RELANCE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE CIBLEE (FORET-BOIS, MINES-METALLURGIE-SIDERURGIE, HYDROCARBURE-RAFFINAGE, NUMERIQUE, ENERGIE)

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903602C001 : Mise en œuvre du plan d'actions à court terme et de la stratégie de développement de la filière pharmaceutique																	
5529I00215 - Aquisition des équipements de transformation	45 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	45 000	45 000	MN	0	0	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*45 000*	*45 000*		*0*	*0*	
5529I13341 - Réalisation de l'étude stratégique de base pour la mise en oeuvre du PDI	100 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	100 000	100 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*100 000*	*100 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F00023 - redéploiement de la filière Bauxite-Alumine-Aluminium	9 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903602C001	**154 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**102 000**	**102 000**		**50 000**	**50 000**		**5 000**	**5 000**	
Activité 2903602C002 : Développement des Industries de transformation du bois																	
5729F00043 - Suivi et évaluation des mesures transitoires pour l'accompagnement de la filière en vue de l'interdiction de l'exportation du bois en grumes.	11 400	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 400	3 400	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 400*	*1 400*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903602C002	**11 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**3 400**	**3 400**		**4 000**	**4 000**		**4 000**	**4 000**	
TOTAL ACTION 02	**165 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**105 400**	**105 400**		**54 000**	**54 000**		**9 000**	**9 000**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL

Action 03 : DEVELOPMENT OF THE CHEMICAL AND PHARMACEUTICAL INDUSTRY FOR THE MANUFACTURE OF GENERIC DRUGS, MEDICAL REAGENTS AND CONSUMABLES AS WELL AS COSMETIC PRODUCTS

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903603C001 : Elaboration et mise en œuvre de la stratégie de développement de l'industrie pharmaceutique																	
5729F00051 - Création de l'Ordre National des Médecins Traditionnels	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00218 - Elaboration et adoption des normes appropriées à la pratique de la médecine traditionnelle	18 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00270 - Organisation d'un séminaire de renforcement des capacités techniques et managériales des médecins traditionnels	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5729F00271 - Restructuration de la Politique Nationale Pharmaceutique	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903603C001	**51 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**15 000**	**15 000**		**18 000**	**18 000**		**18 000**	**18 000**	
Activité 2903603C002 : Mise en place d'une industrie pharmaceutique et chimique pour la fabrication consommables médicaux, des médicaments génériques, réactifs et consommables médicaux																	
5729F00272 - Appuis aux industriels pour la fabrication locale des médicaments génériques les plus consommés au plan national ainsi que les intrants pharmaceutiques, les substances actives et divers excipients	10 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00274 - Appuis aux industriels pour l'acquisition des équipements de production	20 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00280 - Audit managérial et technique des industries pharmaceutiques locales en vue de l'érection des champions nationaux dans le secteur	22 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00281 - Appui à la mise en place d'une usine de recyclage des déchets plastiques à Esazock	20 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
TOTAL Activité 2903603C002	**72 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**31 000**	**31 000**		**31 000**	**31 000**	
TOTAL ACTION 03	**123 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**25 000**	**25 000**		**49 000**	**49 000**		**49 000**	**49 000**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL

Action 04 : RESTRUCTURATION/REDEPLOIEMENT DE L'INDUSTRIE NATIONALE DU COTON-TEXTILE-CUIR ET CONFECTION, SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903604C001 : Restructuration de l'industrie de transformation du cuir																	
5729F00310 - Etude de la demande en produits textile textiles et cuirs par les Corps d'Etats (Armées Police, Santé..) : Etudes	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903604C001	**15 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**5 000**		**5 000**	**5 000**		**5 000**	**5 000**	
Activité 2903604C002 : Mise en place des unités de transformation du coton																	
5729F00323 - Mise en œuvre du plan de restructuration de la CICAM	8 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
TOTAL Activité 2903604C002	**8 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**2 000**	**2 000**		**3 000**	**3 000**		**3 000**	**3 000**	
TOTAL ACTION 04	**23 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**7 000**	**7 000**		**8 000**	**8 000**		**8 000**	**8 000**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL
Action 05 : FACILITATION DES INSTALLATIONS D'ACCUEIL DES INDUSTRIES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903605C001 : Développement d'un système de Suivi de l'activité industrielle																	
5529I00217 - Frais CARPA	100 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	50 000	50 000	MN	50 000	50 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*	
5729F13612 - SUBVENTION DE FONCTIONEMMENT A LA CCIMA(CENTRE D'ARBRITRAGE)	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903605C001	**115 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**5 000**		**55 000**	**55 000**		**55 000**	**55 000**	
Activité 2937701A002 : Renforcement des capacités de la CCIMA																	
5729F00466 - Mise en place du Comité Interministériel Permanent chargé de l'opérationnalisation du PDI	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5729F00467 - Suivi de la réalisation de l'étude stratégique de developpement de l'industrie pharmaceutique	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5729F00468 - Mise en œuvre des plans stratégiques de Référence	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5729F00470 - Vulgarisation du PDI	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2937701A002	**24 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**8 000**	**8 000**		**8 000**	**8 000**		**8 000**	**8 000**	
TOTAL ACTION 05	**139 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**13 000**	**13 000**		**63 000**	**63 000**		**63 000**	**63 000**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL

Action 06 : PROTECTION ET SECURISATION DES ETABLISSEMENTS CLASSES DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES ET DES APPAREILS A RISQUES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903606C003 : Sécurisation des activités industrielles																	
5729F00333 - coordination centrale des inspections	16 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 500	10 500	LR	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
TOTAL Activité 2903606C003	**16 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 500**	**10 500**		**3 000**	**3 000**		**3 000**	**3 000**	
Activité 2903606C004 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉSDES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES DANS LES 58 DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES DU MINMIDT																	
5729F00373 - Suivi des activités du secteur industriele dans la Délégation Départementale de L'ocean 5629451920	2 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	0	0	LR	1 000	1 000	LR	1 000	1 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
TOTAL Activité 2903606C004	**2 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**1 000**	**1 000**		**1 000**	**1 000**	
Activité 2903606C005 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DU SERVICE DE L'INDUSTRIE, DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE DANS LES 10 RÉGIONS																	
5729F00420 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle dans la region de l'adamawa	5 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F00421 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle dans la région de l'EST	5 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F00422 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle dans la région de l'Extrême-nord	5 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F00423 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle dans la région de l'Ouest	5 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F00424 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle dans la région du Centre	5 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F00425 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle dans la région du Littoral	5 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F00426 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle dans la région du nord	5 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F00427 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle dans la region DU NORD-OUEST	5 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F00429 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle dans la region DU SUD-OUEST	5 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F13542 - Suivi de la mise en œuvre des activités du Service de l'Industrie, du Développement Technologique et de la Propriété Industrielle dans la region dU SUD	5 000	F	N/A		0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2903606C005	**50 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**50 000**	**50 000**		**0**	**0**		**0**	**0**	
Activité 2903606C007 : Coordination de l'opérationnalisation du PDI																	
5729F13504 - Prise en charge des salaires des personnels du MINMIDT	2 000 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	700 000	700 000	LR	650 000	650 000	LR	650 000	650 000	LR
Salaires					*0*	*0*	*0*	*0*	*700 000*	*700 000*		*650 000*	*650 000*		*650 000*	*650 000*	
5729F13686 - SUPPORT DI	9 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	2 000	2 000	MN	2 000	2 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903606C007	**2 009 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**705 000**	**705 000**		**652 000**	**652 000**		**652 000**	**652 000**	
TOTAL ACTION 06	**2 077 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**765 500**	**765 500**		**656 000**	**656 000**		**656 000**	**656 000**	
TOTAL PROGRAMME 036	**2 591 900**				**0**	**0**	**0**	**0**	**933 900**	**933 900**		**853 000**	**853 000**		**808 000**	**808 000**	

Programme 037 : MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE
Action 01 : DYNAMISATION DU SYSTEME DE NORMALISATION

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903701C002 : Actualisation du cadre légal et règlementaire de la normalisation																	
5729F00302 - Révision/amendement de la loi sur la normalisation et ses textes règlementaires	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F00303 - Erection des normes en règlements techniques	14 200	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	4 200	4 200	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*1 200*	*1 200*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
5729F13876 - Participation aux comités techniques et miroirs nationaux	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 500*	*2 500*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 500*	*2 500*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
TOTAL Activité 2903701C002	**35 200**				**0**	**0**	**0**	**0**	**15 000**	**15 000**		**9 200**	**9 200**		**10 000**	**10 000**	
Activité 2903701C003 : MISE EN PLACE DE L'ACTIVITE DE VEILLE NORMATIVE																	
5729F00305 - Accompagnement à la mise à jour de la normalisation	13 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	3 000	3 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*3 000*	*3 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13877 - Appui à la normalisation des produits locaux	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
TOTAL Activité 2903701C003	**28 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**8 000**	**8 000**		**10 000**	**10 000**	
TOTAL ACTION 01	**63 200**				**0**	**0**	**0**	**0**	**25 000**	**25 000**		**17 200**	**17 200**		**20 000**	**20 000**	

Programme 037 : MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE
Action 02 : AMELIORATION DU SYSTEME D'EVALUATION DE LA CONFORMITE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903702C001 : AGREMENT DES ORGANISMES D'EVALUATION DE LA CONFORMITE																	
5729F00311 - Identification des organismes d'EC dans tous les régions	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00312 - Mise à niveau des organismes non agréés par l'Etat	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903702C001	**30 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**	
Activité 2903702C003 : CERTIFICATION DES SYSTEMES, DES PRODUITS ET PERSONNES																	
5729F00319 - Promotion des entreprises hors mis l'agro-industrie à la mise en place des systèmes qualité	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00320 - Acquisition de petits matériels de certification des entreprises	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903702C003	**30 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**	
Activité 2903702C004 : Conception et mise en place d'un système d'accréditation																	
5729F00314 - Accréditation des organismes d'évaluation de la conformité	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*1 500*	*1 500*		*1 500*	*1 500*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 500*	*3 500*		*3 500*	*3 500*	
TOTAL Activité 2903702C004	**15 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**5 000**		**5 000**	**5 000**		**5 000**	**5 000**	
Activité 2903702C006 : Construction des laboratoires d'analyse et d'essais																	
5729F13878 - construction du laboratoire d'analyse physico-chimique	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F13879 - construction du laboratoire d'analyse et des essais minéralogique	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F13880 - construction du laboratoire d'analyse et des essais géochimiques	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F13881 - suivi de la mise en oevre	14 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903702C006	**29 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**19 000**	**19 000**		**5 000**	**5 000**		**5 000**	**5 000**	
TOTAL ACTION 02	**104 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**44 000**	**44 000**		**30 000**	**30 000**		**30 000**	**30 000**	

Programme 037 : MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE
Action 03 : AMELIORATION DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903703C001 : ORGANISATION ET ENTRETIEN DU SYSTEME NATIONAL DE METROLOGIE																	
5729F00321 - Mise en place de la fonction métrologique en entreprise	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F00322 - Conservation des étalons de référence et leur raccordement au système international	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903703C001	**30 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**	
Activité 2903703C002 : RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT EN METROLOGIE																	
5729F00431 - Veille technologique et intelligence économique en métrologie	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F00432 - Participation aux activités de Promotion de la métrologie	3 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2903703C002	**8 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**8 000**	**8 000**		**0**	**0**		**0**	**0**	
TOTAL ACTION 03	**38 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**18 000**	**18 000**		**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**	

Programme 037 : MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE

Action 04 : PROMOTION DE LA QUALITE DANS LES INDUSTRIES LOCALES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903704C001 : Mise à niveau des systèmes de management de la qualité dans les industries locales																	
5729F13883 - Développement et Promotion des méthodes spécifiques d'Assurance Qualité (AQ) dans les industries agro-alimentaires	16 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*	
5729F13884 - Appui à la certification des systèmes/produits des PME/PMI	16 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*	
TOTAL Activité 2903704C001	**32 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**8 000**	**8 000**		**12 000**	**12 000**		**12 000**	**12 000**	
Activité 2903704C002 : MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE LABELISATION																	
5729F13885 - définition du cadre réglementaire et des référentiels pour les Labels	42 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	19 000	19 000	MN	19 000	19 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*19 000*	*19 000*		*19 000*	*19 000*	
5729F13888 - Elaboration d'une cartographie des produits à labéliser	22 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	9 000	9 000	MN	9 000	9 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*9 000*	*9 000*		*9 000*	*9 000*	
5729F13890 - Elaboration d'une base des données des profils des experts évaluateurs	28 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	12 000	12 000	MN	12 000	12 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*12 000*	*12 000*		*12 000*	*12 000*	
5729F13891 - Mise en place et fonctionnement du comité d'homologation des Labels	16 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*	
TOTAL Activité 2903704C002	**108 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**16 000**	**16 000**		**46 000**	**46 000**		**46 000**	**46 000**	
Activité 2903704C003 : Promotion de la culture qualité																	
5729F00454 - participation au FONIQ	104 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	0	0	MN	100 000	100 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*0*	*0*		*100 000*	*100 000*	
5729F13892 - participation au SENAQ	16 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*	
5729F13893 - organisation du Prix National de la Qualité	16 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*	
TOTAL Activité 2903704C003	**136 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**12 000**	**12 000**		**12 000**	**12 000**		**112 000**	**112 000**	
Activité 2903704C005 : MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE PROMOTION DE LA QUALITÉ																	
5729F00458 - Accompagnement à l'élaboration de textes de création de l'Ordre national des qualiticiens	2 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 500	2 500	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 500*	*2 500*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2903704C005	**2 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**2 500**	**2 500**		**0**	**0**		**0**	**0**	
TOTAL ACTION 04	**278 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**38 500**	**38 500**		**70 000**	**70 000**		**170 000**	**170 000**	

Programme 037 : MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE
Action 05 : PROMOTION DE LA SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903705C002 : Renforcement de la Coopération dans le Domaine de la Qualité																	
5729F00443 - Elaboration des normes régionales de la SSA en relation avec le CCAFRICA –Phasel	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F13895 - Structuration du réseau INFOSAN Cameroun	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903705C002	**27 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**9 000**	**9 000**		**9 000**	**9 000**		**9 000**	**9 000**	
Activité 2903705C003 : Mise en œuvre du CODEX ALIMENTARIUS et la SSA																	
5729F00461 - Réalisation des études/analyse des risques liées à la consommation des aliments à fort potentiel économique en vue de l'élaboration des normes Camerounaise/regionales	16 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	6 000	6 000	MN	6 000	6 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*	
5729F13894 - Réalisation des études sur les métaux lourds(cadium) du cacao/chocolat au Cameroun en vue de préparer la position du pays à l'élaboration de la norme internationale sur les contaminants alimentaires	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
TOTAL Activité 2903705C003	**28 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**8 000**	**8 000**		**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**	
TOTAL ACTION 05	**55 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**17 000**	**17 000**		**19 000**	**19 000**		**19 000**	**19 000**	

Programme 037 : MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE
Action 06 : AMELIORATION DU CONTROLE QUALITE DES PRODUITS MANUFACTURES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903706C001 : Renforcement et extension du programme d'évaluation de la conformité avant embarquement des produits importes (PECAE)																	
5729F13898 - Contribution à la Révision du Décret d'extension du PECAE	57 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
TOTAL Activité 2903706C001	**57 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**5 000**		**5 000**	**5 000**		**5 000**	**5 000**	
Activité 2903706C003 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DE NORMALISATION ET DE LA QUALITÉ DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL																	
5729F00464 - Contrôle de la mise en œuvre de la réglementation normative	25 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	9 000	9 000	MN	7 000	7 000	MN	9 000	9 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*2 000*	*2 000*		*4 000*	*4 000*	
TOTAL Activité 2903706C003	**25 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**9 000**	**9 000**		**7 000**	**7 000**		**9 000**	**9 000**	
Activité 2903706C004 : Accompagnement à la mise en oeuvre des activités dans le secteur infrastructure qualité																	
5729F13505 - Prise en charge des salaires des personnels	2 700 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	900 000	900 000	LR	900 000	900 000	LR	900 000	900 000	LR
Salaires					*0*	*0*	*0*	*0*	*900 000*	*900 000*		*900 000*	*900 000*		*900 000*	*900 000*	
5729F13687 - Coordination des activites a la DDQ	22 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 000	8 000	MN	6 000	6 000	MN	8 000	8 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*1 000*	*1 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13688 - SUPPORT CAEMI	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903706C004	**2 737 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**913 000**	**913 000**		**911 000**	**911 000**		**913 000**	**913 000**	
TOTAL ACTION 06	**2 819 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**927 000**	**927 000**		**923 000**	**923 000**		**927 000**	**927 000**	
TOTAL PROGRAMME 037	**3 357 700**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 069 500**	**1 069 500**		**1 069 200**	**1 069 200**		**1 176 000**	**1 176 000**	

Programme 038 : DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Action 01 : AMELIORATION DU CADRE STRATEGIQUE ET JURIDIQUE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903801C001 : Élaboration et suivi de la mise en œuvre du cadre stratégique et juridique du développement technologique et de la propriété industrielle																	
5729F00295 - validation de la stratégie nationale de développement technologique actualisée	9 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5729F00296 - Validation des statuts et procédures pour la mise en place du fonds de développement pour le financement des entreprises innovantes	21 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5729F00298 - suivi de l'élaboration du projet de loi sur le Développement technologique	17 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903801C001	**47 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**17 000**	**17 000**		**14 000**	**14 000**		**16 000**	**16 000**	
Activité 2903801C002 : Mise en place d'un système de collecte, de diffusion et de conservation des informations et de documents du DT et de la PI																	
5729F13908 - suivi et contrôle des technologiques	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
5729F13909 - Appui à la mise en place d'un système de collecte, de diffusion et de conservation des informations et de documentation du DT et de PI	10 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
TOTAL Activité 2903801C002	**25 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**9 000**	**9 000**		**8 000**	**8 000**		**8 000**	**8 000**	
Activité 2903801C003 : DÉVELOPPMENT DU PARTENARIAT TECHNOLOGIQUE ET DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE																	
5729F00315 - Mise en place des cadres de coopération dans le domaine de la PI et du DT (en liaison avec CCD)	11 400	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	3 400	3 400	LR	4 000	4 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*1 400*	*1 400*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5729F13910 - Identification des services de coopération en matière de DT et de PI	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903801C003	**23 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**8 000**	**8 000**		**7 400**	**7 400**		**8 000**	**8 000**	
Activité 2903801D004 : Mise en place du cadre de valorisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées																	
5729F13899 - validation de la stratégie nationale de développement technologique actualisée	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F13902 - Vulgarisation des statuts et élaboration des procédures pour la mise en place du fonds de développement pour le financement des entreprises innovantes	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13903 - suivi de l'élaboration du projet de loi sur le Développement technologique	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F13905 - Elaboration du projet d'arreté portant création du cadre de valorisation des produits du terroirs	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2903801D004	**30 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**20 000**	**20 000**		**5 000**	**5 000**		**5 000**	**5 000**	
TOTAL ACTION 01	**125 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**54 000**	**54 000**		**34 400**	**34 400**		**37 000**	**37 000**	

Programme 038 : DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE
Action 02 : APPROPRIATION DES TECHNOLOGIES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903802C001 : MISE EN PLACE ET SUIVI DES STRUCTURES D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE																	
5729F00334 - Extension et suivi du réseau des Centres d'Appui à la Technologie et à l'Innovation (CATI)	21 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	MN	7 000	7 000	MN	7 000	7 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13915 - Appui au fonctionnement des structures d'appui au développement technoilogique	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903802C001	**36 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**12 000**	**12 000**		**12 000**	**12 000**		**12 000**	**12 000**	
Activité 2903802C002 : DÉVELOPPEMENT DES PARCS TECHNOLOGIQUES (TECHNOPÔLES) DE RÉFÉRENCE																	
5529I00203 - Indemnisation des populations installées sur le site du technopôle agro-industriel de Ouassa-Babouté	350 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	150 000	150 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*150 000*	*150 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2903802C002	**350 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**150 000**	**150 000**		**0**	**0**		**0**	**0**	
Activité 2903802C003 : VEILLE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES																	
5729F13912 - Mise en place et suivi des cadres de veille et de transfert de technologies	29 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	12 000	12 000	LR	12 000	12 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
5729F13913 - Appui à la mise en place des entreprises innovantes	10 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13914 - Appui à la mise à niveau des outils et équipements de production des entreprises	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
TOTAL Activité 2903802C003	**51 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**9 000**	**9 000**		**21 000**	**21 000**		**21 000**	**21 000**	
Activité 2903802C004 : REPRODUCTION, ADAPTATION ET DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES																	
5729F13916 - Appui au prototypage des inventions et innovations technologiques	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	5 000	5 000	LR	0	0	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*0*	*0*	
5729F13917 - Appui au Développpement des projets technologiques	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*5 000*	*5 000*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903802C004	**27 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**12 000**	**12 000**		**10 000**	**10 000**		**5 000**	**5 000**	
TOTAL ACTION 02	**464 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**183 000**	**183 000**		**43 000**	**43 000**		**38 000**	**38 000**	

Programme 038 : DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Action 03 : PROMOTION ET PROTECTION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903803C001 : PROMOTION DES ACTIFS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE																	
5729F13918 - Célébration des Journées Nationales et Internatinale de Propriété Intellectuelle et Développement Technologique	19 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	6 000	6 000	LR	5 000	5 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*5 000*	*5 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F13919 - Réalisation des actions de promotion et d'information sur la Propriété Intellectuelle et le Développement Technologique	18 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903803C001	**37 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**12 000**	**12 000**		**15 000**	**15 000**	
Activité 2903803C002 : APPUI À LA PROTECTION DES ACTIFS DE PI																	
5729F13920 - suivi de l'enregistrement des noms comerciaux	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13921 - Lutte contre la contefaçon et autres atteintes de droits de la PI	14 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13922 - Coordination de la mise en œuvre du Plan National de Développement de la Propriété Intellectuelle (PNDPI)	19 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	5 000	5 000	LR	10 000	10 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*5 000*	*5 000*		*10 000*	*10 000*	
TOTAL Activité 2903803C002	**48 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**13 000**	**13 000**		**15 000**	**15 000**		**20 000**	**20 000**	
TOTAL ACTION 03	**85 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**23 000**	**23 000**		**27 000**	**27 000**		**35 000**	**35 000**	

Programme 038 : DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Action 04 : VALORISATION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITE LIEE A L'ORIGINE

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903804C001 : PROMOTION, SUIVI ET ÉVALUATION DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES ET MARQUES COLLECTIVES PROTÉGÉES																	
5729F00399 - Appui à la promotion du Miel Blanc d'Oku	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13482 - Appui à la structuration des producteurs du Café Arabica de l'Ouest Cameroun (Camer West Coffee)	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F13483 - Symposium National sur des Produits de Terroirs de Qualité liée à l'Origine	8 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	0	0	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*0*	*0*	
5729F13923 - Appui à la promotion du Poivre de Penja	18 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903804C001	**43 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**16 000**	**16 000**		**20 000**	**20 000**		**16 000**	**16 000**	
Activité 2903804C002 : PROTECTION DES PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITÉ LIÉE À L'ORIGINE EN INDICATION GÉOGRAPHIQUE ET MARQUES COLLECTIVES																	
5729F00433 - Appui à la structuration des producteurs du Cacao Rouge du Cameroun	4 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	500	500	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5729F13484 - Appui à la structuration des producteurs du Café Arabica de l'Ouest Cameroun (Camer West Coffee)	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13485 - Appui à la consolidation du cahier des charges du Cacao Rouge du Cameroun	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13486 - Lutte contre la contefaçon des indications géographiques protégées	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13487 - Mise en place d'un cadre de valorisation des produits de terroirs de qualité liée à l'origine	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13488 - Appui à la qualification du Café Arabica de l'Ouest Cameroun (CAMER WEST COFFEE)	5 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2903804C002	**57 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**13 500**	**13 500**		**22 000**	**22 000**		**22 000**	**22 000**	
Activité 2903804C003 : IDENTIFICATION, QUALIFICATION ET ÉLABORATION DES CAHIERS DE CHARGE DES NOUVEAUX PRODUITS DE TERROIRS DE QUALITÉ LIÉE À L'ORIGINE																	
5729F00448 - Identification et qualification de nouveaux produits de terroirs de qualité liée à l'origine	8 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F13493 - Implémentation de la notion des produits de terroirs dans les régions du Cameroun	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5729F13494 - élaboration des projets de cahiers de charge des nouveaux produits de terroirs sélectionnés	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903804C003	**20 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**4 000**	**4 000**		**8 000**	**8 000**		**8 000**	**8 000**	
Activité 2903804C005 : APPUI AU COMITÉ NATIONAL DE PROMOTION ET DE COORDINATION DES IG (CONAPIG)																	
5729F13498 - Suivi-Evaluation de la coordination des Activités sectorielles en matière d'IG	6 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR	2 000	2 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
5729F13499 - Suivi de la mise en œuvre des activités de coopération nationale et internationale en matière d'IG	58 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	18 000	18 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*18 000*	*18 000*		*20 000*	*20 000*		*20 000*	*20 000*	
TOTAL Activité 2903804C005	**64 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**20 000**	**20 000**		**22 000**	**22 000**		**22 000**	**22 000**	
TOTAL ACTION 04	**184 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**53 500**	**53 500**		**72 000**	**72 000**		**68 000**	**68 000**	

Programme 038 : DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE
Action 05 : DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903805C001 : DÉVELOPPEMENT DES PARCS TECHNOLOGIQUES (TECHNOPÔLES) DE RÉFÉRENCE																	
5729F13900 - Coordination de la mise en œuvre des Technopôles de référence	14 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 500	4 500	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*500*	*500*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13901 - Opérationnalisation du Technopôle Agro-Industriel de Ouassa-Babouté	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13904 - Opréationnalisation duTechnopôle Digital	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13906 - Opréationnalisation du Technopôle Biotechnologies et Industries pharmaceutiques	10 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	0	0	LR	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903805C001	**54 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**14 500**	**14 500**		**20 000**	**20 000**		**20 000**	**20 000**	
Activité 2903805C002 : DÉVELOPPEMENT DES CENTRES TECHNIQUES NATIONAUX (CTN)																	
5729F13907 - Coordination de la mise en en oeuvre des Centres Techniques Industriels	11 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	2 000	2 000	MN	4 000	4 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*4 000*	*4 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903805C002	**11 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**2 000**	**2 000**		**4 000**	**4 000**		**5 000**	**5 000**	
Activité 2903805C003 : COORDINATION DES ACTIVITÉS DE LA DDTPI																	
5729F13911 - Ameliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des activitees de la DDTPI	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
TOTAL Activité 2903805C003	**12 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**4 000**	**4 000**		**4 000**	**4 000**		**4 000**	**4 000**	
Activité 2903805C004 : Accaompagnement des activités dans le secteur du développement des technologies																	
5729F13506 - Prise en charge des salaires des personnels	2 400 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	700 000	700 000	LR	750 000	750 000	LR	950 000	950 000	LR
Salaires					*0*	*0*	*0*	*0*	*700 000*	*700 000*		*750 000*	*750 000*		*950 000*	*950 000*	
5729F13689 - SUPPORT DDTPI	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR	4 000	4 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
TOTAL Activité 2903805C004	**2 412 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**704 000**	**704 000**		**754 000**	**754 000**		**954 000**	**954 000**	
TOTAL ACTION 05	**2 489 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**724 500**	**724 500**		**782 000**	**782 000**		**983 000**	**983 000**	
TOTAL PROGRAMME 038	**3 348 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 038 000**	**1 038 000**		**958 400**	**958 400**		**1 161 000**	**1 161 000**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Action 01 : COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937902A001 : Supervision stratégique de la mise en œuvre des programmes du MINMIDT																	
5729F13510 - Coordination Technique et supervision du Secteur Mine et Géologie (SETAT)	312 200	F	N/A	SC	0	0	0	0	103 000	103 000	LR	106 800	106 800	LR	102 400	102 400	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*13 000*	*13 000*		*6 800*	*6 800*		*2 400*	*2 400*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*90 000*	*90 000*		*100 000*	*100 000*		*100 000*	*100 000*	
5729F13511 - Conseil technique à la Supervision du secteur Minier (CT1)	60 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*18 000*	*18 000*		*18 000*	*18 000*		*18 000*	*18 000*	
5729F13512 - Conseil technique à la supervision du Secteur Industriel (CT2)	60 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*18 000*	*18 000*		*18 000*	*18 000*		*18 000*	*18 000*	
5729F13513 - Dépenses communes cabinet MINMIDT	60 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*20 000*	*20 000*		*20 000*	*20 000*		*20 000*	*20 000*	
5729F13514 - Mise en œuvre de la stratégie de gestion et de suivi des recettes minières, industrielles et technologiques	98 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	46 000	46 000	LR	26 000	26 000	LR	26 000	26 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*42 000*	*42 000*		*22 000*	*22 000*		*22 000*	*22 000*	
5729F13515 - Implémentation du dialogue et du contrôle de Gestion	23 000	F	N/A		0	0	0	0	23 000	23 000	MN	23 000	23 000	MN	23 000	23 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*19 000*	*19 000*		*19 000*	*19 000*		*19 000*	*19 000*	
5729F13516 - Coordination Administrative de la Mise en Œuvre des Programmes du MINMIDT	280 900	F	N/A	SC	0	0	0	0	160 900	160 900	MN	50 000	50 000	MN	70 000	70 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*150 900*	*150 900*		*50 000*	*50 000*		*70 000*	*70 000*	
5729F13517 - Accompagnement à la Mise en Œuvre des Programmes (Direction des Affaires Générales)	361 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	205 000	205 000	LR	103 000	103 000	LR	53 000	53 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*200 000*	*200 000*		*100 000*	*100 000*		*50 000*	*50 000*	
5729F13613 - Supervision des programmes du par le Cabinet du MINMIDT	443 466	F	N/A	SC	0	0	0	0	180 000	180 000	LR	150 000	150 000	LR	113 466	113 466	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*180 000*	*180 000*		*150 000*	*150 000*		*113 466*	*113 466*	
5729F13690 - Mise en oeuvre des activités de la Task force sur la gestion du secteur minier	51 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	17 000	17 000	LR	17 000	17 000	LR	17 000	17 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*13 000*	*13 000*		*13 000*	*13 000*		*13 000*	*13 000*	
TOTAL Activité 2937902A001	**1 749 566**				**0**	**0**	**0**	**0**	**794 900**	**794 900**		**535 800**	**535 800**		**464 866**	**464 866**	
Activité 2937902A004 : Coordination des activités du MINMIDT dans les 10 Régions																	
5729F13614 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE INDUSTRIE, MINES & DT	60 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*	
5729F13615 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE INDUSTRIE, MINES & DT	60 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*	
5729F13616 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE DPIMDT / MAROUA	60 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*	
5729F13617 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE IMDT	60 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*	
5729F13618 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE INDUSTRIE, MINES & DT	60 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*	
5729F13619 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE DU IMDT	60 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*	
5729F13620 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE IMDT	20 000	F	N/A		0	0	0	0	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN	20 000	20 000	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*	
5729F13621 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE DU DPIMDT	60 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Action 01 : COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*	
5729F13622 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE IMDT	60 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*	
5729F13623 - Mise en en oeuvre des activités à la DR DÉLÉGATION REGIONALE IMDT	60 000	F	N/A	SD	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*	
TOTAL Activité 2937902A004	**560 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**200 000**	**200 000**		**200 000**	**200 000**		**200 000**	**200 000**	
Activité 2937902B007 : Coordination des activités du MINMIDT dans les 58 Délégations Départementales																	
5729F13935 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DE LA OCEAN	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13936 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13937 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13938 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13939 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13940 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13941 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13942 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13943 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPART IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13944 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13945 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13946 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13947 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13948 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13949 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13950 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13951 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13952 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13953 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13954 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Action 01 : COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13955 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13956 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13957 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13958 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13959 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT MEFOU ET AKONO	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13960 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13961 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13962 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13963 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13964 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13965 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13966 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13967 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13968 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13969 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13970 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13971 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13972 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13973 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13974 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13975 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13976 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13977 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13978 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Action 01 : COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13979 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13980 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13981 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13982 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13983 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13984 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13985 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13986 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13987 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13988 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13989 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13990 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
5729F13991 - MIS EN EN OEUVRE DES ACTIVITES DU MINMIDT A LA DD DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DU IMIDT	3 300	F	N/A	SD	0	0	0	0	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN	1 100	1 100	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*		*1 100*	*1 100*	
TOTAL Activité 2937902B007	**188 100**				**0**	**0**	**0**	**0**	**62 700**	**62 700**		**62 700**	**62 700**		**62 700**	**62 700**	
TOTAL ACTION 01	**2 497 666**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 057 600**	**1 057 600**		**798 500**	**798 500**		**727 566**	**727 566**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Action 02 : ETUDES STRATÉGIQUES, PLANIFICATION ET DENSIFICATION DE LA COOPÉRATION AU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937901A006 : Suivi et évaluation de la mise en œuvre des politiques du sous-secteur																	
5729F00201 - Coordinations des activités de la DEPCO	38 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	16 000	16 000	LR	11 000	11 000	LR	11 000	11 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2937901A006	**38 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**16 000**	**16 000**		**11 000**	**11 000**		**11 000**	**11 000**	
Activité 2937901A007 : Planification, Programmation et Budgétisation des politiques publiques du Sous-Secteur																	
5729F00001 - Revue et actualisation des activités des programmes du MINMIDT	44 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	12 000	12 000	LR	16 000	16 000	LR	16 000	16 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F00002 - Elaboration des CDMT	42 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	12 000	12 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*7 000*	*7 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00003 - Préparation des conférences budgétaires	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
TOTAL Activité 2937901A007	**116 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**34 000**	**34 000**		**41 000**	**41 000**		**41 000**	**41 000**	
Activité 2937901A008 : Maturation des projets miniers, industriels et technologiques																	
5729F00202 - Préparation à la maturation des projets du MINMIDT	18 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*		*1 000*	*1 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00203 - PROMOTION DU SECTEUR PRIVE INDUSTRIEL, MINIERES ET TECHNOLOGIQUE (Examen et validation de la maturité des projets)	10 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
TOTAL Activité 2937901A008	**28 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**16 000**	**16 000**		**16 000**	**16 000**		**16 000**	**16 000**	
Activité 2937901A009 : Développement les projets miniers, industriels et technologiques																	
5729F00204 - Montage et suivi évaluation des projets	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
5729F13882 - Conceptions et montage de projet d'autonomisation des communes au Cameroun et la mise en place des industries locales	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13897 - Suivi de la mise en oeuvre de l'activité des Cartographie des sites potentiels de carrières des sables et des pierres dans les 58 départements	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2937901A009	**75 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**25 000**	**25 000**		**25 000**	**25 000**		**25 000**	**25 000**	
Activité 2937901A010 : Structuration, négociation et suivi de la coopération au sein du MINMIDT																	
5729F13540 - Préparation et suivi des outils de la coopération au sein du MINMIDT, des structures sous tutelles et des projets rattachés	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
TOTAL Activité 2937901A010	**30 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**		**10 000**	**10 000**	
Activité 2937901A011 : Promotion du sous-secteur																	
5729F13541 - Participation aux évènements nationaux et internationaux	42 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	20 000	20 000	LR	7 000	7 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*20 000*	*20 000*		*7 000*	*7 000*	
TOTAL Activité 2937901A011	**42 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**15 000**	**15 000**		**20 000**	**20 000**		**7 000**	**7 000**	
TOTAL ACTION 02	**329 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**116 000**	**116 000**		**123 000**	**123 000**		**110 000**	**110 000**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Action 04 : GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937903A001 : Exécution du budget du Ministère																	
5729F00219 - Suivi de l'exécution du budget	80 400	F	N/A	SC	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	40 400	40 400	LR	20 000	20 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*20 000*	*20 000*		*40 400*	*40 400*		*20 000*	*20 000*	
5729F00220 - Examen et Validation des documents liés à la passation des Marchés Publics	22 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	7 000	7 000	LR	7 000	7 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00221 - Elaboration du RAP et du PPA	24 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
TOTAL Activité 2937903A001	**126 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**35 000**	**35 000**		**55 400**	**55 400**		**36 000**	**36 000**	
Activité 2937903B004 : Preparation du Budget (COMITE INTERNE DE GESTION DE LA CHAINE PLANIFICATION-PROGRAMMATION-BUDGETISATION) PPBS																	
5729F00223 - Tenue des sessions du comité PPBS	52 500	F	N/A	SC	0	0	0	0	12 500	12 500	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*12 500*	*12 500*		*20 000*	*20 000*		*20 000*	*20 000*	
TOTAL Activité 2937903B004	**52 500**				**0**	**0**	**0**	**0**	**12 500**	**12 500**		**20 000**	**20 000**		**20 000**	**20 000**	
TOTAL ACTION 04	**178 900**				**0**	**0**	**0**	**0**	**47 500**	**47 500**		**75 400**	**75 400**		**56 000**	**56 000**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Action 05 : DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION AU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903905C001 : Gestion du parc et du réseau informatique																	
5729F13536 - Suite du projet dématérialisation des procédures	10 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F13924 - Maintenance et Mise à jour du parc informatique	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13925 - Extension des réseaux informatiq	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13926 - Acquisition d'une gamme FortiGate d'appliances physiques et virtuelles destinées à la gestion unifiée des menaces	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903905C001	**55 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**25 000**	**25 000**		**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**	
Activité 2903905C002 : Conception, élaboration et mise à jour des applications																	
5729F13535 - Mise à jour des applications existantes	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13927 - Pérennisation de certains actifs immatériels du projet PRECASEM	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13928 - Réhabilitation du réseau informatique du MINMIDT	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN	5 000	5 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903905C002	**45 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**		**15 000**	**15 000**	
Activité 2903905C003 : Mise en Œuvre du Système de Gestion Informatisée du Personnel																	
5729F13532 - Entretien de l'application SIGIPES	27 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F13533 - Production des cartes professionnelles et des badges	12 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN	4 000	4 000	MN
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F13534 - Gestion et maintenance du Système Biométrique de contrôle des présences	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2903905C003	**54 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**18 000**	**18 000**		**18 000**	**18 000**		**18 000**	**18 000**	
Activité 2937904B004 : Opérationnalisation du système d'information statistique																	
5729F00226 - Actualisation de l'annuaire statistique du MINMIDT	42 200	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	21 600	21 600	LR	10 600	10 600	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*21 600*	*21 600*		*10 600*	*10 600*	
5729F13886 - Opérationnalisation du système d'information statistique	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F13887 - Mise en place d'un cadre de suivi de la mise en œuvre des ODD au sein du MINMIDT	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
TOTAL Activité 2937904B004	**102 200**				**0**	**0**	**0**	**0**	**30 000**	**30 000**		**41 600**	**41 600**		**30 600**	**30 600**	
Activité 2937904B005 : Suivi de la mise en œuvre des stratégies du sous-secteur																	
5729F00228 - Elaboration de la chaîne des résultats ministériels	26 700	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 900	8 900	LR	8 900	8 900	LR	8 900	8 900	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*8 900*	*8 900*		*8 900*	*8 900*		*8 900*	*8 900*	
5729F13889 - Mise à jour des fiches des métadonnées des indicateurs de performance des Programme du MINMIDT et élaboration du Tableau de bord du sous-secteur mines, industrie et développement Technologique	30 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2937904B005	**56 700**				**0**	**0**	**0**	**0**	**18 900**	**18 900**		**18 900**	**18 900**		**18 900**	**18 900**	
TOTAL ACTION 05	**312 900**				**0**	**0**	**0**	**0**	**106 900**	**106 900**		**108 500**	**108 500**		**97 500**	**97 500**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Action 06 : AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937905A001 : Mise en œuvre d'un plan de construction et de réhabilitation des services du MINMIDT																	
5529I00036 - Travaux de réhabilitations des structures déconcentrées du MINMIDT	300 000	I	VISA	SD	0	0	0	0	100 000	100 000	LR	100 000	100 000	LR	100 000	100 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*100 000*	*100 000*		*100 000*	*100 000*		*100 000*	*100 000*	
5529I00076 - études architecturalles pour la construction de l'immeuble siège du MINMIDT	300 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	300 000	300 000	MN	0	0	MN
Honoraires et études pour projet d'investissement public					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*300 000*	*300 000*		*0*	*0*	
5529I00096 - Construction de l'immeuble siege	4 000 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	0	0	MN	4 000 000	4 000 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*0*	*0*		*4 000 000*	*4 000 000*	
TOTAL Activité 2937905A001	**4 600 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**100 000**	**100 000**		**400 000**	**400 000**		**4 100 000**	**4 100 000**	
Activité 2937905A002 : Mise en œuvre d'un plan d'équipement des services du MINMIDT																	
5729F13932 - APUREMENT DE LA DETTE FLOTTANTE	319 934	F	N/A	SC	0	0	0	0	80 000	80 000	LR	120 000	120 000	LR	119 934	119 934	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*80 000*	*80 000*		*120 000*	*120 000*		*119 934*	*119 934*	
5529I00026 - Aquisition d'équipements de géolocalisation (GPS)	90 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	90 000	90 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*90 000*	*90 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5529I00183 - Extension et Interconnexion des réseaux informatiques	250 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	LR	150 000	150 000	LR	100 000	100 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*150 000*	*150 000*		*100 000*	*100 000*	
5529I00186 - Acquisition de 1000 postes de travail le personnel	1 000 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	305 000	305 000	MN	200 000	200 000	MN	400 000	400 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*305 000*	*305 000*		*200 000*	*200 000*		*400 000*	*400 000*	
5529I00242 - Projet d'équipement du laboratoire regional des mines et de la geologie de l'Ouest	5 400	I	VISA	SD	0	0	0	0	0	0	MN	5 000	5 000	MN	0	0	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*5 000*	*5 000*		*0*	*0*	
5529I00263 - Acquisition de pickups 4* 4	2 100 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	240 000	240 000	MN	800 000	800 000	MN	900 000	900 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*240 000*	*240 000*		*800 000*	*800 000*		*900 000*	*900 000*	
5529I00264 - Acquisition des copieurs pour les services	900 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	500 000	500 000	MN	400 000	400 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*500 000*	*500 000*		*400 000*	*400 000*	
5529I00265 - Acquisition de climatiseurs	200 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	100 000	100 000	LR	85 000	85 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*100 000*	*100 000*		*85 000*	*85 000*	
TOTAL Activité 2937905A002	**4 865 334**				**0**	**0**	**0**	**0**	**730 000**	**730 000**		**1 875 000**	**1 875 000**		**2 004 934**	**2 004 934**	
Activité 2937905A003 : Maintenance, entretien et sécurisation des installations, matériels et équipement du MINMIDT																	
5729F13929 - Reforme du matériel et des équipements	35 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	13 000	13 000	LR	11 000	11 000	LR	11 000	11 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*7 000*	*7 000*		*7 000*	*7 000*		*7 000*	*7 000*	
5729F00230 - Travaux d'entretien	269 400	F	N/A	SC	0	0	0	0	87 400	87 400	LR	90 000	90 000	LR	92 000	92 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*87 400*	*87 400*		*90 000*	*90 000*		*92 000*	*92 000*	
5729F00231 - Recensement du matériel et des installations	27 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*9 000*	*9 000*		*9 000*	*9 000*		*9 000*	*9 000*	
TOTAL Activité 2937905A003	**331 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**109 400**	**109 400**		**110 000**	**110 000**		**112 000**	**112 000**	
TOTAL ACTION 06	**9 796 734**				**0**	**0**	**0**	**0**	**939 400**	**939 400**		**2 385 000**	**2 385 000**		**6 216 934**	**6 216 934**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Action 07 : DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937906A003 : Amélioration de la gestion du personnel																	
5729F13930 - Intégration et évaluation de l'approche genre	45 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
5729F13933 - EVALUATION DES DROITS DU PERSONNEL DE L'EX-CADRE D'APPUI ET DE PROMOTION DE L'ARTISANAT MINIER (CAPAM)	10 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5729F00232 - Renforcement de capacité d'accueil et gestion du personnel	351 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	117 000	117 000	LR	117 000	117 000	LR	117 000	117 000	LR
Frais de formation du personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*117 000*	*117 000*		*117 000*	*117 000*		*117 000*	*117 000*	
5729F00233 - Production, Appropriation et Vulgarisation du MPGRH	27 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR	9 000	9 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*9 000*	*9 000*		*9 000*	*9 000*		*9 000*	*9 000*	
5729F00234 - Promotion du cadre social	24 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
5729F13531 - Tenue des élections des délégués du personnel	18 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	11 000	11 000	LR	0	0	LR	7 000	7 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*11 000*	*11 000*		*0*	*0*		*7 000*	*7 000*	
TOTAL Activité 2937906A003	**475 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**170 000**	**170 000**		**149 000**	**149 000**		**156 000**	**156 000**	
Activité 2937906A004 : Assainissement du fichier des personnels de la solde et des pensions																	
5729F13934 - CONTROLES ET VALIDATION DES RAPPELS DES PERSONNELS DU MINMIDT	39 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	13 000	13 000	LR	13 000	13 000	LR	13 000	13 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
5729F00235 - Recensement physique du personnel	45 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*		*15 000*	*15 000*	
5729F13507 - Prise en charge des salaires des personnels	500 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	300 000	300 000	LR	100 000	100 000	LR	100 000	100 000	LR
Salaires					*0*	*0*	*0*	*0*	*300 000*	*300 000*		*100 000*	*100 000*		*100 000*	*100 000*	
TOTAL Activité 2937906A004	**584 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**328 000**	**328 000**		**128 000**	**128 000**		**128 000**	**128 000**	
TOTAL ACTION 07	**1 059 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**498 000**	**498 000**		**277 000**	**277 000**		**284 000**	**284 000**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Action 09 : CONTROLE ET AUDIT INTERNE AU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937908A001 : Suivi des performances des services et Contrôle interne et évaluation du fonctionnement des structures du MINMIDT																	
5729F00245 - Coordination des activités de l'inspection Générale	136 200	F	N/A	SC	0	0	0	0	40 200	40 200	LR	48 000	48 000	LR	48 000	48 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*		*4 000*	*4 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*36 200*	*36 200*		*44 000*	*44 000*		*44 000*	*44 000*	
5729F00246 - Audit des services et organismes	60 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*18 000*	*18 000*		*18 000*	*18 000*		*18 000*	*18 000*	
5729F00247 - Contrôle des services centraux et des sous tutelle	60 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR	20 000	20 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*		*2 000*	*2 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*18 000*	*18 000*		*18 000*	*18 000*		*18 000*	*18 000*	
5729F13502 - Suivi de l'implémentation des mesures de lutte contre la corruption	45 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR	15 000	15 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
TOTAL Activité 2937908A001	**301 200**				**0**	**0**	**0**	**0**	**95 200**	**95 200**		**103 000**	**103 000**		**103 000**	**103 000**	
TOTAL ACTION 09	**301 200**				**0**	**0**	**0**	**0**	**95 200**	**95 200**		**103 000**	**103 000**		**103 000**	**103 000**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Action 10 : CONSEIL JURIDIQUE AU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937909A002 : Consolidation de la fonction contentieuse																	
5729F00249 - Descentes judiciaires	19 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	9 000	9 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00251 - Défense des intérêts de l'Etat devant les tribunaux	10 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*4 000*	*4 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*		*6 000*	*6 000*	
TOTAL Activité 2937909A002	**29 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**19 000**	**19 000**		**11 000**	**11 000**		**11 000**	**11 000**	
Activité 2937909B004 : Mise en conformité avec la nouvelle législation des entreprises sous tutelle et certaines entreprises de notre secteur d'activités																	
5729F00255 - Mise en conformité des projets de textes des sociétés ALUCAM ALUBASSA CICAM et la CCIMA	10 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	10 000	10 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Activité 2937909B004	**10 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**		**0**	**0**		**0**	**0**	
Activité 2937909B005 : Promotion de la culture juridique																	
5729F00257 - Prévention du risque juridique	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2937909B005	**15 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**5 000**		**5 000**	**5 000**		**5 000**	**5 000**	
TOTAL ACTION 10	**54 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**34 000**	**34 000**		**16 000**	**16 000**		**16 000**	**16 000**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Action 11 : COMMUNICATION ET GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES AU MINMIDT

EN MILLIERS FCFA

Tâches	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	AVANT 2022		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903911C002 : Gestion des ressources documentaires au MINMIDT																	
5729F13537 - Gestion des archives et de la Documentation	51 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	17 000	17 000	LR	17 000	17 000	LR	17 000	17 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*		*17 000*	*17 000*	
5729F13538 - Gestion courante du courrier	117 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	19 000	19 000	LR	19 000	19 000	LR	19 000	19 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*9 000*	*9 000*		*9 000*	*9 000*		*9 000*	*9 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
TOTAL Activité 2903911C002	**168 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**36 000**	**36 000**		**36 000**	**36 000**		**36 000**	**36 000**	
Activité 2937910A001 : Mise en œuvre du Bilinguisme et Traduction des donnés																	
5729F00259 - Élaboration d'une banque de données de terminologique	24 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR	8 000	8 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*		*8 000*	*8 000*	
5729F00260 - Traduction des documents officiels du MINMIDT et autres	17 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	6 000	6 000	LR	6 000	6 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*2 000*	*2 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
TOTAL Activité 2937910A001	**41 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**13 000**	**13 000**		**14 000**	**14 000**		**14 000**	**14 000**	
Activité 2937910A002 : Amélioration des relations publiques et autres services de communication																	
5729F00261 - Abonnements des Journaux et autres Périodiques	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00262 - Couverture médiatiques des évènements organisées par le MINMIDT	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
5729F00264 - Animation du site web officiel du MINMIDT	3 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR	3 000	3 000	LR
Autres dépenses de personnel					*0*	*0*	*0*	*0*	*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*		*3 000*	*3 000*	
5729F00265 - Production du Magazine de presse écrite Technopôle et l'émission Radio Technopôle	15 000	F	N/A	SC	0	0	0	0	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR	5 000	5 000	LR
Autres biens et services					*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*		*5 000*	*5 000*	
TOTAL Activité 2937910A002	**48 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**18 000**	**18 000**		**18 000**	**18 000**		**18 000**	**18 000**	
TOTAL ACTION 11	**257 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**67 000**	**67 000**		**68 000**	**68 000**		**68 000**	**68 000**	
TOTAL PROGRAMME 039	**14 786 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**2 961 600**	**2 961 600**		**3 954 400**	**3 954 400**		**7 679 000**	**7 679 000**	
TOTAL CHAPITRE 29	**31 235 350**				**0**	**0**	**0**	**0**	**7 200 000**	**7 200 000**		**10 542 000**	**10 548 000**		**12 418 000**	**12 418 000**	

ANNEXE 3

PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT

PROGRAMMATION DES TACHES PAR PROJET D'INVESTISSEMENT

Période : 2023 - 2025

Chapitre 29 : MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES
Action 01 : OPTIMISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINERALES

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2021		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903501C001 : Organisation du secteur minier artisanal au sens strict																	
Projet 54A029P0056 : Mise en œuvre d'un plan d'équipement des services du MINMIDT																	
5529I00024 - Acquisition des kits d'analyse des eaux minérales et kits de prélèvement et de conditionnement des eaux et des bandelettes pour déterminer la présence de mercure, ion fer et/ou cyanure dans l'eau	75 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	LR	25 000	25 000	LR	25 000	25 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*25 000*	*25 000*		*25 000*	*25 000*	
5529I00025 - Acquisition de 10 tablettes surface pro et des logiciels de cartographie : Arcgis (arc gis tools, arcgis extension et installation dans les ordinateurs)	99 950	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	LR	25 000	25 000	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*25 000*	*25 000*		*0*	*0*	
5529I00254 - Acquisition des kits de prélèvement et de conditionnement des eaux	20 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
TOTAL Projet 54A029P0056	**194 950**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**60 000**	**60 000**		**35 000**	**35 000**	
TOTAL Activité 2903501C001	**194 950**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**60 000**	**60 000**		**35 000**	**35 000**	
TOTAL ACTION 01	**194 950**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**60 000**	**60 000**		**35 000**	**35 000**	

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES

Action 03 : RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2021		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903503C002 : Contrôles internes et lutte contre les trafics et la contrebande des substances minières																	
Projet 54A029P0039 : Evaluations, contrôles et suivi des activités de production de diamants bruts																	
5529I00282 - Acquisition d'un kit complet de micro poise	20 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	10 000	10 000	MN	10 000	10 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
5529I00283 - Acquisition des équipements techniques spécifiques d'évaluation de diamants	20 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	LR	10 000	10 000	LR	10 000	10 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*10 000*	*10 000*		*10 000*	*10 000*	
5529I00284 - Acquisition du matériel technique pour l'amélioration du plateau technique du laboratoire d'expertise et d'évaluation des diamants (kit complet du scanner SCANOX I500 ; microscope OLYPUS SZ 51equipee d'une porteuse de de diamant ; colorimètre de marque D	90 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	LR	90 000	90 000	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*90 000*	*90 000*		*0*	*0*	
5529I00285 - Acquisition des détecteurs des pierres et métaux précieux, dans les aéroports et port	95 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	LR	90 000	90 000	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*90 000*	*90 000*		*0*	*0*	
5529I00286 - Acquisition de 13 équipements de géolocalisation (GPS)	30 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	10 000	10 000	MN	20 000	20 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*10 000*	*10 000*		*20 000*	*20 000*	
TOTAL Projet 54A029P0039	**255 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**210 000**	**210 000**		**40 000**	**40 000**	
TOTAL Activité 2903503C002	**255 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**210 000**	**210 000**		**40 000**	**40 000**	
Activité 2903503C003 : PÉRENNISATION DU SYSTÈME INFORMATISÉ DU CADASTRE MINIER																	
Projet 55A029P0001 : Acquisition des équipements de terrain et logistique																	
5529I00041 - Acquisition des kits d'analyse des eaux minérales et kits de prélèvement et de conditionnement des eaux et des bandelettes pour déterminer la présence de mercure, ion fer et/ou cyanure dans l'eau	120 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	120 000	120 000	MN	0	0	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*120 000*	*120 000*		*0*	*0*	
TOTAL Projet 55A029P0001	**120 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**120 000**	**120 000**		**0**	**0**	
TOTAL Activité 2903503C003	**120 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**120 000**	**120 000**		**0**	**0**	
TOTAL ACTION 03	**375 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**330 000**	**330 000**		**40 000**	**40 000**	

Programme 035 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES

Action 06 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES MINERALES

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2021		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937601A003 : IDENTIFICATION ET CARTOGRAPHIE DES SITES GÉOLOGIQUES ET MINIERS À RISQUES																	
Projet 54A029P0069 : Projet de restauration des sites miniers abandonnés																	
5529I00207 - Réhabilitation des sites	2 500 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	1 902 000	1 908 000	MN	108 000	108 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*1 902 000*	*1 908 000*		*108 000*	*108 000*	
TOTAL Projet 54A029P0069	**2 500 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**1 902 000**	**1 908 000**		**108 000**	**108 000**	
TOTAL Activité 2937601A003	**2 500 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**1 902 000**	**1 908 000**		**108 000**	**108 000**	
TOTAL ACTION 06	**2 500 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**1 902 000**	**1 908 000**		**108 000**	**108 000**	
TOTAL PROGRAMME 035	**3 069 950**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**2 292 000**	**2 298 000**		**183 000**	**183 000**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL

Action 02 : RELANCE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE CIBLEE (FORET-BOIS, MINES-METALLURGIE-SIDERURGIE, HYDROCARBURE-RAFFINAGE, NUMERIQUE, ENERGIE)

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2021		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903602C001 : Mise en œuvre du plan d'actions à court terme et de la stratégie de développement de la filière pharmaceutique																	
Projet 54A029P0041 : Elaboration de la Loi d'Orientation Industrielle et de Programmation des Industries Structurantes (LOPIS)																	
5529I13341 - Réalisation de l'étude stratégique de base pour la mise en oeuvre du PDI	100 000	I	NON VISA	SC	0	0	0	0	100 000	100 000	MN	0	0	MN	0	0	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*100 000*	*100 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Projet 54A029P0041	**100 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**100 000**	**100 000**		**0**	**0**		**0**	**0**	
Projet 54A029P0067 : Projet de production,de transformation et de commercialisation du mais-grain et produits derives																	
5529I00215 - Aquisition des équipements de transformation	45 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	45 000	45 000	MN	0	0	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*45 000*	*45 000*		*0*	*0*	
TOTAL Projet 54A029P0067	**45 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**45 000**	**45 000**		**0**	**0**	
TOTAL Activité 2903602C001	**145 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**100 000**	**100 000**		**45 000**	**45 000**		**0**	**0**	
TOTAL ACTION 02	**145 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**100 000**	**100 000**		**45 000**	**45 000**		**0**	**0**	

Programme 036 : DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL
Action 05 : FACILITATION DES INSTALLATIONS D'ACCUEIL DES INDUSTRIES

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2021		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903605C001 : Développement d'un système de Suivi de l'activité industrielle																	
Projet 54A029P0054 : CONSTRUCTION DES ENTREPOTS PUBLICS AU PORT EN EAU PROFONDE DE KRIBI																	
5529I00217 - Frais CARPA	100 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	50 000	50 000	MN	50 000	50 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*50 000*	*50 000*		*50 000*	*50 000*	
TOTAL Projet 54A029P0054	**100 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**50 000**	**50 000**		**50 000**	**50 000**	
TOTAL Activité 2903605C001	**100 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**50 000**	**50 000**		**50 000**	**50 000**	
TOTAL ACTION 05	**100 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**50 000**	**50 000**		**50 000**	**50 000**	
TOTAL PROGRAMME 036	**245 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**100 000**	**100 000**		**95 000**	**95 000**		**50 000**	**50 000**	

Programme 038 : DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Action 02 : APPROPRIATION DES TECHNOLOGIES

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2021		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2903802C002 : DÉVELOPPEMENT DES PARCS TECHNOLOGIQUES (TECHNOPÔLES) DE RÉFÉRENCE																	
Projet 54A029P0035 : Mise en place du Technopole agroindustriel de Ouassa-babouté																	
5529I00203 - Indemnisation des populations installées sur le site du technopôle agro-industriel de Ouassa-Babouté	350 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	150 000	150 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*150 000*	*150 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
TOTAL Projet 54A029P0035	**350 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**150 000**	**150 000**		**0**	**0**		**0**	**0**	
TOTAL Activité 2903802C002	**350 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**150 000**	**150 000**		**0**	**0**		**0**	**0**	
TOTAL ACTION 02	**350 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**150 000**	**150 000**		**0**	**0**		**0**	**0**	
TOTAL PROGRAMME 038	**350 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**150 000**	**150 000**		**0**	**0**		**0**	**0**	

Programme 039 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Action 06 : AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINMIDT

En milliers FCFA

PROJETS	Coût total	Nature	Maturité	Type Bénéf	LF 2021		LF 2022		2023			2024			2025		
					AE	CP	AE	CP	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN	AE	CP	LR/MN
Activité 2937905A001 : Mise en œuvre d'un plan de construction et de réhabilitation des services du MINMIDT																	
Projet 54A029P00024 : Construction de l'immeuble siège du MINMIDT																	
5529I00076 - études architecturalles pour la construction de l'immeuble siège du MINMIDT	300 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	300 000	300 000	MN	0	0	MN
Honoraires et études pour projet d'investissement public					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*300 000*	*300 000*		*0*	*0*	
5529I00096 - Construction de l'immeuble siege	4 000 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	0	0	MN	4 000 000	4 000 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*0*	*0*		*4 000 000*	*4 000 000*	
TOTAL Projet 54A029P00024	**4 300 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**300 000**	**300 000**		**4 000 000**	**4 000 000**	
Projet 54A029P0058 : Réhabilitation des services déconcentrés du MINMIDT																	
5529I00036 - Travaux de réhabilitations des structures déconcentrées du MINMIDT	300 000	I	VISA	SD	0	0	0	0	100 000	100 000	LR	100 000	100 000	LR	100 000	100 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*100 000*	*100 000*		*100 000*	*100 000*		*100 000*	*100 000*	
TOTAL Projet 54A029P0058	**300 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**100 000**	**100 000**		**100 000**	**100 000**		**100 000**	**100 000**	
TOTAL Activité 2937905A001	**4 600 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**100 000**	**100 000**		**400 000**	**400 000**		**4 100 000**	**4 100 000**	
Activité 2937905A002 : Mise en œuvre d'un plan d'équipement des services du MINMIDT																	
Projet 54A029P0056 : Mise en œuvre d'un plan d'équipement des services du MINMIDT																	
5529I00026 - Aquisition d'équipements de géolocalisation (GPS)	90 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	90 000	90 000	LR	0	0	LR	0	0	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*90 000*	*90 000*		*0*	*0*		*0*	*0*	
5529I00263 - Acquisition de pickups 4* 4	2 100 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	240 000	240 000	MN	800 000	800 000	MN	900 000	900 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*240 000*	*240 000*		*800 000*	*800 000*		*900 000*	*900 000*	
5529I00264 - Acquisition des copieurs pour les services	900 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	MN	500 000	500 000	MN	400 000	400 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*500 000*	*500 000*		*400 000*	*400 000*	
5529I00265 - Acquisition de climatiseurs	200 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	15 000	15 000	LR	100 000	100 000	LR	85 000	85 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*15 000*		*100 000*	*100 000*		*85 000*	*85 000*	
TOTAL Projet 54A029P0056	**3 290 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**345 000**	**345 000**		**1 400 000**	**1 400 000**		**1 385 000**	**1 385 000**	
Projet 54A029P0060 : mise en œuvre d'un plan d'équipement des services déconcentrés du MINMIDT																	
5529I00242 - Projet d'équipement du laboratoire regional des mines et de la geologie de l'Ouest	5 400	I	VISA	SD	0	0	0	0	0	0	MN	5 000	5 000	MN	0	0	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*5 000*	*5 000*		*0*	*0*	
TOTAL Projet 54A029P0060	**5 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**5 000**	**5 000**		**0**	**0**	
Projet 54A029P0061 : maintenance et la mise à jour du parc informatique du MINMIDT																	
5529I00183 - Extension et Interconnexion des réseaux informatiques	250 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	0	0	LR	150 000	150 000	LR	100 000	100 000	LR
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*		*150 000*	*150 000*		*100 000*	*100 000*	
5529I00186 - Acquisition de 1000 postes de travail le personnel	1 000 000	I	VISA	SC	0	0	0	0	305 000	305 000	MN	200 000	200 000	MN	400 000	400 000	MN
BIP RIO					*0*	*0*	*0*	*0*	*305 000*	*305 000*		*200 000*	*200 000*		*400 000*	*400 000*	
TOTAL Projet 54A029P0061	**1 250 000**				**0**	**0**	**0**	**0**	**305 000**	**305 000**		**350 000**	**350 000**		**500 000**	**500 000**	
TOTAL Activité 2937905A002	**4 545 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**650 000**	**650 000**		**1 755 000**	**1 755 000**		**1 885 000**	**1 885 000**	
TOTAL ACTION 06	**9 145 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**750 000**	**750 000**		**2 155 000**	**2 155 000**		**5 985 000**	**5 985 000**	
TOTAL PROGRAMME 039	**9 145 400**				**0**	**0**	**0**	**0**	**750 000**	**750 000**		**2 155 000**	**2 155 000**		**5 985 000**	**5 985 000**	
TOTAL CHAPITRE 29	**12 810 350**				**0**	**0**	**0**	**0**	**1 000 000**	**1 000 000**		**4 542 000**	**4 548 000**		**6 218 000**	**6 218 000**	